

Manifeste II

UTOPIA

« *Un peuple libre est un peuple qui peut encore imaginer autre chose que ce qui est* »

Avant-Propos

*Stéphane Hessel, Danièle Mitterrand, Taslima Nasreen
, Adolfo Perez Esquivel, Aminata Traore*

18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61

Juin 2011

Préambule pour la deuxième édition

En mai 2008, le Mouvement Utopia publiait son premier Manifeste. Son processus d'élaboration fut démocratique : l'ensemble des textes, issu des réflexions, conférences et débats du Mouvement avait été discuté et amendé par les utopiens présents dans les conseils nationaux et Universités d'été. Il reflétait l'état d'avancement des positions d'Utopia à fin 2007. Son succès fut important et après quelques réimpressions il est maintenant épuisé.

Depuis le Mouvement Utopia s'est beaucoup développé, a poursuivi son travail d'élaboration d'idées, de proposition,s et s'est ouvert à l'international. Par ailleurs la « crise » démarrée en septembre 2008 et dont les ingrédients qui l'ont alimentée étaient déjà bien présents dans notre Manifeste, a fortifié nos positions, notamment sur la nécessité et l'urgence de rompre avec le néolibéralisme et de dépasser le capitalisme. Mais cette crise nous demande d'aller encore plus loin. Les réactions conservatrices des Etats et de la finance, l'échec du sommet de Copenhague et les mesures d'austérité imposées aux populations imposent à la fois la reconquête des idées, ruptures et résistances.

Nous avons donc entamé un second processus d'écriture démocratique qui a abouti à ce second Manifeste, dont le contenu a été assez considérablement augmenté et actualisé. Il a été aussi « universalisé », en s'efforçant de penser global, sans bien sûr délaisser l'agir local, qui se doit de tenir compte des pratiques et des cultures présentes. Ce nouveau Manifeste différencie quand c'est utile les quatre périmètres de l'action : internationale, nationale ou européenne, locale et individuelle. Il aborde également la délicate réflexion sur la transition, qui avait été peu traitée dans le précédent livre.

Souhaitant aborder les principales questions qui se posent au 21^o siècle, ce Manifeste se concentre sur les pistes, les orientations, les transformations radicales qui devraient permettre l'émancipation individuelle et collective.

Il se situe notamment dans la perspective des bouleversements qui résulteront de la crise énergétique et du dérèglement climatique. Ces nouvelles conditions historiques vont modifier de façon radicale nos modes de production, d'échange et de consommation. Notre réflexion a donc pour objet de contribuer à préparer nos sociétés aux chocs inéluctables qui résulteront de ces évolutions, en prévenant toute dérive totalitaire. Cette préparation collective au choc, cette « résilience », est au cœur de notre projet qui a pour objet de nous préparer à surmonter ce bouleversement inédit pour les civilisations humaines.

Par ailleurs, les Editions Utopia compléteront nos réflexions et propositions en éditant des publications plus détaillées ou plus localisées sur certains sujets. Ce fut le cas pour « Les Sans papiers », « Le revenu pour tous », « L'Amérique Latine » et « Le nucléaire ».

Notre propos est d'imaginer un horizon, un projet de société et donc un projet politique. Mais un horizon et un projet qui s'inscrivent dans un cheminement pouvant modifier cet horizon et faire bouger ce projet. La ligne d'Utopia n'est pas idéologique au sens de « figée », mais en permanente évolution,en Mouvement donc.

Mouvement Utopia, février 2012

« Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci ». Paul Eluard

62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93

Sommaire

- *Préambule pour la deuxième édition*
- *Sommaire*
- *Avant propos : Vers un nouvel espace politique mondial*
- *Introduction*

Première partie : Déconstruire pour construire

1. De l'obligation préalable de déconstruire

- *L'aliénation au dogme de la croissance*
- *L'aliénation à la société de consommation*
- *L'aliénation à la valeur travail*
- *Encadré : Le progrès : finalité ou moyen ?*

2. Du besoin de dépasser le capitalisme

- *Au delà d'un système économique, une idéologie*
- *Une construction relativement récente*
- *La montée des inégalités, conséquence logique de ce système*
- *Capitalisme financier, néolibéralisme et la crise de 2008*
- *La néo-colonisation*

3. Du désir de construire un alterdéveloppement

- *Notre alterdéveloppement*
- *Autonomie et hétéronomie*
- *Les sphères économiques d'un alterdéveloppement*
- *Fiscalité internationale et dette*

• *Pour de nouveaux indicateurs de richesse*

• *Expériences et chemins de la transition*

94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132

Deuxième partie : Construisons un nouvel espace politique mondial

I. 1^{er} Droit constituant : L'écologie politique

- *Urgence climatique, épuisement des ressources naturelles, pollution et perte de la biodiversité : un constat qui accuse.*
- *Encadré : Explications d'un déni*
- *Le facteur 4 et les conférences de Copenhague, Cancun et Rio*
- *Encadré : L'appel de Cochabamba*
- *Une politique énergétique axée sur l'efficacité, la sobriété et les renouvelables*
- *Décider la sortie du nucléaire*
- *Un pôle public de l'énergie*
- *Le soutien à la reforestation*
- *Pour une fiscalité écologique*

II. 2^e Droit Constituant : L'accès universel aux droits et biens fondamentaux

- *Droits fondamentaux et biens communs*
- *Le droit d'accéder à un minimum de ressources : pour un revenu universel*
- *Le droit d'accéder à un minimum de ressources : l'eau, l'énergie et les transports*
- *Le droit aux soins.*
- *Le droit au logement*
- *Le droit à l'éducation*
- *Le droit à la culture*
- *Le droit à la dignité des prisonniers*
- *Le droit à des média indépendants respectueux de l'individu*
- *Le droit au respect de la vie privée*

III. 3^e Droit Constituant : La souveraineté alimentaire

- *la souveraineté alimentaire*
- *les propositions de Via Campesina*
- *La relocalisation et la restauration de l'agriculture paysanne et nourricière*
- *Les OGM*

IV. 4^e Droit constituant : La Liberté de circulation et d'installation des personnes

133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163

- *Le droit à la libre circulation*
- *Pour une nouvelle politique des migrations*
- *Dix propositions pour un véritable co-développement*

V. 5^e Droit constituant : Le développement de nouveaux espaces de démocratie

- *démocratie représentative et démocratie directe ou s'appuyant sur des acteurs sociaux, locale et globale...*
- *RTT / temps de vie*
- *Le temps des femmes*

Conclusion : Réinventer la politique

Postface d'André Gorz

Annexes

Liste des encadrés

Index

Présentation et documents sur Utopia

Bibliographie.

164

165

Avant propos :

166

Un nouvel espace politique pour une « société-monde »

167

Stéphane Hessel, Danièle Mitterrand, Taslima Nasreen,

168

Adolfo Perez Esquivel, Aminata Traore

169

170 Ce XXI^e siècle hérite d'un patrimoine paradoxal. Le monde n'a jamais été aussi riche en biens matériels
171 et en connaissances, mais pourtant la pauvreté frappe sur tous les continents, y compris dans les pays dits
172 développés. Les inégalités, sources principales de violences, se creusent. Les biens communs de
173 l'humanité sont menacés par leur appropriation au profit de quelques-uns. Les ressources énergétiques
174 fossiles se raréfient. La dégradation de notre environnement et la menace nucléaire se généralisent. Il faut
175 désormais bouleverser notre représentation du monde : cesser de considérer la planète comme une
176 juxtaposition de nations entretenant des rapports de force commerciaux ou militaires liés à leurs
177 ressources et leurs puissances respectives.

178

Face à cette situation, il est impératif de construire un nouvel espace politique.

179

C'est pourquoi nous appelons les mouvements sociaux, les intellectuels, poètes, artistes, partis et
180 mouvements politiques, les citoyens de tous les continents à construire ce nouvel espace, à initier
181 l'émergence d'une société-monde tout en préservant les identités culturelles locales.

182

C'est notamment en imaginant de nouveaux droits constituants que nous pourrions dessiner les contours
183 d'un nouvel espace politique fédérant des peuples, des Etats qui, au-delà de leur situation géographique,
184 partagent des valeurs et une ambition communes. Des utopies ont permis de penser des droits
185 fondamentaux, de mettre en avant leur caractère universel, comme ce fut le cas avec la *Déclaration*
186 *universelle des droits de l'Homme* de 1948.

187

Imaginons, inventons, formalisons ce nouvel espace politique et ces nouveaux droits.

188

Pour une liberté de circulation et d'installation des personnes.

189

Nous devons imaginer et construire un monde où progressivement chacun puisse, tout en conservant son
190 identité culturelle, circuler et s'installer librement dans le pays de son choix.

191

Ce droit constituant permettra de renforcer la diversité des Cultures et des Histoires en les considérant
192 comme le creuset fécond d'une humanité plus riche et plus éclairée, consciente d'appartenir à un espace
193 politique commun.

194

Pour un accès universel aux droits fondamentaux.

195

Nous devons imaginer et construire un monde où la société reconnaît à tout individu, quel que soit son
196 statut et sans contrepartie, un accès universel aux droits fondamentaux. L'objectif de toute société devrait
197 être de permettre à chacun de ses membres de s'épanouir et de devenir des citoyens libres qui agissent sur
198 le présent et la démocratie, qui s'investissent dans la vie de la cité... Sans accès aux droits fondamentaux,
199 comment peut-on véritablement exercer sa citoyenneté ? La satisfaction de l'ensemble de ces besoins est
200 donc un préalable inconditionnel que la société doit garantir à chacun. Ces droits, comme l'accès à l'eau
201 et à un minimum de ressources, l'accès aux soins, à l'éducation, à la culture seront inaliénables,
202 inconditionnels, universels et gratuits.

203

Pour la consécration du patrimoine écologique mondial et pour une réduction juste de l'empreinte
204 écologique.

205

Nous devons imaginer et construire un monde qui reconnaisse la notion de patrimoine environnemental
206 mondial pour maintenir la biodiversité, éviter le dérèglement climatique et protéger l'environnement. La

207 sauvegarde et le contrôle par les citoyens de ce patrimoine doit être l'un des fondements de notre espace
208 politique. Les ressources non renouvelables devront être préservées. L'empreinte écologique,
209 correspondant à l'impact des activités humaines sur l'environnement, devra décroître. A l'inverse du
210 modèle de société de consommation occidentale, nous devons proposer un autre modèle de production et
211 de consommation juste et émancipateur.

212 Pour une souveraineté alimentaire.

213 Nous devons imaginer et construire un monde garantissant une « souveraineté alimentaire », c'est-à-dire
214 un droit de chaque peuple à définir des politiques écologiques, sociales, économiques et culturelles
215 permettant une auto-suffisance alimentaire par une agriculture vivrière de qualité et relocalisée. Dans le
216 nouvel espace politique, l'agriculture devra être placée hors du système de libre échange imposé
217 actuellement par les institutions internationales. Nous devons imaginer et construire un monde où l'accès
218 à l'eau, à la terre et aux semences sont garanties pour tous.

219 Pour de nouveaux espaces démocratiques.

220 Nous devons imaginer et construire un monde qui aille au-delà de la « démocratie représentative » et
221 consacre une démocratie plurielle. Une démocratie qui implique différents acteurs (associations et ONG
222 de la société civile, représentants élus, citoyens...), différentes sphères de la société (sociale,
223 environnementale, économique, médiatique, politique, civile...), différents échelons (du local à
224 l'international) et différents niveaux de responsabilités. Une démocratie qui reconnaît les combats
225 féministes et qui permet une vraie conquête de l'espace public par les femmes. Pour garantir le socle
226 commun de ces nouveaux droits constituants, nous devons imaginer une nouvelle instance de
227 gouvernance permettant l'expression et l'équilibre de ces différents acteurs.

228 On ne compte plus les déclarations, chartes et moratoires dont les bonnes intentions restent lettre morte,
229 faute d'une reconsidération radicale de l'espace politique dans lequel ils s'inscrivent. C'est précisément
230 cette conception inédite et ambitieuse qui forme la racine de notre proposition. Devant toutes les urgences
231 sociales et environnementales de ce siècle, nous appelons les peuples et la société civile, les mouvements
232 sociaux et politiques ainsi que les Etats issus des cinq continents, à construire ce nouvel espace politique,
233 à initier le projet d'une société monde.

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

INTRODUCTION

252

253

254

POSER LA QUESTION DU SENS ET DE L'IDEAL

255

256

257 On ne fait pas de bonne politique sans avoir une vision précise de la société vers laquelle on veut aller et
258 une première idée des moyens d'y parvenir. On ne combattra pas efficacement la révolution conservatrice
259 en cours alliant ultralibéralisme économique et pratique autoritaire du pouvoir sans concevoir une
260 nouvelle pensée et un projet à la hauteur de cet enjeu.

261 La politique aujourd'hui se résume au mieux à un art des moyens qui oublie sa finalité, au pire à une
262 simple conquête ou conservation du pouvoir. Nous devons reprendre le combat des objectifs et des idées
263 pour proposer une alternative ambitieuse mais crédible au modèle néolibéral qui domine actuellement la
264 scène mondiale. Construire un projet de société, un projet politique, c'est définir et organiser les
265 conditions de vie qui permettront à chacun de s'épanouir. Force est de constater que sur ces points nous
266 nous situons souvent aux antipodes des idées reçues.

267 Nous revendiquons cette utopie qui considère que la réflexion alliée à l'imagination, que les principes de
268 fraternité combinés à la volonté farouche de s'attaquer aux causes du dérèglement social et écologique,
269 arriveront à fédérer un mouvement fort, solidaire, capable de proposer une véritable alternative au
270 capitalisme. Cette perspective est exaltante. Dans ce monde nivelé et uniformisé, c'est certainement la
271 plus grande aventure et le grand défi que l'on puisse individuellement et collectivement se donner. Rien
272 n'est plus déprimant que la soumission ou la résignation. « *Oui nous vivons, et si nous vivons c'est pour*
273 *marcher sur la tête des rois* » Shakespeare

274 Pour construire, il faut préalablement déconstruire et pour cela identifier les aliénations que nous devons
275 combattre. Pour Utopia, les premières aliénations de nos sociétés développées sont le dogme de la
276 croissance comme solution à nos maux économiques, le dogme de la consommation comme seul critère
277 d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seule organisation de la vie sociale.
278 Nous devons également nous questionner sur la notion de progrès et l'usage de plus en plus controversé
279 qui en est fait. Le combat contre ces aliénations est indispensable pour construire le cadre de la société
280 dans laquelle nous voulons vivre et les modalités d'un véritable alterdéveloppement. Celui-ci, qui
281 nécessite le dépassement du capitalisme et de la logique productiviste, doit permettre à chacun d'intégrer
282 la société, d'être autonome en disposant non seulement de moyens financiers d'existence, mais aussi des
283 outils lui permettant d'exercer un jugement éclairé, de participer à des choix communs. Etre un citoyen
284 actif, ce n'est pas seulement produire et consommer, c'est aussi apprendre à vivre ensemble, comprendre
285 les enjeux de notre société et participer à la vie politique. A travers notre volonté de rassembler pour
286 construire un nouvel espace politique mondial, nous déclinons notre approche de l'écologie, notre vision
287 altermondialiste et notre conception élargie des droits fondamentaux. Nous proposons la construction de
288 nouveaux espaces de démocratie, afin de suggérer des directions qui permettront de reconstruire un
289 nouveau modèle de société. Pour cela nous avançons, thème par thème, orientations et pistes d'action
290 pour commencer à donner corps à une alternative concrète et crédible.

291 Ces propositions, nous n'en revendiquons pas toujours la paternité. Elles sont issues de réflexions ou
292 suggestions de chercheurs et d'intellectuels invités dans nos cycles de conférences, de propositions de
293 mouvements associatifs, ou ont été retenues par Utopia parmi les très nombreuses contributions de la
294 gauche, au sens très large du terme. Que tous en soient ici remerciés.

295 Nous n'avons pas la prétention d'apporter systématiquement du neuf sur le « marché » de la culture
296 politique, mais de resituer ces propositions dans une perspective globale. Mouvement transpartis en
297 France, notre originalité consiste à porter ces analyses et propositions au sein des mouvements et partis de
298 gauche, des objecteurs de croissance au parti socialiste, en passant par les Verts, le Parti de Gauche, les
299 altermondialistes, les antilibéraux et les alternatifs. Parce que ce projet a vocation à être enrichi, Utopia
300 est également présent au sein d'Attac, dans les associations militantes, les mouvements sociaux et amorce
301 son implantation à l'international. Utopia s'inscrit parmi les ONG du mouvement social.

302 . La discipline démocratique d'élaboration de ces textes est contraignante mais salvatrice. Elle est, pour
303 nous, le meilleur moyen de faire partager à un nombre toujours plus grand de militants l'envie de
304 s'impliquer dans la vie sociale et politique : non pas comme seule courroie de transmission d'idées
305 élaborées au sommet des partis, mais comme acteurs à parts entières.

306 Tout en se nourrissant des réflexions de l'altermondialisme et de l'écologie politique, nous avons engagé
307 ce projet en toute indépendance. Nous souhaitons aujourd'hui le partager et le confronter à d'autres
308 cultures et pratiques militantes. Nous entendons créer les conditions d'un débat ouvert pour construire
309 ensemble ce projet collectif, seul capable de redonner du sens à notre engagement.

310 Parce que ce projet est encore neuf et qu'il a vocation à être discuté et complété par tous ceux qui
311 partagent nos constats et notre vision, ce livre est aussi un appel à nous rejoindre.

312

313

Mouvement Utopia

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

Première partie : Déconstruire pour construire

1. De l'obligation préalable de déconstruire

« L'industrialisme et la religion de la croissance sont inhérents au capitalisme. On ne peut pas avoir un capitalisme sans croissance. Si on doit changer nos modes de consommation, il faut aussi changer nos modes de production, donc l'organisation sociale. »¹

• L'aliénation au dogme de la croissance

Aujourd'hui, la remise en cause de la croissance est abordée essentiellement sous l'angle écologique en prenant en compte les limites physiques de la planète. Ces limites nous appellent à la sobriété. C'est important, mais ce n'est qu'un des aspects du problème.

La croissance n'a été capable ni de réduire la pauvreté, ni de renforcer la cohésion sociale. Un même taux de croissance peut signifier un accroissement ou une réduction des inégalités.

La plupart des emplois créés dans les sociétés développées sont à temps partiel ou précaires, le plus souvent dans les services. Un productivisme tout azimut avec ses gains de productivité non redistribués est bien plus destructeur d'emploi, l'exemple de l'agriculture le montre facilement. Et en plus on casse les gens et on détruit notre environnement. Pourtant, une « *Prospérité sans croissance* »² est possible.

Si nous nous opposons au productivisme, nous voulons aussi sortir de la polémique stérile croissance / décroissance. Ces termes sont perçus comme exclusivement économiques et l'on caricature trop souvent les objecteurs de croissance, dont la pensée n'est pas aussi binaire que leurs détracteurs le disent.

Or, on confond trop souvent croissance économique, progrès et développement humain. En effet le PIB et sa progression n'ont pas de sens pour mesurer le degré d'atteinte d'une bonne société. Rappelons qu'une catastrophe naturelle peut augmenter fortement le PIB et donc la croissance. Il ne prend pas non plus en compte les incidences négatives sur l'environnement et sur l'homme (social et psychologique) en dehors du coût financier que d'éventuelles réparations pourraient engendrer.

A l'inverse, il nous semble tout aussi dogmatique de se déclarer globalement pour une décroissance globale. Car elle pourrait à son tour être synonyme de « moins bien être » ou de régression sociale. Les objecteurs de croissance avaient posé et posent les bonnes questions. « *Nous sommes convaincus qu'il faut dépasser la contradiction croissance/décroissance car elle nous entraîne dans l'immobilisme* »³. Paul Ariès complète également son propos en disant qu'il faut passer des mots obus (décroissance, anticapitalisme, anti-productivisme) à des mots chantiers (ralentissement, relocalisation, coopération, gratuité...). La croissance, ou son image inversée, la décroissance, ne peut pas plus être un objectif en soi. Les vraies questions sont : croissance de quoi, pourquoi et pour qui ? Décroissance de quoi, pourquoi et pour qui ? En fonction de quels objectifs, au service de quel idéal de société ? Nous ne proposons donc

¹ André Gorz.

² Titre d'un livre de Tim Jackson. Editions De Boeck 2010

³ Paul Ariès (politologue, théoricien de la décroissance).

374 pas une croissance négative pour tout, mais plutôt l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la
375 croissance, de la consommation pour la consommation
376

377 ***Une croissance infinie dans un monde fini : une équation impossible***

378 « *La croissance est un concept attaché à un monde en voie de disparition, et sa poursuite obsessionnelle*
379 *nous prépare des lendemains qui déchantent....la fin de la croissance n'est pas une mauvaise nouvelle.*
380 *Ce n'est pas la fin du progrès social, ce n'est pas la fin de l'innovation ni celle du dynamisme*
381 *économique...et cela peut être bon pour l'emploi, beaucoup plus menacé par le productivisme*
382 *“croissanciste” que par une trajectoire visant la soutenabilité écologique et sociale » Jean Gadrey,*
383 *Adieu à la croissance, 2010*

384

385 L' « utopie » capitaliste de la croissance matérielle illimitée nous mène droit dans le mur et la droite est
386 irrémédiablement vouée à soutenir ce capitalisme destructeur. Faute de pouvoir le nier, elle essaie
387 d'inventer une écologie de droite, fondée sur les petits gestes individuels et sur l'espoir de solutions
388 scientifiques à venir, pour éviter d'avoir à remettre en cause la logique productiviste et inégalitaire. On a
389 beau répéter inlassablement cette évidence qu'une croissance illimitée dans un monde fini est une illusion
390 et citer cette phrase maintenant bien connue que : « *Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut*
391 *continuer infiniment dans un monde fini est un fou... ou un économiste* »⁴, la plupart des politiques
392 continuent d'entretenir leur schizophrénie en étant croissantiste un jour et écologiste le lendemain. Et
393 après avoir épuisé un premier oxymore avec le développement durable, ils reviennent à la charge avec ce
394 deuxième qu'est la croissance verte et son cortège de voitures, énergies ou technologies « propres ». Les
395 techno-scientistes de tous poils ne finissent pas de nous promettre les 2,3 ou 4e générations de produits
396 qui ne consommeront plus, se recycleront à l'infini, ne pollueront plus, préserveront les ressources
397 naturelles et notre environnement. On est dans le domaine du déni de réalité et de la croyance. Difficile de
398 se débarrasser de deux siècles de religion du progrès, que beaucoup de laïcs ont substitué aux autres
399 religions.

400 La science économique ignore les données écologiques, son raisonnement est déconnecté de la réalité de
401 la biosphère. Les ressources naturelles de la planète sont insuffisantes pour généraliser un mode de vie à
402 l'européenne et a fortiori à l'américaine. 20% des humains consomment environ 80% des ressources de la
403 planète. 1,2 planètes seraient nécessaires pour continuer à exploiter les ressources renouvelables
404 mondiales au rythme actuel. Avec une croissance mondiale de simplement 3% par an il en faudrait plus
405 de 8 en 2100.

406 Le PIB à l'échelle internationale a été multiplié par sept en 50 ans. En un siècle la population du globe a
407 été multipliée par quatre et la consommation d'énergie par dix, pour 20 fois plus de richesses produites et
408 50 fois plus de biens industriels. Si chaque habitant du globe devait consommer autant que ceux des pays
409 industrialisés il faudrait en 2050 produire huit fois plus d'énergie. La limite des ressources naturelles
410 d'énergie, faciles à extraire et bon marché, et sur lesquelles se sont construites nos modèles de croissance,
411 est une évidence physique jamais évoquée. Le pétrole dont le pic de production aurait été atteint en 2006
412 est une réalité dont on ne peut que discuter de l'échéance Mais « *nous ne voulons pas croire ce que nous*
413 *savons* »⁵.

414 La Chine est considérée actuellement par beaucoup comme l'un des principaux bénéficiaires de la
415 mondialisation, (l'ultralibéralisme économique peut faire bon ménage avec le totalitarisme politique) si
416 on ajoutait les coûts cachés liés aux réductions des ressources naturelles et à la pollution, la croissance du
417 PIB chinois serait diminuée de 3 à 5 points. Mais ce sont en Chine comme ailleurs les générations futures
418 qui paieront la note. Pour le climat, le constat est maintenant sans appel : l'homme dérégule de façon

4 Kenneth E. Boulding (économiste et ancien président de l'*American Economic Association*).

5 Jean-Pierre Dupuy (philosophe).

419 irréversible le climat de la planète dans laquelle il vit en acceptant quasiment sereinement les
420 conséquences dramatiques qu'il a lui-même provoquées. La corrélation entre le réchauffement climatique
421 lié à l'effet de serre et l'activité humaine n'est mise en doute que par quelques grands groupes de
422 pression. D'ores et déjà les réfugiés climatiques sont plus nombreux que ceux des guerres. 13 millions
423 d'hectares de forêts, puits à CO₂, sont défrichées chaque année. Avec la montée de la désertification, 2
424 milliards d'habitants souffriront de pénurie d'eau en 2025.

425 Lutter contre le réchauffement climatique devrait coûter aujourd'hui 1% du PIB mondial par an, mais si
426 on ne fait rien ou peu, cela coûtera 20% en 2050, soit 5500 milliards de dollars⁶, affirme dans son fameux
427 rapport Nicolas Stern, ancien chef économiste de la Banque Mondiale. Lequel reconnaît enfin dans The
428 Guardian en 2009 que « *Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le*
429 *changement climatique* »

430

431

La décroissance, la question majeure du XXI^e siècle.

432 « - Dans le débat autour de la décroissance il ne s'agit pas de confronter une ligne politique à une autre,
433 mais de changer profondément tout notre imaginaire » Paul Ariès *Décroissance ou barbarie*

434 Si le terme de « décroissance » ne fait sens aujourd'hui dans le débat public mondial que dans un nombre
435 limité de pays industrialisés, l'exigence intellectuelle qu'elle impose – celle d'imaginer un autre mode de
436 vie en commun – renvoie à des combats qui raisonnent sur la planète tout entière.

437 En Amérique Latine par exemple, des courants politiques forts défendent depuis longtemps le concept de
438 « buen vivir » comme objectif de société en rupture avec la logique d'accumulation. En Equateur, la
439 Constitution de 2008 décline précisément les droits fondamentaux des citoyens liés au « Buen vivir » et
440 dessine ainsi les contours de nouveaux indicateurs de richesse.

441 Le terme de décroissance doit son émergence à la faillite des idéologies des 19^{ème} et 20^{ème} siècles mais il
442 n'est rentré que récemment dans la sphère politique. Pourtant cette idée vagabonde depuis quelques temps
443 dans la tête de certains visionnaires. Dès 1970 les économistes du Club de Rome titraient leur rapport :
444 « Halte à la croissance ? »⁷ la notion de décroissance est apparue aussi dans les années 70 avec
445 l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen. Il fut le premier à constater qu'une croissance, même faible,
446 n'est pas possible sur le long terme dans un système clos et qu'il est indispensable de penser l'économie
447 au sein de la biosphère. Dans les mêmes années, Ivan Illich, André Gorz, Cornélius Castodiaris, Edgar
448 Morin promeuvent l'écologie politique. « *L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire*
449 *capitaliste qui domine la planète* »⁸.

450 En Espagne, en Italie, en Belgique, en Hongrie et en France, il existe des petits partis politiques qui se
451 revendiquent de la décroissance. Mais ce sont plutôt des réseaux, y compris dans le monde anglo-
452 saxon, qui prônent cette pensée. Aujourd'hui en France les principaux théoriciens de la décroissance sont Paul
453 Ariès, Serge Latouche., Yves Cochet chez les Verts.

454 Pour eux, la décroissance n'est pas la croissance négative, mais la sortie de la religion de la croissance,
455 une façon de s'en prendre aux idoles économiques, de faire tomber toutes les statues de l'ancien régime.
456 Le terme de décroissance, « mot obus » selon Paul Ariès, sert à interpellier afin de mettre en évidence
457 l'absurdité de l'économisme. Ils souhaitent que la décroissance matérielle soit accompagnée d'une
458 croissance relationnelle, conviviale et spirituelle. Cela n'a rien à voir avec le retour à la bougie, comme
459 les caricaturent trop souvent les partisans aveugles de la croissance à droite comme à gauche. Selon la
460 formule de Serge Latouche, il faut « *décoloniser la gauche de l'imaginaire progressiste* ».

⁶ Rapport Nicolas Stern, ancien chef économiste de la Banque Mondiale.

⁷ Le titre anglais était « The limits to Growth », soit « Les limites de la croissance »

⁸ Cornélius Castoriadis (cofondateur de *Socialisme ou Barbarie*, psychanalyste et écrivain).

461 Le terme de décroissance a fait ces dernières années un chemin considérable auprès du grand public ainsi
462 que dans toutes les sphères économique-politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit accepté. Au contraire
463 il fait souvent figure de repoussoir. Il est vrai que dans l'imaginaire dominant et une société fonctionnant
464 à la croissance, la décroissance est associée à la récession. Dans un monde qui vit au rythme du chômage
465 de masse, il est normal que ce vocable passe mal. « Une idéologie de gosses de riches », titrait Le Monde.
466 Il ne faut pas que la tentation mimétique entraîne les militants de la décroissance vers la logique néfaste
467 d'une nouvelle idéologie « décroissantiste ». D'où l'auto-dénomination d'objecteurs de croissance. « *Le*
468 *terme de décroissance sera aussi dépassé lorsqu'il aura fait son travail de cri d'alarme* » soutient Paul
469 Ariès.

470

471

472

473 ***L'aliénation à la société de consommation***

474

475 La consommation est devenue le nouvel opium du peuple. Il y a une religion du marché et la sémantique
476 n'est pas neutre : temples de la consommation, grands prêtres de l'économie, foi dans le progrès, liturgie
477 publicitaire, credo du pouvoir d'achat...(le fondamentalisme marchand dont parle J.Stiglitz). L'ultra
478 libéralisme et le marxisme revisité à la mode soviétique ou chinoise communient ensemble à la vision
479 d'une humanité se réalisant par le développement économique. « *Etre riche, c'est posséder un grand*
480 *nombre d'objets pauvres* » disait déjà Raoul Vaneigem en 1967 dans son Traité de savoir vivre .Et pour
481 reprendre ce que disait Lacan à propos de l'amour, on pourrait dire que le marketing, « *c'est proposer*
482 *quelque chose qu'on n'a pas à quelqu'un qui n'en veut pas* ». Aux notions freudiennes de
483 psychose/névrose s'ajoutent les phénomènes d'addiction/ dépression liée à la privation d'objets devenus
484 indispensables: addiction à la voiture ⁹ puis à la télévision pour la génération précédente, addiction à
485 l'informatique et à l'Internet pour les générations actuelles, addiction aux téléphones portables et aux jeux
486 vidéo pour les plus jeunes. Il ne s'agit pas ici de contester l'intérêt que peut avoir l'usage intelligent de
487 ces produits, mais de constater que trop souvent ce sont les utilisateurs qui sont au service de ces produits
488 et non l'inverse. D'où les phénomènes de dépendance qui agissent comme de nouvelles drogues.

489 L'ensemble de la vie des individus, des études à la retraite en passant par la vie dite active, est conditionné
490 par l'accès à un certain nombre de biens. En fonction de l'utilité économique de la personne, on accède à
491 un revenu ou à une position plus ou moins élevée. Oscar Wilde avait déjà noté au 19^{ème} siècle que
492 « *l'on connaît le prix de tout mais la valeur de rien* » Dégradation de l'être en avoir, puis de l'avoir en
493 paraître avec le spectacle érigé en marchandise suprême.

494 Comme pour l'environnement, le combat contre l'idéologie de la consommation ne peut se limiter à
495 essayer de faire changer les comportements individuels : il est aussi éminemment politique. Il n'est pas
496 facile car il nécessite de lutter démocratiquement contre des représentations du désir et du plaisir certes
497 détournées en pulsions d'achats par le monde marchand, mais situées au cœur des motivations de chacun.
498 Il nous faut rappeler inlassablement le caractère illusoire de ce bonheur par la consommation véhiculé
499 mondialement par les publicitaires. Il nous faut être capables de ré-enchanter le monde en substituant
500 aux biens matériels les biens relationnels. Il nous faut déconstruire ce mythe de l'épanouissement
501 personnel par la consommation, source d'aliénations et de frustrations notamment auprès des populations
502 les plus pauvres, en déconstruisant l'amalgame entre besoins fondamentaux et superflus.

503

⁹ Lire à ce propos l'excellent article d'André Gorz « L'idéologie sociale de la bagnole » paru en 1975 dans « Ecologie et politique » et repris en 2008 dans « Ecologica » Galilée

504 La critique de la société de consommation a été très présente dans les milieux de la contestation radicale à
505 la fin des années 60. Les écrits des situationnistes¹⁰, ceux d'Herbert Marcuse¹¹, d'Ivan Illich¹², de Jean
506 Baudrillard et d'André Gorz¹³, dénonçaient le caractère aliénant de cette soumission au règne de la
507 marchandise. Ils n'ont pas pris une ride. En 1968, on a pu lire sur les murs des slogans tels que
508 « consommez plus vous vivrez moins » ou « cache toi objet ». Cette critique s'est ensuite atténuée avec
509 la reprise en main conservatrice et la montée du chômage à la fin des trente glorieuses. Confondant
510 volontairement l'accès aux biens fondamentaux des plus pauvres et la surconsommation des plus riches,
511 politiques et syndicats ont dénoncé cette critique de la consommation en la qualifiant d'idéologie de
512 privilégiés. Avec la montée de l'écologie et plus récemment avec le mouvement de la décroissance, cette
513 contestation a repris et s'est fait entendre auprès d'un plus large public. Au caractère aliénant des
514 pratiques de consommation des pays occidentaux, se sont rajoutés les problèmes environnementaux liés à
515 la surconsommation : raréfaction des ressources naturelles, pollutions, dérèglement climatique et perte
516 de la biodiversité.

517 *La consommation comme idéologie indispensable à la survie du capitalisme*

518 Les gains de productivité et l'augmentation obligatoire du taux de profits, inhérent au système capitaliste,
519 ont inversé la logique « naturelle » qui était de produire ce que les consommateurs demandaient ou
520 souhaitaient. Désormais, les consommateurs se doivent d'être au service de la production et non
521 l'inverse : « *Pour sauver l'économie, il faut acheter, acheter n'importe quoi !* » disait Eisenhower à la fin
522 de la deuxième guerre mondiale. D'où la mise en place à cette période, presque naturellement, de cette
523 idéologie qui identifie le bonheur, l'épanouissement personnel, au fait de consommer. La survie de ce
524 système, nécessite de rendre les individus dépendant des biens de consommations, en créant
525 continuellement de nouveaux besoins et des produits ayant perdus toute valeur d'usage, au profit d'une
526 signification sociale ou psychique fabriquée à coup de milliards, investis en communication/marketing
527 (estimés à près de 600 milliards de \$ au niveau mondial en 2007).

528 Pour diffuser au plus grand nombre cette idéologie, faite de représentations et d'images, il fallait un outil
529 à la mesure de cet enjeu : la télévision, née après la deuxième guerre mondiale soit à peu près en même
530 temps que la « civilisation de la consommation », a parfaitement joué ce rôle. Instrument d'émotion et
531 non d'information, générateur de désir et non de réflexion, la télévision, après avoir dans un premier
532 temps été au service de la propagande des états, s'est très vite reconvertie dans le service à la
533 marchandise. La très célèbre déclaration de Patrice Le Lay, directeur général de la télévision française
534 TF1, avouant que son rôle était « *de vendre du temps de cerveau disponible à Coca Cola* » illustre
535 parfaitement cette mission attribuée à la télévision; et plus généralement le fonctionnement idéologique
536 de la société spectaculaire marchande. Ce constat donne raison à Guy Debord quand il écrit en 1967 dans
537 la Société du Spectacle : « *Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de*
538 *production s'annonce comme une immense accumulation de spectacle. Tous ce qui était directement*
539 *vécu s'est éloigné dans une représentation* »

540 Avec l'endettement et l'obsolescence programmée des produits, la publicité constitue l'un des trois piliers
541 de la société de consommation. La frontière entre information et réclame s'estompe. Le financement par
542 la publicité de biens culturels et d'information entretient le mythe de la fausse gratuité. La publicité
543 s'immisce partout, dans nos boîtes aux lettres, sur nos écrans, dans les services publics, jusque dans nos
544 écoles.

545

¹⁰ « La société du spectacle » de Guy Debord et « Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations » de Raoul Vaneigem, parus en 1967.

¹¹ « L'homme unidimensionnel » Minuit 1968

¹² « La convivialité » Seuil 1973

¹³ « La société de consommation » de Jean Baudrillard en 1970, « Ecologie et politique » d'André Gorz en 1975

546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590

La consommation comme révélateur de la crise identitaire

Le développement des libertés individuelles et l'affirmation de l'individu séparé du collectif aboutissent à une grave crise d'identité. La consommation perd alors sa finalité première qui est de répondre à un besoin. Elle est utilisée pour se distinguer, afficher une pseudo richesse afin d'exister aux yeux des autres, voire à ses propres yeux. Alors que chacun pense se distinguer en suivant les consignes des publicitaires, on aboutit au contraire à l'uniformité. D'où la naissance d'une frustration qui ne pourra se compenser, et pour un temps très court, que par un autre achat. Un bon consommateur est donc un consommateur frustré : *«L'être insatisfait se jette dans les consolations de l'avoir, mais le vide n'est jamais comblé, parce que la précarité du pouvoir d'achat exacerbe les frustrations. Le consommateur est ainsi la proie d'une violence qui, le dressant contre lui-même, ne peut s'exorciser qu'à l'encontre des autres »* Raoul Vaneigem¹³

Les besoins humains sont à la fois individuels et sociaux, matériels et spirituels. Le système capitaliste recourt abusivement à cette notion de besoin qu'il présente comme une catégorie naturelle, extensible à l'infini.

La logique des besoins, naturelle à l'origine, s'est étendue à la totalité des désirs humains, comme si la société devait saisir tout désir et le transformer en besoin, et organiser la production collective pour les satisfaire.

D'où les incessantes exhortations à consommer. La consommation est devenue un acte civique. Et non contents de manipuler les notions de désirs et de besoins, les braves petits soldats du capitalisme que sont les publicitaires y rajoutent la notion de droit : vous avez le droit de posséder une grosse voiture, une maison à vous, de passer vos vacances à l'autre bout du monde...car ce n'est que justice et égalité démocratique : les riches le font ! Cette perversion de la notion du droit a des conséquences dramatiques au sein des cités : les jeunes revendiquant le « droit » d'avoir accès aux "marques" pour pensent-ils s'intégrer à la société. En fait, il ne s'agit que de copier les pratiques des classes dominantes. Avec les dégâts que cela entraîne au sein des familles qui n'ont pas ces valeurs et qui bien sûr ne peuvent pas suivre économiquement. Objectivement soumis, un surconsommateur ne sera jamais que spectaculairement révolté : il a bien trop à perdre en détruisant ses idoles.

La « rivalité ostentatoire » décrite et analysée par Thorstein Veblen¹⁴ et reprise par Hervé Kempf¹⁵ entraîne par mimétisme les différentes catégories de population à vouloir consommer comme la catégorie qui lui est supérieure.

Les classes les plus riches établissent le modèle culturel à suivre par l'ensemble de la société pour maintenir la surconsommation.

Les consommateurs dépourvus de l'argent nécessaire pour acheter les produits du rêve publicitaire, ont recours au crédit, au risque, comme ce fut le cas avec les subprimes en 2008 aux Etats-Unis, de déstabiliser tout le système et de faire payer aux populations les échecs du capitalisme.

Plus personne n'ignore les pratiques dispendieuses et prédatrices de l'oligarchie mondialisée. Si, à l'évidence, la réduction des inégalités est un impératif social, elle est également une urgence environnementale.

Or, peu de politiques, y compris à gauche, n'osent remettre en cause le dogme de la consommation et de la société du spectacle, comme élément du bien être social.

¹⁴ « Théorie de la classe des loisirs » Gallimard 1970

592 ***L'aliénation à la « valeur » travail***

593

594 « *Tout se passe comme si le travail épuisait toute l'activité humaine. Or, d'une part l'activité humaine ne*
 595 *se réduit pas au travail, elle est au contraire multiple, et d'autre part, il me semble urgent de réduire la*
 596 *place occupée, réellement et symboliquement, par le travail précisément pour laisser se développer*
 597 *d'autres activités très nécessaires aussi au bien-être individuel, à la réalisation de soi, au lien*
 598 *social... »¹⁵.*

599 La difficulté principale lorsqu'on aborde la question du travail vient du fait qu'aujourd'hui ce vocable
 600 désigne des choses très différentes. L'amalgame entre activité et travail notamment est source de
 601 malentendus. C'est en jouant sur ces différentes significations que l'on a pu créer cette notion fourre tout
 602 et la transformer en valeur. C'est pourquoi nous entendrons dans notre critique de la valeur travail et de
 603 sa centralité le travail économique, celui que nous accomplissons par nécessité de gagner notre vie car
 604 donnant droit à une rémunération.

605 Dans le prolongement de la réflexion de Dominique Méda, nous pensons que nous devons remettre
 606 profondément en cause la place du travail dans notre société. Nous contestons le discours actuel qui
 607 institue le travail comme une valeur émancipatrice, comme un vecteur de réalisation individuelle.

608 Bien entendu, cette position critique de la centralité de la valeur travail n'est pas incompatible avec la
 609 conviction que tout citoyen puisse avoir accès au travail et que la lutte contre le chômage reste une
 610 priorité. D'autant que dans une société salariale comme la nôtre, le travail devient un support de
 611 protection et de droits. Une perspective de plein emploi doit rester essentielle car nous sommes
 612 parfaitement conscients que dans une société qui sacralise le travail, il est très difficile de poser
 613 sereinement les termes du débat tant les souffrances (matérielles et sociales) liées au chômage, rendent
 614 parfois inaudible cette réflexion. Dominique Méda toujours . « *Dans une société qui a fait du travail sa*
 615 *norme et son mythe, la source du revenu, de l'identité et du contact des individus, comment ne pas être*
 616 *convaincu que l'absence de travail équivaut à une sorte de mort sociale qui se traduit non seulement par*
 617 *une baisse du revenu disponible mais aussi par le sentiment de son inutilité sociale, de son incapacité,*
 618 *par le désœuvrement, par l'absence d'estime de soi »¹⁶.*

619 Aujourd'hui, dans une société centrée sur le travail, il est logique que celui ci soit perçu comme un
 620 facteur de fort lien social et d'identité. Ce qui explique, au delà de son apport en terme de rémunération,
 621 que beaucoup de travailleurs y sont attachés et donc sont désemparés lorsqu'ils perdent leur travail. Un
 622 lien social ou une identité ~~par défaut~~ pourrait exister dans d'autres activités que le travail, si ce travail ne
 623 représentait pas l'essentiel de notre temps et de notre énergie. Dans une société fondée sur le travail, il est
 624 logique que celui ci joue le rôle de valeur refuge et de lien social pour quasiment tout le monde.

625 Évacuons donc d'emblée tout malentendu afin d'éviter toute caricature : nous pensons que le travail peut
 626 être un lien social de qualité auquel chaque individu doit pouvoir avoir accès. Néanmoins, nous
 627 réaffirmons avec force que l'élévation du travail au rang de valeur centrale de l'activité humaine est
 628 d'abord le fruit d'une idéologie productiviste, incompatible selon nous, avec un quelconque
 629 épanouissement de l'individu.

630 ***La « valeur travail » : une construction historique***

631 « *La notion de travail est une invention du capitalisme industriel .Avant on distinguait la peine, la*
 632 *corvée, le labeur, le besoin , l'occupation, le travail, l'activité, l'œuvre.... Le travail tout comme le labeur*

¹⁵ Dominique Méda (philosophe).

¹⁶ Dominique Méda

633 désignait la peine des cerfs, des journaliers, des manœuvres ou des hommes de peine. Le travail était
634 toujours matériel et pénible »¹⁷

635 Il n'existe pas de caractère anthropologique du travail. L'Histoire a montré que l'activité permettant la
636 subsistance et la satisfaction des besoins, contrairement aux idées reçues, ne s'est pas toujours appuyée
637 sur une division des tâches et ne pouvait prendre qu'un temps minimum (2 à 4 heures par jour pour les
638 chasseurs-cueilleurs). Dans ce type de sociétés, l'idée de besoins illimités n'existait pas. Dans la Grèce
639 antique, le travail est méprisé et assimilé à des tâches dégradantes. Les mendiants et les artisans y sont
640 considérés comme faisant partie d'une même catégorie. Aristote y valorise principalement l'activité
641 éthique et politique. -Dans la Genèse, le travail est assimilé à une sanction. Après le péché d'Adam et
642 Eve : « c'est à la sueur de ton front que tu gagneras ton pain... ». C'est au 16^{ème} siècle que le travail prend
643 son nom de « tripalium », qui désignait alors un instrument de torture. De l'empire romain au moyen âge,
644 on traite finalement le travail de la même manière, par le mépris. L'élément déterminant de l'ordre social
645 est alors le rang.

646 C'est Adam Smith, grand théoricien libéral et inventeur de la « main invisible du marché » comme
647 instrument de régulation, qui, en 1776 dans son ouvrage *Recherches sur les causes de la richesse des*
648 *nations*, assimile le travail, et notamment sa productivité, à un facteur d'accroissement de la richesse. Ce
649 raisonnement, qui consacre la mesure de la richesse d'une société par son activité économique, provoque
650 à partir du 19^e siècle un glissement sémantique instituant le travail comme une valeur morale structurante.
651 Le travail devient donc une valeur centrale à partir de laquelle se construit progressivement un nouvel
652 ordre social fondé sur le salariat.

653 L'élévation du travail au rang de valeur est donc bien issue d'une construction historique. Plus
654 précisément, elle est née avec l'avènement du système capitaliste et s'est progressivement imposée à tous.

655 ***Le travail : activité de production au service de logiques économiques***

656 Le développement du capitalisme se caractérise par la soumission de l'ensemble des sphères de la vie aux
657 considérations économiques et à l'impératif d'augmentation de la production et de la consommation.

658 Le capitalisme considère le travail comme un simple facteur de production, c'est à dire comme un coût,
659 une variable d'ajustement au service d'une logique implacable : la recherche de profit pour le détenteur
660 du capital.

661 Le travail est aujourd'hui le support et l'alibi de la croissance, la source des enrichissements fabuleux
662 dont profitent quelques uns et dont le grand nombre, ébloui par l'illusoire attente de participer un jour au
663 festin, se résigne davantage qu'il ne se scandalise. Voie obligée d'une participation aux tentations de la
664 société d'abondance, le travail est soumis au chantage incessant d'une obligation de compétitivité, placé
665 dans une situation de concurrence dérégulée avec des armes très affaiblies et des défenses émoussées.

666 La direction de l'entreprise, arbitre entre différents coûts : matières premières, loyers, frais de
667 personnels...comme s'il y avait une équivalence entre toutes ces lignes comptables. La « ressource
668 humaine » est donc analysée, décortiquée, et valorisée selon le prix du marché.

669 Cette valorisation n'a donc rien à voir avec la pénibilité ou la pertinence de l'usage du bien ou service
670 produit. Elle est directement déterminée par un raisonnement économique qui évalue la rareté relative du
671 savoir-faire au sein d'un processus de production. Cela signifie, plus abruptement, que dans un
672 environnement concurrentiel internationalisé, soit le salaire baisse, soit l'emploi est délocalisé. Bien
673 évidemment, dans une situation de chômage, le rapport de force est beaucoup plus favorable aux
674 employeurs et impose des baisses ou des gels de rémunération en jouant sur les peurs. Dans ces
675 conditions, comment peut-on imaginer que chaque individu puisse s'épanouir dans son travail ? Comme
676 valeur morale, on doit pouvoir trouver mieux... Comme lien social central, on doit pouvoir trouver plus
677 juste et plus égalitaire.

¹⁷ André Gorz Entretien diffusé en 1991 sur France Culture

678 Certes, certains prennent plaisir à travailler. Pour autant nous ne devons pas perdre de vue que ce n'est
679 pas le cas pour l'immense majorité des salariés pour qui le travail reste une contrainte physique et
680 psychologique.

681 La multiplication des suicides sur le lieu de travail est un indice dramatique de l'augmentation de cette
682 souffrance au travail. La pression psychologique est devenue d'autant plus forte que le salarié subit les
683 nouvelles méthodes et de management et l'exigence d'une rentabilité toujours plus importante. La montée
684 du chômage et le chantage permanent à l'emploi accentue encore cette pression grandissante.

685 Le lien de subordination est en effet un des éléments essentiels inhérents à la valeur « travail ».

686 Ce lien « ...existe entre le salarié et son employeur, celui-ci se déduisant quasi logiquement de la nature
687 du contrat de travail. Autrement dit, à partir du moment où l'on considère que le travail humain peut
688 faire l'objet d'un négoce, cet achat a pour conséquence la libre disposition de ce qui a été acheté
689 (...) »¹⁸.

690 Il est évident que, dans la relation de travail, il y a une asymétrie totale entre celui qui postule pour un
691 emploi afin de subvenir à ses besoins et celui qui décide et choisit. Pour prendre en compte et compenser
692 très partiellement l'inégalité du lien de subordination, le législateur a instauré, sous la pression ouvrière,
693 un droit du travail sans cesse remis en cause. On comprend dès lors l'acharnement des libéraux à faire
694 disparaître cette protection fondamentale...

695 En faisant du travail une « valeur », la droite est cohérente avec ses idéaux et avec le système qu'elle
696 défend qui est fondé sur l'efficacité économique, la recherche du profit, et l'idée maîtresse que la richesse
697 de quelques-uns crée le travail des autres.

698 La gauche, héritière d'une tradition matérialiste, prend souvent position pour une « réhabilitation de la
699 valeur travail », comme si ce qui fonde notre pacte social et notre « vivre ensemble » devait se réduire à
700 une activité productive rémunérée. Cette gauche revendique un héritage où le sens de l'histoire de
701 l'homme serait d'humaniser le naturel, de le modeler, de repousser l'animalité du monde. Dans cette
702 hypothèse, l'homme se réaliserait totalement dans sa production et le vrai combat, serait de repousser la
703 logique de ceux qui cherchent à valoriser le capital au détriment du travail. Il serait de valoriser les droits
704 et les pouvoirs du travailleur afin finalement de rendre le travail et donc l'homme conforme à son essence.
705 Nous ne partageons pas cette orientation.

706 Avant d'être perçu comme un moyen permettant d'aménager la nature ou même d'humaniser le monde, le
707 travail est d'abord né comme facteur de production. Nous refusons donc de considérer l'activité de
708 production comme liée à l'essence de l'homme ou même au sens de son histoire. Dans l'économie sociale,
709 la détention collective de l'outils de travail par les sociétaires (dans les Scops, ce sont les travailleurs eux-
710 mêmes) peut favoriser le contrôle sur la production et ses conditions. Néanmoins, comme Dominique
711 Méda, nous considérons que « (...) *Le caractère aliénant du travail ne disparaît pas du fait de*
712 *l'appropriation collective des moyens de production. Que les capitaux soient détenus par les travailleurs*
713 *plutôt que par les capitalistes changerait finalement peu de chose aux conditions concrètes de travail;*
714 *l'organisation sera toujours le fait quelques uns et non de tous (...) autrement dit, l'abolition du rapport*
715 *salarial ne suffit pas à rendre le travail autonome (...) ».*

716 Devrions-nous continuer à ériger en unique lien social, en valeur, cette activité structurellement
717 inégalitaire ? Nous ne le pensons pas. Le travail que nous accomplissons par obligation de gagner notre
718 vie est et demeure aliénant, parce qu'il résulte d'un rapport de subordination marchande entre les
719 individus, servant un système dont la logique est étrangère à la notion même d'humanité. Nous pourrions
720 ajouter que ce lien de subordination, cet apprentissage de l'obéissance en entreprise, ne facilite pas
721 l'exercice pour les individus de la démocratie dans le domaine public. On peut parler d'antagonisme entre
722 le capitalisme et la pratique démocratie.

¹⁸ Dominique Méda, Le travail, une valeur en voie de disparition ?

723 ***Le travail et la valorisation du mérite***

724 La droite a fait du « mérite » et du « travail » le fondement de sa réflexion politique. Et curieusement, on
725 sent la gauche un peu gênée sur cette question. Chacun fait d'ailleurs comme si le mérite et le travail
726 étaient des notions établies dont l'acception et l'utilisation allaient de soi.

727 Qu'entendons-nous par mérite ? S'agit-il des efforts nécessaires que chaque citoyen fait sur lui-même
728 pour apprendre, pour contribuer à la vie collective afin d'agir de façon éclairée dans la cité ? Non, bien
729 évidemment.

730 Quand la droite évoque le mérite, il le lie naturellement à ce que l'on appelle « la réussite individuelle ».
731 Le mérite devient donc l'argument libéral et conservateur par excellence qui se décline en général sur le
732 thème : « en fonction de sa volonté et de son travail, « on » réussit plus ou moins bien sur une échelle de
733 valeur donnée ». Là encore, de quelle échelle parle-t-on ? De cette échelle qui hiérarchise les individus et
734 les valorise en fonction de leur efficacité économique, elle même déterminée par les lois du marché ?
735 Dans ce monde – notre monde – le savoir-faire ou le savoir-être d'une assistante sociale ou d'un ouvrier
736 « vaut » 10 fois moins que celui d'un cadre supérieur, 1000 fois moins qu'un grand patron d'une
737 multinationale d'armement ou de la finance ?

738 A droite, on légitime cet ordre des choses en s'appuyant sur le « mérite », le mérite de droite, celui d'être
739 né dans une famille culturellement ou financièrement favorisée, celui de ne pas avoir de problèmes de
740 santé, celui d'avoir eu la chance de faire les bonnes rencontres au bon moment. Bref, le mérite que nous
741 mériterions tous !

742 Et la gauche dans tout ça ? On lui parle « mérite », elle répond « lutte contre le phénomène de
743 reproduction sociale ». En se centrant sur la « remise en marche de l'ascenseur social », elle ne remet plus
744 en cause la hiérarchie sociale ni les valeurs et les logiques qui ont conduit à les construire. Elle finit donc
745 implicitement par légitimer un système et ses inégalités inhérentes en proposant des mesures, simplement
746 correctrices, qui ne changeront pas fondamentalement l'ordre des choses puisque l'injustice est justement
747 l'un des ressorts essentiels du système.

748 La question n'est donc pas de savoir comment corriger le système en donnant à chacun la possibilité
749 d'être « méritant », mais de savoir comment repenser l'échelle de valeur des rapports humains.

750 ***Le travail doit revenir à sa « juste » place***

751 Nous pensons que l'accès de tous à un emploi n'est pas incompatible avec une critique de la centralité de
752 la valeur travail, considérée comme unique vecteur de droit et de reconnaissance. Il ne s'agit pas ici de
753 remettre en cause le travail en soi, ou de prôner sa fin. Ce n'est pas son existence mais sa place qui est en
754 cause.

755 Hanna Arendt, qui se réfère d'ailleurs beaucoup à la Grèce et à la Rome antiques, divise la forme la plus
756 courante du vécu humain, la *vita activa*¹⁹ en trois catégories : le travail, l'œuvre et l'action. Elle constate
757 et déplore la tendance actuelle du travail à devenir englobant, à absorber les deux autres catégories. Il
758 s'agit, selon elle, de la catégorie la moins humanisante « ...l'économie vise à réduire l'homme pris
759 comme un tout, dans toutes ses activités, au niveau d'un animal conditionné à comportement prévisible
760 (...) une tendance irréversible à tout envahir, à dévorer les sphères anciennes du politique et du privé
761 comme la plus récente, celle de l'intimité à été l'un des caractéristiques dominantes de ce nouveau
762 domaine »²⁰.

763 Aujourd'hui le travail est-il à sa « juste place » parmi les activités humaines ? La réponse est clairement
764 non. Nous souhaitons défendre le caractère diversifié des activités humaines indispensables à notre
765 équilibre, qu'elles soient familiales, culturelles, associatives, politiques, amoureuses...Le travail doit
766 retrouver sa « juste place ».

767 Posons donc la question suivante sans ambiguïté : et si, en défendant un autre idéal, une autre notion de la
768 richesse, une autre vision du monde, la glorification aveugle du mérite et du travail n'avait plus de sens ?

¹⁹ Condition de l'Homme Moderne

²⁰ Ibidem

769 Alors il faudrait accepter de changer de système et de promouvoir un système humaniste où la logique
770 dominante n'est plus marchande, où l'essentiel n'est pas « économiquement mesurable ». Une société où
771 la richesse et la production ont pris d'autres valeurs.

772 Au-delà de la nécessaire poursuite de la nécessaire réduction du temps de travail, nous proposons
773 d'accorder un vrai statut aux activités non productives (associatives, politiques, créatrices,
774 humanitaires...).

775 Par ailleurs, dans les entreprises et groupement d'économie sociale, la démocratie interne et la recherche
776 de relations équitables producteurs-consommateurs permettent de porter d'autres valeurs.

777 Nous souhaitons également promouvoir une gestion du temps, tout au long de la vie, qui permettrait à
778 chacun d'articuler au quotidien vie professionnelle et autres temps de la vie ou d'interrompre son travail
779 pour se consacrer à des projets personnels et collectifs.

780 Relativiser l'obligation de croissance, tempérer l'appétit de consommation, soustraire le travail rémunéré
781 aux injonctions du profit, réduire l'espace qui lui est réservé, s'ouvrir à la gratuité, tous ces éléments
782 devraient permettre une société plus apaisée. Ils devraient permettre une société plus ouverte,
783 respectueuse de la pluralité des activités humaines par lesquelles les êtres humains trouvent la réalisation
784 d'eux-mêmes au travers d'un lien social enrichi. Remettre le travail à sa vraie place aux côtés d'autres
785 activités resituer ses objectifs, inventer pour lui un cadre humain, c'est donner accès à l'homme à un
786 espace de créativité, à une temporalité plus heureuse.

787

788

789 ***Le progrès : finalité ou moyen ?***

790

791 « *C'est au siècle dernier que l'humanité est devenue capable de se détruire elle-même, soit directement*
792 *par la guerre nucléaire, soit indirectement par l'altération des conditions nécessaires à sa survie* »
793 *JP Dupuy Pour un catastrophisme éclairé.*

794 Par son ignorance volontaire de l'écologie dans sa croisade productiviste et par sa course folle vers le
795 nucléaire, l'homme du XX^e s'est effectivement donné les moyens de sa totale autodestruction. Et est
796 donc plus que temps de s'interroger sur cette religion moderne que constitue cette croyance
797 inconditionnelle au progrès.

798 Historiquement et sans remonter jusqu'à la Grèce antique, le défenseurs du progrès se situaient dans la
799 sphère des progressistes prônant la raison, s'opposant aux religions et aux conservateurs. Grâce aux
800 découvertes scientifiques et à leurs applications pratiques, ils œuvraient pour une amélioration des
801 conditions de vie sur terre, un meilleur confort, un travail moins pénible, une amélioration de la santé...
802 Qui peut nier l'apport de la machine à vapeur, de l'imprimerie, de l'électricité, de la radio,
803 d'internet...pour ne prendre que quelques exemples ?

804 Il ne s'agit pas ici de répondre à une croyance par une contre croyance : il n'y a ni dieu ni diable dans
805 notre analyse du progrès, mais un constat que le progrès, scientifique comme technique, n'est pas neutre
806 et est souvent au service des idéologies dominantes, et donc également source d'aliénation. Et cela sans
807 céder à la nostalgie et fausse affirmation que « c'était mieux avant », car cela dépend de quoi l'on
808 parle.

809 La polysémie du mot progrès brouille notre perception : on confond innovation, progression, modernité
810 et progrès. Le « progrès » en soi n'est ni un bien ni un mal, mais l'usage qui en est fait -et que souvent on
811 nous impose - peut s'avérer fortement régressif pour l'humanité.

812 Mais de moyen, avec la montée du capitalisme industriel, le progrès est devenu une fin et la gauche,
813 intrinsèquement progressiste, a fini par oublier les objectifs libérateurs du progrès pour en sacrifier la
814 démarche et l'instituer en valeur. On assiste aujourd'hui à une union sacrée entre le camp « conservateur
815 « et « progressiste » sur la signification forcément positive du progrès. Le « sens du progrès » remplace

816 le pas si vieux « sens de l'histoire ».

817 L'idéologie occidentale du progrès devait être un outil au service de l'Homme, mais il devient aujourd'hui
818 un instrument de domination sur la nature et sur l'Homme lui-même. Ne serions nous pas arrivés à ce
819 seuil dont parle Ivan Illich dans son concept de « contre productivité » où la médecine nuit à la santé, la
820 vitesse fait perdre du temps, l'école rend inculte, la communication si envahissante que l'on ne comprend
821 plus rien ?

822 Nous remettons clairement en cause l'idéologie occidentale du progrès comme bras armé complémentaire
823 et indispensable au système capitalisme, imposant un certain rapport au temps et à l'ordre social.

824 C'est dans ce sens que nous pouvons parler d'aliénation à l'idéologie du Progrès qui, ajoutée à celles de la
825 croissance et de la consommation, constituent avec la centralité de la valeur travail le socle sur lequel
826 repose notre critique du capitalisme.

827

828 **L'idéologie du Progrès devient l'alibi favori du capitalisme en nourrissant la société de**
829 **consommation**

830 *« l'idéologie occidentale du progrès est une idéologie qui distille à l'envie et pour le plus grand nombre,*
831 *une espérance aveugle où l'évolution technique est supposée résoudre les problèmes dont elle est la*
832 *source »* ⁽²¹⁾

833 Toute innovation est considérée comme un progrès auquel nous sommes tenus de croire et qui nous
834 poussera à faire l'acquisition d'un nouvel objet afin d'afficher notre « modernité ». Or nous savons que ce
835 qui est fabriqué aujourd'hui est condamné à une obsolescence rapide. Son existence vient répond
836 rarement à un besoin. Il s'agit de créer sans cesse de nouveaux désirs destinés à soutenir une
837 consommation sans fin, aux deux sens du terme. .

838 L'idéologie du Progrès a pour fondement de nous faire croire que toute innovation, même superflue, est
839 un progrès essentiel qui s'impose à chacun d'entre nous et dont le refus aura pour effet de nous
840 sortir de la norme sociale du moment.

841 L'idéologie occidentale du progrès a insidieusement et volontairement engendré le découplage entre
842 consommateur et producteur. La distance séparant l'objet de son utilisateur s'est accru empêchant ainsi
843 toute réappropriation, toute possibilité d'auto entretien et favorisant dépendances et obsolescence.

844 Sans discussion citoyenne sur l'objectif et les conditions de production, cette idéologie nous emprisonne
845 donc dans la spirale infernale et sans fin de dépendance et de soumission à la consommation.

846 Peut-on se réjouir d'avancées technologiques certes merveilleuses, comme la recherche spatiale, sans se
847 poser la question de leur coût, coût exorbitant au regard du nombre de bénéficiaires par rapport à tous les
848 besoins élémentaires non satisfaits au niveau mondial? Où est l'urgence?

849 Notre égoïsme, si bien entretenu, ne nous porte-t-il pas à croire trop facilement aux retombées bénéfiques
850 sur l'ensemble de notre planète?

851 **L'idéologie du Progrès, en s'érigeant en valeur asservit l'Homme**

852 L'idéologie occidentale du progrès s'est progressivement imposée comme une « valeur » essentielle dans
853 l'ensemble des sociétés occidentales. L'exemple des OGM est édifiant. Présentés à l'origine comme un
854 nouvel outil au service de l'agriculture et des paysans et sans même parler des risques sanitaires,
855 l'utilisation des OGM aujourd'hui se révèle destructrice. Imposés et utilisés au nom de la science et de
856 l'impérieuse nécessité du progrès, les OGM provoquent de véritables catastrophes en parachevant
857 notamment la destruction déjà largement entamée de la transmission du savoir-faire de sélection des
858 semences paysannes. De plusieurs centaines d'espèces de blés qui offraient par leurs caractéristiques
859 spécifiques de multiples capacités d'adaptation à des contraintes climatiques et de sols variées, le
860 « progrès » phytosanitaire, motivé par les seuls intérêts financiers de l'industrie du pesticide, a réduit

²¹ JC Besson-Girard « Entropia – Décroissance et Technique » 2007

861 l'offre à un nombre très limité variétés, distribuées sous contrôle et généralement hybrides. Cette
862 confiscation du vivant, stérilisé pour en interdire la réappropriation par les paysans devenus « exploitants
863 agricoles armés des outils du progrès », est une illustration de la destruction des savoir-faire et de la
864 résilience des communautés induite par la généralisation de ces outils modèles du progrès dont
865 l'utilisateur n'a plus le contrôle.

866 Comment peut-on considérer comme humainement compatible et naturel l'occidentalisation du monde
867 qu'induit la destruction mondiale des savoirs locaux aux seuls profits de la modernisation et du
868 progrès ?

869

870 **L'idéologie du Progrès tente d'imposer un certain rapport au temps et à l'ordre social**

871 Depuis la révolution industrielle, notre histoire culturelle nous fait croire que notre civilisation suit
872 inexorablement une pente ascendante, une linéarité temporelle qui n'a pas plus de limite que n'en a la
873 croissance. Cette critique d'un certain rapport à la temporalité et au « sens » nous paraît centrale. Le
874 renouveau de la pensée politique moderne repose effectivement sur la prise en compte de la finitude (des
875 ressources et des limites physiques de la planète) et de la pluralité du rapport au monde.

876 L'idéologie occidentale du progrès nous impose aujourd'hui un rapport au temps tourné vers
877 l'immédiateté²² et l'éphémère et s'inscrit dans la logique d'une « modernité » sans racines qui appelle à la
878 destruction du passé, de ses cultures, de ses savoirs, des richesses de la terre. Les forces conservatrices
879 sont devenues destructrices. L'homme moderne est à l'image du progrès qui l'instrumentalise : il est
880 autodéterminé, sans conscience de ce qu'il doit aux générations qui l'ont précédé, sans héritage, il ne doit
881 rien au passé et rien à l'avenir.

882 Le fil du temps est rompu au point que seul compte le présent très court, le présent obsolète. Le temps
883 social et le temps de la nature qui assuraient la temporalité fondamentale du lien de l'homme à la terre a
884 été absorbé par le temps économique devenu le temps dominant (²³).

885 De même, l'idéologie occidentale du progrès contribue à nous imposer une vision du monde étreinte et un
886 rapport social déterminé. En effet, l'idéologie du Progrès véhicule en elle-même les valeurs de
887 « réussite », d'« excellence » et contribue ainsi à instituer un « sens », un « ordre social ». La mécanique
888 bien huilée du Progrès ne s'arrête jamais : elle classe, elle hiérarchise, elle impose la voie uniforme à
889 emprunter comme si c'était elle qui fixait l'objectif à atteindre.

890 Sous couvert d'« universalisme », l'idéologie occidentale du progrès contribue à gommer la pluralité de
891 notre rapport au monde et la diversité des sociétés humaines.

892

893 **Dépasser l'Idéologie du Progrès**

894 S'opposer à l'idéologie du Progrès ne signifie bien évidemment pas s'opposer aux avancées de la science
895 ou de la technologie.

896 Il s'agit de considérer les innovations comme des outils potentiels au service de la société humaine toute
897 entière. Il s'agit de considérer que le progrès doit rester un « moyen » et non une « fin ». Une société
898 humaine responsable peut tout à fait renoncer à développer de nouvelles technologies si elles viennent en
899 contradiction ou ne s'inscrivent pas dans des objectifs discutés par et pour les citoyens.

900 Réduire notre temps de travail nécessaire, prôner la relocalisation des activités humaines, retisser du lien
901 social, valoriser le patrimoine écologique, la richesse et la diversité des cultures humaines, voilà les
902 orientations du progrès auxquelles nous sommes attachées.

²² Pour une analyse plus approfondie de cette notion, on peut se reporter à l'ouvrage « La dictature de l'immédiateté – Sortir du présentisme » de Stéphen Kerkhove, Editions Yves Michel.

²³ Geneviève Azam, idem note⁷

903 " L'exigence de progrès devrait ainsi passer du règne de la nécessité ou de l'automatisme au règne de la
904 volonté ou de la liberté...A la fictive nécessité du Progrès pourrait alors se substituer la volonté de
905 progrès, plus précisément la volonté modeste de réaliser tel ou tel progrès dans un domaine défini,
906 impliquant la libre évaluation des options et le libre choix parmi les possibles, dans le cadre d'une
907 discussion publique continue réunissant en droit , selon diverses modalités tous les citoyens sans
908 exclusion. La notion perd dès lors l'unité et l'unicité qui la constituaient en dogme » ⁽²⁴⁾.

909
910
911

912 **2. Du besoin de dépasser le capitalisme**

913
914
915

Au delà d'un système économique, une idéologie

916 « Notre modèle de production et de consommation a été conçu pour étendre la domination du capital aux
917 besoins, désirs, pensées, pour nous faire acheter et consommer ce qu'il est dans l'intérêt du capitalisme
918 de produire. Les producteurs/consommateurs sont mis au service du capital et non l'inverse. Le lien entre
919 la création de richesse et la création de valeurs est rompu. N'est reconnu comme richesse que ce qui peut
920 s'exprimer en argent. Les services collectifs seraient donc à abolir dans la mesure où ils freinent et
921 empêchent la croissance de la consommation individuelle » ²⁵

922 Avec la fin de l'URSS, la conversion de la Chine à l'économie de marché et celle de la sociale démocratie
923 à l'économie libérale, parler de rupture ou de dépassement du capitalisme était considéré comme périmé.
924 Pour parler comme Churchill à propos de la démocratie, le capitalisme semblait pour beaucoup « le plus
925 mauvais des régimes, après tous les autres » A l'exception notable de certains pays d'Amérique Latine, la
926 gauche dans le monde avait également renoncé à prendre position vis à vis du capitalisme. En
927 général, elle utilisait le terme dans ses discours et ses programmes sans vraiment lui donner un sens en
928 parlant indifféremment de capitalisme ou de sphère marchande, en lui affublant des adjectifs choisis
929 (capitalisme financier, capitalisme libéral...) comme si le terme en soit n'était pas suffisamment
930 signifiant. Cela traduit une posture beaucoup plus profonde qu'une simple prise de position sémantique.
931 Car si la gauche ne se pose plus la question de la pertinence du système qui régule aujourd'hui l'ensemble
932 des rapports sociaux, elle se condamne à ne proposer que des ajustements « à la marge ». Or la légitimité
933 à construire un projet politique à gauche porteur de sens, porté par un idéal fort, ne peut s'ancrer que dans
934 une remise en cause du système capitalisme. En effet, le piège du capitalisme est de se présenter comme
935 un « système économique » alors qu'il est beaucoup plus que cela. C'est un système qui régit en fait la
936 quasi totalité des différentes sphères de la vie politique, économique sociale des individus.

937 Cette idée suggérant qu'il n'y a « pas d'autre alternative » au capitalisme étant largement déconstruite, il
938 reste, à trouver ailleurs que « dans la propriété collective des moyens de production » idée qui elle aussi a
939 fait faillite, de nouvelles pistes pour ce dépassement du capitalisme

940 Il est urgent de mener une première bataille politique : il s'agit d'une bataille culturelle qui différencie
941 notamment sphère marchande et capitalisme L'une est un espace pouvant servir à réguler une partie de la
942 production de biens et services, l'autre un système global qui gouverne l'économie et la société. L'un
943 n'implique pas forcément l'autre. L'histoire nous rappelle d'ailleurs que durant de nombreux siècles, les

²⁴ P.A. Taguieff – « le sens du progrès »

²⁵ André Gorz.

944 hommes ont commercés et échangés sans capitalisme. Une économie où il existe des marchés n'est pas la
945 même chose qu'une économie où l'ensemble des activités humaines est régi par le marché, c'est à dire
946 une « société de marché ». L'exemple du système de santé aux Etats- Unis montre que, contrairement
947 aux idées reçues, le marché n'est pas toujours le plus efficace, qualitativement et économiquement. En
948 effet ce système de santé coûte plus de 15% du PIB et ne couvre que 75% de la population américaine
949 (dont l'espérance de vie en plus commence à baisser). En France la sécurité sociale coûte
950 proportionnellement la moitié et couvre presque la totalité de la population.

951 Comme l'indique Thomas Coutrot ²⁶« *Il faut dépasser le capitalisme parce que la gestion des biens*
952 *communs de l'humanité rend nécessaire de remplacer la loi du profit par la démocratie comme principe*
953 *de régulation de l'économie* »

954 ***Notre projet implique une remise en cause du système capitaliste***

955 « *Le capitalisme est cette croyance étonnante que les plus mauvais des hommes feront les pires de choses*
956 *pour le plus grand bien de tous* » JM Keynes

957 Si la sphère marchande n'est pas condamnable en soi, notre projet remet nécessairement en cause le
958 capitalisme car celui-ci combine deux caractéristiques qui en font, selon nous, un système incompatible
959 avec notre alterdéveloppement :

960 *La rentabilité du capital comme unique objectif* : Le capitalisme organise l'ensemble des facteurs de
961 production (humains et matériels) en fonction de son objectif premier de rentabilité et d'accumulation du
962 capital. Dans ce modèle, la prise en compte des dimensions humaines, environnementales, sociales ou
963 éthiques résulte soit de rapports de force qui réveillent l'instinct de conservation du système, soit d'un
964 positionnement stratégique ou marketing. Si la compréhension et la dénonciation des différentes formes
965 de capitalisme (entrepreneurial, rhénan, financiers, libéral...) nous permet d'adapter nos modes d'actions,
966 nous estimons que ces différentes formes ne recouvrent en somme que plusieurs faces d'un seul et même
967 modèle. Il n'existe pas de « bon » capitalisme. Durant les trente glorieuses-la répartition des richesses
968 issues des augmentations de la productivité au sein des pays développés n'a pu se faire qu'au détriment
969 des pays du tiers monde et en surexploitant les ressources naturelles (voir la notion de dette écologique).

970 *Le caractère englobant ou systémique du capitalisme* : Une des grandes forces du capitalisme est de se
971 faire passer comme un outil « technique ».Cet outil ne serait-ni « bon » ni « mauvais » en soit, mais
972 simplement un mode de régulation des échanges permettant d'ajuster l'offre à la demande...Cet artefact,
973 profondément intégré par la société toute entière, constitue le principal levier de légitimation du système.
974 Or, le capitalisme est englobant, et englobant par nature, à la fois pour l'individu mais également pour la
975 société. En transformant les désirs en besoin, en érigeant en valeur le travail et le mérite, en posant
976 l'échelle économique et sociale comme la hiérarchie naturelle des rapports humains, il dépasse largement
977 le champ « économique » pour régir sans le dire la quasi totalité des rapports sociaux. Le capitalisme
978 revêt un caractère totalitaire dans la production du monde, c'est à dire dans la production des liens qui
979 fondent la vie en société et notre histoire commune. Il enferme l'imaginaire et borne les possibilités pour
980 l'homme d'envisager un nouveau rapport au monde.

981

982 ***Notre projet est incompatible avec une appropriation publique et centralisée de tous les moyens de*** 983 ***production***

984 Si nous rejetons le système capitaliste, nous rejetons tout autant la tentation d'une appropriation publique
985 et centralisée de tous les moyens de production censée assurer un équilibre social, environnemental

²⁶ Thomas Coutrot *Jalons vers un monde possible*. Le bord de l'eau 2010

986 durable et équitable pour tous. Même si l'histoire n'avait pas tranché sur cette option, nous pensons que
987 notre projet est également incompatible avec ce système pour 3 raisons.

988 D'abord, il est illusoire de penser que l'appropriation publiques de tous les biens de production favorise
989 un quelconque épanouissement de l'homme au travail. Le caractère aliénant est intrinsèquement lié au
990 travail, même si les avantages sociaux permettent bien entendu de desserrer la contrainte. Nous pensons
991 que le travail, n'a pas de lien direct avec la réalisation de soi.

992 Ensuite, une organisation centralisée et planifiée de l'ensemble de toutes les productions serait liberticide
993 et conduirait nécessairement à une impasse : organiser la production signifie encadrer l'expression, la
994 créativité... Elle impliquerait de contrôler tous les citoyens et leurs activités en fonction des objectifs
995 qu'elle s'est assignée.

996 Enfin, planifier toutes les productions implique de prévoir les consommations humaines et les répartir ce
997 qui aboutit nécessairement à figer la société ou à l'orienter de façon arbitraire.

998 ***Une construction relativement récente***

999 La naissance du capitalisme industrialisé et productiviste est un phénomène récent. Il date du milieu du
1000 18^{ème} siècle et se limite dans un premier temps au monde occidental, à commencer par l'Angleterre. Ce
1001 n'est qu'au début du vingtième siècle qu'il a imposé ses méthodes à l'agriculture et aux services, puis
1002 qu'il s'est étendu à la quasi-totalité du monde. Pourtant on voudrait nous faire croire qu'il a toujours
1003 existé et qu'il est indépassable : « *Ce n'est pas la pensée qui est unique, mais la réalité* » nous dit Alain
1004 Minc célèbre défenseur du néolibéralisme. Autrement dit : circulez, il n'y a rien à voir. Et encore moins à
1005 faire. Eloge de la soumission.

1006 Les trente glorieuses (1945/1975) sont incontestablement l'âge d'or du capitalisme, forgé par le biais du
1007 plan Marshall lancé en 1947 pour soutenir et reconstruire l'économie européenne après la guerre. La
1008 guerre froide contribue à instituer dans le capitalisme de marché « à l'ouest » comme dans le capitalisme
1009 d'Etat (à l'est), la nouvelle religion de la croissance productiviste comme enjeu du conflit et solution
1010 magique aux problèmes de l'humanité. L'heure n'est alors pas aux préoccupations environnementales, et
1011 l'on n'est pas très regardant sur l'utilisation des ressources naturelles et la pollution.

1012 Les sociétés occidentales entraînent ce qu'on appelle alors le Tiers-Monde dans leur frénésie de
1013 croissance, sous forme de colonialisme déguisé. Le « sous-développement », selon ces nouvelles normes,
1014 devient une maladie honteuse. Deux milliards d'habitants vont changer de statut pour l'Occident et
1015 devenir des « sous-développés ». Avec la complicité de beaucoup de leurs dirigeants, qui cherchent ainsi
1016 à obtenir des prêts qu'ils ne pourront rembourser qu'au prix d'une casse sociale effroyable et d'une mise à
1017 sac des structures et pratiques ancestrales, ils seront contraints de se lancer sur la voie d'un
1018 « développement » tracé par d'autres. Aujourd'hui la dette du Sud se chiffre à 2800 milliards de dollars.
1019 « *Peu de gens aujourd'hui défendent cette grande hypocrisie : on prétend aider les pays en
1020 développement alors qu'on les force à ouvrir leurs marchés aux produits des pays industriels avancés,
1021 qui eux-mêmes continuent à protéger leurs propres marchés. Ces politiques sont de nature à rendre les
1022 riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres – et plus furieux* »²⁷. C'est le début de
1023 l'occidentalisation du monde, en fait un néo colonialisme sauvage et destructeur.

1024 Puis lorsque le premier choc pétrolier survient en 1973, le piège se referme également sur les populations
1025 occidentales : Le chômage devenu structurel va être au cœur de la nouvelle organisation du travail et de la
1026 domination du capital. Il faut être aveuglé par la doxa libérale ou naïf pour croire qu'on pourra résoudre
1027 ce problème sans partager un travail devenu de plus en plus rare. Le crédo libéral répété à l'envi « le
1028 travail ça se crée, ça ne se partage pas » signifie ne réalité « baissions les prestations sociales pour être
1029 compétitif et transférer le chômage chez nos voisins ». A partir des années 70, avec la libéralisation des
1030 capitaux et des marchandises et la déréglementation, on assiste à la montée en puissance de la course à la

²⁷ Joseph E. Stiglitz (économiste et prix Nobel d'économie).

1031 rentabilité des capitaux. Celle-ci s'accompagne invariablement d'opérations de privatisations,
1032 concentrations, délocalisations, restructurations avec leurs conséquences désastreuses en termes de
1033 précarisation du travail, de chômage de masse, d'« ajustements structurels » pour le sud, de limitation des
1034 droits sociaux partout. Depuis le milieu des années 70, la croissance économique se construit trop souvent
1035 sur la décroissance du progrès humain et la montée des inégalités sociales. Exit les trente glorieuses, mais
1036 le mythe perdure.

1037 ***La montée des inégalités, conséquence logique de ce système***

1038 « *Il n'est pas plus facile de réduire les inégalités quand il y a de la croissance. L'histoire de ces 25*
1039 *dernières années le prouve, avec dans presque tous les pays riches une progression de la richesse*
1040 *économique et des inégalités* »²⁸.

1041 En 1960, l'écart de revenu entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres de la planète étaient
1042 de 1 à 30. Il atteignait en 2007 1 à 80 et continue à progresser. Les 500 personnes les plus riches
1043 possèdent l'équivalent du revenu des 500 millions les plus pauvres, tandis que le milliard d'habitants les
1044 plus pauvres se partagent 1% du revenu mondial. Un « très riche » gagne donc autant qu'un million de ses
1045 semblables. Selon le PNUD, les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine (1,2
1046 milliard d'habitants) Pendant ce temps, un milliard de nos semblables souffrent de la faim et vivent avec
1047 moins d'un dollar par jour. Soixante dix pour cent du commerce mondial est sous le contrôle de 500
1048 entreprises. En 2009, les entreprises transnationales ont fait un chiffre d'affaire de 25 2757 milliards de
1049 dollars, soit 42 % du PIB Mondial (donner la source) Ford et General Motors ont des ventes supérieures
1050 au PIB de l'Afrique Sub-Saharienne, Microsoft affiche 20 milliards de dollars de bénéfices en 2010. Avec
1051 ces mêmes 20 milliards, l'ONU estime que la sous-alimentation pourrait être éradiquée, qu'avec 15
1052 milliards on pourrait fournir de l'eau potable partout dans le monde et qu'avec 12 milliards il serait
1053 possible de garantir une éducation de base.

1054 Mais l'on préfère dépenser 1 000 milliards de dollars par an pour l'armement (officiellement, dont 50%
1055 pour les seuls Etats-Unis). Doit-on accepter et se résigner devant un tel modèle de gouvernance
1056 mondiale ? Doit-on réciter la liturgie néolibérale répétant « il n'y a pas d'alternative » ?

1057 Aux Etats-Unis, entre 1959 et 1995, le PIB a augmenté de 240%, mais pendant cette période l'indicateur
1058 de santé sociale, regroupant neuf indicateurs sociaux, a baissé de 40%. 23% des américains vivent en
1059 dessous du seuil de pauvreté (22% en Angleterre) et 1% de la population est incarcérée (chiffre multiplié
1060 par 4 en 25 ans). « *Les USA sont en train de devenir un pays riche aux populations pauvres... Le pouvoir*
1061 *d'achat du salaire minimum est aujourd'hui inférieur de 35% de ce qu'il était il y a 30 ans* »²⁹.

1062 Cette concentration spectaculaire des inégalités résulte d'un système structurellement injuste mais aussi
1063 de pratiques conjoncturelles indignes : rétributions pharaoniques et parachutes dorés des grands patrons,
1064 primes des cadres de banques financières. Comme le reconnaît Sicco Mansholt, Président de la
1065 Commission Européenne en 1972, « *La croissance n'est qu'un objectif politique immédiat servant les*
1066 *intérêts des minorités dominantes* ».

1067 Selon l'OIT, la distribution des richesses s'est faite partout au détriment du travail : « Dans 51 des 73
1068 pays pour lesquelles des données sont disponibles, la part des salaires dans le revenu total a reculé au
1069 cours des vingt dernières années. Le plus fort déclin de la part des salaires dans le PIB s'est produit en
1070 Amérique latine et dans les Caraïbes (-13 points de pourcentage), suivi par l'Asie et le Pacifique (-10
1071 points de pourcentage) et les économies développées (-9 points de pourcentage). » OIT, Rapport
1072 d'octobre 2008

1073 Aux Etats Unis en 2010 l'enveloppe des rémunérations des activités financières atteint 144 milliards de
1074 dollars, en augmentation de 4% malgré la crise. En 2010, donc deux ans après le début de la crise dont ils
1075 portent une lourde responsabilité, les bonus des banquiers et autres traders sont revenus, voire ont

28 Jean Gadrey (économiste et membre du conseil scientifique de l'Observatoire des inégalités).

29 Joseph E. Stiglitz.

1076 dépassé, le niveau d'avant 2008. Bonus obtenus sur le dos des salariés des entreprises rachetées ou
1077 restructurées et des Etats qui versent les indemnités de chômage.

1078 **La logique de privatisation des profits et de socialisation des pertes tient lieu de gouvernance pour**
1079 **le néo-libéralisme.**

1080 Plus encore depuis le début des années 80, les plus riches, grâce à leur patrimoine dont la valeur explose
1081 sont donc « condamnés » à l'être davantage, au détriment de tous les autres, classes moyennes comprises.
1082 Voilà les modèles économiques que certains ont l'indécence de continuer à encenser.

1083 Le système capitaliste, fondé sur la concentration du capital et l'augmentation du taux de profit est par
1084 essence créateur d'inégalités et destructeurs de cohésion sociale. Malgré une progression régulière des
1085 richesses mondiales, il n'a pas été capable de réduire la pauvreté, bien au contraire. Le nombre de
1086 personnes souffrant de la faim n'a cessé de progresser pour atteindre le milliard en 2010 et 20 000 d'entre
1087 elles meurent chaque jour, véritable assassinat social. Nous refusons ce monde où la seule alternative
1088 serait de remplacer la misère par la pauvreté. Nous refusons de nous résigner à une société où tout se
1089 vend, tout se monnaie, tout se « mérite », même les droits les plus élémentaires de l'être humain.

1090 La remise en cause de l'idéologie productiviste et de son double, la soumission au marché, qui par
1091 définition ignore l'intérêt collectif, devient urgente. Cela signifiera changer radicalement notre modèle
1092 social si on ne veut pas que les révoltes et les violences, accompagnées des inévitables réponses
1093 répressives et liberticides, tiennent lieu de programme politique

1094

1095

1096 ***Capitalisme financier, néolibéralisme et la crise de 2008***

1097

1098 *«Il y a une spécificité du néolibéralisme c'est bien qu'il se donne pour vocation de coloniser*
1099 *intégralement l'intériorité des individus, des travailleurs, c'est-à-dire de refaçonner intégralement leurs*
1100 *désirs et leurs affects. Le régime de mobilisation néolibéral ne se contente pas de ce que des salariés*
1101 *viennent et accomplissent les actions qu'on leur a dictées d'accomplir, comme c'était le cas dans le*
1102 *fordisme. Le néolibéralisme exige que le salarié refaçonne entièrement ses dispositions pour être dans un*
1103 *état de mobilisation générique et permanente » Frédéric Lordon*

1104

1105 A la fin des années 1970, sous la pression des pouvoirs économiques et la bienveillance des politiques de
1106 droite mais aussi hélas de gauche, le capitalisme issu du fordisme ou du modèle rhénan a très vite
1107 bifurqué vers ce que l'on désigne aujourd'hui par le terme de néolibéralisme. Pour ce capitalisme
1108 financier ou patrimonial, l'Etat n'est pas la solution mais le problème (Reagan) et il n'y a pas d'autres
1109 alternatives (Thatcher).-L'abandon de tout débat politique au profit d'une combinaison de pure gestion va
1110 conduire à une idéologie que l'on peut qualifier au sens étymologique de totalitaire, même si elle ne
1111 s'attaque pas directement à l'intégrité physique des personnes, comme ce fut le cas avec le nazisme ou le
1112 stalinisme. Ce stade ultime du capitalisme se caractérise à la fois par l'abandon de tout compromis social
1113 au profit des seuls actionnaires, le "court termisme", la libéralisation ou mondialisation des échanges des
1114 biens et des services ainsi que des mouvements financiers, abandon de la maîtrise monétaire des états,
1115 explosion des paradis fiscaux, dérèglementations tout azimut. Les fameux « marchés », c'est à dire les
1116 investisseurs mais en fait les spéculateurs car plus de 95% des transactions de change ou de bourse sont
1117 purement spéculatifs, sont incapables de tenir compte d'autres choses que des l'intérêts à court terme
1118 d'une minorité. Trois dernières décennies plus tard, les résultats catastrophiques de cette idéologie du tout
1119 marchand sont bien visibles : la précarisation du monde du travail, montée des inégalités, la perte de
1120 pouvoir des politiques et des états, le recul des services publics, production effrénée de biens qu'il fallait
1121 écouler grâce à un endettement massif tant privé que public, et surtout la dictature de la finance mondiale
1122 pour son propre profit. Les marchés financiers sont au centre de la mondialisation néolibérale. Les
1123 activités économiques servent essentiellement à créer des bénéfices sur les marchés financiers. Ces

1124 marchés créent une concurrence mondiale entre les entreprises multinationales, mais aussi entre les États,
1125 entre leurs systèmes sociaux et fiscaux, entre les travailleurs de différentes parties du monde. Jusqu'au
1126 jour où.....

1127

1128 **Un rendez-vous raté**

1129 « *La crise peut signifier l'instant du choix, ce moment merveilleux où les gens deviennent brusquement*
1130 *conscient de la cage où ils se sont enfermés eux-mêmes, et de la possibilité de vivre autrement* » Ivan
1131 *Illich*

1132 La crise de 2008 a débuté avec les prêts hypothécaires inconsidérés accordés à des ménages en situation
1133 précaire aux États-Unis suivi de la procédure dite de titrisation, qui a permis de vendre ces créances
1134 douteuses à d'autres institutions financières aux États-Unis et dans le monde. Pendant cette période, les
1135 techniques financières se sont considérablement complexifiées, rendant leur lecture difficile aux
1136 politiques et encore plus au commun des mortels. Ce que a fait dire par exemple à Alan Greenspan,
1137 président de la banque centrale des États-Unis : « *Si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal*
1138 *exprimé* ». Les ruptures de paiement ont eu ensuite les conséquences dramatiques que l'on connaît. Pas
1139 pour les institutions financières dont nombre ont été renfloués, mais pour les populations les plus
1140 modestes. Ce qui a fait dire très justement aux « indignés » de la place Puerta del Sol en Espagne :« Ce
1141 n'est pas une crise, c'est une escroquerie »

1142

1143

1144 **Les agences de notation :**

1145 Leur rôle est d'émettre une évaluation en principe objective de la solidité financière d'une entreprise ou
1146 d'un Etat et donc du risque que présente un emprunt ou le produit dérivé émis par une grande banque.
1147 Trois agences de notation monopolisent le marché mondial: Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings.
1148 Ces dix dernières années, elles se sont lourdement trompées au moins trois fois, avec à chaque fois des
1149 conséquences désastreuses : faillite d'Enron, crise de subprimes et chute de Lehman Brothers. Mais cela
1150 ne les empêche pas de continuer à décider du sort des entreprises ou des états, avec la complicité des
1151 organismes comme le FMI ou la BCE et la soumission, par peur ou par intérêt, de la plupart des
1152 dirigeants. La Grèce, l'Irlande, l'Islande et même l'Espagne en ont fait les frais car plus ces agences
1153 dégradent une note, moins l'état concerné a une chance de se redresser. Cela équivaut à la saignée des
1154 médecins de Molière. Elles sont donc au cœur des contradictions du système capitalisme. Leur objectif
1155 principal, en fait, est d'être au service du système bancaire. Contre tout logique, il s'agit de société
1156 privées. Elles ne font l'objet d'aucun contrôle étatique et ne publient pas leurs méthodes d'évaluation. Pas
1157 mal pour des soi disant apôtres de la transparence.

1158 Une autre critique concerne leur mode de rémunération : elles se font payer par les émetteurs des
1159 emprunts ou des produits financiers qu'elles notent, ce qui les place en permanence en situation de conflit
1160 d'intérêt. L'Etat ou l'entreprise qui veut émettre un emprunt doit obtenir "une bonne note" pour bénéficier
1161 du taux d'intérêt le plus bas possible. Dans un premier temps, cela les conduit à attribuer des notations
1162 surévaluées. Puis, lorsque les choses tournent mal, elles réagissent très tardivement, puisque abaisser leurs
1163 évaluations c'est admettre leur erreur. Et lorsqu'elles réagissent, comme toujours dans la finance, la
1164 correction est excessive, entraînant immédiatement une réaction en chaîne : l'action des spéculateurs et
1165 celle des agences se renforcent mutuellement, amplifiant les mouvements du marché de manière
1166 totalement irrationnelle.

1167

1168

1169 Un rendez-vous manqué : les outrances de cette finance, mises au grand jour en septembre 2008 par cette
1170 crise dite des subprimes et la faillite en de la banque Lehman Brothers, auraient du faire exploser les
1171 marchés financiers et les banques et permettre aux états de reprendre leur pouvoir.

1172 Hélas il n'en fut rien. Malgré une crise qui a ébranlé le monde, le pouvoir de la finance a repris ses
1173 prérogatives. Quelques discours sur la nécessaire régulation financière, des gros yeux aux Paradis fiscaux
1174 (qui abritent sans exception toutes les grandes entreprises et les grandes banques mondiales), quelques
1175 mesures d'ajustement pour calmer les opinions publiques et c'est reparti comme avant. Après avoir
1176 injecté des milliards sans contre partie pour « sauver les banques » (financements mis à la disposition des
1177 marchés par les banques centrales et les Etats entre avril et octobre 2008 : 7 800 Milliards de dollars), les
1178 états, sous la pression des institutions internationales et des agences de notation, mettent en place des
1179 politiques de restriction et de rigueur auprès de leurs concitoyens. Il faut bien que quelqu'un paie la
1180 démesure bancaire. L'économie réelle est touchée, les politiques d'austérité contribuent à la récession, les
1181 taux élevés d'emprunt accordés aux états les plus vulnérables contribuent à leur appauvrissement. Les
1182 États-Unis sont entrés en récession, suivis par l'Union européenne et l'économie mondiale en subira les
1183 conséquences entraînant encore davantage de chômage, de précarité, d'inégalité et moins de protection
1184 sociale.

1185 Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a pas de raison pour que cette crise, dont par
1186 ailleurs les effets sont loin d'être terminés, reprenne de plus belle. La seule question qui reste en suspens
1187 est de savoir quand et avec quelle ampleur. Mais quand cela arrivera et à la lumière de ce rendez-vous
1188 manqué de 2008, il faudra que la société civile impose aux gouvernements de socialiser le système
1189 bancaire, premier pas vers la « définanciation » de l'économie.

1190 Une fois de plus, André Gorz, dès 1984, avait vu juste : « *En ce qui concerne la crise économique*
1191 *mondiale, nous sommes au début d'un processus qui durera encore des décennies. Le pire est encore*
1192 *devant nous, c'est à dire l'effondrement financier des grandes banques, et aussi d'états. Ces*
1193 *effondrements, ou les moyens mis en œuvre pour les éviter, ne feront qu'approfondir la crise de société et*
1194 *les valeurs encore dominantes »*

1195
1196
1197

1198 ***Le néo-colonialisme***

1199

1200 « *Le colonialisme, c'est maintenir quelqu'un en vie, pour boire son sang goutte à goutte.* » *écrivait*
1201 *l'écrivain malien Massa Makan Diabaté, dans les années 80.* 30

1202

1203 Les mots changent, mais les réalités demeurent. Qui peut imaginer que cette vampirisation des pays du
1204 sud, propre à la colonisation, s'est arrêtée aux déclarations d'indépendances des anciennes colonies ? Dès
1205 les années 80, avec l'essor du libéralisme, à l'ancienne hégémonie politique et culturelle se substitue une
1206 domination essentiellement économique, plus opaque mais bien réelle, désignée sous la terminologie
1207 néocolonialisme. Ce procédé, s'il décrivait dans un premier temps, le rapport des empires coloniaux à

30 Le Coiffeur de Kouta, roman, Hatier, 1980

1208 leurs anciennes colonies, reproduisant le modèle originel de la colonisation, s'applique désormais à
1209 l'ensemble des pays non-alignés sur le modèle de développement économique occidental.

1210 Les institutions néocolonialistes usent de moyens indirects : les politiques commerciales, économiques,
1211 financières et culturelles, issues de partenariats bilatéraux ou d'une législation internationale, sont tout
1212 aussi efficaces pour dominer les pays moins puissants. La relation Nord-Sud demeure fondamentalement
1213 asymétrique.

1214

1215 Les acteurs néocolonialistes de cette « reconquête » des pays du sud sont en premier lieu les
1216 multinationales, appuyées dans leur action par les institutions internationales et les états. Cette
1217 imprégnation des entreprises occidentales dans le paysage économique des pays du sud est favorisée par
1218 la pression inhérente au remboursement de la dette et par la faiblesse politique des gouvernements.

1219 Au delà de la conquête de marchés, le néocolonialisme dépouille les populations de leurs richesses,
1220 exploitant les ressources naturelles jusqu'à extinction, sans respect pour l'environnement. Faute de
1221 transfert de technologies et en l'absence de structures nationales capables de valoriser les ressources, les
1222 multinationales de l'agro-alimentaire, des industries minières, du pétrole représentent, sur le papier, la
1223 solution idéale pour garantir aux pays pauvres un apport rapide en liquidités. Si les gouvernements
1224 corrompus sont toujours gagnants, l'opération est rarement positive pour les populations. Des ressources
1225 comme l'eau, considérées comme des biens communs par les citoyens, deviennent payantes, voire
1226 soumises à restriction. Pour une ville qui se rebelle comme Cochabamba en 2000, combien d'autres pays
1227 se sont pliée aux règles des multinationales du secteur ?

1228

1229 Au niveau financier, les consortiums se comportent comme des prédateurs, rapatriant leurs bénéfices vers
1230 leur pays d'origine, imposant leur loi pour que les infrastructures nationales (transports, eau et
1231 assainissement, énergie) soient construites à leur avantage. Le contrôle de l'impact environnemental de
1232 leur action comme leur imposition demeure limité. De fait, la conduite de la politique économique d'un
1233 Etat se trouve confisquée par des sociétés, qui n'hésitent pas à user de tous les moyens nécessaires pour
1234 que leur point de vue s'exprime jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.

1235

1236 En proposant des solutions clés en mains aux pays en développement, elles sont les ambassadeurs du
1237 modèle de développement ultra-libéral. Elle vise non seulement à l'imposer, aux catégories de la
1238 population, qui auraient les moyens de consommer, mais elles sont aussi capable de développer des
1239 stratégies de développement adaptées aux populations les plus pauvres : il s'agit des produits ciblés pour

1240 les consommateurs du bas de la pyramide. (BOP Consumers, Bottom of the pyramid consumers³¹).
1241 Début 2008, prenant acte de la crise affectant les pays du Nord, quelques économistes³² ont mis en
1242 application les théories développées par C.K Prahalad, dans son livre The fortune at the bottom of the
1243 pyramid. Un réservoir inespéré de consommateurs, les 4 milliards de personnes vivant avec moins de 2\$
1244 par jour, attendait qu'on leur propose des produits de mauvaise qualité à des prix défiants toute
1245 concurrence. En proposant aux plus pauvres, des produits adaptés à leurs portefeuilles, il devenait
1246 possible d'effectuer de substantiels bénéfices, susceptibles de compenser le ralentissement de la
1247 consommation du Nord. Danone s'y est engouffré, en proposant à des populations dépourvues de frigo,
1248 de consommer des yaourts ciblés BOP.

1249

1250 Enfin, les effets du néocolonialisme, processus intrinsèque à la globalisation, ne se limitent pas à
1251 l'exploitation des matières premières et de la main d'œuvre à bas cout. La diffusion massive des standards
1252 culturels, à travers le cinéma et la musique, affecte les cultures locales et agit comme le cheval de Troie
1253 du libéralisme. Si les états ne disposent pas des moyens pour préserver et encourager le développement de
1254 leurs propres cultures, le rouleau compresseur hollywoodien se charge de coloniser les esprits.

1255 L'altération des cultures locales n'est pas un dommage collatéral propre au libéralisme. La propagation
1256 des œuvres occidentales grand public joue un rôle moteur dans l'acceptation du modèle économique
1257 libéral; à l'étranger. Ce processus n'est pas ancien, il est né avec l'histoire du cinéma. Dès les années 50,
1258 Hollywood véhiculait l'American dream à travers ses road moovies et ses cuisines bourrées
1259 d'électroménager. Aujourd'hui, toutes les multinationales utilisent le cinéma à des fins publicitaires, grâce
1260 au placement de produits dans le décor. James Bond ne boit pas de la vodka, il boit de la smirnoff.

1261 Ce contrôle des valeurs et des perceptions des autres nations par des outils culturels va au delà du
1262 divertissement, il se concentre naturellement sur les médias, la langue, l'éducation, mettant en péril les
1263 fondements démocratiques de nombreux peuples.

1264

1265

1266

1267

1268

1269

³¹ <http://altercase.canalblog.com/archives/2008/02/25/8091378.html>

Ils sont terribles à HEC ;)

³² Prahalad, C.K. 4 milliards de nouveaux consommateurs : vaincre la pauvreté grâce au profit. Village Mondial, 2004

1270
1271
1272
1273
1274
1275
1276
1277

3. Du désir de construire un alterdéveloppement

1278

Notre alterdéveloppement

1279
1280
1281
1282

« Vous ne pouvez pas vouloir la réduction des flux de marchandises sans vouloir une économie radicalement différente, une économie dont le but premier n'est pas de faire de l'argent et dans laquelle la richesse ne s'exprime ni ne se mesure en termes monétaires...L'écologie politique est une discipline foncièrement anticapitaliste et subversive »³³.

1283
1284
1285
1286
1287
1288
1289
1290
1291

Le dépassement du système capitaliste implique la mise en œuvre d'un nouveau projet politique. Cet autre projet, que nous avons appelé alterdéveloppement, nécessite d'abord une rupture culturelle indispensable à la remise en cause des dogmes de la croissance, de la consommation et de la valeur travail, de l'idéologie du progrès afin de créer un nouvel imaginaire. Un nouvel imaginaire politique pour débattre et construire ensemble une politique citoyenne qui met en avant l'accès inconditionnel aux droits et biens fondamentaux, la vie en harmonie avec notre environnement, la gratuité des biens communs, la libre circulation et installation des personnes, le nouveau rapport au temps, la souveraineté alimentaire et le développement de nouveaux espaces de démocratie. C'est donc bien le système de développement actuel et sa logique qu'il convient de rejeter.

1292
1293
1294
1295

L'alterdéveloppement, que l'on pourrait également appeler l'après développement est une évolution radicalement différente de celle d'aujourd'hui, un développement pluriel de nos sociétés. Radical ne veut pas dire extrémiste, donc potentiellement tyrannique. Ce qualificatif doit être compris dans son sens étymologique : ce qui va à la racine des choses.

1296

Cette réflexion passe par deux objectifs :

1297
1298
1299
1300
1301
1302
1303

D'abord dessiner les grandes lignes d'un projet de société, un projet de société fort et mobilisateur et ainsi de poser la question du sens. Nous devons imaginer une société où il existe un infléchissement de cette course à la consommation matérielle, où l'on renonce à cet imaginaire économique, où l'on cesse de croire que "plus" égale "mieux" et où l'on redécouvre une consommation plus proche de nos besoins réels. Nous devons changer radicalement de modèle si nous voulons éviter le grand désordre mondial annoncé. Ce changement passe par la prise de conscience citoyenne et collective, la volonté des politiques et des mesures d'application volontaristes et équitables.

1304
1305
1306
1307

Ensuite, nous devons imaginer le cheminement, les orientations, les directions-à prendre pour aller vers ce projet, fait de changements structurels et institutionnels, mais aussi de petits pas symboliques mais exemplaires, et proposer des mesures d'urgence. « Il faut aller à l'idéal et comprendre le réel » disait Jaures

1308
1309
1310
1311
1312

Avec Dominique Méda, nous affirmons que *« L'ambition de notre société n'est pas le développement économique ou l'accumulation de biens, mais le développement de l'ensemble de la société. Un développement collectif et durable, qui s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie et de la mise à disposition pour tous des ressources matérielles et immatérielles nécessaires pour permettre à chacun de vivre pleinement son humanité et sa citoyenneté active. La répartition des biens, des revenus,*

³³

André Gorz.

1313 *l'accroissement du niveau d'éducation et de santé de l'ensemble de la population, la capacité à maîtriser*
1314 *la violence, l'accès et la qualité des services publics, la vitalité de la vie sociale et démocratique, le degré*
1315 *d'égalité entre hommes et femmes, le respect de l'environnement, la maîtrise par les individus de leur*
1316 *temps, la qualité de vie, l'accès à la Culture, la sécurité économique... sont autant d'indicateurs qui*
1317 *permettent de mesurer la véritable richesse d'un pays »³⁴.*

1318

1319 Cette transformation de notre modèle de société doit utiliser les trois niveaux de l'action que sont le
1320 politique, l'associatif et l'individuel, avec comme fil rouge la démocratie. Les théories de « l'avant garde
1321 éclairée » ont vécues : vouloir imposer par le haut une vision et les actions qui en découlent serait
1322 réinventer un nouveau totalitarisme. Nous pensons en effet que la politique relève aussi de nos actes
1323 individuels et quotidiens pour incarner nos idées. C'est ce que certains appellent le militantisme
1324 existentiel. L'alterdéveloppement, doit permettre à chacun de faire pleinement partie de la société, d'être
1325 autonome en disposant non seulement de moyens financiers, mais aussi des outils lui permettant d'exercer
1326 un jugement, de participer à des choix communs. Etre un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire et
1327 consommer, c'est aussi participer à la décision politique et comprendre les enjeux de notre société. « *Le*
1328 *rôle de citoyen doit primer sur celui de travailleur et de consommateur* »³⁵.

1329 Or notre système économique est fondé sur la logique " création de besoin / consommation /
1330 production/travail " et représente une inacceptable marchandisation de l'homme. Au contraire, la diversité
1331 des activités humaines - amicales, familiales, amoureuses, artistiques, culturelles, politiques - est une
1332 source d'enrichissement individuel et social. Elles sont nécessaires et essentielles à l'épanouissement de
1333 chacun, l'espace occupé par le travail est tel qu'il déprécie et réduit considérablement leur place.

1334 Le développement de la préoccupation purement économique est allé de pair avec la dépolitisation de la
1335 grande masse de la population.

1336 Nous laissons à une classe spécialisée le soin de gérer les affaires publiques, comme si celles ci n'avaient
1337 pas pour objet d'être vraiment publiques et donc l'affaire de tous.

1338 Remettre en cause le modèle de société actuel, c'est tout simplement construire une société répondant à la
1339 devise républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité... et placer cette dernière au cœur de notre projet
1340 car c'est elle qui peut donner un sens et une assise plus solide au vivre ensemble démocratique. Si le socle
1341 de la République est bien la liberté et l'égalité, la fraternité en est la perspective. Cette fraternité dépasse la
1342 notion de solidarité qui, elle, a pour message de compenser des inégalités, des injustices sans
1343 nécessairement remettre en cause le cadre économique, politique, libéral productiviste qui produit ces
1344 inégalités. La solidarité compose avec les hiérarchies et les injustices. La fraternité va plus loin. Nous
1345 souhaitons en faire la preuve par l'expérience en l'intégrant totalement à notre réflexion. Cette réflexion
1346 nous ramène dans l'espace de la cité, au « vivre ensemble » individuel et collectif. La perspective d'une
1347 société fraternelle en appelle assurément à une économie du don, de l'échange et de la réciprocité, de la
1348 coopération plutôt que de la concurrence.

1349 Elle est au cœur de l'alterdéveloppement qui sera décliné tout au long de ce livre.

1350

1351

1352

1353

1354

³⁴ Dominique Méda, *Qu'est-ce-que la richesse ?*, 1999.

³⁵ Ibid

1355

1356

1357

1358

1359

1360 ***Production et accès aux biens et aux services : hétéronomie et Autonomie***

1361 « L'hétéronomie assure la production programmée, planifiée, de tout ce qui est nécessaire à la vie des
1362 individus et au fonctionnement de la société le plus efficacement et donc avec la moindre consommation
1363 d'efforts et de ressources. Dans l'autonomie, les individus produisent de façon autonome, hors marché,
1364 seuls ou librement associés, des biens et services matériels et immatériels non nécessaires mais
1365 conformes aux désirs, au goûts et à la fantaisie de chacun » André Gorz. Adieu au prolétariat

1366 Les concepts d'autonomie et d'hétéronomie ont été centraux dans les œuvres d'Ivan Illich et d'André
1367 Gorz, mais on en retrouve les prémisses dans la philosophie grecque (Aristote), ainsi que chez Marx sous
1368 les appellations de sphère de la liberté et sphère de la nécessité. Nous entendons les remettre au cœur de
1369 notre réflexion car les choix individuels et collectifs d'extension du champ de l'autonomie ont de
1370 grandes conséquences dans l'émancipation des hommes et leur rapport aux autres et au monde.

1371 ***L'hétéronomie :***

1372 Dans les domaines de la production et de l'accès aux biens et services, on ne considère en général que le
1373 secteur privé et le secteur public. Ils appartiennent tous les deux à la sphère de l'hétéronomie. Le
1374 capitalisme et plus encore le néo libéralisme souhaitent accroître à l'infini le secteur privé alors que le
1375 collectivisme souhaitait tout centraliser sur le secteur public. Pourtant chacun doit avoir son utilité : le
1376 secteur public correspond aux biens collectifs, le secteur privé aux biens résultant de choix de production
1377 individuels. Le rôle de la démocratie et du politique est de positionner le curseur entre les deux en
1378 privilégiant l'intérêt général. Aujourd'hui, c'est le rapport de force économique qui est le seul critère.

1379 Privé ou public, il s'agit des domaines de production de biens et services nécessaires aux individus ou à la
1380 société. Ceux ci sont évalués monétairement et sont payants, directement, ou indirectement par l'impôt, le
1381 producteur n'étant pas le consommateur. Ces secteurs, qu'ils soient privés ou publics, font partie de ce
1382 que Marx appelait la sphère de la nécessité, et Ivan Illich ou André Gorz de la sphère de
1383 « l'hétéronomie ».

1384 ***L'autonomie :***

1385 Il existe également un domaine oublié mais essentiel de production de biens et de services : celui de
1386 l'autonomie. Dans un monde marchandisé, il est logique que l'idéologie dominante cherche à réduire au
1387 maximum l'autonomie, domaine de la réalisation de soi, du choix d'un mode de vie et d'un rapport aux
1388 autres se situant en dehors de la sphère marchande. Il y a en effet deux façons de produire des biens et des
1389 services : soit en en confiant à d'autre la réalisation, soit en les faisant nous même ou en petit groupe de
1390 proximité : communauté locale, immeuble, voisins, famille... L'autonomie par l'échange d'information,
1391 le troc, le don peut même utiliser les nouvelles technologies (logiciels libres, wikipédia, nouvelles
1392 communautés...) L'autonomie est en fait rarement purement individuelle, elle se nourrit dans un rapport
1393 direct à l'autre.

1394 ***Les dangers du « tout hétéronome » :***

1395 Dans les sociétés pré industrielles (et aujourd'hui encore dans certaines sociétés indigènes), l'autonomie
1396 était à la base du mode de production. Pour de bonnes raisons d'efficacité et d'économie de labeur, mais
1397 aussi pour de mauvaises raisons d'accumulation du capital et de rentabilité par la séparation et la division
1398 du travail, le mode de production hétéronome est devenu par la suite prépondérant. Aujourd'hui, il couvre
1399 la quasi totalité de la production. Ce qui abouti à une impasse, prive l'homme son domaine d'autonomie

1400 et de « *la capacité personnelle de l'individu d'agir et de fabriquer, qui résulte de l'escalade,*
1401 *constamment renouvelée, dans l'abondance des produits* »I. Illich. Alors vient ce moment, qui est celui
1402 nos sociétés développées, où l'offre de produits dépasse largement la demande et où la marchandise passe
1403 d'objet de libération à objet d'aliénation. On atteint alors ce seuil de « contre productivité » dont parle
1404 Ivan Illich où « *l'accumulation de bien crée de nouvelles pauvretés, la médecine produit des malades, la*
1405 *vitesse tue le temps,* »

1406

1407 ***Retrouver le champ de l'autonomie :***

1408 Face à la toute puissance de la sphère hétéronome il est primordial de se réapproprier les champs de la
1409 sphère autonome. Il faut pour cela bien en définir les contours : cette sphère autonome n'est pas liée à la
1410 nature des produits mais à sa distinction par rapport au domaine de la nécessité marchande. Faire soi
1411 même son pain , cultiver ses légumes, pratiquer l'échange ou le troc font partie du domaine de
1412 l'autonomie lorsqu'il s'agit d'un choix compatible avec le fait d'aller chez le boulanger ,l'épicier, le
1413 commerçant. Mais si on fait son pain, cultive ses légumes, fait du troc en y étant contraint faute de
1414 moyen ou de temps, on sort du domaine du choix donc de l'autonomie pour entrer dans celui de la
1415 nécessité. De la même façon, un peintre qui peint pour le plaisir et qui vend ses toiles pour pouvoir
1416 continuer à en faire en se dégageant de l'obligation de gagner sa vie par ailleurs, est dans la sphère
1417 autonome. Mais un peintre qui peint en fonction des goûts du public afin de vendre le plus possible
1418 bascule dans la sphère de l'hétéronomie. Le désir amoureux et la prostitution s'expriment souvent par un
1419 acte de même nature, mais il s'agit pourtant de deux registres-radicalement différents.

1420 ***Retrouver la maîtrise de son temps :***

1421 Pour développer le champs de l'autonomie il faut impérativement diminuer le temps de travail
1422 « hétéronome » afin de retrouver pour ceux qui le souhaitent et qui en ont envie - cette possibilité de faire
1423 soi même ces choses que l'on déléguait à d'autres faute de temps : agrémenter et entretenir son cadre de
1424 vie, cuisiner, s'occuper des enfants, des personnes âgées, éducation ...mais aussi participer à la vie
1425 locale, activité artistique, politique, sportive, amicale, intellectuelle...au choix bien sûr. Sans oublier les
1426 loisirs s'ils se situent en dehors de la sphère marchande : choisir une destination de voyage et en organiser
1427 le déroulement développe l'autonomie, acheter un voyage organisé par d'autres ou aller dans un parc
1428 d'attraction la restreint. Il n'est pas non plus interdit qu'une communauté locale décide démocratiquement
1429 le partage de certaines tâches pénibles. Le revenu universel est un autre outil pour favoriser cette
1430 extension du domaine de l'autonomie.

1431 Les monnaies locales et fondantes participent également à ce mouvement vers l'autonomie, en facilitant
1432 les échanges de proximité et en retirant à l'argent son caractère accumulatif et spéculatif.

1433 ***L'emboîtement des deux sphères :***

1434 Faire le choix de développer l'autonomie ne signifie nullement un retour à une société pré industrielle. Il
1435 faut au contraire profiter des gains de productivité et de l'automatisation de la sphère hétéronome pour se
1436 réapproprier son propre temps, ses choix de mode de vie et « le goût des choses simples », celles qui ne
1437 demandent pas de technicité lourde ou de division du travail. En revanche une communauté qui vivrait
1438 complètement en autarcie produirait par nécessité et n'aurait qu'une autonomie formelle, correspondant à
1439 son choix de départ, mais très peu d'autonomie quotidienne. C'est ce qui explique peut être les échecs de
1440 ces communautés, en dehors de celles aux motivations religieuses. Une autonomie émancipatrice n'a pas
1441 à se couper du reste du monde, au contraire.

1442 La sphère autonome a donc besoin de la sphère hétéronome pour exister. Le travail hétéronome est
1443 appauvrissant en général, mais si cette sphère disparaissait, l'autonome se réduirait. Et il est évident
1444 qu'on ne produira jamais des tramways, voire des vélos, des routes, des ponts, de l'électricité dans les
1445 villes, des serveurs internet...d'une manière autonome. Pour autant, la réduction de ces besoins de
1446 déplacement et d'énergie participe ainsi au développement de l'autonomie tout en réduisant la production
1447 hétéronome.

1448 La condition humaine ne permettra jamais d'abolir la sphère de la nécessité. Mais si on ne peut pas la

1449 supprimer, on peut la réduire et subordonner la sphère hétéronome à l'autonome, et non l'inverse, ce qui
1450 est le cas aujourd'hui. En augmentant notre temps libre, on rapatriera dans la sphère de l'autonomie une
1451 partie des activités qui ainsi quitteront leur valeur d'échange marchand pour revenir à leur valeur d'usage.
1452 Par là même, nous nous émanciperons d'une partie du travail subi.

1453 « *J'appelle autonomes ces activités qui sont à elles mêmes leur propres fins. Elles valent par et pour elles*
1454 *mêmes, non par parce qu'elles n'ont pas de but autre que la satisfaction ou le but qu'elles procurent,*
1455 *mais parce que la réalisation du but autant que l'action qui le réalise sont sources de satisfaction : la fin*
1456 *se reflète dans les moyens et inversement* » A. Gorz Métamorphoses du travail.

1457

1458 ***Les sphères économiques d'un alterdéveloppement***

1459 « *Les marchés ne s'autorégulent pas, ne sont même pas efficaces et ne produisent pas de justice sociale* »
1460 Joseph Stiglitz

1461 Une société doit viser l'épanouissement de chacun en s'assurant que cet épanouissement reste compatible
1462 avec l'épanouissement collectif, c'est-à-dire avec le développement du lien social et la vitalité
1463 démocratique en harmonie avec l'environnement. Notre projet doit aussi permettre à chacun de faire
1464 pleinement partie de la société, d'être autonome en disposant non seulement de moyens financiers, mais
1465 aussi des outils lui permettant d'exercer un jugement, de participer à des choix communs et de prendre
1466 des initiatives.

1467 La production, la distribution et l'accès aux biens et aux services, qu'ils soient collectifs et/ou individuels
1468 peuvent se faire de manière différente en fonction de la nature du bien ou du service. Tous les biens et
1469 services qu'une société doit produire ne se ressemblent pas en terme d'usage : certains font partie des
1470 biens fondamentaux, d'autres résultent de choix individuels, d'autres comme le logement ou
1471 l'alimentation, sont mixtes. Tous ne se ressemblent pas en terme de nature : certains dégradent
1472 profondément notre environnement (infrastructure routière...) ou la cohésion sociale, d'autres pas (agriculture paysanne...), certains sont en quantité limitée (l'énergie fossile...), d'autres en quantité infinie (le soleil, le vent...), certains se divisent en se partageant (biens industriels...), d'autres au contraire se multiplient en se partageant (la connaissance, l'information...) 1 (Pierre Calame, Economiste, essai sur « l'économie »).

1477 Par ailleurs, pourquoi considérer que les propriétaires du capital (qu'ils soient privés ou publics)
1478 devraient également en être les gestionnaires ? Pourquoi ne pas faire entrer parmi les responsables de la
1479 gestion d'une entreprise lorsqu'elle atteint une certaine taille, ce qu'on appelle les parties prenantes ?
1480 Comment introduire la démocratie dans les entreprises

1481 Autant de questions que nous voulons appréhender avec comme fil rouge l'intérêt général et les libertés
1482 individuelles.

1483 Le défi est d'inventer de nouvelles formes de régulation démocratique de l'économie. Dans cette
1484 perspective, il convient d'admettre que la poursuite du processus de démocratisation dans les sociétés
1485 contemporaines appelle une démocratisation de l'économie, ce qui suppose la pénétration des principes
1486 démocratiques dans les activités de production, d'échange, d'épargne et de consommation. Sinon, la
1487 sphère politique ne peut que se restreindre continûment, la logique économique soustrayant à la
1488 délibération publique un nombre sans cesse croissant de sujets.

1489 Les notions de propriété et de gestion du capital productif seront abordées dans cette partie, ainsi que les
1490 biens communs (en traitant de la spécificité du logement et de l'alimentation), l'économie sociale et
1491 solidaire, les SCOP, la notion de socialisation, de démocratie dans le travail.

1492

1493 ***1/ Le périmètre des sphères économiques***

1494 La sphère privée marchande se caractérise ici par l'initiative privée assujettie au principe de l'offre et de la
1495 demande, que cette initiative donne lieu à la création d'une entreprise « classique » ou, par exemple, d'une

- 1496 entreprise coopérative.
- 1497 La sphère publique, marchande ou non marchande se justifie lorsque sa finalité est de produire ou
1498 distribuer des biens et des services associés à des droits fondamentaux.
- 1499 Si nous nous prononçons pour le maintien d'une sphère privée marchande dans la mesure où elle peut
1500 permettre une adéquation aux demandes de biens et services liées aux préférences des individus, le champ
1501 et la place de cette sphère sera amenée à décroître. La place de la sphère privée marchande dans la vie des
1502 individus diminuera également à travers une réduction drastique du temps de travail.
- 1503 La sphère marchande s'applique essentiellement aux biens de consommation courante ne relevant pas des
1504 biens associés à des droits fondamentaux. Un bien gratuit est par définition hors de la sphère privée
1505 marchande. Toute gratuité dans la sphère privée marchande est une fausse gratuité.
- 1506 Dans le domaine des biens associés à des droits fondamentaux, la limite entre la sphère privée marchande
1507 et la sphère publique doit être fixée, secteur par secteur, à l'issue d'un débat démocratique. Selon les cas,
1508 l'interprétation de ce cadre peut relever de mécanismes démocratiques au niveau local. A titre
1509 exceptionnel, peuvent relever de la sphère privée marchande les biens associés à des droits fondamentaux
1510 comme par exemple le logement et l'alimentation, lorsque la consommation de ces biens dépend des
1511 préférences de chacun.
- 1512
- 1513 **2/ les règles démocratiques de fonctionnement des sphères économiques**
- 1514 Le cadre de fonctionnement des sphères économiques doit être strictement et démocratiquement défini, en
1515 lien avec les acteurs sociaux, au niveau national et européen, par les pouvoirs publics, qui détermineront
1516 les conditions sociales et environnementales de la production, et se porteront garants de leur
1517 application. » En effet, un cadre strict doit limiter le champ des possibles pour les entreprises, à l'intérieur
1518 duquel leur initiative est libre. Parmi ces normes doit se trouver, par exemple, la question d'un écart de
1519 salaire maximum...
- 1520
- 1521 Dans les entreprises privées comme publiques, contrairement à ce qui est pratiqué aujourd'hui, il n'y aura
1522 plus de lien direct entre la détention du capital et sa gestion.
- 1523 Par exemple, au Conseil d'Administration (ou organisme de direction) d'une entreprise privée, le
1524 détenteur du capital pourrait ne plus décider seul de la marche de l'entreprise.
- 1525 Certaines entreprises ou secteurs seront effectivement déclarées de grande utilité sociale et/ou à fort
1526 impact environnemental. Dans ces entreprises, le processus conduisant à la prise de décisions
1527 stratégiques, de même que la prise de décisions elle-même, doivent intégrer un double quorum des parties
1528 prenantes internes et externes à l'entreprise. Ces parties prenantes doivent disposer de l'ensemble des
1529 informations utiles et être en mesure de demander des éléments complémentaires.
- 1530 Par «partie prenante», nous entendons :
- 1531 d'une part les parties prenantes internes à l'entreprise: a) les travailleurs et leurs représentants, b) les
1532 propriétaires du capital (publics ou privés),
- 1533 d'autre part les parties prenantes externes à l'entreprise: c) les citoyens et/ou leurs représentants (qui
1534 peuvent être les pouvoirs publics locaux, nationaux ou internationaux) ou d'autres formes de
1535 représentation de la société civile (ONG, associations de clients et de consommateurs, riverains...).
- 1536 Le poids accordé aux différentes parties prenantes pourra dépendre notamment de la nature des activités
1537 et du type de décision à prendre. Plus l'entreprise a une forte utilité sociale et/ou un fort impact
1538 environnemental, plus le poids des parties prenantes externes à l'entreprise doit être important. Il peut-être
1539 prépondérant sur le poids des parties prenantes internes. La répartition de ces pouvoirs doit répondre aux
1540 problématiques sociales et environnementales posées par cette entreprise. Afin de garantir la démocratie
1541 dans l'entreprise, aucune partie prenante ne pourra avoir à elle seule la majorité et donc imposer ses
1542 décisions.

1543 De même dans les entreprises publiques, l'Etat ou les collectivités détenteurs du capital, ne seront plus
1544 majoritaires dans les instances de décisions. Comme les entreprises privées, elles intégreront les
1545 différentes parties prenantes.

1546

1547

1548 **3/ la limitation de la concentration et de la propriété du capital productif**

1549 La taille des entreprises de la sphère privée marchande doit être limitée. Cette limitation peut porter,
1550 suivant les secteurs sur le capital, le nombre de salariés et/ou la part de marché. Concernant les entreprises
1551 ou secteurs déclarées de grande utilité sociale et/ou à fort impact environnemental, leur capital productif
1552 privé sera progressivement transféré à des structures de type coopératives et mutualistes de l'économie
1553 sociale et solidaire.

1554

1555

Le SLAM

1556 *Texte proposé par Frédéric Lordon, économiste, pour Utopia*

1557 On peut se faire une idée assez précise de l'emprise croissante de la finance sur l'économie en général, et
1558 le salariat en particulier, en regardant l'évolution, dans la dernière décennie, des « taux de profit pour
1559 l'actionnaire » (en termes techniques le *ROE* ou *Return On Equity*, rendement des capitaux propres) au
1560 cours des quinze dernières années. Là où ces taux de profits étaient d'à peine quelques pourcents au début
1561 des années 90, ils sont grosso modo passés à près de 10% au milieu de la décennie, 15% à la fin, 20%
1562 actuellement... Les structures de la finance libéralisée ont conféré une position de domination absolue au
1563 capital actionnarial et rendu possible cette progression sans limite apparente. Comme il n'est aucun
1564 mécanisme de modération ou de régulation interne à la finance, une limite doit être posée du dehors, sauf
1565 à laisser un groupe social - le capital actionnarial - asservir le reste de la société pour la satisfaction d'un
1566 désir de rentabilité potentiellement illimité.

1567 Le SLAM est un dispositif fiscal qui fixe conventionnellement une rémunération actionnariale maximale
1568 autorisée (*Shareholder Limited Authorized Margin*) et prélève *intégralement* tout ce qui dépasse ce
1569 plafond réglementaire. Bornant ainsi la rémunération actionnariale, le SLAM fait disparaître pour le
1570 capital actionnarial toute incitation à pressurer indéfiniment les entreprises (délocalisation à la recherche
1571 du moindre coût, précarisation et flexibilisation des salariés, etc.) pour leur faire dégorger des surplus de
1572 rentabilité, puisque, au-delà du seuil de SLAM (différencié par entreprise), ceux-ci leur seront confisqués.

1573 Contre l'avertissement usuel que la re-réglementation financière ne peut être entreprise qu'à l'échelle
1574 d'une coordination internationale, le SLAM revendique d'être une solution applicable unilatéralement sur
1575 le territoire national - même si elle ne s'en portera que mieux d'être internationalisée ! « Mais les capitaux
1576 vont fuir, et les entreprises aussi ! » s'écrieront immédiatement les amis de la finance. Je vous invite à
1577 poursuivre le débat³⁶.

1578

1579

1580

1581 **4 / Les modalités de financement des sphères économiques**

1582 Le financement de la production et la stabilité financière sont des biens publics. Ils doivent échapper à un
1583 contrôle privé lucratif. Le financement de l'économie s'appuiera sur un système bancaire entièrement
1584 socialisé qui aura vocation à s'intégrer dans un pôle public couplé à des mécanismes de gestion
1585 coopérative et de mutualisation. Il sera structuré démocratiquement aux échelons : local, national et
1586 communautaire, selon le principe de subsidiarité.

³⁶

<http://frederic.lordon.perso.cegetel.net/>

1587 Le pouvoir politique reprendra donc le contrôle de la politique monétaire.
1588 La durée et/ou les taux d'intérêt des prêts dépendront de l'utilité sociale et de l'impact environnemental (/ la nature soutenable) des projets qu'ils financent. Ces taux pourront être encadrés au niveau national ou
1589 international. L'octroi des prêts sera, dans ce cadre et dans une certaine mesure, décidé localement afin de
1590 coller au mieux aux priorités territoriales.
1591
1592 Utopia se prononce pour une remise en cause des marchés financiers et considère d'une part que la
1593 fonction de financement de l'économie doit être assurée par les banques et que, d'autre part, la fonction
1594 d'assurance doit être dévolue à des acteurs publics ou de l'économie sociale et solidaire plutôt qu'à des
1595 marchés

Le soutien aux différentes sphères économiques est une mission importante des pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que du secteur bancaire. Pour ce dernier on soutiendra la construction d'une banque éthique européenne, dont le premier noyau rassemble aujourd'hui des partenaires français (La Nef), espagnols (Fiare), belges (Crédal, Hefboom) et allemands (Oekogeno). Ce projet a pour vocation d'offrir dans ces pays une alternative bancaire complète, reposant sur les principes d'éthique et de transparence. Toutes s'inspirent d'un modèle de développement humain et social dans lequel la production et la distribution de richesses sont fondées sur des valeurs de solidarité et de responsabilité vis-à-vis de la société, en vue de la réalisation du bien commun.

1596 **5/ L'économie sociale et solidaire, un secteur incontournable :**

1597 Il nous faut tout d'abord préciser ce qu'est l'économie sociale et solidaire. Sous cette appellation, des
1598 réalités bien différentes sont présentes. En Europe (7% des emplois salariés) pour entrer dans le champ de
1599 l'ESS, il suffit qu'au niveau des statuts il y ait des critères de limites à l'appropriation privée des résultats.
1600 Entrent dans le champ de l'ESS, les coopératives, les mutuelles, les associations, les syndicats, et les
1601 fondations.

1602 Que ce soit dans l'action sociale, la culture, la santé, l'assurance, la banque, le sport ou la formation, ce
1603 secteur est aujourd'hui incontournable et représente en France 1,2 million d'emplois soit 9% des emplois
1604 salariés.

1605 Certaines des activités de l'économie sociale et solidaire sont connues : aide aux personnes, logement des
1606 exclus, structures d'insertion, régies de quartiers, éducation populaire, recyclage... Cette économie
1607 permet également, face à la montée des exclusions, l'insertion par l'activité économique de chômeurs de
1608 longue durée. Mais les nouvelles dynamiques d'économie solidaire qui s'expriment depuis plusieurs
1609 décennies en Europe (comme dans d'autres continents) ne peuvent en aucun cas être réduites à une
1610 fonction palliative. L'enjeu est beaucoup plus large, il s'agit de démocratiser l'économie à partir
1611 d'engagements citoyens³⁷.

1612 Elle est créatrice de nouveaux emplois, souvent de proximité et non délocalisables. Elle participe
1613 pleinement à l'activité sociale, économique et démocratique des territoires.

1614 Au Sud, les initiatives solidaires visent à sortir des tactiques de survie propres à l'économie informelle ou
1615 parallèle par une structuration collective qui permet d'exprimer des revendications et de négocier avec les
1616 pouvoirs publics : par exemple les forums régionaux et nationaux de l'économie solidaire au Brésil. Au
1617 Nord, elles représentent une nouvelle dynamique économique constituée à partir de la vie quotidienne,
1618 tout en étant guidées par la recherche de justice sociale. Par leur dimension politique assumée, elles
1619 questionnent l'économie sociale instituée et suscitent une réflexion en son sein. Opposées au Sud comme
1620 au Nord à un mode de développement dominant qui accentue les inégalités, ces initiatives solidaires

³⁷ Pour une présentation de la réalité de l'économie solidaire sur différents continents, cf. J.L. Laville (dir.), *L'économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Pluriel, Hachettes-Littérature, 2007.

1621 proposent des modalités d'action qui font avancer concrètement la perspective d'une autre relation entre
1622 économie et société.

1623

1624

1625

1626

1627

1628

Les SCOP, une forme de démocratie sociale

1629

1630 Nées au début du 19^{ème} siècle et pleinement entrées dans l'histoire de l'économie sociale, les SCOP,
1631 sociétés coopératives et participatives, sont des entreprises autonomes, dont les salariés sont majoritaires
1632 au capital et décident ensemble de leur avenir, sur la base, lors des Assemblées Générales, de la règle
1633 « une personne = une voix.

1634 Les SCOP sont porteuses d'un autre partage de la valeur ajoutée, favorable aux travailleurs et au
1635 développement à long terme, et d'une autre vision des relations de travail, moins hiérarchiques,
1636 permettant aux salariés de s'impliquer et participer pleinement à la vie de l'entreprise.

1637 En remplaçant les sociétés de capitaux par des groupements de personnes, les SCOP sont conçues pour
1638 mettre l'homme et non le capital au centre de l'activité économique.

1639 Peu ou mal connu, trop souvent associé à son histoire plus qu'à sa réalité d'aujourd'hui, le mouvement
1640 des SCOP applique au monde de l'entreprise les 3 idéaux de la République française.

1641 **Liberté** : liberté d'initiative économique quel que soit son niveau de revenu, liberté d'adhérer ou non à la
1642 coopérative, liberté de parole et d'information au sein de l'entreprise ;

1643 **Egalité** : égalité de vote entre les personnes, souci d'équité dans la répartition des revenus et des
1644 bénéfices, égalité des savoirs qui engagent l'avenir de l'entreprise ;

1645 **Fraternité** : fraternité entre les salariés associés de la SCOP qui mutualisent leurs moyens et leurs
1646 compétences pour développer leur outil de travail, fraternité avec les générations futures par l'affectation
1647 d'une forte part des résultats aux réserves de l'entreprise pour assurer sa pérennité, solidarité avec le
1648 territoire et le bassin d'emploi par l'ancrage du centre de décision et des salariés, solidarité enfin avec les
1649 autres SCOP grâce à leurs mouvements régionaux et nationaux.

1650 2,3 millions de salariés en Europe, 300 000 SCOP, ne constituent pas une forme marginale d'entreprise,
1651 comme certains voudraient le faire croire. Si la France fait pâle figure avec 2 000 SCOP employant 40
1652 000 personnes, les salariés coopérateurs sont plus de 270 000 en Espagne, 210 000 en Italie, 300 000 en
1653 Allemagne et 313 000 chez les nouveaux membres de l'Union Européenne.

1654 Le mouvement des SCOP reste relativement modeste en taille mais fait preuve d'un réel dynamisme. Une
1655 réflexion sur la démocratie sociale ne peut pas l'ignorer. Au contraire, mieux le comprendre, explorer ses
1656 perspectives d'avenir y participe pleinement.

1657 L'objectif des SCOP reste avant tout d'instaurer une véritable démocratie à l'intérieur de l'entreprise en
1658 offrant une alternative économiquement efficace, socialement durable et porteuse de valeurs.

1659 Celles-ci sont rappelées dans la déclaration du Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI),
1660 qui s'est tenu à Manchester en 1995 : « la prise en charge et la responsabilité personnelles et mutuelles, la
1661 démocratie, l'égalité, l'équité et la solidarité. Fidèles à l'esprit des fondateurs, les membres des
1662 coopératives adhèrent à une éthique fondée sur l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et
1663 l'altruisme ».

1664 Si chaque SCOP applique en interne le principe de solidarité, celui-ci existe également à l'externe par

1665 l'intermédiaire d'un mouvement fédérateur. Financé par les cotisations de ses membres, le mouvement
1666 accompagne ses adhérents dès la création de leur projet et tout au long de leur développement ; il propose
1667 aussi des possibilités de financement, des parcours de formation, des œuvres sociales.

1668 Dans les quinze prochaines années, la transition démographique peut être une opportunité pour relancer
1669 les SCOP: 500 000 PME françaises, employant 2 millions de personnes, vont changer de mains parce que
1670 leurs propriétaires vont partir à la retraite.

1671 Beaucoup d'études ont été réalisées sur ce phénomène inquiétant en termes d'emplois. Peu de solutions
1672 ont été avancées, si ce n'est l'appétit des banques, qui se verraient bien dans le rôle du marieur et des
1673 fonds d'investissement ou de *LBO*³⁸ qui écrémeraient volontiers ce marché.

1674 Pourquoi ne pas favoriser dans ces conditions, une solution qui permettrait, à tous les salariés qui le
1675 souhaitent, de prendre leur destin professionnel en mains tout en favorisant le mieux disant social ?

1676 L'Etat et les collectivités locales doivent donc encourager et soutenir très fortement les reprises et les
1677 créations d'entreprises par les salariés sous forme de SCOP (mesures fiscales, mesures
1678 d'accompagnement à la transmission aux salariés, informations aux dirigeants, règles d'achat public,
1679 création de fonds d'investissement public pour l'aide à la transmission, actions sur la formation, ...).

1680 Des salariés, bien formés et informés sur les réalités économiques, sont à même de nommer (et de
1681 démettre) leurs dirigeants, de faire librement les choix stratégiques dont dépend leur propre avenir.

1682 Nous affirmons que les valeurs de coopération sont plus efficaces que les valeurs de concurrence.

1683

1684 *L'économie solidaire doit être encouragée et soutenue car « elle constitue une résistance puissante à*
1685 *l'individualisme marchand qui mine la société et une capacité d'influence sur l'économie de marché »*
1686 (Manifeste de l'économie solidaire, à l'initiative de France Active.)

1687

1688 ***Fiscalité internationale et dette***

1689 ***Pour une fiscalité internationale***³⁹

1690 La fiscalité est, avec la monnaie, un des deux piliers de la souveraineté des états. Mais les systèmes
1691 fiscaux ont été mis en place lorsqu'ils coïncidaient avec les frontières des territoires nationaux. Ils ont
1692 permis la souveraineté et l'autonomie des politiques nationales. Mais, avec la mondialisation et la libre
1693 circulation des capitaux et transactions financières, les fiscalités des états sont mises en concurrence et les
1694 économies nationales perdent autonomie et efficacité. Les entreprises transnationales, les banques et les
1695 investisseurs, tout en utilisant également et abondamment les paradis fiscaux (50% des flux financiers
1696 internationaux et autant pour l'activité internationale des banques), jouent avec cette concurrence afin de
1697 se soustraire au maximum à l'impôt. L'évasion fiscale, cette délinquance réservée aux riches reste à ce
1698 jour peu réprimée : elle est en effet parfaitement tolérée pour les entreprises transnationales ainsi que les
1699 hauts revenus qui peuvent être mobiles. Au détriment bien sûr des états assurant une bonne protection
1700 sociale et des services publics de qualité.

1701 Le montant mondial des transactions financières représente en 2010 environ 100 fois celui des échanges
1702 de biens et de service (estimé à 14 000 milliards par an), c'est à dire 6000 milliards de dollars par jour.

1703 Entre 1980 et 1994 dans l'union européenne la part de la taxation des revenus du travail est passée de 35 à
1704 40%, alors que celle des revenus du capital descendait de 50 à 35%. Entre 1986 et 2006 le taux

³⁸ *Leverage By Out* : l'achat de l'entreprise, en général par un fonds d'investissement, est financé principalement par l'emprunt qui est, à son tour, remboursé par les profits générés par l'entreprise elle-même.

³⁹ D'après le document d'ATTAC « Taxons la spéculation financière » Mars 2008

1705 d'imposition moyen des sociétés passait de 44% à 30%, avec bien sûr aucune harmonisation entre les
1706 états.

1707 Afin d'une part de réduire le volume des transactions financières spéculatives et d'autre part de financer
1708 la production des biens publics mondiaux et en permettre l'accès à tous, trois types de taxes globales
1709 doivent être envisagés :

- 1710 • Les taxes sur les transactions financières (change et bourse) : vieille idée suggérée par
1711 Keynes en 1936, reprise par Tobin en 1978 et par ATTAC en 1998 pour lutter contre la
1712 spéculation financière (voire aider les pays en développement). Ces 6000 milliards de
1713 dollars qui changent de main chaque jour ouvrable sont essentiellement liés à la
1714 spéculation et à la recherche de profits immédiats (et donc sans aucun rapport avec
1715 l'économie réelle). Une taxe s'appliquant à tous les marchés financiers et à tous les
1716 produits financiers à l'échelle mondiale, pourrait rapporter 650 milliards de dollars pour
1717 une taxe de 0,05 % et 917 milliards de dollars pour une taxe de 0,1%. Après avoir
1718 pendant des années nié sa faisabilité et afin de donner l'impression d'agir contre les
1719 excès de la finance, les dirigeants européens envisagent, enfin, la mise en place
1720 timidement de cette taxe.
- 1721 • La taxe unitaire sur les bénéfices des firmes transnationales : elle consiste à indexer et
1722 localiser la fiscalité sur le chiffre d'affaire réalisé dans chaque pays où la firme est
1723 implantée. Le taux de prélèvement serait identique pour l'ensemble des pays participant à
1724 ce système. Une taxation moyenne à 25% rapporterait près de 1000 milliards de dollars
1725 par an (auquel il faudrait soustraire les taxations déjà existantes)
- 1726 • Les taxes écologiques : nous en évoquons certaines dans la partie consacrée au défi
1727 écologique, mais on pourrait en rajouter d'autres (sur les déchets nucléaires, l'uranium et
1728 l'armement...).

1729

1730 Même si, au niveau du discours, beaucoup se disent maintenant favorables au principe de ces taxes
1731 globales, elles suscitent toujours les mêmes critiques concernant leur faisabilité et leur efficacité en
1732 l'absence de gouvernance mondiale. Ces critiques ne sont pas recevables. L'exemple de la City de
1733 Londres, pourtant peu suspecte de sympathie altermondialiste, a bien taxé les transactions de bourse au
1734 comptant à 0,5% sans entrainer de délocalisation. Le rapport Landau (2004) propose plusieurs formules
1735 d'application pouvant permettre le ralliement des Etats les plus réticents. L'Union Européenne, première
1736 puissance économique mondiale, pourrait - par son volontarisme - montrer le chemin. L'instauration de
1737 taxes globales est une question plus politique qu'économique ou technique et serait un bel exemple de
1738 mondialisation positive.

1739

1740 *« Ca paraît trop beau pour être vrai : réduire la spéculation en finançant les biens publics mondiaux !*
1741 *Mais pourquoi ne l'a-t-on pas déjà fait ? La réponse est simple : l'industrie financière ne peut accepter*
1742 *une réduction de 50 ou 70 % de son chiffre d'affaires sans une épreuve de force politique et sociale*
1743 *majeure. Les « experts » et les économistes des banques ne manqueront pas d'expliquer la catastrophe*
1744 *qui s'ensuivra. La mobilisation citoyenne est la condition sine qua non de la mise en place d'une telle*
1745 *taxe : ce n'est que sous forte pression de la rue et des électeurs que les choses avanceront et que les*
1746 *obstacles techniques seront levés. »⁴⁰*

1747

1748

1749

1750

1751

1752

1753

1754

La dette du tiers-monde

1755

1756

1757

1758

1759

1760

1761

1762

La dette du Tiers Monde est estimée pour 2009 environ à 3000 milliards de dollars, dont 40% de dette publique et 60% privée. Ce n'est pas considérable comparé à celle des Etats-Unis qui est en 2010 de 12 350 milliards. Mais son mécanisme actuel est tel que les pays endettés paient chaque année plus d'intérêts que leurs besoins minimaux de financement. C'est de fait dans les années 60/70, la dette du tiers monde explose. Les banques occidentales incitent les pays du Sud à emprunter à des taux d'intérêt bas tout en versant des substantielles commissions aux potentats locaux. A partir de la crise de 73, le Nord augmente encore les possibilités d'emprunts du Sud à condition que celui ci achète des marchandises au prêteur. La Banque Mondiale soutient les alliés des Etats-Unis, dictatures comprises.

1763

1764

1765

1766

1767

Pour pouvoir rembourser, les pays du Sud privilégient les cultures d'exportation, qui épuisent leurs ressources naturelles et réduisent les cultures nécessaires à l'alimentation locale. Ces produits d'exportation (coton, café, cacao, sucre...) deviennent surabondants et, logiquement, les cours s'effondrent dans les années 80. En même temps, les Etats-Unis augmentent leurs taux d'intérêt. Résultat : les pays endettés sont financièrement et économiquement étranglés.

1768

1769

1770

1771

1772

1773

1774

1775

1776

1777

En 1982, le FMI, accepte de nouveaux prêts ou retard de paiement en échange des fameux « programmes d'ajustement structurel »⁴¹, entraînant réduction des budgets sociaux, privatisation des services publics, libéralisation... et donc paupérisation des pays et des populations. « Depuis 1970, les pays en développement ont payé l'équivalent de 85 fois la dette de cette année là, mais ils doivent aujourd'hui 40 fois plus. Entre 1999 et 2004, le Sud a remboursé en moyenne 81 Mds de dollars par an de plus de ce qu'il a reçu de nouveau prêts »⁴². La dette, au Nord comme au Sud, collective ou individuelle, est au cœur du modèle économique libéral actuel. Elle permet de transférer et prélever, par les intérêts, la richesse du travail vers le patrimoine des plus riches, ceux qui peuvent prêter. Pour réduire le paiement des intérêts de la dette, on met en place des politiques de rigueur et d'austérité au Nord, et les politiques d'ajustement structurel au Sud. Toujours pour le plus grand bénéfice d'une minorité.

1778

1779

Voilà succinctement le mécanisme qui a abouti à l'accélération de la misère dans beaucoup de pays du sud. Il s'agit certainement du plus vaste hold-up planétaire jamais réalisé.

1780

1781

1782

Au passage, cela accélère considérablement les migrations vers le Nord, que nous prétendons vouloir combattre tout en les suscitant. Le co-développement passe nécessairement par la remise à plat de la dette. Ou alors c'est au mieux un vœu pieu, au pire une escroquerie.

1783

1784

1785

L'argument sans cesse avancé de la corruption de élites du Sud ne tient pas : d'abord parce que pour qu'il y ait des corrompus il faut qu'il y ait des corrupteurs et ensuite parce que la corruption et la pauvreté se nourrissent justement par la dette.

1786

1787

Nous nous prononçons clairement pour l'annulation totale de la dette de tous les pays du Tiers Monde, dette qui à ce jour concerne essentiellement l'Afrique.

1788

1789

1790

1791

1792

Nous rejoignons largement le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) qui propose un impôt mondial sur les grandes fortunes et la suppression des paradis fiscaux. Le CETIM (Centre Europe Tiers Monde) et le Forum Social Mondial, entre autres, ont beaucoup travaillé à rendre possible une annulation réaliste de cette dette. Le G7 en a annulé environ 70 milliards, sous la pression des ONG.

1793

⁴¹ Notons que ces politiques d'ajustement structurel commencent à s'appliquer aux pays du Nord comme la Grèce.

⁴² Damien Millet et Eric Toussaint (présidents du CADTM), *L'autre campagne*, ...

1794

1795

1796

Pour de nouveaux indicateurs de richesse

1797

1798

1799

1800

1801

1802

« Les concepts et les mesures de la croissance, de la productivité et du pouvoir d'achat, ne veulent pratiquement plus rien dire dans les activités en passe de devenir majoritaires dans l'emploi des pays développés : l'éducation, la santé, l'action sociale, les services, les administrations publiques, les conseils aux entreprises ou aux particuliers, la recherche, les banques... Ces concepts, hérités du modèle dit « fordiste » de la grande industrie ou de l'agriculture à grande échelle, sont aujourd'hui largement dépassés »⁴³.

1803

1804

1805

1806

1807

1808

1809

1810

1811

1812

1813

1814

1815

Aujourd'hui le calcul de la croissance repose sur le produit intérieur brut, le fameux PIB, c'est à dire la valeur marchande créée par l'économie lorsqu'elle produit tous les biens et services qui se vendent dans un pays pendant une année. On ajoute ensuite à cette valeur marchande l'essentiel des « coûts de production » des services non marchands des administrations publiques. Ce n'est pas la valeur de ces services si tant est qu'on puisse la mesurer, qui est intégré au PIB mais leur coût (ex : pour le PIB, la valeur créé par un hôpital se mesure essentiellement aux salaires des fonctionnaires mais pas à l'importance du service rendu). Le PIB est donc une richesse purement économique et monétaire. Avec ce mode de calcul, les réparations des catastrophes naturelles et humaines, le traitement de déchets excessifs, les dépenses liées à la dégradation des conditions de vie et de travail... font progresser le PIB. Non seulement on ne tient pas compte des pertes de patrimoine naturel, mais on comptabilise sa destruction organisée telle que l'extraction des matières premières par exemple. Mais encore de nombreuses activités et ressources qui contribuent au bien-être, comme le bénévolat, le travail domestique, les activités culturelles ou encore l'éducation populaire, ne sont pas prises en compte.

1816

1817

1818

1819

Le PIB n'a pas été conçu pour être un indicateur de bien-être, mais son instrumentalisation politique nous a fait croire qu'il en était un. Pourtant le décalage entre le PIB et les indicateurs de santé sociale ou de qualité environnementale devient flagrant. Nous devons chausser d'autres lunettes que celles du PIB et combattre son caractère et son utilisation impérialiste.

1820

1821

1822

1823

1824

1825

1826

1827

Il existe plusieurs dizaines d'indicateurs alternatifs et il serait illusoire, voire dangereux de guider une politique avec un seul indicateur figé, censé définir dans l'absolu le niveau du bonheur collectif sur terre. C'est leur complémentarité qui donne une vision plus large du niveau de richesse d'une société. Ce n'est pas à une minorité d'experts de définir et quantifier cette notion complexe, capable d'évoluer dans le temps, dans l'espace et variant selon les différentes cultures humaines. La démarche comporte nécessairement une part d'appréciation subjective dans le choix des indicateurs retenus ainsi que dans le poids accordé à chacun d'eux : comment additionner par exemple des taux de chômage et des inégalités de revenus, des expulsions et des nombres de français soumis à l'ISF ?

1828

1829

On doit néanmoins exiger la publication régulière et comparative d'indicateurs mesurant des richesses autres que purement économiques.

1830

Parmi ceux ci, Utopia en retient les suivants:

1831

L'Indicateur de Développement Humain (IDH)

1832

1833

1834

1835

1836

1837

1838

Mis au point dans les Années 90 par le Programme des Nations Unies pour le Développement, c'est l'indicateur alternatif au PIB le plus ancien même s'il est limité car il n'intègre que des critères purement quantitatifs. Il complète celui ci par des données sur la santé et l'éducation. Le PNUD a par la suite publié annuellement trois autres indicateurs synthétiques. En 1995, l'ISDH (Indicateur Sexospécifique de Développement Humain) qui permet d'évaluer les différences de développement en fonction du sexe, puis à partir de 1997 l'IPH (Indicateur de Pauvreté Humaine) en distinguant les pays en développement des pays développés.

⁴³

Jean Gadrey.

1839 **L'Indice de Santé Sociale (ISS)**

1840 Initié en 1996 en Amérique, il fait la moyenne de seize indicateurs. On regroupe dans l'indice de santé
1841 sociale américain des critères de santé, d'éducation, de chômage, de pauvreté et d'inégalités, d'accidents et
1842 de risques divers. C'est une sorte de résumé des grands problèmes sociaux contemporains. Cet indice a
1843 acquis une certaine notoriété en Amérique du Nord à la suite d'un graphique assez saisissant présentant
1844 simultanément la courbe de la croissance économique américaine et celle de cet indice de santé sociale
1845 depuis 1959 avec un décrochage spectaculaire des deux indices à partir de 1973-74.

1846 **L'empreinte écologique**

1847 Elaboré également en 1996 par William Rees et Mathis Wackernagel, cet indicateur est purement
1848 environnemental et n'intègre pas de critères sociaux. Il reflète le degré d'utilisation de la nature (fossiles
1849 mais aussi renouvelables) par l'homme à des fins de production et consommation matérielle. Il est défini
1850 par la surface de la planète (convertie en nombre d'hectare) dont cette population dépend compte tenu de
1851 ce qu'elle consomme et de ses rejets.

1852 Selon le WWF, cette empreinte est passée d'environ 60% de la surface utilisable de la terre en 1960 à
1853 plus de 120% aujourd'hui : il faudrait donc 1,2 planètes pour continuer à prélever au rythme actuel les
1854 ressources naturelles. On emprunte donc chaque année 20% de ressources de plus que la régénération
1855 naturelle des ressources permet. Les calculs montrent en effet que, au cours des années 1980, l'empreinte
1856 écologique mondiale a commencé à dépasser le chiffre d'une planète, c'est-à-dire que l'humanité s'est mise
1857 à consommer et à rejeter plus de ressources que ce que la planète peut régénérer. Avec des inégalités
1858 énormes : un Américain du nord a une empreinte de 9,6 hectares, soit 7 fois celle d'un Africain ou un
1859 Asiatique. Si tous les habitants de notre planète avaient notre mode de vie, nous aurions besoin de trois
1860 planètes.

1861 **Le PIB vert**

1862 Créé par des chercheurs et ONG, il vise à corriger le PIB en déduisant les coûts des dommages
1863 environnementaux et sociaux. En théorie, il doit servir à mesurer la véritable richesse nationale d'un pays.
1864 Pour la Chine, qui s'est lancé en 2004 dans le calcul du PIB vert, celui-ci ferait chuter la croissance du
1865 PIB de 8,75% à 6,5% en 2000. L'université de Pékin estime qu'au moins 3 à 7 points de croissance du
1866 PIB des années 90 a été réalisé au détriment des ressources naturelles et de l'environnement. Cela signifie
1867 qu'environ la moitié de la croissance de cette décennie devrait être déduite. Et cela sans compter les
1868 conditions sociales épouvantables qui accompagnent cette croissance économique.

1869 **Le BIP 40**

1870 Le BIP 40, Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté a été introduit en France par le Réseau d'Alerte
1871 contre les Inégalités (RAI), collectif de chercheurs et d'associations pour construire le BIP 40. Il est le
1872 seul indicateur synthétique alternatif digne de ce nom disponible en France. Il intègre environ 60 critères.
1873 Le BIP 40 est un indice agrégé cherchant à mettre en avant les questions de pauvreté et d'inégalités. Pour
1874 le composer, il identifie les séries statistiques qui sont censées refléter les diverses dimensions des
1875 inégalités et de la pauvreté, puis il les additionne. Cette indicateur est toutefois tributaire des statistiques
1876 disponibles (sur certains sujets, comme la santé, l'information fait singulièrement défaut).

1877 La méthodologie retenue pour procéder à cette agrégation s'inspire des travaux réalisés pour la confection
1878 de l'IDH ou d'indicateurs de santé sociale analogues.

1879

1880 **L'ICMÊ (l'Indicateur Canadien du Mieux Être)**

1881 C'est un indicateur récent (2010) mis au point par des universitaires, des politiques et des ONG, qui vise à
1882 explorer les différentes dimensions du bien être des citoyens, en « mesurant ce qui compte ». Huit
1883 thèmes, identifiés et définis par des forums regroupant des experts, des praticiens et associations,
1884 appréhendent les principaux enjeux d'un développement humain durable : le niveau de vie, la santé,
1885 l'éducation, l'aménagement du temps, la participation démocratique, le dynamisme communautaire, les

1886 loisirs et la culture, la qualité de l'environnement.⁴⁴

1887

1888 **Indicateur de santé sociale des régions (France)**

1889 Il a été créé à l'initiative de la région Nord- Pas de Calais qui territorialise depuis 2003 les indicateurs
1890 ayant acquis une légitimité au niveau international ou national : Pnud, Empreinte Ecologique, Bip 40. Il a
1891 pour vocation de définir un indicateur de santé sociale pour les régions de France et qui permettrait de les
1892 comparer entre elles.⁴⁵

1893

1894 **Comment ces indicateurs peuvent ils être utilisés ?**

1895 « C'est en redonnant sens aux échanges non économiques et à « ce qui compte le plus » pour nous que
1896 nous serons en capacité de redéfinir la notion de richesse, de refonder les règles du partage, les supports
1897 d'échanges comme la monnaie, mais aussi les modalités de compte, ou encore les systèmes de
1898 redistribution appropriés. Que nous serons en mesure de redonner sa juste place - et non pas toute la
1899 place - à l'économie. » Collectif « Forum pour d'autres indicateurs de richesse »(FAIR) né en France
1900 dans la suite de la commission Stiglitz-Sen.

1901 L'objectif est bien de mettre des indicateurs de ce type au service du développement humain et
1902 écologique. Ils ont vocation à être produits à la fois au niveau local, régional, national, européen et
1903 mondial afin d'être débattus. Il faudrait les publier annuellement, en même temps que les comptes de la
1904 nation et les présenter au Parlement et dans les collectivités territoriales avec la même solennité. Ces
1905 indicateurs fourniraient ainsi l'occasion aux pouvoirs politiques d'alimenter le débat public sur le sens du
1906 développement et ainsi de déterminer les mesures à mettre en œuvre. Un tableau de bord pourrait
1907 reprendre des indicateurs de ce type pour servir de boussole à la mise en œuvre d'un projet de société
1908 visant à l'amélioration du bien-être individuel et collectif.

1909 Enfin, il est essentiel de promouvoir aussi ce que de nombreux militants associatifs appellent la
1910 comptabilité du 21^{ème} siècle, c'est-à-dire une comptabilité adaptée aux enjeux de notre temps, mesurant
1911 de manière différente la richesse⁴⁶. Comptes économiques, sociaux et environnementaux sont
1912 indissociables.

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

⁴⁴ Florence Jany-Catrice. « Pour en finir avec ce vieux monde » Utopia 2011.

⁴⁵ Ibid

⁴⁶ Cette transformation du système comptable est loin d'être anodine : « la comptabilité est une discipline qui travaille de façon silencieuse, mais elle est un rouage essentiel du capitalisme. C'est notamment elle qui détermine les montants des profits et des dividendes distribués aux actionnaires ». Les dernières normes (IFRS) adopté en Europe en 2005 sont « l'expression fondamentale de l'état actuel d'un capitalisme d'actionnaire commandé par une vision court-termiste ». *Toute transformation économique et sociale passera donc par un droit comptable qui intègre l'obligation de conservation du capital naturel et humain, comme le réclame Jacques Richard* ». Comment la comptabilité modèle le capitalisme – le débat, n°161, 2010

1921

1922

Expériences et chemins de la transition

1923 « *Le réalisme ne consiste plus à vouloir gérer ce qui existe, mais à imaginer, anticiper, amorcer les transformations fondamentales dont la possibilité est inscrite dans les mutations en cours* »

1924 A. Gorz Les chemins du paradis

1926 La situation écologique et sociale dans laquelle nous nous trouvons, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres, nous contraint à renouer avec le sens étymologique du mot "crise"⁴⁷ et à saisir l'occasion qui nous est donnée, une fois le diagnostic sans complaisance posé, de prendre les bonnes décisions, de changer de cap radicalement et d'œuvrer pour l'accomplissement du bien commun.

1930 Une telle ambition implique, on l'a vu, le dépassement du système capitaliste tel qu'il détermine actuellement nos mentalités et nos activités, les fondant sur un productivisme et une hyperconsommation qui rendent la croissance indispensable et nous empêchent de concevoir d'autres horizons.

1933 Il est donc nécessaire de nous atteler à la tâche et de réfléchir d'ores et déjà aux types de comportements individuels et collectifs qu'il conviendra d'adopter pour construire, dans le cadre de l'après-pétrole, des sociétés équitables, démocratiques et durables. Il est évident, dès lors, que plus tôt nous nous adonnerons à l'exploration de chemins de transition d'un modèle à l'autre, plus nous augmenterons la résilience⁴⁸ de nos sociétés et leur capacité à résister aux bouleversements politiques, économiques, culturels, qui ne manqueront pas de les impacter.

1939 Le pire n'est jamais certain. Encore faut-il avoir le courage de considérer l'orage qui se dirige sur nous en grondant et se mettre en route, sans plus tarder, sur ces chemins hors des sentiers battus. Naturellement, cette question des voies de transition à emprunter se heurte au traditionnel conflit opposant tenants du libéralisme le plus absolu et thuriféraires du dirigisme le plus autoritaire. A nous de dépasser cet apparent dilemme dans une dialectique féconde capable de réconcilier, à diverses échelles, intervention des pouvoirs publics et initiatives privées.

1945

1946

1- œuvrer pour la transition à l'échelle individuelle : la simplicité volontaire

1947 Bon nombre de religions et philosophies traditionnelles ont vanté les mérites d'un mode de vie simple et détaché le plus possible des contingences matérielles, arguant de la nécessité de laisser place à l'épanouissement d'une vie spirituelle riche, de l'intérêt de maîtriser des passions jugées aliénantes, comme de l'impératif d'un partage équitable des ressources⁴⁹. Certains évoquent la salutaire "frugalité"⁵⁰, corollaire d'une "convivialité" dont nous aurions perdu le sens ; d'autres vont jusqu'à faire l'éloge de la "pauvreté", la distinguant absolument de la "misère", toujours détestable⁵¹. L'épicurisme lui-même, qu'on confond souvent bien à tort avec l'hédonisme, entendait rechercher la satisfaction de nos besoins "utiles" et "naturels" et offre aujourd'hui encore aux adeptes de la simplicité volontaire des outils pertinents pour modifier leurs catégories mentales et penser des modes de vie durables et épanouissants, connectant les moyens aux fins.

1957 S'inspirant de ces sagesses ancestrales ainsi que des écrits précurseurs de Tolstoï ou de Thoreau, puis, de Ghandi, nombre de détracteurs de la société de consommation de masse qui s'est imposée dans la deuxième partie du XXème siècle se sont intéressés aux formes de résistance qu'il convenait de lui opposer. Presque systématiquement, il apparaît dans le discours des sympathisants de la simplicité volontaire que la nécessité de réduire notre consommation de biens matériels, véritable enjeu en matière

47 krisis = jugement

48 Boris Cyrulnik

49 Ghandi : "Vivre tous simplement pour que tous puissent simplement vivre "

50 Voir l'Abondance Frugale de Jean-Baptiste de Foucault

51 Majid Rahnema, Quand la misère chasse la pauvreté

1962 de justice sociale et d'écologie, est tout autant connectée au désir de s'émanciper de pratiques jugées
1963 profondément aliénantes. Des penseurs comme Ivan Illich ont ainsi montré, à l'aide de concepts tels que
1964 la "contre productivité" ou l'outil convivial", comment nous finissons par devenir esclaves des objets qui,
1965 initialement, étaient destinés à nous libérer. De fait, de plus en plus d'individus se trouvent séduits par
1966 l'idée de se réapproprier progressivement leur environnement en développant de nouveaux rapports, plus
1967 authentiques, au temps (retour du temps long), à l'espace (relocalisation), aux gens (convivialité) et aux
1968 objets ("désencombrement", refus de l'hyperconsommation) qui les entourent : "moins de biens, plus de
1969 liens", s'exclament-ils ! Force est de constater que, le plus souvent, ces pionniers font état d'une joie de
1970 vivre supérieure à nos forçats du travail et de la consommation, ce que vient confirmer une étude réalisée
1971 par Tim Jackson ⁵², qui tend à montrer que si on peut faire état d'une corrélation entre richesse matérielle
1972 et "sentiment de bien-être" jusqu'à un certain seuil ⁵³, celle-ci cesse d'exister au-delà.

1973 Au final, les adeptes de la simplicité volontaire explorent à leur mesure des chemins de traverse très
1974 divers, et il serait impossible d'en établir un mode d'emploi précis et dogmatique, tant le déterminisme
1975 structurel qui pèse sur nos modes de pensée et de comportement reste fort et empêche, même les plus
1976 motivés, de s'extraire totalement du système productiviste/consumériste au sein duquel nous évoluons
1977 tous. Retenons donc qu'il s'agit essentiellement, du point de vue des ressortissants des pays développés,
1978 de diminuer le plus possible son empreinte écologique en réduisant sa consommation matérielle (jours
1979 sans consommation ?) et en la réorientant en fonction de critères environnementaux et sociaux (commerce
1980 équitable et/ou bio et/ou de proximité, troc, achat et revente sur le marché de l'occasion, réparation...); de
1981 revoir ses habitudes alimentaires en bannissant les produits issus de l'industrie agro-alimentaire, en
1982 privilégiant les circuits courts, le bio, voire l'autoproduction et en diminuant sensiblement la part des
1983 protéines animales; de réduire sa consommation d'énergie directe, notamment celle issue des ressources
1984 fossiles (boycott de l'avion, utilisation du vélo, des transports en commun plutôt que de la voiture); de
1985 modifier son rapport au travail rémunéré et aux loisirs ("travailler pour vivre, et non vivre pour
1986 travailler") pour redécouvrir la richesse de la gratuité, de certaines formes revendiquées de "paresse" ⁵⁴,
1987 du don et du contre-don ainsi que du partage, et renforcer le lien social dans ses expressions les plus
1988 locales (sociabilité de voisinage, de quartier...).

1989
1990

2- Penser et agir la transition collectivement à l'échelle locale

1991 Le renforcement du lien social, fondement de la résilience des sociétés humaines étant au cœur de la
1992 simplicité volontaire, le plus souvent les adeptes de la frugalité heureuse en viennent à établir des ponts
1993 entre les expériences des uns et des autres, fondant des communautés ⁵⁵ ou, plus simplement, en
1994 s'organisant en groupes et réseaux locaux, pour échanger, réfléchir et même impulser des initiatives
1995 souvent efficaces. Il serait fastidieux de recenser ici toutes les expériences menées par les pionniers de
1996 l'après développement, mais il convient de remarquer que le renforcement de la résilience des
1997 communautés est au cœur de leur pensée et de leur action. Pour ce faire, ils insistent évidemment sur
1998 l'importance cruciale de la relocalisation de toutes les formes d'activité, sur l'implication croissante des
1999 citoyens à la "chose publique" (res publica) et sur le développement de formes de solidarités le tout
2000 connecté au souci permanent de respecter la spécificité du milieu naturel et culturel où s'inscrit leur action
2001 et de favoriser toujours plus d'équité et de justice sociale. On peut citer notamment l'explosion de
2002 l'économie solidaire sous ses formes diverses, ces dernières années, de l'entreprise familiale de réinsertion
2003 à la biocoop, en passant par les AMAP et autres circuits courts de production/distribution; mais aussi
2004 l'expansion des circuits d'échange non-marchand (troc, avec notamment les Système d'Echange Local,
2005 collectes, banques de prêt d'objets sur le modèle de la bibliothèque), marchands parallèles (création de

⁵² Tim Jackson Prospérité sans croissance Ed. De Boeck 2010

⁵³ 15000 €/personne

⁵⁴ _____Eloge de la paresse de Paul Lafargue

⁵⁵ Par exemple La communauté de Findhorn, dans le Nord de l'Ecosse, le Village des Pruniers, en Dordogne.

2006 monnaies locales ⁵⁶) ou du marché de l'occasion (vide greniers) ; la location (voitures, matériel de
2007 musique, de sport, de bricolage) ; la mutualisation des biens et services produits (crèches parentales,
2008 voitures partagées, Co logement, jardins partagés).

2009 Dans les pays en développement, à l'aide de nouveaux instruments éthiques de financement, comme le
2010 microcrédit, le commerce équitable est favorisé, de manière à fournir aux acteurs locaux des conditions
2011 de travail et d'existence dignes tout en manifestant un profond respect pour les écosystèmes locaux, qui,
2012 tous spécifiques, appellent logiquement des techniques d'exploitation et de conservation également
2013 spécifiques. Conformément à cette logique, il n'est pas rare de voir certaines communautés renouer avec
2014 des savoir-faire ancestraux, comme c'est le cas pour certaines pratiques complexes liées à l'irrigation au
2015 Proche-Orient ou abandonner les monocultures exportées et imposées par l'occident, pour revenir à
2016 l'exploitation de cultures locales vivrières, plus adaptées aux conditions naturelles et plus aptes à assurer
2017 leur autosuffisance alimentaire ; dans le même temps, et conformément aux mêmes logiques de résistance,
2018 dans les pays industrialisés, des désobéisseurs civils s'improvisent faucheurs d'OGM ou "receleurs" de
2019 semences paysannes ⁵⁷ . S'agissant des nouvelles technologies, on peut également faire état des
2020 expériences d'autoproduction et de formation sur le modèle des écoles populaires, au sein des bidonvilles
2021 brésiliens les plus déshérités.

2022 Dans tous les cas, la démocratie participative est au cœur des projets menés à bien et favorise l'émergence
2023 de ce qu'on pourrait appeler des éco sociétés autogérées, fonctionnant selon des principes assez
2024 semblables à ceux que posèrent, au XIXème siècle, des socialistes "utopistes" comme Fourier ou
2025 Proudhon.

2026 Ce souci de veiller à ne pas faire à un niveau plus élevé ce qui peut l'être avec plus d'efficacité à une
2027 échelle plus faible ⁵⁸, doit exister également pour les pouvoirs publics qui ne sauraient en aucune manière
2028 se décharger de leurs responsabilités en misant sur les seules initiatives privées. Tim Jackson insiste bien
2029 sur ce point : "En tant que laboratoire du changement social, les ménages et les communautés qui se
2030 réclament du mouvement "intentionnel" sont indispensables pour montrer les possibilités
2031 d'épanouissement dans les limites écologiques. Mais elles sont également cruciales en ce qu'elles mettent
2032 en évidence les limites du volontarisme". Il est en effet évident que toute transition vers un nouveau
2033 modèle de société post-capitaliste implique une véritable volonté politique et une implication réelle des
2034 pouvoirs publics dans le but de lutter contre tous les effets pervers induits par les structures dominantes,
2035 structures qui rendent quasiment impossible toute tentative de vivre vraiment durablement et
2036 équitablement, en dépit de toute la meilleur volonté du monde. Que l'on songe par exemple au rôle de la
2037 voiture, que les choix publics en matière d'aménagement du territoire continuent à privilégier, et l'on
2038 comprendra à quel point nous sommes dépendants et prisonniers du système tel qu'il existe actuellement.
2039 De la même façon, se débarrasser de ses déchets est bon marché, sur le plan économique comme sur le
2040 plan du comportement, tandis que le recyclage demande du temps et des efforts. C'est pourquoi il apparaît
2041 essentiel que les collectivités territoriales prennent leur part dans ce lent travail de transition, en
2042 s'engageant clairement en matière d'urbanisme, par le biais des P.O.S, du logement (respect des quotas de
2043 logements sociaux, encadrement des loyers privés...), des infrastructures de transports collectifs, de
2044 normes environnementales et sociales contraignantes relatives aux nouveaux bâtiments construits et aux

⁵⁶ Voir annexe sur la monnaie.

⁵⁷ Les "semeurs de biodiversité travaillent à préserver l'immense variété des semences traditionnellement utilisées dans les jardins et les champs, garante de la biodiversité. Ils sèment, conservent, échangent ces précieuses graines, luttant contre la standardisation et les logiques de brevetabilité du vivant.

⁵⁸ "principe de subsidiarité" selon lequel la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même ; ce principe, défendu, entre autres, dans small is beautiful se trouve aujourd'hui malheureusement largement galvaudé par l'Union Européenne qui s'en prévaut à tort et à travers

2045 entreprises en activité sur leur territoire ; mais aussi en matière d'agriculture ; de gestion de l'énergie et de
2046 ressources essentielles telles que l'eau ⁵⁹ ; ou encore en matière d'alimentation au sein des collectivités ⁶⁰ .

2047 Oui, vraiment, parce que la crise actuelle globale appelle en grande partie des réponses locales, l'échelle
2048 municipale, du point de vue des pouvoirs publics, est tout à fait pertinente pour initier ces transformations
2049 nécessaire et il convient d'encourager tous les effort menés par les collectivités territoriales pour se
2050 préparer aux bouleversements à venir, notamment en réduisant leur dépendance au énergies fossiles ⁶¹ .
2051 On peut saluer par exemple les maires signataires du pacte de Mexico qui se sont récemment réunis pour
2052 s'engager solennellement et collectivement à lutter contre le réchauffement climatique (quantification des
2053 émissions de GES, politique de réduction des GES...). On peut également mentionner le phénomène des
2054 "villes lentes" ⁶² qui gagne progressivement du terrain dans les pays développés (plus de 140 villes
2055 concernées dans le monde, dont une française, Ségonzac) et qui, en dénonçant l'homogénéisation des
2056 modes de vie et le culte moderne de la vitesse et de la quantité responsables de notre aliénation physique
2057 et morale, invite les citoyens à retrouver la maîtrise et la jouissance du temps et de l'espace au sein
2058 desquels ils se meuvent et à promouvoir la qualité et la lenteur inhérentes à la notion de "terroir" .

2059

3- Penser et agir la transition aux échelles nationale et internationale

2060 Le principe de subsidiarité, s'il est un concept pertinent en matière de relocalisation, suppose l'existence
2061 du "principe de suppléance", en vertu duquel, lorsque les problèmes excèdent les capacités d'une petite
2062 entité, l'échelon supérieur a alors le devoir de la soutenir. Utopia défend la position selon laquelle que ce
2063 n'est qu'en conjuguant les initiatives individuelles, locales, nationales et internationales que l'on pourra
2064 peser assez fortement sur les structures pour nous faire emprunter les chemins de la justice sociale et
2065 écologique. Il appartient donc à L'Etat et à des organes de gouvernance mondiale repensés en fonction des
2066 nouveaux objectifs, de s'emparer résolument des questions les plus cruciales que nous aurons à traiter au
2067 cours de cette première moitié de 21ème siècle afin d'anticiper et de se préparer au mieux à encaisser des
2068 chocs que nous ne pourrions éviter.

2070 Certes, le pouvoir de la sphère économique-financière aujourd'hui est immense et elle ne consentira jamais
2071 à renoncer à ses privilèges sans y être contrainte sous le double effet des crises et d'une forte volonté
2072 populaire. C'est ce mouvement populaire qui amène et permet à certains états de prendre de bonnes
2073 initiatives: l'Equateur, qui veut renoncer a exploiter des ressources pétrolières récemment découvertes, ou
2074 encore la fiscalité carbone mise en place en Suède.

2075 Bien que soucieux de préserver les libertés individuelles et le respect des spécificités locales tout en
2076 développant la démocratie, il nous semble donc évident qu'il est aujourd'hui urgent d'élargir la
2077 responsabilité des Etats en matière de justice sociale et de préservation de l'environnement. Cela passe
2078 par :

2079 1. l'établissement de limites écologiques garantes de nouveaux modes de vie durables, avec la mise
2080 en évidence de plafonds de ressources et d'émissions ainsi que d'objectifs de réductions.

2081 2. Le changement du modèle économique productiviste actuellement dominant, par la
2082 reconnaissance de ces limites rendant la logique croissanciste intenable et pour privilégier les

⁵⁹ Citons les exemples de la ville de Venelles ou de la commune du Séquestre qui ont mis en place une tarification progressive de l'eau avec la gratuité des premières tranches

⁶⁰ Deux repas végétariens par semaine à la cantine et à la crèche permettraient, eu égard aux économies réalisées, de proposer plus de produits bio et/ou issus de l'agriculture locale ; on peut également aller jusqu'à envisager la gratuité des repas dans ces structures, suivant en cela les exemples de Drancy et du Bourget.

⁶¹ La Charte d'Athènes de LeCorbusier est, à cet égard, toujours étonnante d'actualité et susceptible d'inspirer le plus heureusement du monde l'action publique.

⁶² Réseau "slow cities" ou "cittaslow" qui réunit des villes et municipalités désireuses d'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens, notamment en matière de nourriture et d'environnement

- 2083 politiques de long terme plutôt que les stratégies électoralistes, en investissant dans l'emploi ⁶³, les
2084 actifs et les infrastructures durables (eau, énergie, transports, biodiversité).
- 2085 3. l'augmentation de la résilience de nos société, en s'attachant prioritairement au développement des
2086 biens public mondiaux à la réduction des inégalités sociales : Accès gratuit aux biens et services de
2087 première nécessité, salaire maximum, Revenu universel...)
- 2088 4. une réforme economico fiscale ambitieuse, allant dans le sens de la remise en cause radicale du
2089 libéralisme : formes de protectionnisme écologique (taxe carbone...), relocalisation de la production,
2090 introduction du concept de "mésusage" ⁶⁴ dans la tarification de certains biens communs (gratuité de
2091 l'usage, taxation du mésusage), taxation des transactions financières, mise sous tutelle des
2092 établissements bancaires.
- 2093 5. le soutien des pays riches à la transition écologique dans les pays en développement, impliquant
2094 tout à la fois l'annulation de la dette du Tiers-Monde et l'abandon des flux internationaux insensés
2095 d'importation/exportation au profit d'une véritable politique d'autosuffisance alimentaire.
- 2096 Cette action des Etats ne pourra se mettre en œuvre sans l'appui de la société civile et le respect de la
2097 démocratie. En effet, les risques "d'une sortie barbare"⁶⁵ ou autoritaire du capitalisme sont grands. Rares
2098 seront ceux parmi les plus riches qui accepteront naturellement et de gaité de cœur de renoncer à leurs
2099 privilèges et à leur mode de vie. Normes, taxes, et limitation des patrimoines seront incontournables afin
2100 que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts individuels. Pour que cette sortie se fasse d'une manière
2101 "civilisée"⁶⁶, l'éducation, les médias, et tous les lieux d'expression de la démocratie sociale auront cette
2102 lourde tâche de contribuer à "décoloniser notre imaginaire"⁶⁷. Le rôle des intellectuels et chercheurs de
2103 tous les pays est également à cet égard essentiel, et ceux-ci doivent s'attacher à faire connaître leurs
2104 travaux et à les rendre compréhensibles par le plus grand nombre. La communication et la coordination
2105 aux niveaux national et international des mouvements antiproductivistes doit se poursuivre, de manière à
2106 diffuser leurs idées plus largement, quitte à se structurer politiquement afin de peser sur le jeu électoral et
2107 préparer la nécessaire transition vers l'après pétrole.
- 2108
- 2109
- 2110
- 2111
- 2112
- 2113
- 2114
- 2115
- 2116

⁶³ L'intervention de l'Etat en matière d'emploi sera l'une des pistes fondamentales à explorer, dans la mesure où celui-ci est l'argument en vertu duquel on justifie traditionnellement l'impératif de croissance. Chercher à atteindre le plein-emploi tout en stabilisant les flux matériels consistera donc essentiellement pour l'Etat à jouer la carte du maintien, voire, dans certains domaines, de la diminution de la productivité tout en promouvant une politique de réduction et de partage du travail.

⁶⁴ Paul Ariès

⁶⁵ A.Gorz

⁶⁶ Ibid

⁶⁷ Serge Latouche

Deuxième partie : construire un nouvel espace politique mondial

2117

2118

2119

2120

2121 La Préface de ce Manifeste, à l'initiative d'Utopia, appelle à construire un nouvel espace politique pour
2122 une « société monde ».

2123 Ce nouvel espace politique réunira des pays, des peuples, issus de différents continents sur la base de 5
2124 droits constituants :

2125 L'écologie, l'accès universel aux droits et biens fondamentaux, la liberté de circulation et d'installation, la
2126 souveraineté alimentaire et la construction de nouveaux espaces de démocratie.

2127

2128 « *C'est pourquoi nous appelons les mouvements sociaux, les intellectuels, poètes, artistes, partis et*
2129 *mouvements politiques, les citoyens de tous les continents à construire ce nouvel espace, à initier*
2130 *l'émergence d'une société-monde tout en préservant les identités culturelles locales.*

2131 *C'est notamment en imaginant de nouveaux droits constituants que nous pourrons dessiner les contours*
2132 *d'un nouvel espace politique fédérant des peuples, des Etats qui, au-delà de leur situation géographique,*
2133 *partagent des valeurs et une ambition communes. Des utopies ont permis de penser des droits*
2134 *fondamentaux, de mettre en avant leur caractère universel, comme ce fut le cas avec la Déclaration*
2135 *universelle des droits de l'Homme de 1948.*

2136 *Imaginons, inventons, formalisons ce nouvel espace politique et ces nouveaux droits (...)*

2137 *On ne compte plus les déclarations, chartes et moratoires dont les bonnes intentions restent lettre morte,*
2138 *faute d'une reconsidération radicale de l'espace politique dans lequel ils s'inscrivent. C'est précisément*
2139 *cette conception inédite et ambitieuse qui forme la racine de notre proposition. Devant toutes les*
2140 *urgences sociales et environnementales de ce siècle, nous appelons les peuples et la société civile, les*
2141 *mouvements sociaux et politiques ainsi que les Etats issus des cinq continents, à construire ce nouvel*
2142 *espace politique, à initier le projet d'une société monde. »*

2143

2144 Stéphane Hessel, Danièle Mitterrand, Taslima Nasreen, Adolfo Perez Esquivel, Aminata Traore

2145

2146

2147

2148

2149

2150

2151

2152

2153

2154

2155

2156

2157

2158

2159

2160

2161

2162

2163

2164

2165

2166

2167

2168

2169

2170

2171

2172

2173

2174

2175

2176

2177

2178

2179

2180

2181

2182

2183

2184

2185

2186

2187

Ier Droit constituant L'écologie politique

Le 1^{er} Droit constituant de notre nouvel espace politique mondial est l'écologie politique. Nous considérons l'écologie politique comme le fil rouge qui nous permet de penser et de transformer réellement le monde.

Il ne s'agit pas ici de décrire ce que pourrait être le « volet environnemental » de notre projet ; l'écologie politique est beaucoup plus que cela : elle la matrice, le socle à partir de laquelle on peut imaginer construire une société post capitaliste.

Urgence climatique, épuisement des ressources naturelles, pollution et perte de la biodiversité : un constat qui accuse.

« L'histoire présente évoque certains personnages de dessins animés, qu'une course folle entraîne soudain au-dessus du vide sans qu'ils s'en aperçoivent, de sorte que c'est la force de leur imagination qui les fait flotter à telle hauteur : mais viennent-ils à en prendre conscience, ils tombent aussitôt »⁶⁸.

Le constat sur le climat

Il y a encore quelques années, la plupart des responsables politiques étaient comme ces personnages de dessins animés, obnubilés par la compétition et la croissance et ne considéraient comme unique terrain de jeu que leur nation. Au point de négliger le fait que les ressources naturelles proviennent d'une seule planète, que l'énergie abondante et bon marché avait nécessairement une fin et le lien entre l'activité humaine et le réchauffement climatique se précisait. Depuis peu, les preuves de la nécessité d'actions urgentes face au dérèglement climatique sont avérées. La communauté scientifique est passée de l'interrogation au doute, du doute à la présomption, de la présomption à la certitude. De l'aveu de John Hofmeister président de Shell et jusqu'à peu de temps opposant aux théories sur le réchauffement climatique : « *Le débat est clos, quand 98% des scientifiques sont d'accord, il n'y a plus à tergiverser* » Pourtant, encore en 2006, un groupe comme Exxon Mobil dépensait 16 millions de dollars pour financer des organismes chargés de manipuler l'information sur le réchauffement climatique. Il est également avéré que l'offensive des climato septiques en 2009, qui a contribué en partie à l'échec des négociations de Copenhague, a profité de financements de la part de grands groupes énergétiques. Pour fabriquer de l'incertitude, comme le faisaient hier les fabricants de tabac vis-à-vis du cancer du poumon. Pour ces gens là, « *nos vies valent moins que leurs profits* ».

En 2010, les scientifiques compétents dans le domaine du climat (issus de 200 pays dont moins d'un quart ont un intérêt économique à stopper le dérèglement climatique) estiment qu'il y a environ 95 % de chance pour que le dérèglement climatique provienne des activités humaines. Bien sûr il y a toujours un doute, mais si vous aviez 98% de chance d'aller dans un mur, parieriez vous sur les 2% restantes ou prendriez vous des mesures pour l'éviter ?

Sans rentrer dans le détail sur toutes les conséquences dramatiques du réchauffement climatique qui font l'objet de très nombreux travaux⁶⁹, reportages et films, rappelons que le climat ce n'est pas uniquement

⁶⁸ Raoul Vaneigen, *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations*, ...

⁶⁹ GIEC, Greenpeace, WWF, Nicolas Stern, Facteur 4, Parlement, Sénat, ...

2188 « le temps qu'il fait dehors ». C'est un cycle complet et complexe où rentre des facteurs multiples qui
2189 interagissent sur le climat et l'eau, entraînant sécheresses, inondations, pollutions, migrations et réfugiés,
2190 canicules, désertifications, épidémies, incendies, cyclones, montées des eaux, pertes de biodiversité...

2191 Le changement climatique menace les conditions de base de la vie pour de nombreuses populations :
2192 l'accès à l'eau, la production agricole et la santé. Les pays les plus pauvres seront les premiers touchés,
2193 alors qu'ils n'auront que très peu contribué au problème. Le changement climatique menace la vie de
2194 l'humanité entière.

2195 Quant à la qualité de l'air, ce sujet est complètement occulté dans les débats politiques. Pourtant les
2196 activités humaines (industries et transports), dans les pays industrialisés, ont une incidence très nette sur
2197 les maladies respiratoires et les allergies.

2198 Un rapport rendu public par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en 2006 établit que près du quart
2199 des maladies dans le monde sont causés par des expositions environnementales qui peuvent être évitées. Il
2200 en ressort que, d'une façon ou d'une autre, l'environnement affecte de manière significative plus de 80%
2201 des principales maladies. Pour 24% d'entre elles, le facteur environnemental est déterminant (un taux qui
2202 monte à 33% si l'on ne considère que les enfants de moins de 5 ans). Ce rapport estime que plus de 13
2203 millions de décès sont dus annuellement à des causes environnementales évitables.

2204 Si on ne fait rien, les stocks de gaz à effet de serre doubleront à la fin de ce siècle et la température
2205 moyenne augmentera de près de 5°C. Soit le même écart qu'entre la dernière glaciation il y a 20 000 ans
2206 et maintenant, mais sur 100 ans ! Certaines zones verront même leur température s'accroître de 10°C. Le
2207 risque le plus important est alors l'emballement du dérèglement climatique entraînant une diminution de
2208 la capacité de la mer et de la terre à produire de la biomasse pour l'alimentation, l'énergie, les matériaux,
2209 et à jouer leur rôle de puits de carbone et de réceptacle de la biodiversité. Ce risque existe à partir d'une
2210 concentration de 400 ppm de gaz carbonique dans l'atmosphère, taux qui serait atteint dès 2015 en
2211 prolongeant les tendances de ces dernières années. On entrerait alors selon les experts climatiques dans un
2212 territoire inconnu. Il y a donc urgence à agir.

2213 D'autant plus que, dans son fameux rapport, l'ancien vice-président de la Banque Mondiale Nicolas Stern
2214 chiffre à 5500 milliards de dollars le coût global de l'inaction, soit près de 20% du PIB mondial liés aux
2215 problèmes d'alimentation, d'accès à l'eau, de santé, d'infrastructures ou encore aux conséquences des
2216 déplacements de populations. De même, pour le PNUD, le coût du réchauffement double tous les 10 ans.
2217 « *Faire coûtera cher, ne rien faire coûtera très cher.* »⁷⁰ Selon Ban Ki-Moon, Secrétaire général de
2218 l'ONU, le réchauffement climatique pourrait aussi compromettre la paix et la sécurité internationale et
2219 sape les efforts pour lutter contre la pauvreté. On peut parler d'un coût social du carbone. Lorsqu'on parle
2220 de famines, pandémies et risque de conflits, on n'est plus dans un problème conjoncturel mais dans une
2221 crise planétaire qui sera certainement le défi majeur du 21^{ème} siècle. « *Le changement climatique*
2222 *présente un défi unique pour l'économie : il constitue l'échec du marché le plus important et le plus*
2223 *étendu que l'on ait jamais connu.* »⁷¹

2224 Et pourtant, depuis 1990, date du premier rapport du GIEC, les émissions de gaz à effet de serre ont
2225 augmentées d'environ 30% dans le monde. On est loin du fameux facteur 4 prévu pour 2050.

2226 L'Agence Internationale de l'Energie a publié des chiffres catastrophiques sur les émissions de gaz à effet
2227 de serre dans le monde : en 2010, les GES ont progressé de 5% par rapport à la précédente année record
2228 de 2008. L'Agence parle de « sérieux revers » de la lutte contre le réchauffement climatique et estime que
2229 si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas drastiquement réduites l'objectif de limiter la hausse
2230 moyenne des températures à 2°C ne sera pas atteint. Selon l'AIE c'est plutôt 4°C qu'il faut craindre. Un
2231 scénario catastrophique : non seulement la chaleur deviendrait insupportable dans certaines parties du

70 Kofi Annan (ancien Secrétaire général de l'ONU).

71 Nicolas Stern.

2232 globe, mais les changements climatiques « mèneraient à un large mouvement de migrations et à des
2233 conflits, perturbant la vie de centaines de millions de personnes à travers la planète. »

2234 Les derniers chiffres publiés montrent notamment que la principale cause de cette hausse est le
2235 développement du commerce mondial qui est l'un des piliers du consensus néolibéral et l'objectif
2236 d'institutions comme l'OMC. On avait l'habitude de saluer la baisse des émissions de carbone des pays
2237 développés réalisée depuis le sommet de Rio de 1990 en critiquant la hausse continue dans les pays «
2238 émergents ». Or une étude récente établit que cette baisse était optique. En réalité, les émissions dans les
2239 pays développés ont été « délocalisées » à travers la hausse des importations de produits manufacturés. Si
2240 l'on réintègre dans le total des émissions de gaz à effet de serre le poids des importations, on passe ainsi
2241 d'une baisse de 2% à une hausse de 7% (et même de 12% si l'on exclut la Russie et l'Ukraine dont les
2242 économies se sont effondrées au début des années 90).

2243

2244

Le constat sur l'eau

2245 « *Le droit à une eau potable, salubre et propre est un droit fondamental, essentiel au plein exercice du*
2246 *droit à la vie et de tous les droits de l'homme* »⁷²

2247 Aujourd'hui encore près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, 2 milliards n'ont pas
2248 d'installation sanitaire et 2,5 milliards consomment de l'eau polluée. En conséquence plus de 4 millions
2249 d'êtres humains meurent chaque année de maladies liées au manque d'eau dont 2 millions d'enfants après
2250 avoir consommé de l'eau non potable⁷³. Pourtant, les objectifs du millénaire pour le développement (OMD 2010) prévoyaient de réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas accès
2251 à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base. On en est loin.
2252

2253 La contamination de la première source de vie sur terre devient la première cause de mortalité. Et le
2254 réchauffement climatique va encore accentuer le problème. En Chine la croissance a entraîné la pollution
2255 de 70% des nappes phréatiques, fleuves et rivières. En France, même si le type de pollution n'est pas
2256 comparable, 96% de l'eau des nappes contient au moins un pesticide. Dans le monde, la consommation
2257 d'eau a été multipliée par 6 en un siècle alors que la population l'a été par 3. Avec des inégalités criantes :
2258 de quelques litres par jour et par habitant dans une partie du Moyen Orient et de l'Afrique à 500 litres en
2259 moyenne dans des pays comme les Etats-Unis.

2260 Pourtant depuis 30 ans ce ne sont pas les belles déclarations qui manquent : en 1977 la première
2261 conférence des Nations unies sur l'eau affirme « le droit de tous les peuples à accéder à l'eau potable » ;
2262 en 1990 la Charte de Montréal proclame « le droit d'accès à l'eau est un droit fondamental de l'homme ». En 2010 encore, 122 Etats de l'ONU se sont prononcés pour reconnaître « *l'accès à l'eau potable comme*
2263 *un droit humain, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme* »
2264

2265 Dans cette optique, la solution préconisée jusqu'à présent est le partenariat public/privé, c'est-à-dire, de
2266 fait, la privatisation des services de l'eau. Cela a souvent entraîné une montée des prix pour le
2267 consommateur, une diminution des investissements indispensables, une moindre qualité du service rendu
2268 et le développement de mécanismes de corruption. Si les opérateurs privés revendiquent le savoir-faire, la
2269 logique du marché n'est ni l'humanisme ni le long terme.

2270 Il est urgent de changer de modèle et que la collectivité reprenne la main sur le marché pour le droit à
2271 l'eau, droit fondamental, source de toute vie sur terre.

2272 Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau », qui se situe dans le processus des Forum Sociaux Mondiaux
2273 (FAME Marseille 2012), propose une chartre mondiale sur l'eau qui entre autres choses demande
2274 « *l'inscription dans les constitutions nationales du droit d'accès pour tous à l'eau potable et à*

⁷² Assemblée générale l'ONU Juillet 2010

⁷³ UNICEF, rapport 2006.

2275 *l'assainissement, comme "droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les*
2276 *droits de l'homme »*⁷⁴

2277 L'Afrique du sud a inscrit ce droit à l'eau dans sa constitution et fournit gratuitement à sa population 25
2278 litres par personne et par jour. D'autres pays comme l'Uruguay suivent. Le coût nécessaire pour satisfaire
2279 les besoins mondiaux en eau est estimé de 20 à 30 milliards de dollars par an. A mettre en regard du coût
2280 économique de 1000 milliards (selon le président Obama) dépensés pour la guerre en Irak. C'est donc
2281 possible, si il y a une volonté politique.

2282

2283

2284

Le constat sur la biodiversité

2285 La conscience de la biodiversité commence tout juste à émerger, alors que les scientifiques parlent de 6e
2286 extinction massive des espèces. Mal comprise, la notion d'écosystème est fondamentale et offre un
2287 modèle pédagogique du rapport, fait d'un réseau complexe d'interdépendances, entre la société humaine
2288 et ce qu'on appelle communément la nature. L'écologie industrielle puise par exemple dans la métaphore
2289 de l'écosystème, pour repenser le système industriel en termes écologiques, tout comme le biomimétisme
2290 s'inspire de processus et de la matière vivante pour innover dans les procédés techniques.

2291 La synthèse du Millenium Ecosystem Assessment,⁷⁵ (étude équivalente à celle du GIEC sur le climat)
2292 publié en 2005 est la principale référence sur les liens biodiversité/économie.

2293 Voici les principales conclusions de cette synthèse :

- 2294 - Extinctions massives d'espèces
- 2295 - effondrement ou quasi-disparition de nombreux stocks de pêche (on considère que les stocks de
2296 poisson ont été divisés par 10 en 100 ans)
- 2297 - vulnérabilité des 2 milliards d'humains vivant en zones arides face à la perte de services
2298 écologiques
- 2299 - la menace croissante du changement climatique global,
- 2300 - la pollution par les engrais et l'érosion

2301 Ce rapport quantifie le coût pour la société humaine de cette perte de la biodiversité (une méthode
2302 quantitative réductionniste, mais qui a le mérite d'être parlante) et le faible pourcentage du PIB mondial
2303 (1%) qui suffirait pour protéger les écosystèmes.

2304 La notion de services rendus par les écosystèmes est une innovation du rapport, qui est de plus en plus
2305 largement utilisée.

2306

2307

2308

2309

Explications d'un déni

2310 « *Nous ne croyons pas ce que nous savons* » JP Dupuy

2311 L'urgence écologique, où le diagnostic incontournable sur la fin de notre modèle de croissance du à
2312 l'épuisement des ressources fossiles et du réchauffement climatique, fait l'objet d'un déni assez courant.
2313 D'où une mobilisation qui n'est pas à la hauteur des enjeux. S'agit-il d'un manque d'information ou d'un
2314 problème d'une autre nature ? En fait les deux. Il ne faut pas minimiser la difficulté que peut
2315 représenter une telle remise en cause de notre vision du monde : le modèle autour duquel on s'est
2316 construit, voire pour lequel on s'est battu, n'est plus viable.

⁷⁴ <http://www.fame2012.org/files/charte-fr.pdf>.

⁷⁵ <http://www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx>

2317 L'information sur le dérèglement climatique est une « mauvaise nouvelle ». Or depuis la Grèce antique, on
2318 a tendance à supprimer, physiquement ou au figuré, les messagers des mauvaises nouvelles. Rester dans
2319 le déni vis-à-vis de l'urgence écologique permet de ne pas avoir à envisager des changements de mode de
2320 vie qui inquiètent par ce que l'on pourrait perdre.

2321 Notre société repose sur les énergies fossiles. Leur disparition progressive et leur renchérissement
2322 inévitable semble une catastrophe, parce que nous ne savons plus faire sans. Et si la situation s'aggrave,
2323 l'angoisse sera encore plus forte et entraînera encore plus de déni. Au risque de se raccrocher à tout ce qui
2324 peut aller dans l'autre sens pour se rassurer. D'où le certain succès des climato-sceptiques, car ils apaisent
2325 nos peurs.

2326 Ce déni repose pour partie sur la crainte de devoir changer nos modes de vie, ce qui est en partie vrai.
2327 Mais changer ne veut pas forcément dire régresser. Profitons en pour nous débarrasser de certaines
2328 habitudes ou plaisirs superficiels ou éphémères, échangeons les contre le temps et l'espace retrouvés,
2329 contre un lien plus fort avec les autres et notre environnement. Il faut valoriser les changements positifs :
2330 la connaissance, la culture, la relation avec l'autre, toutes choses qui se multiplient en se partageant. Car il
2331 y a aussi un infini dans un monde fini. Il faut aussi évoquer les invariants, par exemple le logement
2332 lorsque l'on est efficient et économe, et ce qui est appelé « à profondément changer », par exemple les
2333 transport, en particulier sur les longues distances.

2334 En annexe (ou / en ligne sur le site Utopia) dans « Comment vivre durablement ? », au travers d'une liste
2335 d'éléments concrets du quotidien : travailler, manger, se loger, se déplacer, etc... nous déclinons les
2336 conséquences, positives comme négatives, de la reconversion écologique. Une invite à s'engager dans
2337 l'action personnelle et collective vers cet objectif.

2338

2339

2340 *Le facteur 4, ou La division par 4 des émissions de gaz à effet de serre*

2341 Le facteur 4, soit la division par 4 des GES à l'horizon 2050 s'entend différemment au niveau mondial et
2342 au niveau pays développés. Au niveau de la planète, il d'agit d'ici 2050 de réduire par deux nos émissions
2343 de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990 tout en prévoyant un doublement de la consommation
2344 énergétique (d'où l'expression « facteur 4 »). A l'échelle des pays développés, il s'agit de diviser par 4 les
2345 émissions de GES, quelles que soient les consommations énergétiques.

2346 Pour arriver au facteur 4, il faudrait que chaque habitant sur terre ne produise pas plus de 0,5 tonnes de
2347 carbone par an. Pour mémoire, aujourd'hui un américain en produit 5,3 tonnes, un français un peu plus de
2348 2 tonnes (et 2,5 T si on prend en compte les produits importés). Avec une progression mondiale de 30%
2349 entre 1990 et 2010, la tendance actuelle aboutirait à doubler les émissions mondiales de CO2 d'ici 2050.
2350 En plus, le CO2 a un effet cumulatif et met un siècle à se résorber. On en est loin avec l'accord de Kyoto
2351 qui prévoit une diminution de 5% en 2012 par rapport à 1990, et qui n'est même pas appliqué dans tous
2352 les domaines : seules 27% des émissions sont concernées par exemple en France.

2353 Enoncé pour la première fois en France en 2002 par le Premier ministre lors de la conférence sur le climat
2354 en 2004, puis en 2005 par le Président de la République à l'occasion des accords de Kyoto, adopté dans la
2355 loi du 13 juillet 2005 sur la lutte contre le changement climatique, le facteur 4 fait l'objet d'un curieux
2356 consensus. Faut-il l'attribuer au caractère apparemment très lointain de l'échéance (2050) ? Les
2357 gouvernants actuels n'auront de comptes à rendre que face à l'Histoire. Cet enjeu appelle pourtant, dès
2358 aujourd'hui, une politique volontariste qui dépasse les seules prises de conscience individuelles.

2359 Les scénarios actuels ou prévus, sont loin d'être suffisants. Notons néanmoins qu'en mars 2007, les 27
2360 états membres ont décidé que l'UE devrait d'ici à 2020 réduire ses émissions de GES d'au moins 20% par
2361 rapport à 1990, et pour cela améliorer de 20% l'efficacité énergétique et atteindre 20% de la production
2362 issue des « renouvelables ». C'est louable et reste à concrétiser. Mais cela est insuffisant si l'on veut
limiter l'augmentation de la température à 2°. 30% de réduction des GES en Europe doit être l'objectif si

2364 l'on veut atteindre le facteur 4 en 2050.
2365 Nicholas Stern prévoit les pires conséquences si les émissions de CO₂ ne diminuent pas : « *Les*
2366 *projections supposent qu'il y a 50 % de possibilité que l'augmentation de la température dépasse 4 °C*
2367 *vers 2100. Une telle chaleur perturberait les vies et les moyens d'existence de centaines de millions de*
2368 *personnes à travers la planète, menant à un large mouvement de migration et au conflit*" (The Gardian
2369 mai 2011)

2370

2371

2372

2373 *Les conférences de Copenhague, Cancun et Rio et l'Appel de Cochabamba*

2374

2375 **Copenhague :**

2376 En décembre 2009 s'est tenu à Copenhague la Convention-cadre des Nations unies sur les changements
2377 climatiques. Conformément à la feuille de route adoptée en 2007 elle devait être l'occasion, pour les 192
2378 pays ayant ratifié la Convention, de renégocier un accord international sur le climat remplaçant le
2379 protocole de Kyoto, initié en 1997 et dont la première étape prend fin en 2012. Gouvernements,
2380 scientifiques, société civile ainsi que de nombreux chefs d'Etats étaient présents pour ce qui avait été
2381 qualifié de « conférence de la dernière chance » Le GIEC, les associations et certains états attendaient de
2382 l'accord de Copenhague la division de moitié des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 par rapport à
2383 celles de 1990, afin de limiter l'augmentation des températures à 2°C et ses conséquences humaines et
2384 environnementales catastrophiques. Des engagements chiffrés et datés, des contraintes juridiques et des
2385 sanctions en cas de non-respect des engagements auraient dû être pris par tous les pays signataires. On en
2386 a été loin : les égoïsmes des Etats se sont révélés une fois de plus les plus forts. Seules les associations,
2387 environnementales et de défense des droits humains, quoique non suivies par nos gouvernants, sont
2388 sorties renforcées et unies.

2389 Signé par 120 pays sur les 192, le texte non contraignant issu de ce sommet n'a pas valeur d'accord
2390 international : un objectif mais sans échéance de limiter le réchauffement climatique à 2° ; pas
2391 d'engagement réels en matière de réduction des GES ; financements par les pays du nord des adaptations
2392 des pays du sud aux changements climatiques, et dispositions pour enrayer la déforestation .Le chiffre de
2393 100 milliards de dollars d'aide d'ici 2020 a été évoqué, mais sans répartition des contributions à verser par
2394 les pays donateurs ni répartition des montants et des pays qui recevront ces aides. La mise en place d'un
2395 organisme mondial chargée de vérifier les engagements en termes d'émissions de gaz à effet de serre n'a
2396 pas non plus été retenu.

2397 L'échec de Copenhague est imputable à de nombreux facteurs : blocage de certains pays ayant des intérêts
2398 financiers dans les énergies fossiles, faiblesse de l'engagement des Etats-Unis, refus de transparence de la
2399 part de la Chine, inefficacité de l'institution onusienne, manque de leadership de l'Union Européenne,
2400 égoïsme des Etats ne considérant que leur intérêt national...Après ce triste bilan, Les ONG membres du
2401 Réseau action Climat estiment que « *L'écart se creuse entre l'objectif scientifique des 2°C et les objectifs*
2402 *politiques annoncés qui nous emmènent vers 3, voire 4°C d'augmentation de la température globale*».

2403

2404 **Cancun :**

2405

2406 En novembre 2010 lors de la conférence de Cancun au Mexique, les 200 pays rassemblés sous l'égide de
2407 l'ONU à Cancun ont tenté d'inverser la tendance en adoptant un texte déclinant une série de mécanismes
2408 pour lutter contre le changement climatique. Salué par l'écrasante majorité des délégations, cet accord
2409 rattrape un peu le fiasco de Copenhague. Mais disons le clairement : cet accord est très loin d'être à la
2410 hauteur de l'enjeu.

2411

2412 Bonne nouvelle tout de même : l'ONU a pu reprendre la main sur les négociations et Cancun a restauré la
2413 confiance de la communauté internationale dans le multilatéralisme.

2414 Une des principales avancées prévue par l'accord de Cancun est la création d'un Fonds vert qui permettra
2415 aux pays en développement de s'adapter au changement climatique. Cette proposition doit également
2416 favoriser la protection des forêts tropicales et le partage des technologies propres comme le solaire ou
2417 l'éolien. Placé sous l'égide temporaire de la Banque mondiale, cet organisme distribuera une partie de
2418 l'argent promis par les pays développés dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, à
2419 savoir 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Mais les nombreuses interrogations sur la façon
2420 dont ce fond sera alimenté restent cependant sans réponse.

2421 Cet accord ne change rien au fond du problème et ne permettra pas de limiter l'augmentation de la
2422 température mondiale à 2°C d'ici 2050.

2423
2424 **Rio**, en 2012, soit 20 ans après le premier sommet de la terre, permettra-t-il d'aller plus loin ?

2425
2426 « **L'Appel de Cochabamba** »

2427 Lancé par le gouvernement bolivien en janvier 2010 a donné lieu en avril de la même année à la première
2428 Conférence Mondiale des Peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère. La
2429 résolution issue de cette Conférence établit un constat clair, semblable au nôtre : le système capitaliste est
2430 bien responsable des changements climatiques qui mettent l'humanité en péril. Un appel est donc lancé
2431 pour la mise en place d'un nouveau système basé sur la satisfaction des besoins fondamentaux de chacun
2432 dans le respect d'un équilibre avec la nature et sur la reconnaissance de l'être humain « pour ce qu'il est et
2433 non pour ce qu'il a ».

2434

2435

2436 **Les orientations et préconisations d'Utopia face au défi écologique**

2437 Pour combattre la crise énergétique et climatique, nous proposons six grandes orientations qui peuvent
2438 s'appliquer tant au niveau local, que national européen et international :

2439 1) une politique énergétique axée sur l'efficacité, la sobriété et les renouvelables.

2440 2) la sortie du nucléaire,

2441 3) la création d'un pôle public de l'énergie,

2442 4) un soutien à la reforestation.

2443 5) Une fiscalité écologique

2444

2445

2446

2447 ***Une politique énergétique axée sur l'efficacité, la sobriété et les renouvelables***

2448

2449 Nous proposons une transition énergétique fondée simultanément sur la sobriété, l'efficacité énergétique
2450 et les énergies renouvelables. L'un des points essentiels est bien d'identifier ces négawatts qui
2451 représentent l'énergie non consommée grâce à un usage plus sobre et plus efficace. (soit environ 64% de
2452 notre consommation d'énergie primaire).

2453 Nous ne pouvons pas faire le pari risqué d'une quelconque rupture technologique notamment en matière
2454 de stockage de l'électricité, de séquestration du carbone, de développement des techniques fondées sur
2455 l'hydrogène ou sur le nucléaire de la 4^{ème} génération.

2456 La sobriété consiste à supprimer les gaspillages à tous les niveaux de l'organisation de notre société ainsi

2457 qu'au niveau de nos comportements individuels, sans pour autant recourir au rationnement ou à
2458 l'austérité. Par exemple mieux profiter de la lumière naturelle, réduire les éclairages inutiles, réguler le
2459 chauffage, rationaliser les modes de déplacements des hommes et des marchandises, développer les
2460 transports collectifs, la pratique du vélo en ville...

2461 L'efficacité énergétique a le potentiel d'être à elle seule la plus grande source d'économie d'émission de
2462 GES du secteur énergétique. Elle consiste à utiliser des techniques qui consomment moins d'énergie pour
2463 rendre les mêmes services. Il est possible de réduire d'un facteur 2 à 4 certaines de nos consommations
2464 d'énergie et de matières premières à l'aide de techniques déjà éprouvées. Il faudra pour cela remettre
2465 progressivement à niveau les équipements actuels les plus énergivores, lancer un programme
2466 d'amélioration énergétique des bâtiments anciens, généraliser les ampoules basse consommation,
2467 développer les réseaux de chaleur en co-génération...

2468 Enfin, les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, géothermie, biomasse), si elles sont bien
2469 réparties et décentralisées, ont un faible impact sur l'environnement. Elles seules permettront, à terme, de
2470 répondre durablement à nos besoins en énergie tout en respectant notre planète.

2471

2472

Encadré France extrait du livre Utopia sur le nucléaire

2473

Sortir dès que possible du nucléaire

2474

2475

2476

La création d'un pôle public de l'énergie

2477 L'accès à l'énergie est un droit fondamental. Or, il ne peut pas y avoir de politique équitable de l'énergie
2478 au service des citoyens si celle-ci est dépendante des lois du marché. La gestion de l'énergie doit être
2479 citoyenne et démocratique. Seule la création d'un pôle public de l'énergie peut répondre à cet enjeu
2480 essentiel.

2481 Cette gestion publique est d'autant plus importante que la production et la distribution d'énergie sont
2482 soumises à des contraintes techniques spécifiques. Elles sont liées à des problèmes de difficultés de
2483 stockage (notamment pour l'électricité), de transport ou de planification des capacités de production. La
2484 durée de construction des grandes centrales électriques et les montants en jeu ne peuvent être gérés par le
2485 marché qui reste focalisé sur des objectifs de court terme.

2486 La mise en œuvre d'un grand pôle public de l'énergie garant des droits fondamentaux implique une
2487 remise en question de certaines règles européennes comme le fait de devoir séparer production, transport
2488 et distribution ou de vouloir interdire les tarifs régulés. Nous avons donc intérêt à décentraliser la
2489 production d'électricité afin de limiter les risques de rupture d'approvisionnement, la multiplication des
2490 lignes à haute tension et le coût du transport. Par ailleurs, cela permettrait de développer un contrôle
2491 citoyen de proximité et de diversifier les sources d'approvisionnement.

2492

2493

Le soutien à la reforestation

2494 Le couvert forestier de la planète s'élève à près de 4 milliards d'hectares, soit environ 30% des terres
2495 émergées. Selon le rapport 2010 de la FAO⁷⁶, 13 millions d'hectares disparaissent par an, créant une perte
2496 nette de 5,2 millions d'hectares si l'on tient compte des nouvelles plantations et de l'expansion naturelle
2497 des forêts existantes. Cela représente 20 000 hectares par jour, soit l'équivalent de deux fois la taille de
2498 Paris. Comme par ailleurs on bétonne des terres cultivables, il faut retrouver les surfaces ainsi perdues,

⁷⁶ FAO, rapport « Evaluation des ressources forestières mondiales ».

2499 alors on déforeste toujours plus. Or les forêts sont la principale réserve de la biodiversité avec plus de 200
2500 espèces au m² et jouent un rôle capital dans l'absorption du CO₂. Elles emmagasinent d'énormes
2501 quantités de carbone: au total, les forêts et les sols forestiers mondiaux stockent plus de mille milliards de
2502 tonnes de carbone – deux fois plus que le volume présent dans l'atmosphère – d'après les études de la
2503 FAO. La destruction des forêts, en revanche, injecte près de six milliards de tonnes de dioxyde de carbone
2504 dans l'atmosphère chaque année. Empêcher ces stocks de carbone d'être relâchés est important pour le
2505 bilan du carbone et vital pour la conservation de l'environnement, déclare l'Organisation des Nations
2506 Unies.

2507 Si l'Europe et l'Amérique du nord, conscients du problème, ont stoppé la déforestation, il n'en est pas de
2508 même pour l'Amérique du sud, l'Afrique et l'Asie qui représentent plus de 80% des forêts primaires au
2509 monde.

2510 Si on diminuait seulement de 20% la déforestation mondiale, on économiserait en tonnes de CO₂ autant
2511 que le protocole de Kyoto. La déforestation est également responsable de beaucoup d'autres problèmes :
2512 déplacements de populations, désertifications et inondation, cultures intensives... L'enjeu est donc
2513 considérable.

2514 Nous préconisons qu'à l'instar du patrimoine culturel mondial de l'Unesco, la France et l'Europe militent
2515 pour que toutes les forêts mondiales soient protégées par un organisme international type FAO et
2516 décrétées patrimoine de l'humanité. Il est donc urgent d'enrayer voire d'inverser, par des aides sous
2517 contrôle international et par un processus accéléré de certification, cette déforestation.

2518 En France métropolitaine, on pourrait déjà envisager de reboiser 1,5 million d'hectare de terres
2519 abandonnées par l'agriculture et, plus généralement soutenir, nationalement et localement, toutes les
2520 reforestations possibles.

2521 Il faut également préserver les espaces naturels aptes à capter le carbone des zones urbaines. En France,
2522 40 000 hectares par an sont bitumés, bétonnés. Cette extension urbaine se traduit par une diminution de la
2523 capacité de stockage du carbone par les sols, par une diminution du potentiel de production de biomasse.
2524 (A l'échelle mondiale, l'urbanisation d'ici 2050 pourrait s'étendre sur 400 000 millions d'hectares à
2525 comparer aux 1,5 milliards de terres arables actuelles).

2526

2527

2528

Pour une fiscalité écologique

2529

Pollueur-payeur : la taxation des produits fortement carbonés

2531 Le transport dépend essentiellement du pétrole dont il absorbe 65% de la production. Ce secteur est en
2532 forte croissance (+26% entre 1990 et 2004 en Europe) et représente près de 30% des émissions de GES
2533 dans le monde, dont la moitié pour la voiture particulière. Cette situation, si elle n'est pas soutenable,
2534 n'est pas pour autant sans solution : nous savons fabriquer des voitures qui ne consomment que 3 L / 100
2535 km, des transports électriques et recourir aux agro-carburants. Il convient cependant de limiter la
2536 production de ces derniers à leur zone de consommation car leurs avantages environnementaux sont très
2537 relatifs et les effets pervers sur la production nombreux. Pour faire un litre d'éthanol à base de maïs (issu
2538 presque toujours de l'agriculture productiviste et contenant des OGM), il faut selon les régions entre 1200
2539 et 3600 litres d'eau et... une énergie équivalent à près d'un litre de pétrole ! D'où l'alliance entre les
2540 grands groupes, de l'agro-alimentaire, de l'agrochimie et du pétrole. Par ailleurs ils contribuent à
2541 l'augmentation du prix des aliments et à la déforestation.

2542 Dans tous les pays, les taxes environnementales sont faibles. Certains carburants, comme le kérosène des
2543 avions, ne sont actuellement taxés nulle part au monde. Or, c'est parce que les pollueurs ne supportent
2544 généralement pas (ou peu) les coûts environnementaux qu'ils engendrent que l'on se trouve aussi face à
2545 une inflation des consommations énergétiques. Ces coûts reposent en effet globalement sur la collectivité.
2546 C'est le cas des transports qui n'intègrent pas les coûts et les conséquences des émissions de gaz à effet de

2547 serre. Or il faut, comme disent les économistes « internaliser ces coûts externes ».

2548 Il convient donc de rendre l'énergie et donc les transports - en priorité ceux de marchandises - beaucoup
2549 plus coûteux qu'ils ne le sont à ce jour. Et ainsi de mettre fin à des aberrations comme celle consistant,
2550 pour la France en 1999, à exporter 35 000 tonnes de lait et à en importer 18 000 !

2551 Une taxe significative sur les GES pourrait ainsi à la fois renchérir le coût des marchandises produites très
2552 loin de leur lieu de consommation et rendre les produits locaux plus compétitifs. Le GIEC préconise un
2553 coût pour la tonne de CO₂ autour de 50 dollars vers 2020 et de 100 dollars en 2050. Soit un coût
2554 largement supérieur au coût du marché actuel si l'on veut que les investissements en faveur de la
2555 réduction des GES soient à la mesure des enjeux. La fiscalité environnementale doit être l'un des
2556 instruments destinés à faire évoluer les comportements, en ayant le souci de ne pas pénaliser les revenus
2557 les plus modestes.

2558 Parallèlement, une information des consommateurs précisant l'équivalent en carbone qu'un produit a
2559 généré durant son cycle de vie (production, usage, déchet) doit être mise en place. C'est déjà en partie le
2560 cas avec les étiquettes sur l'électroménager, les voitures et le résidentiel⁷⁷. Ce qui a conduit à des résultats
2561 encourageants en matière de comportement de consommation. Nous préconisons également qu'après une
2562 période d'information permettant aux industriels de s'adapter, des normes d'émissions maximales soient
2563 mises en place au niveau de la production, fixées au niveau européen.

2564

2565 ***Taxe carbone et véritable fiscalité écologique***

2566 La prise de conscience de l'urgence écologique progresse et chacun mesure les efforts individuels et
2567 collectifs nécessaires pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

2568 Nous préconisons une taxe climat/énergie dont le montant soit à la hauteur des efforts de structures
2569 nécessaires en termes de transport, de logements, de production agricole et industrielle. Une taxe qui
2570 permettra de limiter les nuisances causées par les plus riches, et aidera les plus pauvres pour leur donner
2571 les moyens de changer de comportement.

2572 Le mouvement Utopia se prononce pour une véritable fiscalité écologique reposant sur deux leviers :

2573 - Une contribution climat-énergie reposant sur les émissions de tous les gaz à effet de serre liées à la
2574 production et au transport de l'ensemble des biens et services, pour avoir un effet incitatif plus fort sur les
2575 comportements des acteurs. En France, cette contribution devra augmenter fortement dans le temps et ne
2576 pourra être fixée initialement à un niveau inférieur à 40 € la tonne d'« équivalent carbone », Elle
2577 s'appliquera dans un premier temps à la production énergétique, électricité comprise, puis sera étendue
2578 progressivement à l'ensemble des biens et services. Les entreprises déjà soumises aux quotas ne devront
2579 pas en être exonérées.

2580 - Une augmentation des recettes des états et des collectivités locales pour améliorer les transports
2581 collectifs et les modes de production à la disposition des citoyens et notamment les plus modestes. Cela
2582 passe par l'instauration d'une contribution beaucoup plus importante des hauts revenus, ainsi qu'un fonds
2583 de redistribution collective pour aider les plus modestes à réaliser les transformations nécessaires, pour les
2584 transports et l'habitat notamment (isolation, modes de chauffage).

2585

2586

2587

2588

⁷⁷ Consommation énergétique sur l'électroménager et au m² pour l'habitat, émissions de CO₂ / km pour les voitures.

2589

2590

Ile Droit constituant

2591

L'accès universel aux droits et biens fondamentaux

2592

2593

2594

Le deuxième Droit constituant du nouvel espace politique mondial que nous souhaitons construire est l'accès universel et inconditionnel de chacun aux droits et biens fondamentaux.

2595

2596

Sans accès aux droits fondamentaux comment peut-on véritablement exercer sa citoyenneté ? Sans avoir accès à une information libre et indépendante, sans l'accès à une éducation gratuite, la démocratie représentative a-t-elle un sens ? La satisfaction de l'ensemble de ces besoins est donc un préalable inconditionnel que la société doit garantir à chacun.

2597

2598

2599

2600

2601

Droits fondamentaux et biens communs

2602

2603

« En organisant l'économie autour de l'objectif de l'égal accès pour tous aux droits fondamentaux, on remet en cause l'inégalité comme valeur fondatrice du néolibéralisme et également comme une des caractéristiques majeures des rapports sociaux capitalistes.....Les biens communs ne sont pas seulement la marque d'une résistance à la religion toute puissante des marchés, ils apparaissent comme l'une des clés de la transformation de la société, une alternative viable à la privatisation. »⁷⁸

2604

2605

2606

2607

2608

2609

L'objectif de toute société devrait être de permettre à chacun de ses membres de s'épanouir et de devenir des citoyens éclairés et libres qui agissent sur le présent et la démocratie, qui s'investissent dans la vie de la cité, qui participent équitablement à l'effort de production des biens, des services et des savoirs.

2610

2611

2612

Or, aujourd'hui, l'individu gagne le droit d'exister s'il participe et soutient la logique dominante qui, avec cohérence, associe (ou veut associer) un droit à chaque devoir. Jetant par là même aux orties, consciemment ou non, la Déclaration universelle des droits de l'homme.

2613

2614

2615

Il doit exister des droits liés à l'individu du seul fait de son existence, sans considération de « mérite », de statut social ou de nationalité. Ces droits sont ceux qui président à la fois à l'épanouissement du citoyen et de la collectivité. Construire et garantir ces droits relèvent d'une exigence éthique et humaniste, fondatrice du « vivre ensemble » et indépendante du sexe, de l'âge ou de la catégorie sociale (même si chaque catégorie sociale doit contribuer à la mesure de ses moyens au financement de ces droits).

2616

2617

2618

2619

2620

Ils ne constituent, au fond, qu'une résurgence et une traduction extensive des principes qui fondent la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée et proclamée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies, déclaration largement ignorée, y compris dans les Etats les plus « développés »⁷⁹

2621

2622

2623

⁷⁸ *Une stratégie altermondialiste* Gustave Massiah La découverte 2011

⁷⁹ *Article XXII* : « Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. »

Article XXV-1 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »

2624 Mais les défenseurs « médiatiques » des droits de l'homme s'en tiennent trop souvent aux droits civils et
2625 politiques, en oubliant les droits économiques, sociaux et culturels, qui sont pourtant bien présents dans la
2626 DUDH.

2627 Par biens communs ou collectifs nous entendons la définition traditionnelle qui retient les critères de non
2628 rivalité (sa consommation par un individu n'exclue pas sa consommation par un autre) et de non
2629 exclusion par le prix (indivisibilité de l'usage et de l'offre). Certains sont en quantité finie et doivent se
2630 partager (l'eau, l'énergie...) d'autres sont en quantité indéfinie parce qu'ils dépendent de la créativité
2631 humaine (soins, transports, logement...), et certains se multiplient en se partageant (l'éducation, la
2632 connaissance...). Leurs modes d'accès ou de répartition seront donc différents. Ces biens communs
2633 collectifs peuvent être fournis ou non par la puissance publique, mais tous doivent échapper par des
2634 réglementations ou régulations à la loi du profit maximum issu de la marchandisation ou de la
2635 privatisation.

2636 Ces droits et biens communs inaliénables, inconditionnels et universels peuvent se diviser en cinq
2637 catégories : la santé, l'accès à un minimum de ressources, le logement, l'éducation, la culture -
2638 information – le respect de la vie privée.

2639

2640

Manifeste pour la récupération des biens communs

2641

Adopté au Forum Social Mondial de Belem en 2009

2642

2643 La privatisation et la marchandisation des éléments vitaux pour l'humanité et pour la planète, sont plus
2644 fortes que jamais. Après l'exploitation des ressources naturelles et du travail humain, ce processus
2645 s'accélère et s'étend aux connaissances, aux cultures, à la santé, à l'éducation, aux communications, au
2646 patrimoine génétique, au vivant et à ses modifications. Le bien-être de tous et la préservation de la Terre
2647 sont sacrifiés au profit financier à court terme de quelques-uns.

2648 Les conséquences de ce processus sont néfastes. Elles sont visibles et connues de tous : souffrance et mort
2649 de ceux qui ne peuvent accéder aux traitements brevetés et que la recherche orientée vers un profit
2650 commercial néglige, destruction de l'environnement et de la biodiversité, réchauffement climatique,
2651 dépendance alimentaire des habitants des pays pauvres, appauvrissement de la diversité culturelle,
2652 réduction de l'accès à la connaissance et à l'éducation par l'établissement du système de propriété
2653 intellectuelle sur la connaissance, impact néfaste de la culture consumériste.

2654 Le Forum Social Mondial de 2009, à Belem, Pará, au Brésil, se déroule au moment particulier où la
2655 globalisation néo-libérale, dominée par des marchés financiers hors de tout contrôle public, échoue
2656 spectaculairement. Il se produit aussi au moment où émerge une prise de conscience qu'il y a des biens
2657 d'usage commun à tous les êtres humains, et à la nature elle-même, lesquels ne peuvent en aucun cas être
2658 privatisés ou considérés comme des marchandises.

2659 Cette prise de conscience s'appuie sur une vision de la société qui place le respect des droits humains, la
2660 participation démocratique et la coopération au coeur de ses valeurs. Les initiatives alternatives se
2661 développent dans de nombreux domaines pour la défense de l'eau et des fleuves, de la terre, des
2662 semences, de la connaissance, de la science, des forêts, des mers, du vent, des monnaies, de la
2663 communication et des intercommunications, de la culture, de la musique et des autres arts, des
2664 technologies ouvertes et du logiciel libre, des services publics d'éducation, de santé, assainissement, de la
2665 biodiversité et des connaissances ancestrales.

2666 Les signataires du présent Manifeste, lancé au Forum Social Mondial de 2009, appellent tous les citoyens
2667 du monde et leurs organisations à s'engager dans l'action pour la récupération et la mise en commun des
2668 biens de l'humanité et de la planète, présents et à venir, afin que leur gestion soit assumée dans une

- 2669 | démarche participative et collaborative par les personnes et les communautés concernées et à l'échelle de
2670 | l'humanité dans la perspective d'un monde soutenable.
- 2671 | Les signataires appellent tous les citoyens du monde et leurs organisations à approfondir la notion de
2672 | biens communs, à partager leurs approches et leurs expériences pour la dé-privatisation et la dé-
2673 | marchandisation des biens communs de l'humanité et de la planète, à articuler les luttes de leurs propres
2674 | organisations, en renforçant mutuellement leurs campagnes et leurs initiatives.
- 2675 |
- 2676 |
- 2677 |
- 2678 | ***Le droit d'accéder à un minimum de ressources : pour un revenu universel***
- 2679 | « Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimer »⁸⁰.
- 2680 | L'accès minimum à un certain nombre de biens et de services relève d'une logique d'humanité. Les droits
2681 | fondamentaux doivent inclure des ressources matérielles permettant la lutte contre l'exclusion et
2682 | l'indépendance des individus vis-à-vis des pressions que le système économique exerce sur eux.
- 2683 | ***Pour un revenu universel d'existence***
- 2684 | Le problème majeur auquel est confrontée la société humaine n'est pas tant la production de richesse (le
2685 | monde, globalement, n'a jamais été aussi « riche ») que la nature et la destination de la richesse produite,
2686 | et partant, le lien social entre les individus. Le revenu d'existence, ou revenu social garanti, ou allocation
2687 | universelle de revenu répond à notre exigence de justice sociale. Il permet de se dégager de l'aliénation à
2688 | la valeur travail et de répondre aux besoins fondamentaux. C'est l'inverse de l'assistanat.
- 2689 | Dans son acception la plus large, l'allocation universelle consiste en un versement social distribué de
2690 | façon égalitaire et inconditionnelle à tous les citoyens. C'est suivant cette acception que nous parlerons ici
2691 | indifféremment de revenu d'existence ou d'allocation universelle de revenu.
- 2692 | L'allocation universelle est une mensualité égale pour tous, versée de la naissance à la mort, due à chacun
2693 | en tant qu'héritier légitime de la richesse accumulée par les générations antérieures, qu'il contribue à
2694 | enrichir par ses activités tout au long de sa vie. Cette mensualité est individuelle, inconditionnelle,
2695 | inaliénable et cumulable avec tout autre revenu. Elle crée un lien de solidarité indispensable entre tous les
2696 | membres du corps social. Enfin, l'allocation universelle implique la dissociation entre travail et revenu.
- 2697 | Instaurer l'allocation universelle, ce n'est pas tenter de corriger les effets du néolibéralisme ou de secourir
2698 | les plus démunis, c'est remettre fondamentalement en cause la logique capitaliste et chercher un autre
2699 | mode d'organisation sociale. L'échec patent des différentes politiques de lutte contre le chômage et de
2700 | « réduction de la fracture sociale » montrent combien il est impossible de lutter contre les inégalités, le
2701 | chômage et la misère sans remettre en cause le système actuel.
- 2702 | L'instauration du revenu d'existence se heurte à un blocage culturel, conventionnel et sociétal qui
2703 | empêche d'imaginer un revenu perçu sans la contrepartie d'un travail ainsi qu'à un blocage intellectuel
2704 | qui empêche de voir comment l'instauration d'un droit inconditionnel au revenu peut entraîner la
2705 | restauration d'un droit au travail librement consenti, respectueux de chacun et de tous.
- 2706 |
- 2707 | **Le revenu universel à travers le monde :** (d'après *Un revenu pour tous*, par Baptiste Mylondo, Editions
2708 | Utopia 2010)
- 2709 | L'idée d'instaurer un revenu inconditionnel fait l'objet d'un débat plus ou moins avancé dans de
2710 | nombreux pays.

⁸⁰ Victor Hugo

2711 Aux Pays-Bas, depuis plus de 30 ans, le revenu inconditionnel fait l'objet d'un vif débat dans la
2712 plupart des formations politiques. Aujourd'hui, l'instauration d'un tel revenu est, à moyen terme, une
2713 perspective acceptée par l'ensemble de la classe politique. En 1999, lors des élections législatives, la
2714 Belgique a vu la création du parti Vivant dont l'unique programme est la mise en place d'un revenu
2715 inconditionnel. L'idée y est également défendue par le parti Écolo et son équivalent néerlandophone
2716 *Groen* !.

2717 En Finlande et en Allemagne, le revenu inconditionnel est là aussi défendu par les Verts. En 2007,
2718 c'est en Espagne que le parlement a brièvement débattu de la question mais la proposition de mettre en
2719 place un revenu inconditionnel n'a finalement pas été retenue.

2720 En Irlande, la réflexion sur le revenu inconditionnel s'est inscrite dans le débat plus large sur la
2721 réforme du système de protection sociale, au début des années 2000. À cette occasion un Livre vert sur le
2722 revenu inconditionnel a été demandé par le gouvernement.

2723 Au Canada, l'idée d'instaurer un revenu inconditionnel a été sérieusement étudiée mais cette
2724 mesure s'est heurtée à l'opposition des provinces et a finalement été jugée trop onéreuse. Depuis les
2725 années 60, les États-Unis ont surtout envisagé la mise en place d'un impôt négatif. Aujourd'hui, le revenu
2726 inconditionnel y est toujours défendu par l'USBIG, réseau d'universitaires américains. Des réseaux
2727 similaires sont également actifs en Australie et en Nouvelle-Zélande.

2728 C'est sans doute dans les pays du Sud que le débat sur le revenu inconditionnel est le plus proche
2729 d'aboutir. Le Brésil a voté en 2004 la mise en place progressive d'un revenu inconditionnel.

2730 L'Afrique du Sud étudie également cette hypothèse, l'idée y étant portée par une coalition de
2731 syndicats, de religieux, d'ONG et d'universitaires. Depuis 2008, une expérimentation est en cours en
2732 Namibie, où les habitants du village d'Otjivero perçoivent chaque mois 100 dollars namibiens.

2733 En Asie, la Mongolie songe sérieusement à profiter des revenus générés par l'exploitation des
2734 ressources naturelles pour financer un revenu inconditionnel. Ce pays s'inspirerait alors de l'exemple de
2735 l'Alaska : depuis 1982, cet État américain verse chaque année à ses résidents un revenu inconditionnel
2736 indexé sur les revenus du pétrole. L'Alaska reste à ce jour le seul État ayant instauré un revenu
2737 inconditionnel.

2738 Techniquement, même si nombre de questions demeurent, il existe des solutions pour financer une
2739 allocation universelle. Si l'on prend le cas de la France, les prestations sociales représentent déjà 60 %
2740 de la dépense publique, soit près de 600 milliards d'euros par an. Le montant de ce revenu doit faire
2741 l'objet d'un vaste débat démocratique, mais si l'on prend une base de 800 € pour un adulte et 250 €
2742 jusqu'à 18 ans, cela représente environ 500 milliards d'euros/an.⁸¹ On reste donc dans le domaine du
2743 possible. On peut également imaginer verser tout ou partie de ce revenu sous forme de monnaie flottante
2744 ou locale. Bien sûr, il est hors de question, comme le propose quelques libéraux, (il existe en effet un
2745 revenu d'existence « de droite ») que le revenu d'existence constitue un « solde de tout compte »,
2746 entraîne la disparition du salaire minimum et s'accompagne en plus de baisses d'impôts sur les hauts
2747 revenus. Nous proposons au contraire d'accompagner l'application de l'allocation universelle d'une
2748 refonte totale du système fiscal actuel au bénéfice des plus modestes. Ceux qui auront le Revenu
2749 Universel comme unique ressource ne seront pas soumis à l'impôt. En revanche, les revenus les plus
2750 élevés la reverseront en quasi-totalité.

2751 Selon les économistes qui se sont penchés sur le sujet, (par exemple Philippe Van Parijs, Yoland Bresson,
2752 Yann Moulier Boutang, Alain Caillé)⁸² le revenu d'existence est réalisable rapidement dans les pays
2753 européens en quittant la logique de l'assistance pour une réelle réintégration des exclus. En baissant la
2754 pression du chômage et de la misère, c'est la situation de tous qui en serait améliorée. Les

⁸¹ B. Mylondo "Un Revenu pour tous" aux Editions Utopia

⁸² Voir les travaux du BIEN (Basic Income European Network).

2755 expérimentations qui ont eu lieu dans différents pays montrent que les baisses du volume de travail
2756 seraient assez faibles...et permettraient de réduire voire de supprimer le chômage.⁸³

2757 Opter pour le revenu d'existence, c'est refuser l'accroissement des inégalités sociales. C'est cesser de
2758 dépendre, pour son intégration économique et sociale, du statut lié au travail salarié. C'est permettre à
2759 d'autres moyens d'expression individuels ou collectifs de se libérer. Permettant de couvrir les besoins
2760 fondamentaux, le revenu d'existence donnerait une égale dignité à tous les choix d'existence et
2761 favoriserait l'émergence d'un « tiers secteur » regroupant tout un pan d'activités aujourd'hui délaissées par
2762 l'économie de marché car situées hors de la sphère marchande.

2763

2764 ***Pour un revenu maximum :***

2765 L'indécence de certains niveaux de rémunération et leurs progressions ces dernières années et
2766 l'accroissement extravagant des écarts de rémunération en Europe et dans le monde est maintenant
2767 reconnu et dénoncée par le plus grand nombre. D'autant que les revenus du capital et du patrimoine, dont
2768 bénéficient souvent les mêmes, ont également explosés ces dernières années et demeurent beaucoup
2769 moins taxés que ceux du travail. Parallèlement la précarité, le chômage et les difficultés économiques
2770 augmentent pour la majorité d'entre nous. Cette situation conduit à déconnecter certaines rémunérations
2771 de toute réalité économique et sociale alors même que d'autres stagnent ou régressent depuis des années
2772 au nom de ces prétendues « réalités économiques ». C'est insupportable et ne doit plus être supporté. Une
2773 nouvelle « nuit du 4 août 1789 », nuit de l'abolition des privilèges en France, doit à nouveau et de toute
2774 urgence voir le jour. Salaire maximal, réintégration des revenus du capital et du patrimoine dans l'impôt
2775 sur le revenu avec création de nouvelles tranches et limitation du niveau de l'héritage pour enrayer la
2776 reproduction sociale doivent figurer dans les projets et les programmes de gauche.

2777 Pour contribuer à financer le revenu universel, nous proposons l'instauration d'un revenu maximum, dans
2778 un premier temps selon un écart maximum de rémunération de 1 à 10 au sein de chaque organisation et
2779 entreprise, publique et privée.

2780 Notons que pour les SCOP, cet écart est, déjà aujourd'hui et en moyenne de 1 à 6.

2781

2782 ***Le droit d'accéder à un minimum de ressources : l'eau, l'énergie, les***
2783 ***télécommunications et les transports***

2784 ***Accès minimum gratuit à l'eau, à l'énergie et aux télécommunications***

2785

2786 L'accès à un minimum de ressources en nature doit également être assuré pour tous. Les premières
2787 tranches de consommation d'eau, d'électricité et de certains services de télécommunications essentiels
2788 doivent être considérées comme des biens fondamentaux garantis par la collectivité indépendamment des
2789 situations financières ou sociales des individus.

2790 Le financement de ces droits sera essentiellement assuré par une surfacturation progressive des tranches
2791 situées au-dessus de ce minimum. Le calcul sera fait de manière à ce que les gros consommateurs, privés
2792 ou entreprises, paient pour les plus sobres ou les plus démunis, ce qui ne serait que justice. De plus, un tel
2793 système inciterait chacun à réduire ses consommations énergétiques et de ressources naturelles. Car
2794 aujourd'hui, en raison des prix élevés de l'abonnement, plus on consomme, moins on paie le m³ d'eau ou
2795 le Kw, ce qui est une aberration écologique. De manière générale, la gestion publique, démocratique et
2796 transparente des ressources et de ces droits apparaît indispensable.

2797 Un plan « Marshall » de travaux de rénovation et d'isolation de l'habitat favorisant les économies
2798 d'énergies⁸⁴, qui ciblera en priorité les HLM et les habitations des classes populaires, accompagnera le

⁸³ Voir Baptiste Mylondo Un revenu pour tous Editions Utopia 2010

2799 développement de ces droits afin que les tranches de consommation offerte soient quantitativement
2800 faibles tout en correspondant à l'ensemble des usages essentiels.

2801

2802

2803

2804 **Ressources minimum en matière d'électricité, d'eau et de télécommunications : quelques ordres de**
2805 **grandeur :**

2806 A titre d'illustration, en matière d'électricité, la consommation moyenne par habitant en France est de
2807 2500 kWh/habitant/an. Prenons l'hypothèse que le tiers de cette consommation soit gratuite pour tous
2808 (soit environ 850 kWh/habitant), que les 850 kWh suivant soient facturés au prix actuel et que le prix des
2809 tranches supérieures aux 1700 kWh augmente progressivement afin de compenser la gratuité des 850
2810 premiers kWh. Dans ce cas, le consommateur moyen voit sa facture inchangée, sans alourdir la charge de
2811 l'Etat ou des collectivités locales. Un consommateur qui consomme moins d'électricité que la moyenne
2812 voit sa facture baisser par rapport à la situation actuelle et un gros consommateur voit sa facture
2813 augmenter. Bien sûr, cela demande de remplacer très vite le chauffage électrique, qui est une aberration
2814 énergétique. La mesure pourrait être envisagée sans jamais faire appel aux fonds publics, déjà mis à
2815 contribution pour environ 500 000 ménages qui sont dans l'incapacité de payer leurs factures.

2816 De même, en matière d'eau, la consommation domestique en France est d'environ 150 litres par habitant
2817 et par jour pour un coût moyen annuel de 160 € environ, selon l'Institut Français de l'environnement.
2818 Nous proposons que soit accordé gratuitement les 50 premiers litres, les 50 litres au dessus restant au
2819 tarifs actuels et l'excédent augmentant progressivement afin de compenser la gratuité des 50 premiers
2820 litres. Dans les grandes agglomérations, l'absence fréquente de compteurs individuels demandera
2821 d'allouer une quantité d'eau gratuite en fonction du nombre d'habitant d'un immeuble, engendrant une
2822 responsabilisation collective locale. Pour l'eau, plus encore que pour l'électricité, mettre en application
2823 cette mesure peut être considérée comme une urgence humanitaire. Enfin, en matière de
2824 télécommunications, les premiers 512 kbits/s sur réseaux fixes pourraient constituer, sur le même
2825 principe, une tranche gratuite. Contrairement aux tranches gratuites d'électricité qui devront baisser pour
2826 tenir compte des gains d'efficacité et de rendement énergétique, la tranche d'accès gratuit à Internet devra
2827 être progressivement étendue pour tenir compte de l'évolution du minimum de besoins légitimes de
2828 communications.

2829 ***Vers la gratuité des transports collectifs urbains et péri-urbains***

2830 La mobilité constitue un droit fondamental parce qu'il conditionne notre rapport aux autres et plus
2831 généralement notre rapport à la collectivité. Une société riche est donc une société qui permet aux
2832 individus de se déplacer indépendamment de leur statut social, de leur activité productive ou de leur
2833 projet de vie.

2834 Concrètement, le droit à la mobilité peut s'entendre comme la gratuité des transports collectifs publics.

2835 La gratuité et le fort développement des transports collectifs au sein des collectivités constituent un enjeu
2836 environnemental majeur et doivent s'accompagner d'une politique volontariste de réduction des
2837 transports individuels motorisés.

2838 Il est urgent d'agir sur les modes de transport pour réduire les nombreux problèmes inhérents à ce secteur
2839 : hausse des prix et disparition programmée du pétrole, pollutions, embouteillages, poids dans le budget
2840 des ménages, insécurité routière, effet de serre... Les politiques des déplacements dans la vie quotidienne
2841 ainsi que l'aménagement du territoire doivent être entièrement repensés.

2842 Comme il n'est pas souhaitable de réduire par la contrainte la mobilité de nos concitoyens ou de pénaliser
2843 les plus modestes qui habitent loin de leur lieu de travail, nous proposons un vaste plan d'extension des

2844 transports en commun ainsi que la mise en place progressive de la gratuité de ceux-ci pour tous.
2845 L'objectif étant bien sûr de limiter au maximum l'usage de la voiture individuelle.

2846 Ce n'est nullement une utopie coûteuse. Ce dispositif existe à Hasselt en Flandre depuis 1997 et dans
2847 quelques villes en France : Châteauroux depuis 2001, Gap mais aussi Vitré, Compiègne, Aubagne,
2848 Morlaix ou Mons en Belgique. Certes ce sont des petites villes et la gratuité serait plus complexe à mettre
2849 en place dans les grandes agglomérations, mais ce n'est pas impossible. Et il y a forcément au début de
2850 l'expérimentation des effets pervers comme l'augmentation du vandalisme, car « *Le choix d'une politique*
2851 *en faveur de la gratuité est inséparable de la nécessité de redévelopper des cultures de bons usages* »
2852 Paul Ariès. Le surcoût reste très faible au vu des enjeux, car à ce jour les collectivités financent 75% en
2853 moyenne de ces transports. Ce coût supplémentaire pourrait être couvert :

- 2854 - par une taxe automobile au prix variable en fonction des émissions de CO2 du véhicule,
 - 2855 - par les entreprises, qui pour la plupart contribuent déjà aux coûts de déplacement de leurs salariés,
 - 2856 - par une taxe de type carbone pour les transports de marchandises diminuant ainsi la part des
2857 collectivités locales.
- 2858 En attendant que ces mesures soient prises au niveau national, les collectivités pourront initier un
2859 référendum populaire pour mettre en place cette gratuité au niveau local.

2860

2861 *Le droit au logement*

2862

2863 Le logement est bien plus qu'un lieu indispensable à la survie. Structurant pour la personne, le logement
2864 n'est pas un bien comme les autres. Il joue un rôle important pour la santé, la famille, l'accès à l'emploi et
2865 plus généralement l'accès aux droits et à la citoyenneté.

2866 Le « droit » au logement est universellement reconnu. Au niveau international, la Déclaration universelle
2867 des droits de l'Homme le met en avant dans son article 25. Ce « droit » au logement est également
2868 reconnu dans plus de 100 constitutions nationales⁸⁵ en Espagne, en Finlande, au Portugal, en Grèce, en
2869 Suisse ... Certains États ont été plus loin, reconnaissant aux individus la possibilité « d'opposer » ce droit
2870 à la collectivité (Écosse, France).

2871 Mais l'affirmation d'un tel droit, même opposable, n'en garantit par la matérialité. Le mal logement reste
2872 un problème planétaire. Aujourd'hui, 100 millions de personnes sont sans-abri et plus d'un milliard sont
2873 mal-logées (la plupart dans les pays du sud, mais aucun continent n'est épargné). D'autant qu'un
2874 logement décent, au-delà d'un toit, c'est l'accès à l'eau potable (un milliard de personnes en sont privées)
2875 et à l'assainissement (2,6 milliards de personnes n'y ont pas accès, vivant dans des conditions insalubres
2876 et des millions d'entre elles en meurent chaque année, dont 1,8 million d'enfants victimes de diarrhées)⁸⁶.

2877 Aussi, s'il est important de poursuivre les luttes au plan de l'extension du droit au logement (dans la
2878 perspective que chaque humain bénéficie d'une Couverture Logement Universelle (CLU) - droit
2879 opposable), c'est sur les conditions de sa matérialisation pratique qu'il faut s'interroger.

2880 Ce qu'il faut pour réaliser le droit au logement pour tous, c'est s'attaquer aux causes profondes du mal-
2881 logement dans le monde qui ont été identifiées par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au
2882 logement, M. Miloon Kothari⁸⁷. Elles comprennent notamment : la spéculation sur la terre et la propriété ;
2883 les expropriations et les expulsions forcées ; l'exode rural et l'accroissement des bidonvilles ; la

⁸⁵ Le droit au logement - Brochure CETIM-GENÈVE, Aout 2007

⁸⁶ Ibid

⁸⁷ Cf. Rapports annuels du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement présentés respectivement à la Commission des droits de l'homme (de 2001 à 2005) et au Conseil des droits de l'homme (depuis 2006), E/CN.4/2001/51, E/CN.4/2002/59, E/CN.4/2003/5, E/CN.4/2004/48, E/CN.4/2005/48, E/CN.4/2006/41, A/HRC/4/18, http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?s=35

2884 discrimination contre les groupes vulnérables, y compris les femmes, les enfants, les réfugiés, les
2885 migrants et les personnes âgées ou handicapées et les effets négatifs de la privatisation des services
2886 publics auxquelles s'ajoutent les catastrophes naturelles et les conflits armés. Dans ce qui suit, on s'est
2887 efforcé d'en rester à des principes de portée générale⁸⁸, mais la nature et l'ordre des priorités pourraient
2888 être différente dans un pays du Sud.

2889 Pour les libéraux, le logement est un bien et le marché doit organiser sa fourniture. Or, l'incapacité du
2890 marché à répondre aux besoins de logements est avérée. On manque de logements, ceux qui existent sont
2891 trop chers et là où existe un parc social, les listes d'attente s'allongent.

2892 Trop nombreux sont ceux qui sont contraints à des solutions de fortune. On songe aux immenses
2893 bidonvilles du sud, mais avec l'accroissement des inégalités, qui s'étendent aussi au nord : habitat dans
2894 des caves, parkings, voitures, squats, logements indignes, campings, baraques et hébergements chez des
2895 tiers ou en bidonvilles (qui resurgissent en France). Cela rend la situation du mal-logement relativement
2896 "invisible".

2897 Et pour ceux qui sont logés, l'envolée des prix oblige à des sacrifices de plus en plus lourds. Malgré cela,
2898 l'idéologie libérale continue à faire des ravages dans les politiques publiques: affaiblissement des
2899 mécanismes de redistribution, augmentation des aides à l'investissement des individus (qui bénéficient
2900 surtout aux plus aisés) alors que l'on rogne les aides personnelles aux plus modestes. Au final, l'inégalité
2901 et l'injustice explosent aussi dans le domaine du logement.

2902 Pour garantir à chacun un logement décent, il faut rompre avec les dogmes libéraux et combiner l'effort
2903 public de construction sociale et la régulation du marché, ainsi que les aides aux plus modestes.
2904 Un plan massif de construction de logements sociaux (y compris hébergements d'urgence) est prioritaire.
2905 En intégrant la contrainte environnementale (Bâtiments Basse Consommation), il respectera la biosphère
2906 en redonnant du pouvoir d'achat aux ménages. Il doit s'ouvrir à l'innovation : éco-construction, auto-
2907 construction, habitat partagé, etc. Pour palier la ségrégation non seulement sociale et spatiale, mais
2908 également scolaire et culturelle, il doit répondre à l'impératif de mixité au niveau des opérations (1/3 de
2909 logements sociaux dans les grandes opérations) comme des communes (minimum de 25 % de logements
2910 sociaux). Cette mixité pourra également s'appuyer sur une loi rendant « potentiellement social » tout
2911 appartement se libérant (l'État complétant le financement du bail jusqu'à un juste prix)⁸⁹.

2912 Cela nécessite des terrains et donc des Établissements Publics Fonciers. Dès lors que l'utilité publique est
2913 reconnue, l'acquisition publique doit pouvoir se faire « sans spoliation ni enrichissement sans cause ».

2914 La construction doit aussi être soutenue au bénéfice des classes moyennes qui ne peuvent accéder qu'à des
2915 loyers réellement modérés. En revanche, il ne faut plus d'aides publiques à la constitution de patrimoines
2916 privés des catégories aisées

2917 Le marché du logement doit être régulé : taxes sur les plus-values, encadrement des loyers, repérages et
2918 taxation des logements vacants, remplacement des cautions par un service public de garantie des risques
2919 locatifs et des impayés de loyers... Autant de moyens d'éviter l'envolée des prix et de redonner du pouvoir
2920 d'achat.

2921 Des aides individuelles, réservées aux plus démunis, doivent être développées : arrêt des expulsions des
2922 locataires de "bonne foi", hébergement d'urgence 24 heures sur 24 et aides personnalisées pour prévenir
2923 les difficultés.

2924 La question du logement devra s'insérer dans une vision d'ensemble. Une amélioration de
2925 l'environnement de vie des banlieues populaires devra l'accompagner en soutenant notamment le
2926 développement des services (sanitaires, sociaux, éducatifs) et des activités, associatives, citoyennes et
2927 économiques, du commerce de proximité et des transports.

⁸⁸ Les données relatives à la France font l'objet d'un encadré.

⁸⁹ Marie-Hélène Bacqué et Jean-Pierre Lévy, in L'autre campagne, L'Autre campagne 80 propositions à débattre d'urgence, Georges DEBRÉGEAS, Thomas LACOSTE ed. La découverte 2007

2928 *La matérialisation du droit au logement, au-delà de l'affirmation juridique, exige donc un effort public*
2929 *important de construction, de régulation du marché et d'aide aux personnes les plus fragiles.*

2930

2931

2932

2933

DROIT ET CRISE DU LOGEMENT EN FRANCE

2934 Au plan du droit, la France paraît "relativement en avance", avec son Droit Au
2935 Logement Opposable (loi DALO mars 2007). Mais cette loi n'a pas été accompagnée
2936 d'engagements financiers (à la différence par exemple de l'Écosse). Si la situation en
2937 France n'a rien à voir avec celle de certains pays du sud, la crise du logement y reste
2938 inhumaine et indigne eu égard à son développement.

2939 En France, la fondation Abbé Pierre compte 3,6 millions de personnes non ou mal-
2940 logées. Les listes d'attente pour un logement social s'allongent : plus de 1 600 000
2941 dossiers en souffrance (Source : USH - Union sociale pour l'habitat).

2942 La part du revenu brut des ménages consacrée au logement a plus que doublé en 50
2943 ans. Un locataire y consacre en moyenne de 26 % de son budget, 29 % pour une
2944 personne seule au Smic, et jusqu'à 50 % dans certains cas extrêmes dans le marché
2945 privé.

2946 L'idéologie libérale est à l'origine d'un grave recul des politiques publiques. D'un côté,
2947 la subvention d'État pour un logement social de base (PLUS) est passée, en quelques
2948 années, de 7 000 ou 8 000 € à par logement à moins de 1 000 aujourd'hui. En
2949 revanche, l'ouverture du Prêt à Taux Zéro à tous les primo-accédants,
2950 indépendamment de leur revenu, devrait coûter 400 millions à l'État en 2010 pour
2951 un simple effet d'aubaine accordé aux 20 % des ménages les plus riches. Et 670
2952 millions d'euros seront consacrés en 2011 aux dispositifs fiscaux de soutien à
2953 l'investissement locatif sans réelle contrepartie sociale, contre 540 millions en 2010
2954 (fondation Abbé Pierre). Un "Scellier" coûte à l'État autant que deux logements
2955 sociaux. Enfin le Gouvernement a décidé la suppression, à partir de 2011, de la
2956 rétroactivité de 3 mois des aides au logement. Économie attendue 240 millions
2957 d'euros, qui se traduira évidemment par une dépense supplémentaire du même
2958 montant pour les ménages les plus modestes.

2959 Le déficit est évalué à 900 000 logements (fondation Abbé Pierre). Pour en sortir, la
2960 construction chaque année de 150 000 logements locatifs aidés paraît le minimum
2961 nécessaire. L'effort consacré au logement a chuté à 1,73 % du PIB. Il doit retrouver le
2962 niveau minimal de 2 % pour construire 500 000 logements par an. Il faut affecter au
2963 logement au moins 70% de la collecte des Livrets A et réserver les prêts à taux zéro
2964 uniquement aux catégories modestes. Mais l'accession à la propriété n'est pas la
2965 panacée. Les pays qui ont un taux de propriétaires comparable à la France ou plus
2966 faible (Autriche, Pays-Bas, Suède, Danemark, Allemagne, Suisse), sont des pays qui
2967 présentent une offre relativement diversifiée et équilibrée. La loi SRU garanti
2968 théoriquement la mixité, mais les pénalités trop faible pour les villes qui ne veulent
2969 pas la respecter, doit être multipliées par cinq au moins pour devenir vraiment
2970 dissuasives. Si la loi SRU était appliquée, cela offrirait de l'ordre de 400 000
2971 logements sociaux supplémentaires.

2972

2973

2974

2975

2976

Le « droit » à la santé

2977 Pris littéralement, le droit à la santé n'existe évidemment pas. Être en bonne santé est indépendant du
2978 droit. Ici la notion de « droit à la santé » renvoie au droit de chaque individu de bénéficier du meilleur
2979 état de santé possible. Il signifie que l'individu a droit à un ensemble de mesures relatives à la prévention

2980 de la maladie et au traitement du patient, mais aussi à ce que l'Etat s'abstienne de tout acte qui pourrait
2981 mettre en danger sa santé.

2982 Le droit à la santé c'est finalement le droit aux soins, à la prévention mais aussi à la sécurité sanitaire.

2983 Le caractère inconditionnel et universel du droit à la santé est d'abord une question de justice et de
2984 fraternité. Parce qu'il n'est pas acceptable d'être pris en charge médicalement en fonction des montants que
2985 l'on a été en mesure de placer dans une assurance santé, nous réaffirmons notre opposition à tout système
2986 assurantiel en matière médicale et notre attachement à une complète mutualisation des risques de santé. Les
2987 citoyens doivent en effet cotiser en fonction de leurs moyens et être couverts en fonction de leurs besoins,
2988 indépendamment de toute autre considération économique ou sociale.

2989 **Vers une prise en charge universelle des soins par un pôle public**

2990 « *La résolution 58.33 de l'Assemblée mondiale de la santé de 2005 déclare que tout individu doit pouvoir*
2991 *accéder aux services de santé sans être confronté à des difficultés financières. Sur ces deux points, nous*
2992 *sommes encore loin de la couverture universelle dans le monde entier.*
2993 *Se battre pour la couverture universelle est un objectif admirable et réalisable dans tous les pays du*
2994 *monde » OMS Rapport sur la santé dans le monde 2010.*

2995 En 2010, seule une personne sur 5 dans le monde bénéficie d'une protection de sécurité sociale à grande
2996 échelle, incluant également la garantie du salaire perdu en cas de maladie, et plus de la moitié de la
2997 population mondiale manque de toute forme de protection sociale organisée, d'après l'Organisation
2998 internationale du travail (OIT). Seules 5 à 10% des personnes sont couvertes en Afrique subsaharienne et
2999 en Asie du Sud, alors que dans les pays à revenu moyen, les proportions de couverture varient
3000 de 20 à 60%. Dans aucun des pays à revenu élevé, qui ont soi-disant mis en place la couverture
3001 universelle, la population n'est couverte à 100%. Chaque pays fait des compromis sur la proportion des
3002 services et des coûts financés par les caisses communes. Par ailleurs une estimation prudente montre
3003 qu'environ 20 à 40% des ressources dépensées en matière de santé sont gaspillées et pourraient être
3004 réacheminées vers une couverture universelle. Si les pays développés respectaient leurs engagements
3005 internationaux auprès des 49 pays à faible revenu, cela permettrait de sauver plus de 3 millions de vies
3006 supplémentaires d'ici 2015.⁹⁰

3007 Force est de constater que ces droits fondamentaux ne sont pas acquis, pour des raisons de capacités
3008 financières et surtout pour des raisons de choix (le développement d'un marché privé de l'assurance) ou de
3009 priorité politiques.

3010 L'argument financier, s'il ne peut être ignoré, ne peut pas remettre en cause le principe d'accès
3011 inconditionnel et universel à la santé que nous défendons. Parce que la vie humaine ne peut pas avoir de
3012 prix et parce que les droits à la santé constituent une pierre angulaire du « vivre ensemble », ceux-ci, plus
3013 que tous les autres droits fondamentaux, doivent bénéficier d'un effort collectif particulier.

3014 En France, seules 75% des dépenses de santé sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie
3015 obligatoire, le reste relevant des organismes de couverture complémentaire facultatifs ou de la prise en
3016 charge directe par le malade. Malgré l'instauration de la Couverture Maladie Universelle (CMU), qui
3017 reste un progrès et un acquis majeur (avec 4.3 millions de bénéficiaires en 2010), environ 6 millions de
3018 personnes ne sont pas couvertes par une assurance maladie complémentaire. De plus, il existe de très
3019 fortes disparités entre les mutuelles qui évoluent dans un marché fortement concurrentiel. Les inégalités
3020 face aux coûts d'accès à telle ou telle mutuelle deviennent considérables. Pour 27% des bénéficiaires de
3021 complémentaires, le niveau de remboursement pour les soins d'optique ou dentaires est très faible.

3022

3023 Nous proposons une couverture médicale qui remboursera l'ensemble des soins et dispensera les
3024 patients des avances de frais. Elle consistera en une assurance maladie universelle. Elle sera unique,
3025 uniforme, obligatoire et remplacera la multiplicité des systèmes d'assurances maladie (obligatoires

⁹⁰ Source OMS

3026 et/ou complémentaires). L'accès aux soins ne devra pas être un revenu différé du travail. L'impôt se
3027 substituera donc au financement par les cotisations sociales. Dans cette optique, le contrôle et la gestion
3028 des organismes de protection sociale doivent être totalement réorganisés. Nous plaignons pour que ceux-ci
3029 soient conjointement assumés par le Parlement et un organe représentatif de la société civile.

3030 Par ailleurs, si le droit à la santé, comme celui à l'éducation, est un droit essentiellement financé sur fonds
3031 publics, comment expliquer que le système de santé, à la différence du système éducatif, soit composé d'un
3032 secteur libéral hypertrophié ? Pourquoi les médecins et personnels de santé ne sont-ils pas, comme dans
3033 l'Éducation, essentiellement des membres de la fonction publique ? Que l'on considère les modes de
3034 rémunération, la répartition géographique des activités, les missions ou le financement du système de santé,
3035 il apparaîtrait juste, utile et nécessaire pour les médecins, les patients et les contribuables de créer
3036 progressivement un corps étendu d'État de la fonction médicale. Ce corps intégrerait l'ensemble de la
3037 profession (médecins, pharmaciens, dentistes, infirmières, professions paramédicales, industrie
3038 pharmaceutique...) autour d'un service public de la santé qui ne devra pas remettre en cause le choix de
3039 son médecin.

3040 Le système de santé doit constituer un véritable service public. Dans ce contexte, les dépassements
3041 d'honoraires ne doivent pas être autorisés et la répartition du corps médical devra couvrir l'ensemble du
3042 territoire. L'ensemble du secteur de la santé doit faire l'objet d'une régulation efficace, notamment en
3043 termes d'égalité d'accès et de liberté de choix. Dans le cadre du service public de la santé, nous devons
3044 réaffirmer la priorité à l'hôpital, garant d'un service pour tous et de qualité. Les moyens accordés à
3045 l'hôpital devront être considérablement augmentés. Enfin, pourrait être demandé à chaque praticien de
3046 participer, au moins à mi-temps, à l'effort de soin hospitalier, lieu d'excellence de la recherche médicale, de
3047 sa mise en application et de son enseignement, propice à la formation continue⁹¹.

3048 **Le droit à la prévention et à une médication raisonnée**

3049 Une attention particulière sera mise sur la prévention. En effet, dans de nombreux systèmes médicaux, à
3050 l'image du système français, les questions médicales sont centrées sur les soins plutôt que sur la prévention
3051 des maladies. Une explication de ce phénomène réside dans le mode de rémunération des médecins : une
3052 rémunération « à l'acte » conduit à un développement du nombre de consultations et d'actes médicaux ainsi
3053 qu'à une prescription parfois excessive de médicaments.

3054 Il convient non seulement de donner un accès gratuit au soin mais aussi de repenser notre système médical
3055 pour favoriser la prévention, ainsi qu'une médication plus attentive, raisonnée et finalement plus efficace.
3056 Cette transformation peut être pour partie accomplie en privilégiant un paiement forfaitaire du médecin en
3057 fonction du nombre de patients suivis. Par des politiques volontaristes en matière d'organisation du système
3058 médical, le système contribuera donc aussi à réduire les contraintes financières qui pèsent sur lui, sans pour
3059 autant s'appuyer sur une maîtrise comptable (et donc forcément injuste) des dépenses.

3060 A contrario, les laboratoires pharmaceutiques, dans une course aux brevets et à la rentabilité financière,
3061 n'hésitent pas à mettre sur le marché des produits sans réaliser tous les tests nécessaires en matière de
3062 dangerosité. Des médicaments (à l'image du Médiator en France) peuvent ainsi se révéler dangereux, peu
3063 efficaces et bien plus chers que des médicaments antérieurs, pourtant plus efficaces et moins dangereux. Le
3064 peu d'indépendance des publications scientifiques, le lobbying de l'industrie pharmaceutique et le manque
3065 de moyens ou de volonté des pouvoirs publics face à ces laboratoires est une source de dépenses
3066 importantes et de prises de risques inutiles.

3067 Il convient donc de renforcer le contrôle de l'efficacité des médicaments, de limiter leur publicité ou encore
3068 de contrôler les relations entre l'industrie et le monde médical. Un contrôle des orientations prises par les
3069 recherches privées devra être mis en place (notamment pour les fonds tirés des médicaments remboursés par
3070 la sécurité sociale). Ce contrôle pourra s'appuyer sur les revues médicales indépendantes soutenues par la
3071 puissance publique, les syndicats, les mutuelles et les associations de patients. Il conviendra également de
3072 développer une recherche publique forte dans le domaine du médicament (ce que font déjà les États-Unis à

⁹¹ Florence Veber, *L'autre campagne*, ...

3073 travers leurs *National Institutes of Health*). Cette recherche, dotée de nouveaux modes de financement,
3074 devra être coordonnée au plan international, conformément aux attentes de l'Organisation Mondiale de la
3075 Santé (OMS).

3076 **1.1.1 L'accès aux médicaments**

3077 Au niveau international, les conditions d'accès aux soins (et en particulier aux médicaments) par les pays
3078 les plus pauvres doivent être redéfinies. Il s'agit de permettre à ces pays de produire ou d'acheter des
3079 médicaments génériques, même lorsque les brevets ne sont pas tombés dans le domaine public, sans
3080 craindre des mesures de rétorsion.

3081 Dans tous les cas, les principes de brevetabilité devront être différenciés (notamment en termes de durée et
3082 de protection) en fonction :

- 3083 • de la nature de l'invention (afin de tenir compte des moyens engagés et de son intérêt social) ;
- 3084 • du niveau de développement des pays. En particulier, les instances internationales devront être
3085 dotées de compétences afin de limiter les pressions que les pays détenteurs de brevets pourraient
3086 faire subir aux pays en développement). Une liste de pays pourrait être établie pour lesquelles les
3087 laboratoires pharmaceutiques auraient interdiction de vendre leurs médicaments au prix fort et
3088 obligation de les fournir au coût marginal de production.
- 3089 • des intérêts de premier ordre en matière sociale, sanitaire ou environnementale. Sur décision
3090 judiciaire ou sur la base de décrets, l'autorisation d'utiliser un brevet pourra être accordée.

3091 Les missions de l'Office Européen des Brevets (OEB) devront s'étendre afin d'évaluer la liberté de
3092 recherche et l'exploitation des brevets et de favoriser la mise en commun des technologies de base. Les
3093 accords négociés à l'OMC en matière de propriété intellectuelle (ADPIC) doivent être dénoncés et
3094 renégociés sur ces différents points et, en particulier, en matière d'accès des pays pauvres aux médicaments.

3095 Parallèlement à ces mesures, Utopia défend une politique d'investissement massif au niveau européen, dans
3096 la recherche publique sur les biotechnologies et sur les médicaments en associant à ces travaux les pays
3097 démocratiques du Sud. Ceci permettrait un transfert progressif de technologies et de savoir-faire et pour
3098 développer des médicaments spécifiques aux problèmes de ces pays. Un droit à une médecine identique
3099 pour tous suppose en effet que des recherches soient aussi menées sur les maladies rares et sur les maladies
3100 des pays pauvres. Les pays riches devront avoir pour obligation de coopérer pour financer des recherches
3101 publiques dans ce domaine. Utopia souhaite également que soient créées les conditions d'un dialogue entre
3102 la société et les scientifiques afin de décider des priorités en matière de recherche. Enfin, l'élaboration de
3103 propositions de type *copyleft* sur le modèle des logiciels libres, s'appuyant sur une recherche publique forte,
3104 pourrait également contribuer au progrès médical en limitant le champ du brevetable.

3105

3106

3107

3108

3109

Le droit à l'éducation

3110

3111

3112 « ...L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du
3113 respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la
3114 tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le
3115 développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. » DUDH article 26

3116

3117 Malgré les affirmations solennelles qui se sont succédé au cours des 50 dernières années, on estime que
3118 855 millions de personnes - près du sixième de l'humanité - ne savent ni lire ni écrire, et ce nombre est

3119 croissant⁹². Garantir le droit à l'éducation est une question d'équité, de justice et aussi d'économie. Il
3120 existe une corrélation manifeste entre l'éducation et les taux de mortalité - en particulier la mortalité des
3121 enfants de moins de cinq ans et les filles en sont les premières victimes. A l'échelle de la société, dénier le
3122 droit à l'éducation c'est hypothéquer le progrès démocratique et social - et par conséquent, la paix et la
3123 sécurité internationales.

3124 Il y aurait aujourd'hui dans le monde en développement 250 millions d'enfants au travail, dont un grand
3125 nombre ne reçoivent aucune forme d'instruction. En empêchant les enfants de se développer pleinement,
3126 l'analphabétisme sème d'embûches leur chemin vers l'âge adulte et rend encore plus difficile leur
3127 compréhension du monde dans sa diversité aussi bien que des valeurs de paix et d'égalité entre les sexes.⁹³
3128

3129 La question de l'éducation concerne toutes les instances où s'élaborent, s'entretiennent, se communiquent
3130 les rapports entre les gens, les connaissances, les modes de vie, les codes, les métiers, les religions, les
3131 cultures. L'éducation doit aussi concerner les jeunes et les moins jeunes, dans le cadre de la formation
3132 initiale ou tout au long de la vie, ainsi que dans celui de l'éducation populaire dont fait œuvre le milieu
3133 associatif.

3134 **L'éducation et l'école**

3135 Le droit à l'éducation, au sein d'une école laïque, gratuite et obligatoire, est essentiel parce qu'il permet à
3136 l'individu de développer son sens critique, de forger le plus librement possible son opinion, de créer du
3137 lien social et de préciser la nature de son engagement citoyen.

3138 Dans un contexte de fort chômage, c'est au détriment de ces objectifs de formation du citoyen que l'école
3139 se voit assigner comme mission prioritaire la formation de jeunes prêts à occuper les emplois disponibles
3140 sur le marché du travail. L'Etat tend alors à abandonner progressivement l'idée de former des citoyens
3141 pour formater de futurs producteurs/consommateurs. Dans ce même esprit, l'école encourage une
3142 « culture » de la compétition : avoir les meilleurs résultats, obtenir les plus hautes mentions aux examens,
3143 être le plus « performant » possible dans tous les domaines, au prix souvent d'un investissement lourd et
3144 souvent exclusif, qui décourage et laisse de côté beaucoup de jeunes.

3145 Trop souvent instrumentalisée à des fins de reproduction sociale, cette culture de la compétition est
3146 légitimée par la droite qui appuie cet ordre des choses sur le « mérite », le mérite de droite, celui d'être né
3147 dans une famille culturellement ou financièrement favorisée, celui de pas avoir de problèmes de santé...

3148 Par ailleurs, s'il ne faut pas négliger l'importance de la transmission de savoirs et compétences
3149 professionnels, la hiérarchie des missions de l'éducation nationale doit être repensée. L'école, ouverte à la
3150 complexité du monde, doit amener les élèves à décrypter leur environnement sans céder, sous couvert
3151 pédagogique, à une vision simplificatrice.

3152 Utopia refuse une école dont le rôle premier serait de valoriser le « potentiel économique » de l'individu
3153 et son esprit de compétition. Pour nous, l'école doit avant tout permettre à chacun de devenir un citoyen
3154 libre et éclairé, capable de comprendre les enjeux du monde qui l'entoure, de débattre, de s'adapter à ses
3155 changements, de s'engager et d'agir dans la cité.

3156 **L'école de la République**

3157 L'école républicaine doit accueillir des enfants de toutes origines, de tous milieux, de toute croyance. Elle
3158 doit favoriser la mixité sociale et jouer pleinement son rôle de socialisation qui fonde notre « vivre
3159 ensemble ». Aujourd'hui, pourtant, elle ne le peut pas.

3160 Essentiellement parce que la mission des personnels de l'éducation relève d'un autre choix politique,
3161 l'enseignant seul ne peut tout assurer. C'est la constitution d'équipes éducatives qui est garante du projet

⁹² *Rapport mondial sur l'éducation 1998*, UNESCO, Paris,

⁹³ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 1999*

- 3162 d'établissement, du suivi individualisé des élèves, de l'aide gratuite au travail personnel, des critères de
3163 sanction qui intègrent au lieu d'exclure, du projet d'orientation en dialogue avec les familles.
- 3164 Un partenariat avec différents acteurs de la cité favorise l'accès pour tous à la culture, au sport, à la vie
3165 associative etc.⁹⁴
- 3166 D'abord parce qu'on a laissé les territoires concentrer souvent les populations de classes sociales
3167 semblables et que les dérogations se sont multipliées au sein du système public : on assiste à une fuite des
3168 « élites » vers les établissements les mieux « cotés » ou accueillant le moins de jeunes des milieux
3169 défavorisés. Cela crée des ghettos qui viennent s'ajouter à ceux existants.
- 3170 En France, parce qu'il existe des écoles privées non soumises aux cartes scolaires, comment peut-on
3171 construire une société solidaire et fraternelle en acceptant une telle ségrégation dès l'enfance ? Nous
3172 proposons donc l'intégration des écoles privées, actuellement sous contrat et hors contrat, au service
3173 public et laïc de l'Education, seul véritable garant de l'intérêt général.
- 3174 La relative hétérogénéité des publics devrait contribuer à développer la compréhension des différences
3175 entre individus ainsi que le respect et l'ouverture aux autres. Pour ce faire, il faut que l'école ait les
3176 moyens de tirer le meilleur profit de cette diversité, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui. Il est
3177 indispensable que certaines classes aient des effectifs particulièrement réduits pour permettre aux
3178 enseignants de différencier leur pédagogie et d'aider les élèves qui en ont besoin, notamment concernant
3179 les bases. L'écriture, la lecture et le calcul sont indispensables à la construction des individus face au
3180 savoir et à leur vie en société. Leur maîtrise est d'autant plus importante qu'elle est un facteur majeur de
3181 discrimination entre les classes sociales et qu'elle constitue l'un des supports de la pensée et de sa
3182 formalisation.
- 3183 L'éducation civique doit permettre d'apprendre aux élèves à s'intéresser aux autres, à s'écouter, à se
3184 respecter, à débattre, à définir des règles de vie commune, à conduire des actions collectives, à coopérer.
3185 Aussi, nous proposons que dans les emplois du temps de toutes les classes, de la maternelle à la terminale,
3186 un temps soit prévu pour la réalisation de projets collectifs. Nous proposons également d'introduire une
3187 initiation à la philosophie et aux sciences humaines et sociales dès l'école élémentaire⁹⁵.
- 3188 **Démocratiser l'enseignement supérieur**
- 3189 Après sa massification, l'enseignement supérieur doit être démocratisé : les inégalités sociales dans
3190 l'accès aux parcours de l'enseignement supérieur, de même que la réussite dans ces filières doivent être
3191 réduites. Un tel objectif ne peut évidemment pas être atteint par une sélection par l'argent que
3192 représenterait l'élévation des frais de scolarité, même aidés par des bourses ou des prêts à taux 0%.
3193 Certains étudiants de milieux moins favorisés ont souvent moins confiance dans leur capacité à réussir et
3194 donc à conserver leur bourse ou à rembourser leur prêt.
- 3195 L'objectif de démocratisation ne peut pas non plus passer par une mise en concurrence des établissements
3196 au risque d'accroître les inégalités entre les universités riches et pauvres. Cela passe par un fort
3197 accroissement des dotations des universités : la dualité grandes écoles/universités ne peut être acceptée
3198 que si les universités disposent des mêmes moyens et du même taux d'encadrement que les classes
3199 préparatoires et les grandes écoles.
- 3200 L'enseignement universitaire doit également s'ouvrir davantage à la formation des adultes tout au long de
3201 la vie, que ce soit en créant les conditions matérielles d'accueil et de financement de ces reprises d'études
3202 ou en faisant participer les enseignants du supérieur, pour une partie de leur service, à la vulgarisation de
3203 leur recherche dans le cadre d'Universités populaires⁹⁶.

⁹⁴ P. Meirieu, « Nous mettrons nos enfants à l'école publique », ...

⁹⁵ Bernard Lahire, *L'autre campagne*, ...

⁹⁶ Frédéric Neyrat, *L'autre campagne*, ...

3204 Une autre mesure nécessaire à la démocratisation des cursus universitaires consiste en la définition d'une
3205 allocation d'autonomie pour les jeunes. A partir de 18 ans, le jeune majeur doit pouvoir acquérir une
3206 indépendance économique et être en mesure de se former dans des conditions décentes, indépendamment
3207 de son milieu social.

3208 Enfin, d'importantes passerelles seront à développer entre le monde des grandes écoles et le monde
3209 universitaire. Les classes préparatoires seront intégrées au monde universitaire afin de faire évoluer les
3210 étudiants de ces classes dans un milieu moins fermé que les lycées et plus favorable à des échanges avec
3211 le monde étudiantin.

3212

3213 **L'éducation populaire**

3214 L'éducation populaire, soit l'éducation du peuple, par le peuple et pour le peuple, doit être revalorisée.
3215 Issue à la fois du mouvement ouvrier et du christianisme social, elle a une dimension fortement
3216 émancipatrice. Permettant à tous de « *sortir de la place qu'on vous a assignée et de construire une*
3217 *intelligence collective* »⁹⁷ c'est un outil de transformation sociale et politique. L'éducation populaire
3218 regroupe les actions de formation et d'éducation qui, au côté de l'école, ont pour but premier de
3219 démocratiser le savoir et d'assurer à tous les hommes et les femmes, quel que soit leur âge, les moyens de
3220 mieux participer à la démocratie en proposant des formes originales d'accès au savoir et à la culture. Elle
3221 a pour fondement le principe essentiel que l'éducation n'a pas pour objectif premier de former des
3222 travailleurs mais des citoyens libres. Fondement même du mouvement ouvrier et syndical, l'éducation
3223 populaire a permis, dès le milieu du XIXe siècle, la prise de conscience de l'indispensable solidarité entre
3224 les travailleurs, qui devenaient peu à peu des citoyens à part entière. (*Il faut que l'ouvrier ait le sens de*
3225 *son malheur*. F. Pelloutier). Au début du XXIe siècle, nous aurions tort de croire que ce concept est
3226 dépassé, il est simplement à réactualiser. L'école de la République seule ne suffit pas. Il serait grand
3227 temps de reconnaître l'éducation populaire comme un vrai service public, pris en charge non pas par
3228 l'État ou les collectivités locales, mais par les citoyens eux-mêmes.

3229

3230

Le droit à la culture

3231 « *Du fait de sa situation au carrefour de l'imaginaire et du réel, de sa position de médiation, la culture*
3232 *participe de l'institution de l'être social qu'elle révèle en l'actualisant* »⁹⁸

3233 S'il est un domaine, une pratique, qui exprime, qui questionne notre rapport aux autres, à l'autre, au
3234 monde, c'est bien celui de la culture. Expression à la fois individuelle ou collective, elle révèle un
3235 ensemble de structures sociales, comportementales, ancestrales, intellectuelles et artistiques d'une société
3236 ou d'un groupe social. Si elle n'est pas utile, elle est indispensable pour l'individu comme pour le
3237 collectif. Qu'elle soit savante ou populaire, on ne peut la réduire à la l'offre de pratiques culturelles d'une
3238 société marchande. De plus en plus mouvant, le paysage culturel d'un pays ne cesse de se modifier à
3239 cause du métissage et de l'irruption de la culture de réseaux. De plus en plus « marchandisée » par le
3240 système dominant (on ne parle plus de l'art mais du marché de l'art et le divertissement culturel, soit
3241 l'entertainment, est la premier poste d'exportation des Etats-Unis), il s'agit pourtant d'un bien commun
3242 dont chacun devrait avoir accès librement, car il se multiplie en se partageant.

3243 L'accès à la culture fait donc naturellement partie des droits fondamentaux puisqu'elle constitue, fonde et
3244 cimente la vie en société, crée la communauté, la société, ses valeurs et ses institutions. C'est notamment
3245 grâce à elle que nous portons un regard aigu sur le monde, nous permettant de nous forger notre propre
3246 jugement, de nous soustraire au modèle dominant, de tenir à distance les préjugés, de nous ouvrir à notre
3247 environnement et de pouvoir à la fois le comprendre et communiquer avec lui. La culture contribue à

⁹⁷ Christian Morel Conférence Utopia Janvier 2011

⁹⁸ *Pour un nouveau développement culturel*. Danielle Rauzy et Georges Bertin

- 3248 éclairer le citoyen en même temps que le citoyen éclairé s'appuie sur elle pour construire le présent et se
3249 projeter dans l'avenir.
- 3250 C'est la raison pour laquelle les politiques culturelles doivent permettre à chacun de trouver ses propres
3251 modes de lecture et d'expression à partir d'un socle de connaissances et de valeurs acquises et partagées,
3252 et non comme c'est trop souvent le cas de « cultiver les cultivés » Un de nos défis démocratiques majeurs
3253 reste d'élargir au plus grand nombre l'accès aux différentes expressions culturelles, des arts, des sciences
3254 ou de la pensée Une nouvelle politique culturelle dépassant la seule volonté de développer l'offre
3255 permettra de proposer une véritable alternative loin des stéréotypes véhiculés par les médias et la
3256 publicité.
- 3257 **Une politique pour la diversité de la production culturelle**
- 3258 Le pluralisme de la création artistique est profondément touchée par les logiques capitalistes qui poussent
3259 à investir dans les productions présumées rentables, avec tout ce que cela signifie en termes de
3260 standardisation.
- 3261 A l'ère de la globalisation, les Etats doivent défendre fermement la convention pour la protection de la
3262 diversité adoptée en 2006 à l'UNESCO, qui permettra à ces mêmes Etats de soutenir leurs créations
3263 culturelles. Ces dernières constituent un indicateur clé de développement. Parce que les logiques du
3264 marché n'ont aucun rapport ni avec des choix démocratiques, ni avec des enjeux proprement culturels, la
3265 culture doit échapper au droit commun en matière commerciale. Il nous faut garantir à tous les niveaux le
3266 principe de l'« exception culturelle », afin que les œuvres puissent exister et être diffusées sans exigence
3267 de rentabilité. De nouvelles recettes doivent donc être dégagées afin de soutenir et d'alimenter de façon
3268 significative les fonds de soutien à la création, gage de diversité et donc de pluralisme.
- 3269 Dans l'univers du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel, les salariés permanents ainsi que les
3270 intermittents doivent être en mesure de participer, ensemble, à la production culturelle. Il est nécessaire de
3271 donner aux artistes un véritable statut et un rôle social en préservant leur indépendance ainsi que les
3272 moyens et les temps nécessaires à la création (composition, répétition...). Plus largement, tous les artistes,
3273 sans exception, doivent bénéficier d'une véritable protection sociale et d'un droit à la formation continue.
- 3274 **Une diffusion culturelle garante de la diversité**
- 3275 La puissance publique doit être garante de la diversité culturelle sur l'ensemble du territoire afin de la
3276 faire vivre et de permettre à tous les citoyens d'en tirer parti.
- 3277 La question se pose avec autant d'acuité dans les domaines trop concentrés de l'édition (édition et
3278 distribution) ou de l'audiovisuel. Dans ces secteurs, une loi devra limiter les concentrations capitalistiques
3279 afin de préserver la pluralité et la diversité culturelle. Des dispositions de protection de ces activités
3280 pourront également être prises, notamment face à des groupes étrangers qui ne respecteraient pas ces
3281 critères de concentration.
- 3282 Enfin, dans tous ces domaines, le rôle de l'Etat ou des collectivités locales est aussi d'assurer un
3283 pluralisme culturel en soutenant les structures indépendantes sur l'ensemble du territoire.
- 3284 L'exemple des cinémas indépendants est édifiant : les cinémas d'Art et essai, indispensables pour la
3285 vitalité et le renouveau du cinéma, sont plus fragiles que jamais. Les multiplexes, qui ont fleuri aux
3286 quatre coins de l'hexagone, tentent de s'attacher un public "captif" en inventant des "cartes illimitées", et
3287 veulent convaincre les spectateurs qu'ils sont "tout le cinéma" et qu'il n'est plus besoin d'aller chercher
3288 ailleurs. Cette concentration touche d'abord des salles indépendantes mais également les distributeurs et
3289 réalisateurs qui connaissent des difficultés de plus en plus grandes pour trouver des salles susceptibles de
3290 relayer efficacement et sur la durée les films délaissés ou insuffisamment exploités par les circuits.
- 3291 **1.1.1.1 Un accès à la culture pour tous**
- 3292 La diversité culturelle n'a de sens que si elle rencontre un public large, participe de la reconstitution et de
3293 l'entretien du lien social et constitue un vecteur de réintégration des classes populaires dans l'espace
3294 public. Une politique d'éducation culturelle renouvelée et audacieuse est nécessaire.

3295 L'enseignement des différentes formes artistiques, mais aussi des matières culturelles au sens large,
3296 touchant tous les aspects de la citoyenneté et permettant à la fois l'implication identitaire et l'ouverture
3297 sur le monde, doivent être entrepris comme un acte essentiel. Les pratiques culturelles doivent être
3298 encouragées par un investissement public approprié, à la fois dans le milieu scolaire, et dans le cadre des
3299 activités proposées par les collectivités locales.

3300 Ainsi, les expériences de gratuité des musées (expérimentées dans plusieurs villes dont Paris et Londres)
3301 qui ont permis d'attirer de nouvelles populations, jusque là exclues, doivent être étendues sur l'ensemble
3302 du territoire.

3303 Nous proposons une évolution des droits d'auteur et des droits voisins afin de permettre l'accès des
3304 oeuvres au plus grand nombre et de favoriser la diversité culturelle tout en donnant une juste
3305 rémunération aux auteurs. Les œuvres appartenant au domaine public sont une source de créativité et un
3306 moyen de préserver leur forme originale. Le domaine public doit donc être protégé, distingué et valorisé :
3307 les exceptions aux droits d'auteurs à fin d'éducation et de recherche doivent être consacrées. Dans la
3308 même optique, les droits d'auteur et droits voisins devront être limités à une durée de dix ans après la
3309 mort de l'artiste (contre 70 ans aujourd'hui). La pratique amateur et la formation musicale doivent être
3310 encouragées, ainsi que la création sous licence copyleft (c'est-à-dire avec la possibilité de diffuser, de
3311 modifier ou d'échantillonner les œuvres à condition que les nouvelles œuvres ainsi créées bénéficient du
3312 même régime) ou de « créatives commons » permettant une reproduction gratuite sous diverses
3313 conditions. Enfin, les biens culturels (notamment les contenus audiovisuels) doivent pouvoir être
3314 échangés librement par les usagers, dans la mesure où il s'agit d'un usage privé et non-commercial.
3315 L'interdiction de tels échanges sur Internet constitue en effet un rationnement inacceptable de l'accès à la
3316 culture dans la mesure où la reproduction d'un fichier numérique peut se faire à coût quasi-nul. En
3317 contrepartie, une contribution publique au financement de la production et des ayants-droits devra être
3318 mise en place (cf. encadré).

3319

3320

3321

3322 *Le droit à des médias indépendants respectueux de l'individu*

3323

3324 « Notre désir est de libérer les journaux de l'argent et de leur donner un ton et une vérité qui mettent le
3325 public à la hauteur de ce qu'il y a de meilleur en lui. Nous pensons qu'un pays vaut souvent ce que vaut
3326 sa presse. » Albert Camus *Combat* 31 août 1944.

3327

3328 L'accès à l'information et sa diffusion constitue une dimension clefs de la vie démocratique. Or, par
3329 intérêt économique, par proximité avec les gens de pouvoir, par facilité, la plupart des organes
3330 d'information - et plus particulièrement audiovisuels - ont renoncé à ce qui devrait être leur mission, pour
3331 nous imprégner d'une idéologie libérale et lui donner un caractère universel. Le commentaire précède le
3332 fait, la diversité d'approche et d'analyse n'est pas la règle, l'espace pour des regards différents est
3333 extrêmement réduit. Tous les journaux télévisés sont construits sur le même modèle. L'uniformité
3334 domine. L'instantanéité règne. Et beaucoup de citoyens, faute de temps, se contentent des images de leur
3335 petit écran. Ils n'ont alors pas ou peu conscience d'être entraînés dans une vision unidirectionnelle des
3336 événements qui secouent le monde. Là est bien le danger, d'autant que la plupart des médias sont
3337 directement la propriété de grands groupes privés ou sous influence du domaine marchand. Il est urgent
3338 de sortir de cette dictature sclérosante des médias qui ont acquis un pouvoir excessif mettant en péril la
3339 démocratie elle-même.

3340 La liberté de la presse n'est pas un privilège de journaliste, mais un droit des citoyens. La défendre
3341 suppose⁹⁹ :

⁹⁹ *Appel de la Colline Manifeste Médiapart* Avril 2009

- 3342 - L'indépendance : respect du droit moral des journalistes ; refus du mélange des intérêts industriels et
3343 médiatiques ; préservation de l'intégrité du service public de l'audiovisuel.
- 3344 - La transparence : un véritable accès à toutes les sources documentaires d'intérêt public ; une large
3345 protection des sources des journalistes ; une publicité étendue sur tous les actes du pouvoir exécutif ayant
3346 une incidence sur notre vie publique.
- 3347 - Le pluralisme : une concentration limitée et régulée pour éviter tout monopole ; une égalité de traitement
3348 entre la presse numérique et la presse imprimée ; une reconnaissance de la place des lecteurs en tant que
3349 contributeurs.
- 3350 Nous proposons donc d'une part d'exiger du service public de l'audiovisuel qu'il accomplisse une
3351 mission d'information et d'analyse critique de l'information davantage tournée vers les problèmes
3352 nationaux et internationaux que vers les faits divers ou les modes. Cette mission appelle des moyens
3353 (envoyés permanents à l'étranger, enquêtes journalistiques de fond), une indépendance vis à vis du
3354 pouvoir politique et une distance vis à vis du dictat de l'audimat.
- 3355 Nous proposons d'autre part de réguler le marché de l'audiovisuel et de la presse de manière à limiter les
3356 concentrations capitalistiques, à garantir une pluralité et une diversité des contenus ainsi que le respect
3357 d'un minimum d'éthique. Ainsi, dans la presse et l'audiovisuel, les parts détenues par un groupe privé ne
3358 pourront pas représenter plus de 30% du capital des plus grands media. Les entreprises réalisant plus de
3359 10% de leur chiffre d'affaires dans les marchés publics ne doivent pas être autorisées à prendre de
3360 participation dans les media.
- 3361 Pour garantir pluralité et diversité de l'information, nous proposons la mise en place d'une politique de
3362 quota de diffusion alternant information et divertissement, tenant compte des horaires de grande audience
3363 et applicable à l'ensemble des chaînes émettant sur le territoire, publiques et privées.
- 3364 Par ailleurs, l'éducation au décryptage de l'information et du traitement médiatique devra être dispensée
3365 très tôt, mais également dans le cadre de la formation continue. A l'heure où l'objectif ouvertement
3366 affiché d'un patron de chaîne de télévision est de générer « du temps de cerveaux disponible » des
3367 téléspectateurs pour vendre plus de publicité, il est temps que l'école et les relais éducatifs mettent en
3368 place des moyens humains et s'équipent pour un apprentissage systématique de l'utilisation des nouveaux
3369 outils de communication, qu'ils enseignent aux élèves à avoir un regard critique sur les médias, à
3370 disséquer les images, à analyser les informations, à prendre du recul par rapport aux fictions.
- 3371 Enfin, nous préconisons également la taxation de la publicité au niveau de l'achat d'espace. Un taux de
3372 5% représenterait en France environ un milliard d'euros de recette qui pourrait par exemple être allouée à
3373 l'aide à la presse dont les recettes publicitaires couvrent moins de 20% du coût global de fonctionnement.
3374

L'échange de contenus culturels sur Internet : une nouvelle organisation ouvrant la culture à tous est possible

3377 Les dispositifs de gestion de droits doivent définir de nouveaux rapports de force entre artistes et
3378 producteurs et organiser la redistribution des ressources sur des critères non exclusivement liés à
3379 l'audience. La légalisation de l'échange de fichiers audiovisuels sur Internet constitue un élément fort
3380 dans cette direction. Elle suppose qu'un fond soit créé pour compenser les pertes de revenus des artistes et
3381 d'une partie de la filière de production mais également pour encourager la formation musicale, soutenir le
3382 spectacle vivant, et promouvoir le domaine public.

3383 Des économistes¹⁰⁰ ont ainsi montré que le coût de la légalisation des échanges de contenus audiovisuels
3384 est tout à fait supportable par les internautes ou par la collectivité. En effet, il représente en 2011 en
3385 France, pour les 21 millions d'abonnés, entre 5 et 10 euros par abonnés et par mois pour compenser les
3386 pertes de l'ensemble de la filière (hors frais de fabrication et de distribution physiques). Le mode de

¹⁰⁰ François Moreau, Marc Bourreau et Michel Gensollen : www.fing.org

3387 financement envisagé (surcoût sur l'abonnement et/ou impôt) devra être envisagé de manière à ne pas
3388 pénaliser l'accès à Internet et à garantir le plus possible de justice sociale.

3389 Une telle orientation apparaît d'autant plus juste que l'essentiel des revenus de la vente des supports
3390 physiques, dans le secteur de la musique, revient aux éditeurs et non aux auteurs-compositeurs et aux
3391 artistes, ces derniers se finançant surtout par le spectacle vivant, le régime de l'intermittence et l'exercice
3392 d'emplois parallèles. Une telle orientation est également juste car elle permettrait d'accroître la diversité
3393 culturelle : aujourd'hui, quatre multinationales produisent un quart des phonogrammes édités chaque
3394 année et se partagent les trois quarts du marché mondial ; en France, moins de 5% des titres diffusés à la
3395 radio totalisent 85% des diffusions au détriment des artistes produits par les indépendants et 4% des
3396 références commercialisées en France représentent 90% du volume des ventes. Or Internet est aussi un
3397 moyen de permettre l'émergence d'artistes autoproduits ou produits par des labels indépendants, à l'aide
3398 d'une promotion « communautaire » (les internautes conseillant les internautes).

3399
3400
3401 *Le droit au respect de la vie privée*
3402

3403 L'exercice d'une pleine citoyenneté ne peut s'envisager sans un profond respect de la vie privée. Cette
3404 réaffirmation est d'autant plus importante que, sous couvert de la « lutte antiterroriste » ou pour des
3405 motifs commerciaux, la dernière décennie a été marquée par une accélération du fichage et des
3406 interconnexions de fichiers. La société de contrôle est désormais bien installée et acceptée par la plupart
3407 des citoyens. Il est manifeste que l'on a franchi, grâce aux nouveaux outils, un seuil dans la mise en place
3408 d'une politique de surveillance de la population en France qui n'avait jamais été atteint auparavant.

3409 Le respect de la vie privée constitue un droit fondamental de l'homme que l'on retrouve comme tel dans
3410 la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales (article 8) ou dans la
3411 Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (article 12).

3412 En France, elle est également le fondement de la loi « Informatique, Fichiers et Libertés » du 6 janvier
3413 1978 et de la CNIL. L'article 1er de cette loi précise : « L'informatique doit être au service de chaque
3414 citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit
3415 porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés
3416 individuelles ou publique ». Cependant, des fichiers restent particulièrement sensibles et sujets à caution.
3417 Il en va ainsi des multiples fichiers de police : le STIC (Système de Traitement des Informations
3418 Constatées), le FNAEG (Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques).

3419
3420 De même, les nouvelles techniques de contrôle qui ont pour but d'authentifier une personne (vérifier
3421 qu'elle possède bien l'identité ou les droits qu'elle affirme avoir) dérivent vers un objectif
3422 d'identification. Ces techniques de contrôle (RFID, biométrie, vidéosurveillance, cybersurveillance)
3423 permettent de stocker des données relatives aux activités quotidiennes du citoyen ou de le géolocaliser,
3424 sans que celui-ci en ait conscience. Elles facilitent aussi le contrôle au travail : surveillance des salariés,
3425 procédures de recrutement, surinformation, obligation de connexion permanente... Les nouveaux
3426 documents d'identité biométriques, ou le dossier médical informatisé constituent également des risques
3427 d'atteinte à la vie privée.

3428 Ces dernières années, de nouvelles applications, tels les réseaux sociaux, génèrent une masse sans cesse
3429 croissante d'informations personnelles, souvent dévoilées par les utilisateurs eux-mêmes. Nous
3430 préconisons le « droit à l'oubli numérique » qui permet d'exercer réellement l'effacement des données à
3431 la demande de l'utilisateur.

3432 Les usages qui peuvent être faits de ces données personnelles à des fins commerciales ou d'exercice du
3433 pouvoir sous différentes formes (contrôle, surveillance, répression,...), posent avec de plus en plus
3434 d'acuité la question de la protection d'un certain nombre de droits fondamentaux (respect de la vie privée,
3435 de l'identité, de la dignité ; liberté d'expression, d'information et de communication ; liberté de
3436 circulation ; égalité de traitement et non-discrimination quel que soit le statut social ou l'origine des

3437 personnes ; liberté de choix quant à l'usage de ses données personnelles).

3438 Face à ce constat, Utopia insiste sur la nécessaire limitation du fichage et de l'exploitation des données
3439 personnelles à des besoins incontournables. Le fichage génétique massif doit donc être abandonné et la
3440 conservation des empreintes adaptée à la personne, bien plus limitée dans le temps. Les conditions
3441 d'utilisation des données biométriques seront limitées aux questions qui nécessitent une sécurité absolue
3442 et contrôlées, y compris dans leur utilisation à l'étranger. Une préférence sera accordée aux dispositifs qui
3443 ne laissent pas de traces. Les données personnelles, de quelque nature qu'elles soient, doivent être
3444 automatiquement détruites à la fin de leur utilisation (par exemple, lors d'un achat en ligne). De plus, tout
3445 résultat de l'exploitation des données personnelles doit être soumis au consentement des individus. La
3446 lutte contre le vol d'informations personnelles (logiciels espions, hameçonnage, ...) devra s'intensifier.

3447 Utopia demande également le respect absolu de l'anonymat dans la vie quotidienne, notamment en
3448 refusant la collecte nominative d'informations sur les trajets des personnes, en permettant l'accès aux
3449 cabines téléphoniques avec une carte anonyme prépayée ou en maintenant l'usage exclusif du numéro de
3450 sécurité sociale dans la sphère santé afin de respecter le principe de non rapprochement des données
3451 détenues par différents organismes publics et privés.

3452 Une information citoyenne devra devenir un élément à part entière des programmes d'enseignement afin
3453 de sensibiliser les enfants aux dangers potentiels de l'Internet et devra encourager une vigilance plus
3454 grande sur les risques liés à la collecte et à la conservation de données personnelles. Enfin, Utopia
3455 souhaite que la société civile et les organisations politiques soient consultées systématiquement dans
3456 l'élaboration des normes françaises, européennes et internationales de création de fichiers de données
3457 personnelles.

3458

3459

3460

3461

3462 **IIIe Droit constituant**

3463 **La souveraineté alimentaire**

3464

3465 Le troisième Droit constituant du nouvel espace politique mondial s'articule autour de la mise en œuvre
3466 d'une véritable souveraineté alimentaire.

3467

3468 Comment peut-on accepter qu'en 2009 près d'un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation
3469 dans le monde, que chaque jour 17 000 enfants (un tous les 5 secondes) meurent de faim ou des
3470 conséquences de la pollution de l'eau ?

3471

3472 ***Pour une souveraineté alimentaire***

3473 « *L'agriculture mondiale a la capacité de nourrir 12 milliards d'êtres humains alors que nous ne sommes*
3474 *que 6,9 milliards. Ca signifie que pour la première fois dans l'histoire du monde la faim n'est pas une*
3475 *fatalité : un enfant qui meurt, faute de nourriture, est un enfant assassiné* »¹⁰¹.

3476

3477 Notre planète peut nourrir l'ensemble de ses habitants. Un comble, ceux qui ont faim sont des agriculteurs
3478 ou d'anciens agriculteurs. Sur 1,3 milliard de paysans, 1 milliard n'ont pas d'outils mécanisés pour
3479 cultiver leurs terres. Ce qui entraîne des écarts de production brute de 1 à 200 entre un agriculteur des
3480 pays riches et un paysan des pays pauvres. Les pays du Nord, tout en protégeant largement leur
3481 agriculture, demandent aux pays du Sud toujours plus de libéralisation et d'ouverture de leur marché : 365
3482 milliards de dollars de subventions ont été versés en 2006 aux producteurs agricoles du Nord, soit 1
3483 milliard par jour. Les pays du Sud doivent alors faire face à l'entrée sur leur marché de produits vendus
3484 en dessous de leur coût de production (grâce à des aides comme la PAC en Europe (50 Mds d'euros) ou
3485 aux Etats Unis (90 Mds d'euros) font baisser les prix mondiaux et donc les productions locales des pays
3486 les plus pauvres. La crise alimentaire de 2007/2008 avec la hausse de matières premières alimentaires due
3487 en grande partie à la spéculation et ses émeutes de la faim menace de reproduire régulièrement

3488 En Europe, le passage d'une PAC protectionniste et expansionniste à une PAC libéralisée à la demande
3489 de l'OMC contribue à démanteler les outils de régulation en supprimant les protections à l'importation :
3490 les prix intérieurs se calent sur les prix extérieurs et les revenus des agriculteurs sont assurés par des
3491 subventions. La PAC avait été mise en œuvre dans le contexte de reconstruction d'après guerre. Elle
3492 bénéficie aujourd'hui principalement à une agriculture intensive et polluante qui, de surcroît, ne supporte
3493 les coûts de sa pollution. Une des premières mesures serait d'arrêter de subventionner les produits
3494 d'exportation qui ruinent les agricultures locales.

3495

3496 Les organisations internationales conditionnent régulièrement leurs prêts à une libéralisation forcée des
3497 marchés. En même temps, ce phénomène se double d'une spécialisation de certains pays vers une mono-
3498 agriculture, toute entière orientée vers l'exportation et donc directement dépendante des pays du Nord. De
3499 gigantesques sociétés transnationales exercent un véritable pouvoir sur certains segments de la chaîne
3500 alimentaire en contrôlant les semences, la production, la distribution, la commercialisation et les prix. Dix
3501 sociétés contrôlent ainsi un tiers du marché des semences. Ces sociétés ont investi des milliards de dollars
3502 dans des technologies qui empêchent les semences de se régénérer et obligent donc chaque année les
3503 agriculteurs à en acheter de nouvelles au prix qui leur est fixé. La sécurité alimentaire de toute la surface
3504 du globe est alors menacée par ce type de fonctionnement car elle a conduit à une disparition de 75% de
3505 la diversité agricole mondiale au cours du siècle dernier.

¹⁰¹ Jean Ziegler (Rapporteur des Nations Unies pour le droit à l'alimentation). *L'empire de la honte*

3506 La souveraineté alimentaire consiste à réduire au minimum la dépendance d'un pays ou d'une région aux
3507 produits importés dans le domaine alimentaire. Même si elle ne peut s'exercer dans tout les secteurs
3508 (coton, café, cacao...), il faut viser la relocalisation maximum de l'agriculture contre les politiques des
3509 multinationales de l'industrie agroalimentaire.

3510

3511 *Les propositions de Via Campesina :*

3512

3513 « *L'agriculture n'est pas simplement une activité économique, mais elle est intimement liée à la vie*
3514 *et la survie sur terre. La sécurité de la population dépend du bien-être des paysans et des paysannes*
3515 *et de l'agriculture durable. Afin de protéger la vie humaine, il est important de respecter, protéger*
3516 *et mettre en exécution les droits des paysans »*

3517 Via Campesina *Déclaration des droits des paysannes et des paysans*. Séoul mars 2009.

3518 Face à ce constat dramatique, la « société civile » a construit une première réponse à l'échelle de notre
3519 planète. Avec d'autres mouvements alter mondialistes, nous défendons le concept de « souveraineté
3520 alimentaire » présentée en 1996 au Sommet mondial de l'Alimentation par Via Campesina. Ce
3521 mouvement social et paysan international des petites exploitations familiales rassemble environ 200
3522 millions de paysans dans 70 pays. Il défend l'agriculture durable comme moyen de promouvoir la justice
3523 sociale et la dignité. Il s'oppose à l'agriculture industrielle et aux entreprises internationales, et lutte
3524 contre le mouvement d'accaparement des terres par les investisseurs privés et les gouvernements qui s'est
3525 accru ces dernières années.

3526 Plus de 400 ONG mondiales ont élaboré en commun une définition claire et percutante : « *La*
3527 *souveraineté alimentaire est le droit des peuples, des communautés et des pays de définir, dans les*
3528 *domaines de l'agriculture, du travail, de la pêche, de l'alimentation et de la gestion foncière, des*
3529 *politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leur situation*
3530 *unique. Elle comprend le droit à l'alimentation et à la production d'aliments, ce qui signifie que tous les*
3531 *peuples ont le droit à des aliments sûrs, nutritifs et culturellement appropriés et aux moyens de les*
3532 *produire et doivent avoir la capacité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs sociétés ».*

3533 Cette définition confère donc des droits à chaque pays qui peut protéger sa production interne afin de
3534 devenir autonome.

3535 Pour ce faire, nous rejoignons les grandes orientations de Via Campesina qui sont les suivantes :

3536 Nous proposons que les subventions aux agriculteurs du nord ne portent que sur les produits qui ne seront
3537 pas exportés. De manière plus approfondie, nous faisons nôtres les propositions consistant à :

- 3538 • Donner la priorité à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les
3539 marchés intérieurs et locaux, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques ;
- 3540 • Veiller à ce que les agriculteurs reçoivent le juste prix pour leur production, afin de protéger les
3541 marchés intérieurs des importations à bas prix relevant du dumping ;
- 3542 • Garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts, aux zones de pêche et aux autres ressources à la faveur d'une
3543 véritable redistribution ;
- 3544 • Reconnaître et promouvoir le rôle des femmes dans la production de denrées alimentaires et veiller à
3545 ce qu'elles aient un accès équitable aux ressources productives et qu'elles en aient la maîtrise ;
- 3546 • Veiller à ce que les communautés aient le contrôle des ressources productives, par opposition à
3547 l'acquisition par des sociétés des terres, de l'eau, des ressources génétiques et d'autres ressources ;
- 3548 • Protéger les semences, base de la nourriture et de la vie elle-même, et veiller à ce que les agriculteurs
3549 puissent les échanger et les utiliser librement, ce qui suppose le refus des brevets sur la vie et
3550 l'adoption d'un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées ;
- 3551 • Investir des fonds publics à l'appui des activités productives des familles et des communautés, en

- 3552 mettant l'accent sur l'autonomisation, le contrôle local et la production de nourriture pour la
3553 population et les marchés locaux.
- 3554 Cette souveraineté alimentaire ne peut se concevoir que si l'humanité se tourne enfin et résolument vers
3555 une mondialisation solidaire.
- 3556
- 3557 ***La relocalisation de l'activité économique et la restauration de l'agriculture paysanne et***
3558 ***nourricière***
- 3559 « *Il faut faire décroître le commerce mondial, pour des raisons sociales – éviter la concurrence entre les*
3560 *travailleurs – et écologiques – réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au transport. La*
3561 *relocalisation des activités, pouvant aller jusqu'à la complète autonomie régionale dans certains secteurs*
3562 *– notamment l'agriculture, où il faut chercher à rendre le commerce mondial compatible avec la*
3563 *souveraineté alimentaire - , est une visée stratégique pour des raisons tant sociales qu'écologiques e et*
3564 *démocratiques ».*
3565 Thomas Coutrot *Pour en finir avec ce vieux monde* Utopia 2011
- 3566 Les entreprises transnationales multiplient les recours à des transports énergétivores et polluants. Les
3567 délocalisations, au départ de productions à faible valeur ajoutée, s'étendent maintenant aux produits
3568 sophistiqués ainsi qu'aux services (recherche, santé, centres d'appels...). Après avoir déterritorialisé les
3569 produits, le nouveau capitalisme déterritorialise les hommes, une fois de plus réduits au statut de
3570 marchandise.
- 3571 La relocalisation est une réponse aux dégâts environnementaux et sociaux, à la destruction des équilibres
3572 locaux et régionaux générés par la mondialisation commerciale et financière. Elle permet de favoriser les
3573 circuits courts entre producteurs et consommateurs au sein de l'économie locale. Par relocalisation, nous
3574 entendons le rapprochement de la production de biens et services au plus près du lieu de consommation.
- 3575 La relocalisation de certaines activités a un objectif beaucoup plus large que de contrer les
3576 délocalisations. Précisons qu'il ne s'agit nullement de prôner le retour à l'autarcie ou à ne se satisfaire que
3577 de produits locaux. Il est évident que tous les biens et services ne pourront pas être produits à l'échelle
3578 d'un bassin de vie. En revanche pour limiter au maximum les transports de marchandises et de personnes,
3579 pour recréer un cadre de vie actif, il est indispensable que la production de biens et de services se fasse au
3580 plus près des lieux de résidence chaque fois que possible. L'économie sociale et solidaire, les services
3581 publics, l'agriculture, le bâtiment, les services à la personne sont particulièrement adaptés à cette
3582 économie de proximité.
- 3583 Dans cette perspective la relocalisation de l'agriculture est une priorité. Les AMAP (associations pour le
3584 maintien d'une agriculture paysanne) ainsi que toute autre forme de rapport de proximité producteur –
3585 consommateur doivent être encouragées. Et l'accent doit être mis sur le développement de l'agriculture
3586 biologique qui n'est plus un phénomène caractéristique des pays développés : en 2009, elle était pratiquée
3587 dans 160 pays par près de 2 millions d'agriculteurs et représentait un marché de 55 milliards de dollars¹⁰².
3588 Hélas, la plupart des produits biologiques sont destinés à l'exportation alors que les qualités de
3589 l'agriculture biologique ne sont plus à démontrer : elle n'épuise pas les sols, pollue peu l'environnement
3590 et produit des aliments riches en nutriments.
- 3591 Un moyen à la fois de relocaliser l'agriculture et de favoriser l'agriculture biologique pourrait consister en
3592 une réallocation progressive des ressources de la PAC. Elle pourrait profiter aux agriculteurs biologiques,
3593 grâce par exemple à des aides données à la restauration collective en contre partie de l'achat de produits
3594 bio.

¹⁰² IFOAM *Le monde de l'agriculture biologique 2011.*

3595 *Les OGM : un scandale révélateur*

3596 Notre engagement altermondialiste passe par un combat emblématique contre un monde libéral qui
3597 marchandise le vivant et met en danger l'équilibre naturel : celui des OGM.

3598 Si l'essor du génie génétique dans les années 80 permet la modification de l'information génétique des
3599 organismes vivants, il rend aussi possible le brevetage de ces mêmes organismes vivants. C'est sur ces
3600 organismes à l'information génétique modifiée (OGM) que seront déposés les premiers brevets sur le
3601 vivant, dès 1980 aux Etats-Unis, avec l'autorisation du dépôt d'un brevet sur une bactérie.

3602 Le système des brevets s'étend alors peu à peu à l'ensemble des organismes vivants (animaux, végétaux,
3603 etc..). Si l'identification d'un gène ou d'une séquence génétique est considérée comme une découverte
3604 (non brevetable), la mise en évidence de sa fonction est considérée comme une invention et permet à ce
3605 titre le dépôt d'un brevet. Par un tour de passe-passe sémantique, les brevets ont ainsi été détournés de
3606 leur vocation initiale et la maîtrise de l'information génétique n'est plus assurée. Aujourd'hui aux USA,
3607 qui représente près de 50% de la production d'OGM, 70% du maïs et du soja sont modifiés
3608 génétiquement.

3609 Nos positions sont claires :

3610 - La culture des OGM assujettit les agriculteurs, dont la production est contrôlée en amont et en aval par
3611 les firmes agrochimiques

3612 Les premiers clients des firmes agrochimiques et semencières restent les agriculteurs. A travers le monde,
3613 ils sont près de 1,3 milliards : un marché gigantesque, notamment dans certains pays où la population
3614 agricole représente encore plus de 50% de la population active. Les stratégies déployées sur tous les
3615 continents par les agents et filiales de ces firmes avec parfois l'appui des autorités nationales de certains
3616 pays en développement, visent purement et simplement à assujettir les agriculteurs en les mettant à leur
3617 service. La semence est la base de toute activité agricole¹⁰³. Avec la semence transgénique dont le fruit est
3618 parfois volontairement stérile, les semenciers contrôlent l'amont et l'aval de la production.

3619 - Les OGM ne résolvent pas le problème de la faim dans le monde

3620 La faim et le défaut de souveraineté alimentaire sont d'abord liés au fonctionnement du système
3621 capitaliste qui organise la production, l'accès à l'alimentation et sa distribution. Par ailleurs, les OGM
3622 proposés sont destinés quasi exclusivement à l'exportation ou à l'alimentation du bétail et sont conçus
3623 pour exprimer leur potentiel de production dans les conditions d'une agriculture industrielle qui utilise
3624 généralement beaucoup d'intrants (engrais et pesticides). La promotion des OGM n'améliore donc en rien
3625 la couverture des besoins alimentaires essentiels des populations les plus exposées à la faim out en
3626 menaçant l'environnement.

3627 - La double filière OGM et sans OGM est illusoire

3628 La mise en place d'une filière sans OGM revient à admettre une filière OGM et les risques de transfert
3629 d'une filière à l'autre (pollutions génétiques, mélange lors des manipulations et sur les chaînes de
3630 conditionnement...). L'absence d'évaluations sérieuses et de connaissances sur les risques pour la santé et
3631 l'environnement, l'impossibilité de confiner et tracer les productions ou encore les coûts qu'engendre son
3632 contrôle poussé rendent illégitime la création d'une filière OGM. De surcroît, une telle filière serait
3633 d'autant plus impérialiste qu'elle détruirait toute possibilité de culture biologique à proximité.

3634
3635 - Les OGM présentent des risques pour la santé et l'environnement

3636 Les manipulations génétiques induisent des changements dans le fonctionnement des plantes et
3637 provoquent la synthèse de nouveaux composés potentiellement toxiques dans l'alimentation ainsi que la
3638 dissémination à grande échelle de gènes de résistance, notamment à des antibiotiques couramment utilisés
3639 en santé humaine et animale. Les contrôles de toxicité ou les tests d'allergie sur les aliments issus d'OGM

¹⁰³ Voir notamment les actions de l'association Kokopelli

3640 sont le plus souvent réalisés par les sociétés productrices d'OGM, sont incomplets ou non communiqués
3641 intégralement aux chercheurs, en utilisant le secret commercial.
3642 Mais une étude de 2011 indique que la consommation de céréales ou protéagineux OGM pourrait
3643 provoquer des problèmes de reins et de foie chez les mammifères¹⁰⁴

3644 La plupart des plantes transgéniques commercialisées sont conçues pour produire ou tolérer des pesticides
3645 et des insecticides. Les résidus de ces pesticides sont donc susceptibles de s'accumuler dans la chaîne
3646 alimentaire et d'avoir des effets toxiques à long terme. De plus les pollutions génétiques favorisent
3647 l'apparition de nouvelles espèces envahissantes (véritable menace pour la biodiversité) ou se transmettent
3648 aux bactéries du sol.

3649 Nous proposons des actions proches de celles proposées par la Confédération Paysanne soit :

- 3650 - *L'interdiction du brevetage du vivant : patrimoine inaliénable et commun de l'humanité*
- 3651 - *Un moratoire immédiat sur la commercialisation et la mise en culture des OGM*
- 3652 - *L'arrêt de tous les essais et cultures en milieu ouvert en Europe (sauf expériences en milieu confiné)*
- 3653 - *La prise en compte et un débat public autour des travaux d'évaluations indépendants*
- 3654 - *L'étiquetage et la traçabilité obligatoires sur tous les produits agro-alimentaire. Un régime de*
3655 *responsabilité spécifique aux OGM permettant de poursuivre les auteurs des contaminations*
3656 *(financièrement et juridiquement).*
- 3657 - *Une recherche publique forte, pluridisciplinaire et indépendante*
- 3658 - *Une taxation ou tout autre dispositif permettant d'assurer la protection des productions de qualité,*
3659 *bio et issus de l'agriculture paysanne et nourricière.*

3660
3661
3662
3663
3664
3665
3666
3667
3668
3669
3670
3671
3672
3673
3674
3675
3676
3677
3678
3679
3680

¹⁰⁴ Gilles-Eric Séralini, « Genetically modified crops safety assessments: present limits and possible improvements », dans *Environmental Sciences Europe*, vol. 23, n° 10, 2011

3681 **IVe Droit constituant**

3682 **La Liberté de circulation et d'installation des personnes**

3683

3684 Le quatrième Droit constituant du nouvel espace politique mondial s'appuie sur la Liberté de circulation
3685 et d'installation des personnes.

3686

3687 Les flux migratoires sont avant tout un facteur d'enrichissement culturel et social des pays d'accueil et,
3688 par les échanges qu'ils autorisent, comme un facteur de développement des pays qui nous entourent. La
3689 planète est un patrimoine commun : nul ne choisit ni le lieu ni l'époque, ni le contexte politique,
3690 économique et environnemental de sa naissance.

3691 ***Le droit à la migration est un droit fondamental***

3692 « *Je ne suis ni d'Athènes ni de Corinthe, je suis citoyen du monde* » Socrate

3693

3694 Utopia refuse l'immigration sélective et se positionne en faveur d'une très large ouverture des frontières
3695 aux flux liés à la mobilité des personnes.

3696 Aujourd'hui, cependant, ces flux sont, pour une large part, le résultat de déséquilibres des rapports de
3697 forces entre les pays : l'immigration est à la fois l'occasion, pour les pays du Nord, de s'enrichir en pillant
3698 les ressources humaines et naturelles du Sud et pour les migrants des pays du Sud de fuir des conditions
3699 économiques, et/ou politiques souvent très difficiles voire des situations environnementales intenable du
3700 fait du réchauffement climatique et d'autres catastrophes naturelles.

3701 Utopia souhaite sortir de la logique économique et strictement utilitaire de l'immigration en proposant
3702 une nouvelle approche de la mobilité des personnes entre pays.

3703 Les pressions économiques sur cette mobilité doivent être réduites en rééquilibrant les conditions de
3704 fonctionnement du commerce international, d'une part ; elles doivent être réduites, d'autre part, en
3705 développant des contreparties en direction des pays d'origine (formation au sein de ces pays, aides aux
3706 échanges de coopération, aides en direction d'associations agréées permettant un développement
3707 économique et social effectif dans les pays d'origine...), en privilégiant le soutien aux acteurs locaux.
3708 Une aide possible à ces acteurs pourrait par exemple passer par un abondement sur tous les transferts de
3709 fonds envoyés par les migrants depuis les pays d'accueil vers leur pays d'origine.

3710 Parallèlement à ce nécessaire rééquilibrage dans les bénéfices liés à la mobilité des personnes, la *liberté*
3711 *de circulation et d'établissement* doit être reconnue comme un droit fondamental, conformément aux
3712 articles 13 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. De surcroît, les *mêmes*
3713 *droits fondamentaux* que pour les citoyens nationaux doivent être octroyés aux immigrés.

3714 La reconnaissance de ces droits fondamentaux appelle un ensemble de mesures concernant les étrangers
3715 déjà présents sur le territoire et ceux qui sont amenés à y entrer.

3716 La transition vers une nouvelle politique migratoire ouverte et humaniste implique ainsi une
3717 régularisation de tous les sans papiers actuellement sur le territoire français (dont beaucoup sont exploités
3718 du fait de leur absence de statut), une dépénalisation du séjour irrégulier, l'instauration d'un caractère
3719 suspensif à tout recours des sans-papiers et l'abolition de toute forme de rétention administrative. Les
3720 restrictions au regroupement familial doivent être abandonnées. Enfin, une lutte sans merci doit être
3721 menée contre les entreprises des pays d'accueil qui cherchent à exploiter l'immigration clandestine et
3722 contribuent en premier lieu à appeler ces immigrants.

3723 L'ensemble des migrants actuellement en France doit disposer, sur simple demande, d'une autorisation de
3724 séjour et de travail de longue durée (titre de séjour unique et renouvelable). Un éventuel refus, motivé, ne
3725 pourra être justifié que par les risques avérés que ce migrant ferait courir à la nation ou aux personnes.

- 3726 Des formations spécifiques d'adaptation doivent être proposées (enseignement linguistique, formations
3727 complémentaires) ainsi que les conditions d'une intégration à la vie de la cité (dont le droit de vote
3728 immédiat aux élections locales, et par la suite à l'ensemble des élections, l'intégration au monde
3729 associatif...).
- 3730 Des actions volontaristes de coopération avec les pays en développement seront favorisées, non
3731 seulement sur les questions économiques mais également sur l'ensemble des dimensions humaines et
3732 sociales. Elles impliqueront, sur la base du volontariat, les migrants et les associations qui le souhaitent.
- 3733 Ces actions compléteront l'aide publique au développement (financière et technologique) qui devra être
3734 accrue en direction des pays les plus pauvres, et atteindre au moins le 0,7 % du PIB comme s'y sont
3735 engagés depuis de nombreuses années tous les gouvernements des pays de l'OCDE, dont la France.
- 3736 La politique migratoire ouverte et humaniste en faveur de laquelle se positionne Utopia est nécessaire et
3737 réaliste, comme l'attestent plusieurs travaux de recherche¹⁰⁵.
- 3738 Elle est d'abord nécessaire parce que les pays riches ont très largement contribué - à travers un nouvel
3739 ordre économique mondial encore plus déséquilibré de celui d'avant les années 1990 - à créer une
3740 « pression migratoire » et à l'alimenter, rendant inopérante et surtout injuste toute politique de restriction
3741 migratoire. Les pays riches ont en effet développé bien davantage l'ouverture aux échanges de
3742 marchandises et de flux financiers que les possibilités de migration, tout en tirant davantage de bénéfices
3743 de ces échanges au détriment des pays les plus pauvres, notamment en Afrique.
- 3744 De plus, de nombreuses entreprises, au sein des pays riches, ont contribué dans ces mêmes pays à
3745 développer l'exploitation d'un travail clandestin et à encourager les conditions de ce qu'on peut qualifier
3746 d'esclavagisme moderne, comme elles ont été à l'origine de sorties importantes de ressources financières
3747 de pays pauvres, notamment à travers la prise de contrôle de sociétés importantes dans ces pays, surtout
3748 dans les secteurs des services de base (tels que la distribution d'eau ou les télécommunications) et les
3749 mines. Enfin, les pays riches ont aggravé la situation en baissant leurs aides aux pays en développement
3750 depuis les années 1990.
- 3751 Pour ces raisons, une politique migratoire ouverte et humaniste est plus nécessaire que jamais. Elle est
3752 aussi réaliste. Réaliste parce que la plupart des études menées sur cette question montrent que les appels
3753 d'air qu'une telle politique engendrerait seraient minimes et qu'elle accélérerait au contraire le
3754 développement des pays d'origine et les incitations des migrants à rester ou à retourner dans leurs pays.
3755 Les migrants accueillis dans de bonnes conditions, qu'ils soient qualifiés ou non, maintiennent des liens
3756 forts, humains et économiques, avec leur pays d'origine.
- 3757 Les migrants les plus qualifiés, de plus en plus numériquement dominants parmi les migrants des pays les
3758 plus pauvres, sont amenés à coopérer, à faire des allers-retours entre leur pays d'accueil et d'origine, à y
3759 réaliser des investissements lorsqu'ils bénéficient de statuts de long terme, plus stables et protecteurs de
3760 leurs droits. Parallèlement, les politiques migratoires qui acceptent les migrants peu qualifiés favorisent
3761 les transferts de fonds vers les pays d'origine et donc, le plus souvent, le développement d'activités
3762 économiques et sociales au niveau local. En effet, ces transferts, qui représentent aujourd'hui bien plus
3763 que l'aide directe aux pays en développement, sont relativement plus le fait des migrants non qualifiés
3764 que des migrants qualifiés.
- 3765 Parce que la politique de l'immigration est un enjeu majeur pour nos sociétés, Utopia souhaite défendre et
3766 argumenter la nécessité, pour les pays riches comme pour les pays pauvres, de s'orienter vers une
3767 politique ouverte, humaniste et bénéficiaire pour tous (personnes migrantes et Etats d'origine et de
3768 destination) des migrations.
- 3769
- 3770 ***Dix points clés pour instaurer un véritable partenariat de développement entre pays d'origine et pays***
3771 ***d'accueil***

¹⁰⁵

Travaux coordonnés par El Mouhoub Mouhoud (économiste).

3772

3773 Il n'est pas acceptable que l'aide au développement soit conditionnée par la gestion des flux migratoires,
3774 en particulier dans le cas des pays les moins avancés. A ce titre, une distinction claire doit être faite entre
3775 les instruments financiers destinés à la coopération avec les pays tiers en matière de gestion et de
3776 limitation des flux migratoires, vers l'Union européenne notamment, et ceux propres à la coopération et
3777 au développement. Eviter ces liaisons dangereuses et les nouvelles formes de conditionnalités qui
3778 s'expriment sous la forme « d'invitation à la bonne gouvernance », dans un dialogue politique au rapport
3779 de forces pourtant déséquilibré, tel est l'enjeu mis en évidence par les politiques liant migrations et
3780 développement, *a fortiori* dans un contexte politique international marqué par l'échec du modèle de
3781 développement dominant.¹⁰⁶

3782 Ce partenariat de développement (plutôt que co-développement, dont la connotation politique est de plus
3783 en plus biaisée sécuritaire et/ou "assistance décentralisée") doit s'appuyer sur les dix points suivants :

- 3784 1. un encouragement des migrations temporaires (études, bourses, échanges de savoirs ...) dans la
3785 mesure où celles-ci s'inscrivent dans une logique d'allers-retours entre pays d'accueil et pays
3786 d'origine et où, par des facilitations aux aller/retours entre pays d'origine et de destination, elles
3787 favorisent le développement des régions d'origine et le retour des personnes qui le souhaitent
- 3788 2. un développement des échanges d'éducateurs, d'enseignants, d'artistes, etc.. sur la base de projets
3789 bilatéraux ou multilatéraux, une reconnaissance réciproque des diplômes ...
- 3790 3. l'attribution à chaque fois que cela est demandé par les personnes d'un statut sûr reposant sur le
3791 droit durable au séjour et à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Ce n'est en effet
3792 que sur la base d'un statut stable et de longue durée que les immigrés installés peuvent
3793 entreprendre des coopérations durables avec leur pays d'origine. La double nationalité pourra être
3794 accordée, après une durée raisonnable (ce peut être 5 ans) de résidence, aux étrangers attestant
3795 d'une maîtrise minimum de la langue nationale, ouvrant ainsi le droit de vote à l'ensemble des
3796 élections.
- 3797 4. des facilités accordées aux migrants issus des pays en développement pour effectuer des transferts
3798 de fonds. Les études montrent en effet que ces transferts constituent un mode privilégié de
3799 coopération avec leur pays d'origine, notamment pour les personnes moins qualifiées. Il s'agit
3800 donc de limiter les frais liés à ces transferts, de favoriser des transferts collectifs, via des
3801 associations porteuses de projets locaux, et d'inciter les immigrés, notamment par une fiscalité
3802 adaptée, à investir dans leur pays d'origine de manière coordonnée avec les besoins du pays.
- 3803 5. un abondement public à destination de coopératives ou associations agréées, à hauteur des
3804 montants transférés par les migrants, pourra également renforcer ce mode de coopération. Les
3805 frais de sécurisation des transferts de fonds des migrants à leurs familles doivent enfin être réduits.
- 3806 6. le refus de la marchandisation du vivant et la garantie de l'accès aux soins et aux médicaments au-
3807 delà de toute logique marchande et/ou sécuritaire.
- 3808 7. le renoncement de l'Union européenne à ses aides à l'exportation de matières agricoles ou de
3809 produits entrant en concurrence avec les productions locales (notamment vivrières) des pays en
3810 développement, afin que les producteurs locaux puissent développer des activités génératrices de
3811 revenus et d'emplois. L'UE devra favoriser le rééquilibrage des balances commerciales et aider à
3812 l'annulation de la dette des pays les plus pauvres.

¹⁰⁶ D'après « Migrations et développement : le nouveau binôme des relations Nord-Sud » dans *Cahiers de la coopération internationale*, n° 10, mars 2009. <http://www.cncd.be/spip.php?article541>

« Accords de réadmission, « liaisons dangereuses » entre aide au développement et gestion des flux migratoires » (03/04/2009), « Accords de réadmission ou chantage à l'expulsion ? » (27/11/2009), tels sont quelques-uns des thèmes de travail actuels du Réseau Migreurop qui en disent plus que tout discours.

- 3813 8. la mise en place et le soutien par la communauté internationale d'une véritable souveraineté
3814 alimentaire permettant à chaque pays de protéger sa production interne et pour certains, de
3815 sauvegarder certaines ressources pour eux vitales, telles que les ressources halieutiques largement
3816 surexploitées, souvent sans aucune contrepartie ou contrôle, par des flottes venues de pays
3817 industrialisés.
- 3818 9. l'encouragement décisif pour les années à venir de partenariats entre les collectivités locales et les
3819 associations de solidarité et de développement internationales.
- 3820 10. enfin, la mise en place d'une politique de naturalisation plus généreuse.

3821 Ces mesures donneraient du sens à la classique et trop capricieuse « aide au développement financière et
3822 technologique » qu'il faut faire évoluer vers une véritable coopération solidaire. L'aide doit être accrue
3823 sélectivement en direction des pays qui en font réellement bénéficier leurs populations.

3824 Une telle orientation, prenant à contre-pied les pratiques caractéristiques de la Françafrique, exclurait les
3825 versements à fonds perdus au profit de ces gouvernements corrompus dont la France a favorisé la mise en
3826 place, qu'elle s'obstine à soutenir, tout en sachant qu'ils dérivent vers des paradis fiscaux les richesses
3827 spoliées à leurs peuples à travers une économie de rente, pétrolière, minérale ou forestière qui ne fait
3828 qu'exploiter les ressources naturelles de l'Afrique au profit de grands groupes privés internationaux sans
3829 aucun retour significatif sur les populations du sud. Et les pays de la Françafrique ne sont pas les seules
3830 autocraties au monde à bénéficier d'un réel soutien de la diplomatie française, la Chine en est un autre
3831 exemple.

3832 Il est urgent de mettre fin à cette complicité avec des dictateurs qui contribue à la paupérisation du plus
3833 grand nombre et au désespoir de tous ceux qui, dans ces pays, luttent pour tenter d'ouvrir des perspectives
3834 démocratiques, seule porte d'accès aux biens et services publics qui leurs sont actuellement refusés.

3835 C'est bien quand on est privé de ses droits fondamentaux que l'on est incité/forcé à émigrer.

3836 Pour prendre un tel virage, la politique étrangère de coopération de la France devra sortir de l'opacité qui
3837 favorise les connivences criminelles et l'indifférence de nos concitoyens.

3838 Un premier pas dans ce sens consisterait à en faire l'objet d'un rapport annuel devant le Parlement, en vue
3839 d'un début de contrôle démocratique.

3840

3841

3842 **Le Mouvement Utopia propose la mise en place d'un passeport de citoyenneté universelle**

3843

3844 Le passeport de citoyenneté universelle est un « outil politique » qui pourrait permettre de faire avancer le
3845 Droit à la liberté de circulation et d'installation.

3846 Il s'agirait d'un document « officiel » délivrés par des Etats favorables à la Citoyenneté Universelle via
3847 leurs ambassades dans tous les pays du monde. Ce document, d'une valeur symbolique, ne donnerait donc
3848 pas forcément accès des droits particuliers pour celui qui l'obtient.

3849 A l'intérieur de ce passeport, figure un texte rappelant les principes de base de la Citoyenneté Universelle,
3850 signé par deux «réseaux d'acteurs»: La société civile (ONG, artistes, chercheurs, etc.) et des
3851 organisations et mouvement politiques (voire des collectivités locales).

3852 L'objectif est de créer un rapport de force favorable à la citoyenneté universelle sur tous les territoires.

3853 Enfin, les Etats signataires engageront des négociations multilatérales afin que les principes de la

3854 citoyenneté universelle et les droits associés s'appliquent pour les ressortissants des Etats ayant reconnu
3855 et délivrés ces passeports.

3856 Le projet de Passeport de Citoyenneté Universelle a été présenté pour la première fois au Forum Social
3857 Mondial de Dakar (lors de la proclamation de la Charte Mondiale des Migrants sur l'Ile de Gorée tout
3858 d'abord puis dans plusieurs ateliers du FSM).Plusieurs organisations ont apporté leurs soutiens à ce projet
3859 (Secours Catholique, charte mondiale des migrants, France-Libertés, Emmaus International...).

3860 Les différentes assemblées de Convergence pour l'Action ainsi que la déclaration à la tribune de
3861 conclusion du Forum ont soutenu l'initiative dans leur déclaration finale.

3862 A ce jour, 2 gouvernements favorables à la Citoyenneté Universelle ont été sollicités pour délivrer ces
3863 passeports via leurs ambassades : Le Gouvernement d'Equateur et le gouvernement de Guinée.

3864 Les gouvernements sollicités sont très intéressés par cette proposition sans avoir donné de réponse
3865 définitive pour le moment....

3866

3867

3868

3869

3870

3871

3872

3873

3874

3875

3876

3877

3878

3879

3880

3881

3882

3883

3884

3885

3886

3887 **Ve Droit constituant**

3888 **Le développement de nouveaux espaces de démocratie**

3889

3890 Le cinquième Droit constituant du nouvel espace politique mondial est basé sur le développement de
3891 nouveaux espaces de démocratie.

3892

3893 La refondation de la démocratie à tous les échelons interroge sur les différentes formes de citoyenneté, sur
3894 le rapport au temps, sur la place des femmes dans la société.

3895

3896 **Pour une refondation de la démocratie et de la citoyenneté**

3897

3898 **1.2 Démocraties malade et absence de démocratie**

3899

3900 Alors que de nombreux peuples expriment leur désir de démocratie dans le monde arabe, en
3901 Asie, en Afrique, les « démocraties » occidentales apparaissent plus malades que jamais. Les
3902 taux d'abstention sont élevés presque partout atteignant même 50% aux Etats-Unis pour une
3903 élection aussi importante que la présidentielle. La défiance à l'égard du politique est grande et
3904 l'implication populaire limitée. Loin des votes d'adhésion, les partis apparaissent trop souvent
3905 comme des instruments au service de carrières qui, à force de durer, finissent par entretenir une
3906 confusion entre intérêt général et intérêts privés. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant
3907 que l'apparence de « démocratie » qui caractérise les pays occidentaux entraîne une réaction
3908 favorable aux populismes, au détriment des débats argumentés. Les media et sondages
3909 participent de la manipulation des masses. Le débat est atrophié. Et finalement la démocratie
3910 apparaît davantage inféodée aux intérêts « supérieurs » des détenteurs du capital qu'objet
3911 d'émancipation : dans beaucoup de pays du monde, les peuples sont appelés à payer pour les
3912 dérives d'une économie financiarisée, qui conduit les gouvernements à privatiser les biens
3913 communs et à réduire les services publics, à revenir sur les acquis sociaux des luttes antérieures.
3914 Si la démocratie était vivante, jamais elle n'aurait pu se résoudre à privatiser les bénéfiques et
3915 socialiser les pertes. La crise a démontré qu'elle ne l'était pas.

3916

3917 Pour autant, certaines avancées, même imparfaites, existent. Le processus constituant et la
3918 nouvelle constitution équatorienne qui en a découlé (en 2008) sont exemplaires à plus d'un
3919 titre, de même que la possibilité qui a été offerte à l'opposition vénézuélienne de convoquer un
3920 referendum révocatoire en 2004 ou le rôle joué par la société civile dans l'élection d'un indigène
3921 à la Présidence de la Bolivie en 2005. Comment ne se sentirait-on pas également stimulé par
3922 l'expérience de l'Islande en 2011 qui, après avoir sombré dans les pires dérives du système
3923 financier, choisit un mode participatif « en ligne », pour écrire avec les citoyens une nouvelle
3924 constitution ? Comment ne pas être sensibles aux craintes qui envahissent les dictatures du
3925 monde à l'évocation du printemps arabe de 2011 ? Chacune de ces avancées a évidemment ses
3926 limites, que l'épreuve de la réalité et du pouvoir a mis en évidence. Ce qui rend d'autant plus
3927 impérieuse la nécessité d'approfondir le processus démocratique et la réflexion sur les
3928 institutions susceptibles de l'accompagner et de donner réellement le pouvoir au peuple.

3929

3930 Entre absence de démocratie, démocraties malades et sursauts démocratiques, il apparaît
3931 notamment inconcevable d'envisager la constitution d'un nouvel espace politique mondial sans

3932 repenser profondément les espaces de la démocratie. En ce sens, les démocraties occidentales ne
3933 peuvent apparaître comme des modèles à suivre. C'est à cette refondation démocratique
3934 qu'Utopia appelle les peuples du monde, en tirant les enseignements des avancées
3935 démocratiques récentes et de leurs limites.

3936

3937 **1.3 La refondation démocratique au cœur d'un projet d'émancipation** 3938 **et de transformation sociale**

3939

3940 La démocratie désigne communément un régime fondé sur la souveraineté populaire, c'est-à-
3941 dire, selon la formule d'Abraham Lincoln « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le
3942 peuple ». Cette appropriation de la politique par les citoyens s'oppose donc à l'idée de dictature
3943 d'un homme ou d'une oligarchie. De même qu'elle n'est pas compatible avec un pouvoir
3944 héréditaire. La démocratie s'appuie en revanche sur des principes dont les plus fondamentaux
3945 sont le respect des droits et donc des libertés individuelles et collectives et l'égalité des membres
3946 qui la composent. C'est sur deux principes indissociables que la démocratie doit mettre en place
3947 des institutions, plus ou moins formelles, visant à organiser les modes de délibération et les
3948 processus de prise de décision.

3949

3950 La démocratie est à la fois un outil et un objectif. Elle doit être au cœur du projet d'émancipation
3951 (c'est-à-dire d'abolition des logiques de domination des êtres humains) et de transformation
3952 sociale promu par les mouvements altermondialistes et écologistes. Elle doit être défendue
3953 comme une valeur universelle qui, si elle ne signifie pas uniformisation des régimes et
3954 institutions, donne à l'individu des droits, protège les minorités et combat les aliénations. La
3955 démocratie doit constituer le pivot de la transformation de nos sociétés.

3956

3957 Pour être au cœur d'un projet d'émancipation, l'espace de la démocratie doit concerner
3958 l'ensemble de la vie publique, à la seule exclusion de la vie privée. La vie publique doit être ici
3959 comprise au sens large : elle intègre évidemment les différentes sphères politiques locales et
3960 régionales mais aussi les décisions prises à l'échelle du monde. La refondation démocratique
3961 doit donc être pensée aux différents échelons de la société. Ces espaces de démocratie doivent se
3962 donner les moyens d'impliquer les citoyens, de penser les modalités du contrôle et de l'initiative
3963 populaires, de déployer des contre-pouvoirs. La refondation démocratique doit enfin se penser
3964 sans hégémonie : tout en défendant certains principes que nous considérons universels, notre
3965 projet est aussi celui qui accepte et valorise les différences culturelles, qu'elles concernent les
3966 modes de vie ou les formes institutionnelles et d'organisation politiques et sociales. Au-delà de
3967 son expression politique et institutionnelle, la démocratie doit donc être pensée de manière
3968 englobante, à l'ensemble des échelons de notre société, dans le respect des droits individuels et
3969 collectifs.

3970

3971 S'il ne s'agit pas de proposer un modèle unique et si chaque société et peuple, en fonction de son
3972 histoire et de sa culture, peut organiser ses institutions comme il l'entend, en aucun cas nous ne
3973 devons accepter des systèmes politiques reposant sur des « traditions » qui nieraient à l'individu
3974 ses droits élémentaires, tels qu'établis par la Déclaration universelle des droits de l'Homme de
3975 1948.

3976

3977 Il convient, pour faire du projet démocratique un projet d'émancipation et de transformation
3978 sociale, de dépasser les formes dominantes de la démocratie, consistant à déléguer, pour la
3979 longue période d'un mandat, son pouvoir à un « représentant ». C'est pourtant la pratique

3980 courante dans les démocraties occidentales, dans le cadre des institutions politiques, comme
3981 dans celles de la société civile (syndicats, associations...). Ne tombons pas non plus dans le piège
3982 d'une démocratie qui, pour se prétendre « participative », ne serait qu'au mieux
3983 « consultative ».

3984

3985 Dans cette perspective, l'idée de « délégation » des pouvoirs doit prendre un tout autre sens que
3986 celui qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui. Il ne doit plus s'agir de déléguer des pouvoirs à des
3987 « représentants » sans contrôle ni intervention dans leurs décisions. Mais de construire les
3988 conditions d'une organisation sociale dans laquelle les citoyens se répartissent les champs
3989 d'intervention, participent aux débats, formulent des propositions et remettent en cause des
3990 décisions ou des dirigeants non respectueux de la volonté populaire.

3991

3992 Dans une démocratie vivante, cette répartition doit conduire chacun à participer à la vie de la
3993 cité selon ses priorités et centre d'intérêts, déléguant de fait à d'autres le soin de s'intéresser aux
3994 questions qu'il n'a pas lui même le temps ou l'envie d'aborder.

3995

3996 D'où l'importance du tissu associatif (et de son fonctionnement démocratique !) pour organiser
3997 les débats entre citoyens et leur dialogue avec d'autres parties prenantes de la société (élus et
3998 dirigeants, acteurs économiques et sociaux...) en vue de produire un contrôle constructif des
3999 institutions démocratiques.

4000

4001 Il s'agit en somme de « socialiser la politique » comme nous appelons à « socialiser l'économie »
4002 : la démocratie est un bien commun, pas une affaire d'experts ou de professionnels. Charge aux
4003 citoyens de construire les institutions qui feront de chacun un sujet politique à part entière.

4004

4005 **1.4 Redéfinir la citoyenneté**

4006

4007 Construire la démocratie suppose donc de repenser la citoyenneté et les institutions qui
4008 permettent l'exercice de la démocratie. Utopia défend le principe d'une citoyenneté universelle
4009 qui fait de l'ensemble des citoyens du monde des co-responsables, acteurs et décideurs de notre
4010 avenir commun.

4011

4012 Utopia réaffirme également que, outre la liberté de circulation et d'installation qui fonde la
4013 citoyenneté universelle, chaque individu doit être considéré comme citoyen des entités
4014 politiques relatives à son lieu de résidence, indépendamment de son lieu de naissance ou de
4015 celui de ses parents. Dans les différents espaces politiques inter-régionaux, régionaux ou locaux,
4016 est considéré comme citoyen tout individu qui y réside depuis au moins deux ans. Les individus
4017 appartenant à des populations nomades seront considérés comme citoyens des espaces
4018 politiques sur lesquels ils auront cumulé cinq années de résidence. Chaque citoyen sera
4019 automatiquement inscrit sur les listes électorales.

4020

4021 Chaque citoyen dispose des droits et est soumis aux devoirs en vigueur dans ses espaces
4022 politiques de résidence. Dès sa majorité, il peut participer aux votes et décisions qui concernent
4023 les problématiques mondiales, dans le cadre des institutions planétaires et des espaces
4024 politiques dont il est citoyen.

4025

4026 2 **Repenser les espaces de démocratie à l'échelle du monde**

4027

4028 Le respect des droits fondamentaux et la capacité, pour les êtres humains, de prendre en charge
4029 leur destin individuel et collectif nécessite de dépasser les cadres actuels de la démocratie. Le
4030 cadre des Etats-Nations et la construction des frontières qui en découle doivent être repensés
4031 pour privilégier une autodétermination des peuples, ouverte aux autres et consciente des enjeux
4032 qui fondent notre destin commun.

4033

4034 Les principes démocratiques, à travers le respect conjoint des droits fondamentaux, de l'égalité
4035 entre citoyens et des principes élémentaires de justice sociale, doivent irriguer les différents
4036 échelons de la société. La démocratie doit être construite aux niveaux local, régional, inter-
4037 régionale et mondial. En dépassant le périmètre politique de l'Etat-Nation, nous appelons à
4038 organiser la démocratie non seulement autour de regroupements géographiques et culturels
4039 mais également de regroupements politiques. Ces regroupements entre régions du monde
4040 permettront, au-delà des éloignements et des différences culturelles, de porter des options
4041 politiques et des causes communes et de valoriser l'interculturalité. C'est par la défense de la
4042 démocratie à ces différents échelons et l'établissement de mécanismes permettant leurs
4043 interactions que nous participeront à la construction d'une démocratie et d'une citoyenneté
4044 mondiales.

4045

4046 L'avènement d'une démocratie mondiale est indissociable du développement de la démocratie
4047 aux différents niveaux de la société : une démocratie mondiale ne pourra exister que si la
4048 démocratie existe localement et régionalement. Inversement, la gestion des ressources
4049 naturelles, de l'environnement et des conflits est nécessairement mondiale.

4050

4051 Si la défense de la démocratie relève de la défense de valeurs que nous considérons universelles,
4052 les institutions qui permettent de la mettre en œuvre peuvent être fondamentalement
4053 différentes en fonction des contextes culturels et historiques qui caractérisent les populations.
4054 Nous sommes ainsi convaincus qu'il n'existe pas un modèle idéal d'institution démocratique et
4055 que la démocratisation de nos sociétés relève d'un processus dont l'évolution dépend des
4056 populations et des rapports de force politiques et sociaux. Cependant, nous sommes également
4057 convaincus que le processus ne progressera qu'en établissant des objectifs et en dessinant le
4058 contours d'institutions qui, en l'état de nos réflexions, correspondent le mieux à nos aspirations
4059 démocratiques.

4060

4061 Il s'agit pour nous de bâtir les fondements d'une démocratie qui, non seulement formelle, soit
4062 aussi réelle : que signifierait, en effet, une démocratie formelle si les citoyens ne participaient
4063 pas ou ne croyaient plus en leurs capacités de construire leur destin collectif ?

4064

4065 **2.1 Penser la démocratie mondiale**

4066

4067 L'échelle du monde est celle des grands enjeux nécessitant des délibérations planétaires. Ces
4068 enjeux concernent la gestion des biens communs (à commencer par l'environnement et
4069 certaines ressources naturelles essentielles à la vie), la paix, le respect des droits fondamentaux
4070 ou la régulation des échanges. Des institutions démocratiques au niveau mondial doivent
4071 permettre d'y répondre.

4072

4073 Nous appelons pour cela à la mise en œuvre, au niveau planétaire, d'un processus constituant.
4074 La rédaction de la Constitution d'un nouvel espace politique mondial établira les libertés
4075 inaliénables, principes fondamentaux et institutions sur lesquelles reposera la démocratie
4076 mondiale. Elle consacrera les droits de l'Homme et notamment la liberté de circulation et
4077 d'installation des individus sur l'ensemble de la planète et un accès universel aux droits et
4078 besoins fondamentaux. Elle inscrira au cœur du droit mondial le principe de souveraineté
4079 alimentaire, consacrera le patrimoine environnemental en établissant des droits de la nature et
4080 établira les principes démocratiques élémentaires que tout espace politique se doit de respecter.

4081

4082 Les institutions de ce nouvel espace politique mondial seront conçues pour dépasser l'approche
4083 actuelle agrégeant les Etats-Nations. Cet espace sera fondé sur les nouveaux espaces de
4084 démocratie et le pouvoir des citoyens du monde.

4085

4086 Dans l'intervalle de la mise en place de ce processus et de son aboutissement, nous militons
4087 pour une réforme profonde de l'ONU afin d'intégrer certaines de nos aspirations démocratiques
4088 dans le cadre des institutions actuelles (cf. encadré).

4089

4090 ***2.2 Des espaces politiques régionaux et inter-régionaux***

4091

4092 La lutte des peuples contre l'oppression et pour l'auto-détermination ont été et restent des
4093 enjeux majeurs. La démocratie doit donner droit aux aspirations des peuples à vivre dans le
4094 contexte culturel et géographique qu'ils choisissent, sous réserve du respect des droits
4095 fondamentaux individuels et collectifs de l'ensemble des citoyens. Ces espaces devront être
4096 pensés, non comme des replis communautaires, mais comme les composantes culturelles et
4097 politiques d'une planète ouverte dont il convient de valoriser la diversité.

4098

4099 Les espaces régionaux pourront être des pays, ou tout autre regroupement géographique
4100 permettant à des communautés culturelles ou politiques de s'organiser selon le mode de vie
4101 qu'elles auront choisi. Les espaces politiques inter-régionaux regrouperont des espaces
4102 régionaux dont l'unité tient aux convergences politiques plus qu'à leur proximité géographique.

4103

4104 Ces espaces politiques sont les échelons de la démocratie pertinents pour décider de l'essentiel
4105 des lois, de la redistribution des richesses entre individus, de l'organisation sociale ou de la
4106 régulation économique régionale. Ils sont les espaces pertinents pour penser et mettre en œuvre
4107 la relocalisation des activités économiques, la souveraineté alimentaire, l'accès aux droits et
4108 besoins fondamentaux ou l'accueil des migrants. Ces espaces constituent enfin des parties
4109 prenantes naturelles des institutions de la démocratie mondiale et des relations planétaires.

4110

4111 ***2.3 Les espaces de la démocratie locale***

4112

4113 La démocratie locale est enfin celle qui, parce qu'elle se bâtie au plus près des citoyens, peut
4114 réagir plus rapidement et contribuer à améliorer très directement les conditions de la vie
4115 quotidienne. C'est aussi l'échelon que les citoyens peuvent investir le plus facilement. En effet, la
4116 démocratie locale concerne à la fois le rôle des citoyens dans l'activité économique et le

4117 fonctionnement des institutions politiques locales.

4118

4119 Pour que les citoyens soient actifs et la démocratie vivante, la citoyenneté locale doit être
4120 encouragée en conférant aux collectivités locales d'importants pouvoirs, selon un principe de
4121 subsidiarité. Une place significative doit également être laissée aux expérimentations sociales à
4122 petite échelle. C'est en effet au niveau local, plus qu'à tout autre, que les formes d'organisation
4123 diffèrent naturellement le plus les unes des autres : les institutions tribales ou indigènes, de
4124 même que les collectivités locales républicaines, peuvent constituer des formes légitimes de
4125 démocraties si elles respectent les droits individuels et collectifs fondamentaux. La vitalité
4126 démocratique dépend alors, en premier lieu, de la capacité des institutions à impliquer la
4127 population dans la vie de la cité et du groupe, d'en recueillir les propositions et de doléances et
4128 de les considérer effectivement.

4129

4130 Au-delà de l'organisation économique et sociale locale, ces démocraties de proximité doivent
4131 aussi servir d'interface avec les autres échelons démocratiques (régionaux, inter-régionaux et
4132 mondiaux) qui, en contrepartie, peuvent constituer des instances de recours en cas de non
4133 respect des droits individuels et collectifs ou des règles établis par au sein de la démocratie
4134 mondiale. Certains pays ont démontré leur capacité à innover dans le domaine. Le récent
4135 processus constituant en Equateur (établie dans la petite ville de Montecristi, avec des séances
4136 itinérantes visant à rencontrer les différentes populations, la possibilité offerte aux citoyens de
4137 faire remonter des propositions et d'en suivre, sur Internet, le cheminement au sein de
4138 l'Assemblée) forme une expérience dont il faut pouvoir tirer des enseignements. Il en va de
4139 même de l'usage des réseaux sociaux pour rédiger la Constitution de l'Islande après l'éclatement
4140 de la crise financière.

4141

4142

4143 3 **Penser des institutions pour une démocratie vivante**

4144

4145 Pour dépasser le caractère essentiellement délégataire des démocraties occidentales, la
4146 souveraineté populaire doit être dotée d'un pouvoir de contrôle et d'initiative, à chacun des
4147 échelons démocratique considéré (du local au mondial). Ce pouvoir, comme celui des
4148 représentants politiques, doit être encadré par des institutions et contre-pouvoirs qui en limitent
4149 les possibles dérives.

4150

4151 Si nous ne considérons pas qu'un même modèle peut s'appliquer à toutes les époques, à tous les
4152 pays, indépendamment des histoires et des cultures locales, nous souhaitons en revanche
4153 défendre le caractère universel de certains principes et mettre en débat des propositions
4154 institutionnelles.

4155

4156 **3.1 Un quatrième pouvoir : initiative et contrôle citoyens**

4157

4158

4159

4160 *Des assemblées élues de « représentants politiques », à la fois gouvernables et régulièrement*
4161 *renouvelées.*

4162

4163 En établissant les rapports de force au sein de la société, en matérialisant l'état des convictions à
4164 l'issue d'un débat démocratique, l'élection nous semble une dimension cruciale de la démocratie.

4165

4166 C'est la raison pour laquelle nous défendons le maintien (ou, le cas échéant, la mise en place)
4167 d'assemblées de « représentants politiques », élues au suffrage universel direct, dans le cadre de
4168 scrutin de listes permettant de dégager des majorités politiques.

4169

4170 Il conviendra également d'*interdire le cumul simultané de mandats et de limiter leur cumul*
4171 *dans le temps*. Les institutions doivent être pensées afin que les partis ne constituent pas des
4172 enjeux de « carrière » pour des « professionnels de la politique ». Elles doivent contribuer à la
4173 déconcentration des pouvoirs, à la multiplication des lieux de délibération et de décision, ainsi
4174 qu'au renouvellement régulier de nos représentants. Dans les chambres traditionnelles de
4175 représentants élus au suffrage universel, nous plaçons pour la limitation à deux mandats au
4176 plus (si la durée des mandats est inférieure ou égale à cinq ans) et à un mandat unique (si le
4177 mandat est plus long).

4178

4179 Les représentants seront forcément élus par « ticket paritaire » afin d'assurer une égale
4180 représentation entre hommes et femmes.

4181

En France, vers une véritable VI^{ème} République

4182 La Constitution française de 1958 est aujourd'hui en fin de vie. La nécessité d'en changer est ressentie
4183 par beaucoup et la gauche, quand elle fut au pouvoir, n'a guère brillé par son audace. Résultat, à
4184 l'exception des élus locaux, le fossé ne cesse de se creuser entre les citoyens et la classe politique.
4185 Pourtant, le débat sur la constitution européenne a montré que les citoyens pouvaient s'impliquer et se
4186 passionner pour ces questions.

4187 Utopia prend acte de cette volonté mais aussi de la dérive monarchiste ou bonapartiste qui caractérise de
4188 plus en plus le régime présidentiel actuel.

4189 Utopia propose la suppression pure et simple du poste de président de la République.

4190 Nous proposons en effet un Premier ministre, élu par les parlementaires, qui devra constituer un
4191 gouvernement. Celui-ci ne pourra être renversé que par une majorité de députés sans pour autant revenir à
4192 l'instabilité gouvernementale de la 4^e République, le scrutin parlementaire restant principalement
4193 majoritaire.

4194 Utopia considère, contrairement à la pensée actuellement dominante, que l'existence d'un président de la
4195 République élu au suffrage universel est paradoxalement une régression démocratique.

4196 A première vue, notamment en regard des taux de participation lors de la dernière élection présidentielle,
4197 on pourrait croire que cette élection permet aux citoyens de se réapproprier le champ du politique. Mais
4198 chacun a pu voir qu'à 6 semaines d'intervalles, le taux de participation a chuté de plus de 20 points.

4199 L'élection et la fonction du président de la République ont de fait quatre principaux défauts :

- 4200 - l'archaïsme car elles font appel à un esprit monarchique (la rencontre d'un homme avec son peuple) ;
4201 - le pouvoir exorbitant accordé à un homme en dehors de tout principe de responsabilité et de contrôle.
4202 D'un point de vue républicain, le mythe régressif de l'homme providentiel est d'un grand danger
4203 démocratique ;
4204 - la délégitimation de la démocratie représentative : le Parlement ne devient qu'une courroie de
4205 transmission d'un exécutif totalement subordonné au Président ;

4206 - la lecture d'une orientation politique à travers un seul individu aboutit à une « peoplelisation » du
4207 champ politique. La télévision privilégie l'émotion à l'information et devient l'instrument décisif de
4208 l'élection. Elle impose souvent superficialité et démagogie. On assiste alors à une sorte de « star
4209 académie » politique, où les candidats s'éliminent sous la pression d'une démocratie d'opinion.

4210
4211
4212 *Un quatrième pouvoir : contrôle et initiative citoyens*

4213
4214 A côté des assemblées « politiques », le pouvoir de « contrôle citoyen » aura deux dimensions :
4215 l'une se concrétisera par des assemblées « citoyennes » ayant vocation de discuter des lois et/ou
4216 de contrôler les décisions des exécutifs, selon l'échelon démocratique concerné (local, régional,
4217 inter-régional ou mondial), l'autre reposera sur la possibilité de convoquer des référendums
4218 révocatoires d'initiative populaire. Le pouvoir d'« initiative citoyenne » sera encadré par
4219 l'organisation de « conventions citoyennes ».

4220
4221
4222 Des assemblées tirées au sort de « représentants des citoyens », comme contre-pouvoir
4223 des représentants élus

4224
4225 Il ne suffira cependant pas de renouveler les représentants au sein de la représentation politique
4226 pour refonder la démocratie.

4227
4228 Nous plaillons pour des assemblées de « représentants des citoyens » tirés au sort avec mandats
4229 non renouvelables, aux échelons démocratiques pertinents. Au-delà des clivages politiques et
4230 loin de la personnification de la politique, cette représentation citoyenne aurait l'avantage de
4231 mieux refléter la population « telle qu'elle est », de favoriser la participation citoyenne à la vie
4232 politique et de lutter contre la professionnalisation de la politique.

4233
4234 Quand la collectivité concernée dispose de prérogatives législatives, les assemblées de
4235 « représentants des citoyens » pourront suivre l'élaboration des lois, avec possibilité d'amender,
4236 rejeter ou approuver les textes proposés par l'Assemblée des « représentants politiques » et
4237 proposer des lois.

4238
4239 Nous proposons que ces assemblées se divisent en trois collèges, correspondant chacun au tiers
4240 des sièges de l'assemblée concernée :

- 4241
4242
- 4243 • Le collège « citoyen » tiré au sort dans les listes électorales ;
 - 4244 • Le collège « société civile » tiré au sort par des citoyens volontaires parrainés par des
4245 ONG
 - 4246 • Le collège « politique » tiré au sort parmi des «adhérents volontaires des différents
partis

4247
4248 Les assemblées de « représentants des citoyens » devront respecter des conditions de
4249 représentativité au sein de chaque collège : la parité entre hommes et femmes, la répartition
4250 géographique des tirés au sort, des catégories sociales...

4251 Chaque membre d'une assemblée de représentants de citoyens - comme les élus -disposera d'un
4252 statut protecteur : un congés – partiel ou total, en fonction du type de collectivité que
4253 l'assemblée représente – devra être automatiquement accordé par son employeur. A l'issue de
4254 son mandat, il pourra bénéficier, si nécessaire, d'une formation et verra garantie la réintégration
4255 de son poste.

4256

4257

4258 Un pouvoir direct de révocation, par les citoyens, de leurs représentants

4259

4260 Les peuples doivent avoir un pouvoir de contrôle non seulement à travers l'assemblée des
4261 « représentants des citoyens » mais également en ayant la possibilité d'intervenir directement
4262 par la convocation de référendums révocatoires d'initiative populaire.

4263

4264 La demande de révocation par référendum (qui aura réuni un nombre de signatures significatif)
4265 pourra concerner un représentant, un ambassadeur ou le Président d'une autorité
4266 indépendante. Elle pourra aussi concerner l'affectation d'un haut fonctionnaire ayant la charge
4267 d'une administration. Elle pourra enfin concerner une Assemblée dans son ensemble.

4268

4269 Pour limiter la manipulation de cet instrument, la révocation ne peut intervenir ni dans la
4270 première, ni dans la dernière année du mandat.

4271

4272

4273 Un pouvoir d'initiative citoyenne

4274

4275 En nous inspirant des travaux menés par la « Fondation Sciences Citoyennes » ainsi que par
4276 ATTAC, nous proposons que l'initiative citoyenne soit rendue possible en matière législative ou
4277 de décision publique, dans le cadre de « conventions de citoyens ». La procédure proposée
4278 permet en effet de construire des mécanismes de démocratie directe qui, parce que fondés sur la
4279 formation des citoyens et des débats approfondis, doit permettre de construire des propositions
4280 éclairées et indépendantes sur toutes les questions d'intérêt général.

4281

4282 Une convention de citoyens aura pour mission de rendre un avis sur une question. Elle pourra
4283 assortir cet avis, selon le cas, d'une proposition de loi ou de décision publique qui devra alors
4284 être discutée dans un délai de 2 à 6 mois par les assemblées concernées.

4285

4286 Une convention de citoyens pourra être convoquée par des citoyens et/ ou par des représentants
4287 des espaces politiques concernés.

4288

4289 Un comité d'organisation, tiré au sort au sein de l'Assemblée des représentants des citoyens est
4290 chargé de la mise en place des conventions (tirage au sort et vérification de l'absence de conflits
4291 d'intérêt). Il s'adjoint des experts représentant la pluralité des points de vue sur la question
4292 posée. Le Comité est garant du bon déroulement des conventions.

4293

4294 La convention se déroule alors en trois temps : une formation, un débat interne entre

4295 conventionnaires, un avis, assorti d'éventuelles recommandations ou propositions.

4296

4297

4298 4 **Promouvoir un nouveau rapport au temps pour exercer** 4299 **pleinement sa citoyenneté**

4300 « *La réduction de la durée du travail ne présentera pas de valeur libératrice ni ne changera la société si*
4301 *elle sert seulement à redistribuer le travail et à réduire le chômage... Elle exige une politique du temps*
4302 *qui englobe l'aménagement du cadre de vie, la politique culturelle, la formation et l'éducation, et qui*
4303 *refond les services sociaux et les équipements collectifs de manière à faire une plus grande place aux*
4304 *activités autogérées, d'aide mutuelle, de coopération et d'autoproduction volontaires »¹⁰⁷*

4305

4306 **4.1.1 Repenser notre rapport au temps**

4307

4308 Si la réduction du temps de travail doit rester un outil majeur de lutte contre le chômage, elle doit être
4309 d'abord et avant tout d'abord et avant tout un instrument au service d'un projet de société plus large, une
4310 société du temps libéré qui permette de construire de nouveaux espaces de démocratie.

4311 Du temps libre supplémentaire permettra de valoriser des activités non productrices de richesses
4312 matérielles, mais porteuses de bien-être individuel et de mieux-vivre ensemble. Il faut reconnaître le
4313 " temps d'utilité sociale " comme un temps à part entière. Il doit donner à chacun la possibilité d'accéder
4314 aux engagements citoyens, à la vie associative, à son éducation et celle de ses enfants, à la culture, aux
4315 loisirs créatifs, à l'épanouissement individuel, au sport.

4316 Libérer du temps permet de consacrer plus aux autres, à sa famille, à ses amis, à la société, à soi-même.
4317 La réduction du temps de travail est un facteur d'épanouissement individuel en même temps qu'elle
4318 cultive le lien social. Le bien-être humain doit passer par la maîtrise du temps de vie plus que par une
4319 course effrénée aux biens matériels. Plus le temps consacré au travail rémunéré est important, plus nous
4320 avons tendance faute de temps disponible à consommer des marchandises et des services marchands et
4321 nous perdons ainsi en autonomie dans la conduite de notre propre vie.

4322 Il ne s'agit évidemment pas de décréter quel est le bon usage du temps libéré. Chacun doit pouvoir user
4323 de ce temps comme il l'entend. Le risque est néanmoins d'augmenter « le temps de cerveau
4324 disponible »¹⁰⁸. D'où la nécessité d'enrichir l'offre politique, culturelle, associative de proximité, de
4325 redonner toute sa place à l'éducation populaire. Car, si le temps libéré ouvre de nombreuses perspectives,
4326 il peut être un nouveau facteur d'inégalité sociale entre, d'un côté, ceux qui pourraient mettre à profit ce
4327 temps libéré et, de l'autre, ceux qui seraient condamnés à le subir. Le temps libéré ne doit pas être le
4328 temps des seules classes dites " privilégiées ".

4329 Dans ce combat, plus qu'une simple solution, la réduction du temps de travail constitue une opportunité
4330 pour de nouveaux horizons politiques et envisager ainsi un nouveau rapport au temps conforme à nos
4331 valeurs.

¹⁰⁷ André Gorz, *Capitalisme, Socialisme, Ecologie, ...*

¹⁰⁸ « *Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective "business", soyons réaliste : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...) Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...)* » (Patrick Le Lay, PDG de TF 1).

4332 Dans le même temps, nous devons envisager de nouvelles formes de réduction du temps de travail,
4333 conçues sur l'ensemble de la vie. Il n'est pas facile aujourd'hui d'interrompre quelques années sa vie
4334 professionnelle pour se former ou pour faire autre chose que travailler, et reprendre ensuite une activité.
4335 A côté de l'aménagement de la journée et de la semaine de travail, c'est le déroulement de toute la vie
4336 professionnelle qui devrait être repensé pour rendre possible les interruptions, les bifurcations, les
4337 cessations progressives d'activités favorables à l'épanouissement personnel.

4338 Ce sont ces chemins que nous proposons d'explorer pour parvenir à de nouvelles modalités de réduction
4339 du temps de travail, plus imaginatives, plus porteuses d'avenir.

4340 Pourquoi d'ailleurs ne pas mettre en débat et approfondir la proposition suivante : fixer un nombre global
4341 d'heures de travail à effectuer dans sa vie, en disposant d'une certaine liberté dans la répartition de ces
4342 heures. Avec l'aide d'un crédit-temps, chaque travailleur se verrait par exemple reconnaître le droit de
4343 cesser momentanément son activité professionnelle pour mener un projet hors de la sphère du travail.

4344 Il faudra également reconnaître le " temps d'utilité sociale " comme un temps à part entière. Les activités
4345 associatives, et notamment l'exercice de mandat exécutif dans une association d'éducation populaire,
4346 d'intérêt général ou reconnue d'utilité publique, pourraient compter dans le calcul des droits à la retraite
4347 par exemple.

4348 Cette politique de libération du temps doit être la même pour tous. Cela suppose des politiques
4349 d'accompagnement culturel, d'éducation, de loisirs volontaristes.

4350

4351 **En France, poursuivre la réduction du temps de travail**

4352 Contrairement à une idée reçue et répétée, ce n'est pas en France qu'on travaille le moins : en 2006, la
4353 durée moyenne hebdomadaire du temps de travail est de 36,1 heures en France, de 34,6 heures au
4354 Danemark, de 35 heures en Suède, et de 36, 4 en Angleterre ¹⁰⁹. Et pourtant, la priorité des
4355 gouvernements de droite qui se succèdent reste la remise en cause de cette tendance historique. La droite
4356 et le patronat ne cessent de rejeter la faute du chômage actuel sur les employés coupables de ne pas
4357 vouloir travailler plus.

4358 Il y a 100 ans, le nombre d'heures travaillées par personne dans le cours d'une vie correspondait à un peu
4359 plus du double du temps de travail moyen actuel par Français. Ces réductions ont donc incontestablement
4360 amélioré le bien-être social.

4361 Nous nous prononçons pour une diminution de la durée légale du travail à 32 heures, sur 4 jours ou sur
4362 185 jours annuels (aménagements négociés avec les partenaires sociaux) avec une limitation stricte des
4363 heures supplémentaires, largement majorées, et ce, dès la première.

4364

4365

4366

4367 **5 Le temps des femmes**

4368 « *Le désir, la possession, l'amour, le rêve, l'aventure et les mots qui nous émeuvent : donner, conquérir,*
4369 *s'unir, garderont leur sens. C'est au contraire quand sera aboli l'esclavage d'une moitié de l'humanité et*
4370 *tout le système d'hypocrisie qu'il implique, que la « section » de l'humanité révélera son authentique*
4371 *signification et que le couple humain trouvera sa vraie figure.*¹¹⁰

4372

¹⁰⁹ Eurostat (organisme statistique officiel de l'Europe).

¹¹⁰ Simone de Beauvoir, *Le 2e sexe*, 1949

4373 Comment imaginer construire un nouvel espace politique mondial en oubliant la moitié de l'Humanité ?
4374 Militer pour le droit des femmes, c'est militer pour le droit de tous, comme le proclamait Mary
4375 Wollstonecraft, économiste, dans le cadre de son analyse des inégalités sociales entre les sexes, en
4376 établissant que toutes les inégalités –entre les sexes, les classes, les races les nations- sont liées entre elles.
4377 « Les femmes ne sont ni une race, ni une classe, ni une ethnie, ni une catégorie », rappelle G. Halimi dans
4378 Le Monde en 1997. « Elles se trouvent dans tous ces groupes, elles les engendrent, elles les traversent.¹¹¹
4379 ».

4380 Le combat pour l'égalité des sexes est un des plus radicaux. Les historiens et anthropologues l'ont vérifié
4381 maintes fois. Aucune civilisation n'en a fait une question mineure car à travers cette question, il y a tout le
4382 problème du rapport à l'autre, différent et identique. Dans toutes les sociétés, de tous temps, le masculin a
4383 plus de pouvoir que le féminin

4384 Cette histoire a marqué les imaginaires durablement (les contes de fées, par exemple) et le XXe siècle,
4385 que l'on a pu appeler le siècle des femmes (Michèle Perrot), n'a évidemment pas suffi à modifier en
4386 profondeur ce regard qui date de plusieurs millénaires.

4387 Il est vrai qu'avec la maîtrise de la contraception, la question de l'enfantement a changé : les femmes sont
4388 devenues des sujets autonomes. « Les hommes perdront la fière conscience de leur virilité féconde »
4389 avait déclaré un éminent homme politique français en 1967, lors des débats sur la contraception.

4390 Revendiquer un positionnement féministe interroge tout d'abord nos grilles de lecture politique
4391 traditionnelles, notre identité, notre sexualité, nos pratiques militantes et personnelles, un univers où nous
4392 sommes tous les bourreaux et les victimes de stéréotypes qui nous conditionnent.

4393 4394 **Etre féministe, c'est déconstruire la domination masculine**

4395
4396 Pour pouvoir déconstruire la domination masculine, il faut savoir ce qui l'a construite.
4397 La domination masculine est le résultat de l'emprise d'un imaginaire social et culturel globalisant qui
4398 concerne l'ensemble de la société : nous avons fait d'une différence physique une différence sociale, ce
4399 que l'on appelle le genre, qui assoit la domination d'un sexe sur l'autre.

4400 Le genre est donc une construction, une « **performance sociale** »¹¹². Le genre est une intériorisation
4401 progressive de la place que nous devons tenir en tant qu' »homme « ou « femme » dans une société. « On
4402 ne naît pas femme, on le devient », explique Simone de Beauvoir (1949).

4403
4404 Des études l'ont démontré : l'interprétation d'un bébé qui pleure (pour une fille, on imagine qu'elle a de
4405 la peine, pour un garçon , on imagine qu'il est en colère), les jouets, l'habillement, les couleurs, la
4406 manière d'enseigner l'Histoire, l'habillement, l'hétéro-normativité, et bien d'autres signes
4407 encore...conditionnent chacun d'entre nous à tenir son rôle d' »homme « ou de « femme », de façon
4408 binaire, de façon duale¹¹³.

4409 4410 **Comme si notre vision de la société était en noir et blanc, notre vision de la société s'opère à travers** 4411 **des rapports de genre.**

4412 Il existe donc une véritable tyrannie du genre qui a pris en otage une caractéristique physique pour en
4413 faire une norme sociale totalitaire qui dicte ses lois et assure la domination d'un genre sur l'autre.

¹¹¹ G. Halimi dans Le Monde, 1997

¹¹² Judith BUTLER, XXX

¹¹³ Film La Domination Masculine, Patrick Jean, 2010

4414 Par ailleurs, nous considérons que le corps est aussi le produit d'une histoire. Les normes sociales
4415 façonnent aussi le corps¹¹⁴. De récentes études¹¹⁵ paléontologiques montrent par exemple que la
4416 différence de taille et de masse musculaire est liée à l'Histoire humaine. La différenciation sexuée des
4417 rôles s'est réalisée en parallèle d'un processus de socialisation. Les habitudes sociales et alimentaires ont
4418 été construites à travers le prisme de la domination masculine produisant peu à peu une distinction
4419 corporelle que l'on estime à tort aujourd'hui comme «originelle».

4420 Il ne s'agit pas de nier tout caractère naturel à la distinction de sexe mais de combattre les discours
4421 essentialisant cette différence.

4422

4423 Déconstruire la domination masculine c'est donc bien d'abord déconstruire de la représentation, de
4424 l'imaginaire.

4425

4426 **Le féministe reste un combat d'avant garde**

4427

4428 L'assignation à un genre ou un sexe est donc une première forme de violence que nous devons dénoncer.

4429 La catégorie des « intersexes » pourrait contribuer à montrer que l'humanité n'est pas divisée en deux. La
4430 transsexualité participe aussi beaucoup de cette acceptation d'une diversité qui va au-delà de la binarité
4431 femmes hommes.

4432 La domination masculine se matérialise aussi par une place particulière et restreinte des femmes dans la
4433 société.

4434

4435 En France par exemple, si la condition des femmes a connu un certain nombre d'avancées, elle reste
4436 relativement récente et précaire : l'interdiction de licencier une femme enceinte date seulement de 1980,
4437 le remboursement de l'avortement de 1982 et la fin de l'autorisation parentale pour avorter pour les
4438 mineurs de 2001...

4439 A l'heure où chaque année 2 millions de femmes sont toujours excisées dans le monde, les acquis sont
4440 plus que jamais fragiles.

4441 Et nous restons dans un système global de domination qui sévit dans toutes les sphères.

4442 Cette domination masculine s'exprime à travers une violence qui n'est pas que symbolique : en France,
4443 une femme meurt tous les 2 jours sous les coups de son compagnon ou mari.

4444 Dans la quasi-totalité des pays du monde, la place des femmes reste honteusement faible dans la sphère
4445 politique.

4446 Dans la sphère professionnelle, le salaire des femmes ne représente, en moyenne (donnée OCDE) que
4447 84% de celui des hommes à qualification et poste identiques ; Elles sont 85% des emplois à temps partiel,
4448 80% des travailleurs pauvres.

4449 Et devenir mère reste un frein à la carrière professionnelle: une sur trois modifie son rythme de travail
4450 après un 1er enfant

4451 Dans la sphère dite « privée », ce sont les femmes qui s'occupent ultra majoritairement des tâches
4452 ménagères et des enfants, et quand il y a partage, on constate statistiquement une spécialisation des

¹¹⁴ (Thomas Laqueur La fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident, Gallimard, Paris, 1992)

¹¹⁵ Pierre-Henri GOUYON (2008) et Priscille TOURAILLE (2008),

4453 hommes dans les tâches les plus nobles (plutôt le jeu avec les enfants que le changement des couches,
4454 plutôt la vaisselle que de nettoyer la salle de bain).

4455 Comme dirait Dominique Méda « La répartition des tâches familiales est une affaire publique ».

4456 Le capitalisme duplique, approfondit et amplifie la logique de domination masculine en spécialisant les
4457 hommes dans la valeur d'échange et en enfermant les femmes dans la valeur d'usage ;

4458 Le féminisme reste donc un combat d'avant-garde.

4459

4460 **La traduction politique du féminisme dans notre projet**

4461

4462 Déconstruire la domination masculine, sortir de la dictature du genre, bouleverser nos représentations et
4463 notre imaginaire impliquent de mettre en place des politiques radicales qui touchent l'ensemble des
4464 sphères de la vie.

4465 Nous proposons tout d'abord de cesser toute assignation de genre (indication du sexe sur les cartes
4466 d'identité ou autres documents administratifs, espace divisé selon le sexe etc.) et nous proposerons dans
4467 les programmes scolaires, périscolaire et d'éducation populaire, une vigilance sur les clichés de genre,
4468 une sensibilisation à la richesse de la diversité.

4469

4470 **Nous devons réaffirmer que l'identité et l'activité humaine sont plurielles** : sociale, parentale,
4471 politique, amoureuse, de production. Toutes sont nécessaires.

4472 « **Désécialiser les rôles** » est également essentiel, c'est-à-dire favoriser un rééquilibrage des rôles entre
4473 l'homme et la femme en impliquant fortement les pères dans la vie parentale, en leur donnant l'occasion
4474 de relativiser leur investissement dans le travail.

4475 La poursuite de la réduction du temps de travail et la mise en place d'un revenu universel sont des projets
4476 qui contribueront à une meilleure répartition des rôles et des tâches domestiques et familiales et donc un
4477 accès plus égalitaire à l'emploi. L'allongement de façon significative le congé de paternité et le congé
4478 parental contribuera aussi à cet objectif.

4479 Parce que ces inégalités sont d'autant plus fortes que la condition sociale des femmes est précaire, nous
4480 veillerons, dans le code du travail à renforcer la législation concernant le délai de prévenance et la
4481 flexibilité des horaires et à permettre par la loi aux salariés d'augmenter ou de baisser son temps de travail
4482 avec des possibilités de refus très limités pour l'employeur comme c'est le cas aux Pays Bas. Nous
4483 souhaitons que la parité soit effective pour l'ensemble des institutions ou instances représentant les
4484 salariés (Comité d'Entreprise, Délégué du Personnel, Prud'hommes...).

4485 Nous proposons une législation contraignant les employeurs à respecter l'égalité en termes de salaire et
4486 d'accès à tous les métiers et à toutes les catégories de postes.

4487 L'investissement dans des centres IVG est essentiel. De même, une sensibilisation à la sexualité assurée
4488 par des infirmières scolaires ou des associations reconnues d'utilité publique sera assurée
4489 systématiquement dans les lycées et les collèges.

4490 Une prise en charge des femmes victimes de violences dès l'accueil dans les commissariats sera organisée
4491 par des personnels formés à cet effet. Un nombre suffisant de lieux d'accueil adaptés (soutien
4492 psychologique, juridique, aide au logement...) sera assurée.

4493 Bien entendu, l'imposition séparée sera mis en place là afin de conforter une indépendance financière.

4494 Enfin dans la sphère politique, nous nous prononçons pour une stricte parité via des « tickets paritaires » à
4495 tous les échelons qui amènerait mécaniquement à la parité (division du nombre d'entité électorale par 2
4496 avec élection de 2 titulaires de sexe différents par entité).

4497 Cette position de principe permet non seulement de répondre à une injustice, mais également d'être plus

4498 efficace en intégrant les femmes et de fait ce qu'elles représentent, dans la prise de décisions politiques.
4499 d'agir sur les représentations, de contribuer à donner à voir à tous et toutes de nouveaux repères, de
4500 nouvelles normes, pour dépasser les rapports de genre.

4501

Conclusion : Réinventer la politique

4502

4503

4504 La crise sociale et écologique nous entraîne dans une mission redoutable mais exaltante. Une mission qui
4505 demandera à notre génération de réinventer la politique et de construire un monde permettant à chacun de
4506 se réaliser individuellement et collectivement. Une mission qui devra repenser le social dans le cadre de
4507 l'écologie et l'écologie dans sa dimension sociale et politique. Une mission qui devra déconstruire
4508 l'idéologie productiviste dominante et réconcilier le global et le local. Une mission qui redéfinira ce
4509 qu'est la richesse pour une société et pour un individu, et traduira en actes et en propositions nos
4510 convictions et notre enthousiasme.

4511 En ce début de siècle, le capitalisme productiviste et financier est condamné, mais il ne le sait pas encore.
4512 Sa bonne santé apparente est spectaculaire et insolente. Il règne en maître sur la production des produits et
4513 services, sur la diffusion d'une culture mondialisée et a réussi à déconnecter le monde financier de
4514 l'économie réelle. Pourtant, des signes annonciateurs de sa fin commencent à apparaître : épuisement des
4515 ressources naturelles, dérèglement climatique, montée en puissance des inégalités, dégradation des
4516 conditions de vie sur terre, pollutions de l'eau, de l'air et du sol, replis communautaires et religieux.

4517 Reprendre le combat des idées et du projet de société, lutter contre l'idéologie dominante pour laquelle
4518 croissance matérielle, épanouissement par la consommation et centralité de la valeur travail est l'horizon
4519 indépassable : voilà le socle, l'accord minimum qui permet à tous ceux qui partagent ce constat de nous
4520 rejoindre pour construire les fondations d'un alterdéveloppement.

4521 La marche du monde et celle de nos sociétés vont plus que jamais influencer sur notre vie quotidienne. L'état
4522 de la planète, les connexions sociales, la mondialisation des idées, des organisations productives, ainsi
4523 que les technologies de l'information nous rendent de plus en plus solidaires les uns des autres. C'est
4524 pourquoi nous devons réinvestir le champ du politique. Trop souvent prisonnier d'un soi-disant
4525 « réalisme », on oublie qu'en politique il y a toujours d'autres approches, d'autres décisions à prendre et
4526 que rien n'est inéluctable. Le 21^{ème} siècle devra être social, écologique et convivial ou sera celui des
4527 catastrophes naturelles et humaines.

4528 Réinvestir le champ de la politique ne se limite pas aux seuls partis ou aux grandes organisations du
4529 mouvement social. Les obligations qui pèsent sur la vie quotidienne de beaucoup d'entre nous ne
4530 permettent pas toujours de s'investir comme nous le souhaiterions. L'engagement de proximité, au niveau
4531 de la commune, de l'école, du tissu associatif, est aussi un levier pour propager convictions et actions. A
4532 condition que cette citoyenneté locale, faite nécessairement de petits pas, ne se réduise pas à la gestion ou
4533 l'amélioration du quotidien mais s'inscrive dans une vision à plus long terme sur le type de société que
4534 nous voulons construire.

4535 Oui, une autre manière d'imaginer, de penser et de faire de la politique est possible. Sur le fond et sur la
4536 forme, on ne peut vouloir une autre politique en la faisant comme avant.

4537 Nous sommes et resterons certainement encore quelques temps minoritaires. Mais ce sont toujours les
4538 minorités qui arrivent à faire bouger les choses. Tous les grands changements ont eu comme catalyseur un
4539 groupe d'individus capables de cristalliser les attentes, de construire les rapports de force, de proposer un
4540 nouveau projet de société. Nous voulons, avec d'autres, être de ceux là.

4541 Nous ne sommes pas seuls, nous avons des alliés, connus et inconnus, qui vont dans la même direction,
4542 en préférant d'autres méthodes pour faire bouger les lignes. La dynamique a commencé. Les réseaux se
4543 construisent. Produisons collectivement une pensée nouvelle à la hauteur des enjeux.

4544 La mise en cause du productivisme et la construction, non d'alternances, mais d'alternatives susceptibles
4545 à terme d'entraîner l'adhésion du plus grand nombre est notre impératif et notre urgence.

4546 Et l'urgence, c'est aujourd'hui, ensemble

4547

Postface

LA SORTIE DU CAPITALISME A DÉJÀ COMMENCÉ

PAR ANDRE GORZ

(décision du CN de mettre le texte d'André Gorz en postface)

La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est incapable de dépasser et qui en fait un système mort-vivant qui se survit en masquant par des subterfuges la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital.

Cette crise de système tient au fait que la masse des capitaux accumulés n'est plus capable de se valoriser par l'accroissement de la production et l'extension des marchés. La production n'est plus assez rentable pour pouvoir valoriser des investissements productifs additionnels. Les investissements de productivité par lesquels chaque entreprise tente de restaurer son niveau de profit ont pour effet de déchaîner des formes de concurrence meurtrières qui se traduisent, entre autres, par des réductions compétitives des effectifs employés, des externalisations et délocalisations, la précarisation des emplois, la baisse des rémunérations, donc, à l'échelle macro-économique, la baisse du volume de travail productif de plus-value et la baisse du pouvoir d'achat. Or moins les entreprises emploient de travail et plus le capital fixe par travailleur est important, plus le taux d'exploitation, c'est-à-dire le surtravail et la survaleur produite par chaque travailleur, doivent être élevés. Il y a à cette élévation une limite qui ne peut être indéfiniment reculée, même si les entreprises se délocalisent en Chine, aux Philippines ou au Soudan.

Les chiffres attestent que cette limite est atteinte. L'accumulation productive de capital productif ne cesse de régresser. Aux États-Unis, les 500 firmes de l'indice Standard & Poor's disposent, en moyenne, de 631 milliards de réserves liquides ; la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations sur les marchés financiers. En France, l'investissement productif des entreprises du CAC 40 n'augmente pas, même quand leurs bénéfices explosent. L'impossibilité de valoriser les capitaux accumulés par la production et le travail explique le développement d'une économie fictive fondée sur la valorisation de capitaux fictifs. Pour éviter une récession que dévaloriserait le capital excédentaire (sur-accumulé), les pouvoirs financiers ont pris l'habitude d'inciter les ménages à s'endetter, à consommer leurs revenus futurs, leurs gains boursiers futurs, la hausse future de la valeur marchande de leur logement, cependant que la Bourse capitalise la croissance future, les profits futurs des entreprises, les achats futurs des ménages, les gains que feraient dégager les dépeçages et restructurations, imposés par les LBO, d'entreprises qui ne s'étaient pas encore mises à l'heure de la précarisation, surexploitation et externalisation de leurs personnels.

La valeur fictive (boursière) des actifs financiers a doublé en l'espace d'environ six ans, passant de 80000 à 160000 milliards de dollars (soit trois fois le PIB mondial), entretenant aux États-Unis une croissance économique fondée sur l'endettement intérieur et extérieur, lequel entretient de son côté la liquidité de l'économie mondiale et la croissance de la Chine, des pays voisins, et par ricochet, de l'Europe.

L'économie réelle est devenue un appendice des bulles financières. Il faut impérativement un rendement élevé du capital propre des firmes pour que la bulle boursière n'éclate pas - et une hausse continue du prix de l'immobilier pour que n'éclate pas la bulle des certificats d'investissement immobilier vers lesquels les banques ont attiré l'épargne des particuliers en leur promettant monts et merveilles - car l'éclatement des bulles menacerait le système bancaire de faillites en chaîne, l'économie réelle d'une dépression prolongée (la dépression japonaise dure depuis quinze ans). "Nous cheminons au bord du gouffre", écrivait Robert

4592 Benton. Voilà qui explique qu'aucun État n'ose prendre le risque de s'aliéner ou d'inquiéter les
4593 puissances financières. Il est impensable qu'une politique sociale ou une politique de "relance de la
4594 croissance" puisse être fondée sur la redistribution des plus-values fictives de la bulle financière. Il n'y a
4595 rien à attendre de décisif des États nationaux qui, au nom de l'impératif de compétitivité, ont au cours des
4596 trente dernières années abdiqué pas à pas leurs pouvoirs entre les mains d'un quasi-État supranational
4597 imposant des lois faites sur mesure dans l'intérêt du capital mondial dont il est l'émanation. Ces lois,
4598 promulguées par l'OMC, l'OCDE, le FMI, imposent dans la phase actuelle le tout-marchand, c'est-à-dire
4599 la privatisation des services publics, le démantèlement de la protection sociale, la monétarisation des
4600 maigres restes de relations non commerciales. Tout se passe comme si le capital, après avoir gagné la
4601 guerre qu'il a déclaré à la classe ouvrière, vers la fin, des années 1970, entendait éliminer tous les rapports
4602 sociaux qui ne sont pas des rapports acheteur/vendeur, c'est-à-dire qui ne réduisent pas les individus à
4603 être des consommateurs de marchandises et des vendeurs de leur travail ou d'une quelconque prestation
4604 considérée comme "travail" pour peu qu'elle soit tarifée. Le tout-marchand, le tout-marchandise comme
4605 forme exclusive du rapport social poursuit la liquidation complète de la société dont Margaret Thatcher
4606 avait annoncé le projet. Le totalitarisme du marché s'y dévoilait dans son sens politique comme stratégie
4607 de domination. Dès lors que la mondialisation du capital et des marchés, et la férocité de la concurrence
4608 entre capitaux partiels, exigeaient que l'État ne fût plus le garant de la reproduction de la société mais le
4609 garant de la compétitivité des entreprises, ses marges de manœuvre en matière de politique sociale étaient
4610 condamnées à se rétrécir, les coûts sociaux à être dénoncés comme des entorses à la libre concurrence et
4611 des entraves à la compétitivité, le financement public des infrastructures à être allégé par la privatisation.

4612 Le tout-marchand s'attaquait à l'existence de ce que les britanniques appellent les commons et les
4613 Allemands le Gemeinwesen, c'est-à-dire à l'existence des biens communs indivisibles, inaliénables et
4614 inappropriables, inconditionnellement accessibles et utilisables par tous. Contre la privatisation des biens
4615 communs, les individus ont tendance à réagir par des actions communes, unis en un seul sujet. L'État a
4616 tendance à empêcher, et le cas échéant à réprimer cette union de tous d'autant plus fermement qu'il ne
4617 dispose plus des marges suffisantes pour apaiser des masses paupérisées, précarisées, dépouillées de
4618 droits acquis. Plus sa domination devient précaire, plus les résistances populaires menacent de se
4619 radicaliser, et plus la répression s'accompagne de politiques qui dressent les individus les uns contre les
4620 autres et désignent des boucs émissaires sur lesquels concentrer leur haine.

4621 Si l'on a à l'esprit cette toile de fond, les programmes, discours et conflits qui occupent le devant de la
4622 scène politique paraissent dérisoirement décalés par rapport aux enjeux réels. Les promesses et les
4623 objectifs mis en avant par les gouvernements et les partis apparaissent comme des diversions irréelles qui
4624 masquent le fait que le capitalisme n'offre aucune perspective d'avenir sinon celle d'une détérioration
4625 continue des conditions de vie, d'une aggravation de sa crise, d'un affaissement prolongé passant par des
4626 phases de dépression de plus en plus longues et de reprise, de plus en plus faibles. Il n'y a aucun "mieux"
4627 à attendre si on juge le mieux selon les critères habituels: il n'y aura plus de "développement" sous la
4628 forme du plus d'emplois, plus de salaire, plus de sécurité. Il n'y aura plus de "croissance" dont les fruits
4629 puissent être socialement redistribués et utilisés pour un programme de transformations sociales
4630 transcendant les limites et la logique du capitalisme.

4631 L'espoir mis, il y a quarante ans, dans des "réformes révolutionnaires" qui, engagées de l'intérieur du
4632 système sous le pression de luttes syndicales, finissent par transférer à la classe ouvrière les pouvoirs
4633 arrachés au capital, cet espoir n'existe plus. La production demande de moins en moins de travail,
4634 distribue de moins en moins de pouvoir d'achat à de moins en moins d'actifs ; elle n'est plus concentrée
4635 dans de grandes usines pas plus que ne l'est le force de travail. L'emploi est de plus en plus discontinu,
4636 dispersé sur des prestataires de service externes, sans contact entre eux, avec un contrat commercial à la
4637 place d'un contrat de travail. Les promesses et programmes de "retour" au plein emploi sont des mirages
4638 dont la seule fonction est d'entretenir l'imaginaire salarial et marchand, c'est-à-dire l'idée que le travail
4639 doit nécessairement être vendu à un employeur et les biens de subsistance achetés avec l'argent gagné ;
4640 autrement dit : qu'il n'y a pas de salut en dehors de la soumission du travail au capital et de la soumission
4641 des besoins à la consommation de marchandises ; qu'il n'y a pas de vie, pas de société au-delà de la
4642 société de la marchandise et du travail marchandisé, au-delà et en dehors du capitalisme.

4643 L'imaginaire marchand et le règne de la marchandise empêchent d'imaginer une quelconque possibilité
4644 de sortir du capitalisme, et empêchent par conséquent de vouloir en sortir. Aussi longtemps que nous
4645 restons prisonniers de l'imaginaire salarial et marchand, l'anticapitalisme et la référence à une société au-
4646 delà du capitalisme resteront abstraitement utopiques, et les luttes sociales contre les politiques du capital
4647 resteront des luttes défensives qui, dans le meilleur des cas, pourront freiner un temps mais non pas
4648 empêcher la détérioration des conditions de vie.

4649

4650 La "restructuration écologique" ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter une
4651 catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y
4652 mènent depuis 150 ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur 3
4653 ou 4 d'ici à l'en 2050. Or, selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO2
4654 devront diminuer de 85% jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2°C au maximum.
4655 Au-delà de 2°, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables.

4656 La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de
4657 vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, la décroissance risque d'être
4658 imposée à force de restrictions, rationnements, allocations de ressources caractéristiques d'un socialisme
4659 de guerre. La sortie du capitalisme s'impose donc d'une façon ou d'une autre. La reproduction du
4660 système se heurte à la fois à ses limites internes et aux limites externes engendrées par le pillage et la
4661 destruction d'une des deux "principales sources d'où jaillit toute richesse" : la terre. La sortie du
4662 capitalisme a déjà commencé sans être encore voulue consciemment. La question porte seulement sur la
4663 forme qu'elle va prendre et la cadence à laquelle elle va s'opérer.

4664 L'instauration d'un socialisme de guerre, dictatorial, centralisateur, technobureaucratique, serait la
4665 conclusion logique - on est tenté de dire "normale" - d'une civilisation capitaliste qui, dans le souci de
4666 valoriser des masses croissantes de capital, a procédé à ce que Marcuse appelle la "désublimation
4667 répressive - c'est-à-dire la répression des "besoins supérieurs", pour créer méthodiquement des besoins
4668 croissants de consommation individuelle, sans s'occuper des conditions de leur satisfaction. Elle a érudé
4669 dès le début la question qui est à l'origine des sociétés : la question du rapport entre les besoins et les
4670 conditions qui rendent leur satisfaction possible : la question d'une façon de gérer des ressources limitées
4671 de manière qu'elles suffisent durablement à couvrir les besoins de tous ; et inversement la recherche d'un
4672 accord général sur ce qui suffira à chacun, de manière que les besoins correspondent aux ressources
4673 disponibles.

4674 Nous sommes donc arrivés à un point où les conditions n'existent plus qui permettraient la satisfaction
4675 des besoins que le capitalisme nous a donnés, inventés, imposés, persuadé d'avoir afin de pouvoir écouler
4676 des marchandises qu'il nous a enseigné à désirer. Pour nous enseigner à y renoncer, l'écodictature semble
4677 à beaucoup être le chemin le plus court. Elle aurait la préférence de ceux qui tiennent le capitalisme et le
4678 marché pour seuls capables de créer et de distribuer des richesses ; et qui prévoient une reconstitution du
4679 capitalisme sur de nouvelles bases après que des catastrophes écologiques auront remis les compteurs à
4680 zéro en provoquant une annulation des dettes et des créances.

4681 Pourtant une tout autre voie de sortie s'ébauche. Elle mène à l'extinction du marché et du salariat par
4682 l'essor de l'autoproduction, de la mise en commun et de la gratuité. On trouve les explorateurs et
4683 éclaireurs de cette voie dans le mouvement des logiciels libres, du réseau libre (Freenet), de la culture
4684 libre qui, avec la licence CC (créative commons) rend libre (et libre : free signifie en anglais, à la fois
4685 librement accessible et utilisable par tous, et gratuit) de l'ensemble des biens culturels -connaissances,
4686 logiciels, textes, musique, films, etc. - reproductibles en un nombre illimité de copies pour un coût
4687 négligeable. Le pas suivant serait logiquement la production "libre" de toute la vie sociale, en
4688 commençant par soustraire au capitalisme certaines branches de produits susceptibles d'être autoproduits
4689 localement par des coopératives communales. Ce genre de soustraction à la sphère marchande s'étend
4690 pour les biens culturels où elle a été baptisée "out-cooperating", un exemple classique étant Wikipedia qui
4691 est en train d'"out-cooperate" l'Encyclopedia Britannica. L'extension de ce modèle aux biens matériels est
4692 rendue de plus en plus faisable grâce à la baisse du coût des moyens de production et à la diffusion des
4693 savoirs techniques requis pour leur utilisation. La diffusion des compétences informatiques, qui font

4694 partie de la "culture du quotidien" sans avoir à être enseignées, est un exemple parmi d'autres.
4695 L'invention des fabbers, aussi appelés digital fabricators ou factories in a box - il s'agit d'une sorte
4696 d'ateliers flexibles transportables et installables n'importe où - ouvre à l'autoproduction locale des
4697 possibilités pratiquement illimitées.

4698 Produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons est la voie royale de la sortie du
4699 marché : Elle nous permet de nous demander de quoi nous avons réellement besoin, en quantité et en
4700 qualité, et de redéfinir par concertation, compte tenu de l'environnement et des ressources à ménager, la
4701 norme du suffisant que l'économie de marché à tout fait pour abolir. L'auto réduction de la
4702 consommation, son auto limitation - le self-restraint - et la possibilité de recouvrer le pouvoir sur notre
4703 façon de vivre, passent par là.

4704 Il est probable que les meilleurs exemples de pratiques alternatives en rupture avec le capitalisme nous
4705 viennent du Sud de la planète, si j'en juge d'après la création, au Brésil, dans des favelas, mais pas
4706 seulement, des "nouvelles coopératives" et des "pontos de cultura". Claudio Prado, qui dirige le
4707 département de la "culture numérique" au ministère de la Culture, déclarait récemment : "Le « job » est
4708 une espèce en voie d'extinction... Nous espérons sauter cette phase merdique du 20e siècle pour passer
4709 directement du 19ème au 21ème". L'autoproduction et le recyclage des ordinateurs, par exemple, sont
4710 soutenus par le gouvernement : il s'agit de favoriser "l'appropriation des technologies par les usagers
4711 dans un but de transformation sociale". Si bien que les trois quarts de tous les ordinateurs produits au
4712 Brésil en 2004/5 étaient autoproduits.

4713

4714 **André Gorz Septembre 2007**

4715

4716

4717

4718

4719

4720

4721

4722

4723

4724

4725

4726

4727

4728

4729

4730

4731

4732

4733

4734

4735

ANNEXE 1

Utopia et l'utopie

« Je ne propose pas une utopie normative, mais les conditions formelles d'une procédure qui permette à chaque collectivité de choisir continuellement son utopie réalisable » Ivan Illich¹¹⁶

En 1996, lors de sa création, le Mouvement a choisi le mot **d'Utopia** en référence à l'Utopia de **Thomas Moore**, lui-même s'inspirant de la République de Platon. Par ce choix, le Mouvement manifestait une volonté de rupture avec les politiques pratiquées à gauche, qui se résumaient à la prise ou la conservation du pouvoir, accompagné d'un programme à court terme. Mais surtout, ce choix exprimait le désir et la liberté d'imaginer sans tabou un projet de société permettant l'épanouissement individuel et collectif. Pour le Mouvement Utopia, c'est donc une provocation vis à vis du « réalisme » politique au nom de quoi on renonce à toutes ses aspirations et où l'on passe ainsi du compromis à la compromission. Mais c'est surtout un moteur, une impulsion qui permet de libérer la créativité pour imaginer et décrire les contours et le cheminement de ce projet de société. Beaucoup d'utopies d'hier sont des réalités d'aujourd'hui.

Le mot utopie est polysémique: synthèse des mots grecs ou-topos (lieu qui n'est nul part) et eu-topos (lieu de bonheur), l'utopia est donc étymologiquement tout à la fois une chimère et un idéal à atteindre. Pour les apôtres du réalisme ou du renoncement l'adjectif utopique a vocation à disqualifier le propos. L'utopie est alors interprétée comme ce qui est irréalisable, voire dangereux telles ces révolutions qui ont mal tourné. Il est néanmoins aisé de répondre que c'est justement quand les acteurs de ces révolutions ont renoncé à l'utopie qu'elles ont dégénéré.

Au contraire, notre utopie s'oppose à ceux qui pensent que l'on peut se développer infiniment dans un monde fini, ceux qui pensent qu'on peut continuer comme avant, ceux qui pensent que le progrès résoudra nos problèmes, que le capitalisme peut se réguler ou se moraliser. Ces fausses utopies là nous promettent des lendemains qui déchanteront.

Pour le **Mouvement Utopia**, s'inspirer de l'Utopie ne signifie en aucune manière être candide ou angélique. L'Histoire nous a appris que la nature humaine est à la fois bonne et mauvaise, capable du pire comme du meilleur. C'est pourquoi nous pensons que c'est par une organisation politique, donc collective permettant l'expression de la démocratie à tous les niveaux, que les sociétés feront s'épanouir le meilleur, tout en ne permettant plus le pire. **Citations sur l'Utopie :**

Quelques citations concernant l'utopie :

« L'utopie est la vérité de demain » Victor Hugo et « L'utopie est une vérité anticipée » Albert Camus. L'utopie (...) a pour fonction de nous donner par rapport à des tas de choses existants, le recul qui nous permette de juger ce que nous faisons à la lumière de ce que nous pourrions ou devrions faire. » André Gorz. « L'utopie ne signifie pas l'irréalisable, mais l'irréalisé ». Théodore Monod. « L'utopie dessine une alternative, elle est le récit d'un autre monde qui autorise les individus à ne pas se soumettre à l'aliénation du monde présent » Paul Ricoeur. « Le progrès n'est que l'accomplissement des utopies ». Oscar Wilde. « L'utopie est la matrice de l'histoire et la soeur jumelle de la révolte ». José Bové. « Une utopie est une réalité en puissance » Edouard Henriot.

« Mais alors dit Alice, si le monde n'a aucun sens, qui nous empêche d'en inventer un » Lewis Carroll

ANNEXE 2 : LA MONNAIE, LA BANQUE ET LA BOURSE

Les années 70, 80 et 90 ont vu le triomphe des théories monétaristes selon lesquelles la monnaie est un simple instrument d'échange, totalement neutre, sauf en ce qui concerne ses possibles impacts sur l'inflation. Durant ces décennies, toutes les réformes effectuées¹¹⁷ ont donc été dans le sens de toujours moins de contrôle de la part des pouvoirs publics sur la monnaie. Celle-ci, livrée le plus possible aux mécanismes des marchés alors en expansion, était sensée favoriser la mobilité totale des capitaux et les possibilités de spéculation nécessaires à l'obtention de profits élevés. Les économistes néokeynésiens, au contraire, considèrent qu'une politique économique fondée sur le simple réglage de la masse monétaire est inefficace et préfèrent utiliser ces autres instruments que sont la politique budgétaire et fiscale. A leurs yeux, la monnaie, loin d'être un simple instrument d'échange, assume un rôle fondamental qui requiert un réengagement fort des pouvoirs publics.

A l'encontre des thèses monétaristes, certaines initiatives visant à redonner à la monnaie sa dimension réelle de lien social semblent prometteuses : C'est le cas des monnaies complémentaires qui se présentent comme des alternatives locales séduisantes à la globalisation marchande. Elles pourraient contribuer à une relocalisation de l'économie et redonner au niveau local le pouvoir politique perdu au niveau national, en matière de création monétaire mais aussi de répartition et de taxation. L'expérience encourageante des SEL (Systèmes d'Echanges Locaux) a montré, que, pour atteindre pleinement ces objectifs, de telles monnaies doivent être adossées à la monnaie régulière sans être pour autant trop aisément convertibles. Leur validité doit donc être limitée ou diminuer dans le temps¹¹⁸. Beaucoup d'autres expériences ont montré l'efficacité de ces monnaies, notamment lors de crises monétaires comme la crise argentine.

D'où vient la monnaie ?

Aujourd'hui, 93% de la monnaie est constituée de monnaie scripturale et donc largement déconnectée des liquidités disponibles. Contrairement à la monnaie fiduciaire (billets) qui reste l'apanage des banques centrales, cette monnaie scripturale est essentiellement créée *ex nihilo* par les banques commerciales sous forme de crédits et par les marchés financiers par le biais d'émission de titres (actions et obligations). On connaît désormais bien les mécanismes qui ont conduit, à partir d'une telle situation, à la crise financière de 2008. Les établissements financiers, usant de ce pouvoir de création monétaire, ont attribué quantité de crédits à haut risque ("subprimes") en vue de profiter de l'existence d'une bulle spéculative immobilière. Ces "crédits pourris" ont été par la suite "titrisés" par les mêmes établissements, désireux de s'en débarrasser, sur les marchés du monde entier. Lorsque les emprunteurs n'ont plus été capables de rembourser leurs dettes, les banques centrales ont été contraintes à injecter massivement des liquidités dans le marché interbancaire en grandes difficultés. Cet épisode n'est pas anodin et n'aurait pas pu se produire dans un autre contexte : avant la première guerre mondiale, les émissions d'argent étaient adossées aux réserves d'or ce qui justifiait l'existence des intérêts ("prix de l'argent"). Aujourd'hui, les crédits attribués, qui correspondent à de la création monétaire, ne dépendent plus du métal précieux et sont devenus l'apanage des établissements financiers à qui ils ne coûtent rien. Cette privatisation de la monnaie est un élément essentiel de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons actuellement en ce qu'elle nous prive de toute capacité d'action. C'est ainsi que la BCE a dû tolérer, jusqu'aux derniers mois précédant la crise, une progression de 12 pour cent l'an de la masse monétaire alors qu'elle affichait ne vouloir qu'une croissance de celle-ci de 4,5 pour cent par an. C'est dire à quel point toute politique monétaire est aujourd'hui impuissante, face à l'omnipotence des marchés .

L'interdiction faite aux banques centrales de prêter directement aux Etats et de jouir du droit régalién de création monétaire¹¹⁹ a joué un rôle essentiel dans l'explosion de la dette publique¹²⁰. Passée par exemple en France de 1980 à 2006 de 229 milliards à 1242 milliards d'euros, celle-ci nécessite de consacrer

117

fin du système Bretton-Woods au début des années 70 avec changes flottants et fin de l'étalon-or, quasi-monopole des banques et des institutions financière en matière de création monétaire, levée du contrôle des changes en 1989 pour la France etc...

118

C'est ce qu'on appelle une monnaie de consommation ou monnaie fondante.

119

loi de janvier 1973 en France , confirmée en Europe par l'article 104 du traité de Maastricht, devenu 123 du traité de Lisbonne

120

Voir A.J. Hollbecq : La dette, une affaire rentable

chaque année 40 milliards d'euros à son seul service¹²¹ (il ne s'agit là que des intérêts...). Entre le début de 1980 et la fin de 2006, la France a donc payé 1 142 milliards d'euros d'intérêts alors que la dette, quant à elle, a augmenté de 913 milliards d'euros, principalement pour financer ces intérêts sans lesquels elle serait aujourd'hui inexistante. Les leçons ont-elles pour autant été tirées des dégâts provoqués par l'accaparement de la création monétaire par la « finance inutile » ? Rien n'est moins sûr : la crise surmontée, on assiste aujourd'hui au retour en force de l'arrogance des opérateurs sur les marchés financiers pour exiger des taux d'intérêt sur les obligations d'État beaucoup plus élevés que ceux qu'ils versent eux-mêmes pour se refinancer auprès des banques centrales qui sont proches de zéro. Avec en prime, l'exigence envers les États jugés potentiellement défaillants, parce qu'étranglés par le service de la fameuse dette exponentielle, d'instaurer des plans d'austérité draconiens pour leur population comme en Grèce et en Irlande actuellement.¹²² Emprunter sur les marchés, c'est se soumettre au verdict des marchés. La mise sous tutelle des institutions financières de la Grèce est principalement due au fait que 70 % de sa dette publique soit détenue par les investisseurs étrangers. Au contraire, la dette publique japonaise, pourtant beaucoup plus importante relativement au PIB, pose moins de problème parce qu'elle est détenue à plus de 95 % par les épargnants nationaux. Aussi les marchés ne sont-ils pas sollicités par la dette publique japonaise et, par conséquent, n'ont-ils pas la possibilité de soumettre la politique économique du Japon à leurs normes absurdes. Il faut donc renationaliser la dette publique en favorisant l'allocation massive des épargnes nationales vers les titres de l'Etat 123

Le système bancaire

L'utilité sociale du service bancaire n'est pas en question. Il s'agit d'en retrouver le contrôle et l'usage collectif de le recentrer sur ses activités d'origine, loin de toute spéculation. Nous devons rompre avec "l'économie de marchés financiers libéralisée" où nous évoluons depuis les années 80 pour lui préférer une "économie administrée". Les pouvoirs publics doivent y disposer des instruments capables de les amener à développer une véritable politique économique (encadrement du crédit, contrôle des changes, attribution de crédits à taux administrés, banques nationalisées ou socialisées etc...)¹²⁴. L'économiste français Frédéric Lordon, dans son article : "Ne pas détruire les banques, les saisir", penche également en faveur de cette hypothèse. Il va même jusqu'à plaider en faveur de la déclaration souveraine par les États du défaut sur leurs dettes publiques. Une telle initiative aurait l'avantage de signifier par un geste unilatéral de souveraineté à qui revient le pouvoir en dernière analyse : aux peuples, pas à la finance. Les populations seraient soulagées de la contrainte d'austérité et des marges de croissance pourraient être récupérées. Le prolongement nécessaire d'une telle mesure serait la refonte complète des structures bancaires, dans le sens de leur recommunalisation, en tant qu'elles sont le dépositaire de biens communs vitaux. Il est impératif de mettre un terme à la dictature de la finance avant que celle-ci ne nous entraîne avec elle dans sa ruine. La crise économique n'est pas la conséquence de fautes professionnelles isolées commises dans certaines parties du secteur bancaire, mais le résultat de la mise en place du capitalisme financier.

Signalons que nous pouvons d'ores et déjà refuser le fait que la quasi-totalité des banques fassent du profit non redistribué, de l'évasion fiscale généralisée, pour finalement déposséder les citoyens de leurs forces économiques. Nous pouvons choisir en effet, pour la gestion de nos économies, des banques solidaires et éthiques¹²⁵ qui investissent l'épargne localement et dans des projets durables socialement et environnementalement, ne participent pas au casino financier, refusent d'être présentes dans les paradis fiscaux et de verser des bonus indécents et développent le micro-crédit.

Fermer la bourse ?

¹²¹ Ceci correspond à la quasi-totalité de l'impôt sur le revenu et au second poste budgétaire de l'Etat français après l'Education Nationale

¹²² On peut considérer ces plans d'austérité comme le pendant des "plans de restructuration" imposés aux pays du Sud, cf. Encadré sur la dette du Tiers-monde

¹²³ F. Lordon, "Et si on commençait la démondialisation financière ?", Le Monde diplomatique

¹²⁴ Voir chapitre suivant sur les modalités de financement des sphères marchandes et publiques .

¹²⁵ En France le Crédit coopératif et dans une moindre mesure La banque Postale

4868 La fluidité du capital est le facteur essentiel à l'épanouissement de la finance et au règne des marchés car
4869 elle permet de se porter sur toutes les opérations les plus profitables, sans avoir à rester captif de quelque
4870 engagement. Ceci explique toutes les mesures de dérégulation prises ces dernières décennies.
4871 Aujourd'hui, dans les grandes entreprises, la marge créée par une activité industrielle traditionnelle ne
4872 peut plus suffire à alimenter le profit, il faut encore qu'elle soit capable de couvrir le coût de
4873 l'immobilisation du capital que constituent ces moyens de production. D'où l'exigence des 10/15% de
4874 rémunération des actionnaires reconnue comme délirante par la plupart des économistes, qui débouche
4875 sur la vente des actifs (désindustrialisation), les licenciements en masse, la sous-traitance généralisée la
4876 plus flexible possible et finalement sur le modèle « d'entreprises sans usines ».

4877 Une telle exigence de rentabilité nuit évidemment à l'activité économique réelle et certains
4878 économistes¹²⁶ posent la question de la fermeture pure et simple de la bourse. Celle-ci est dans la logique
4879 même des entreprises d'aujourd'hui, une aberration puisqu'elles vont moins s'y approvisionner en capital
4880 qu'elles n'y vont s'en faire dépouiller. Ce que les actionnaires leur extorquent en dividendes et en rachat
4881 d'actions finit en effet par l'emporter sur ce qu'ils leur apportent, de sorte que ce n'est plus la Bourse qui
4882 finance les entreprises mais les entreprises qui financent la Bourse. D'autre part, la contrainte
4883 actionnariale censure une part de plus en plus importante de l'investissement en écartant les projets jugés
4884 insuffisamment rentables (et l'« insuffisance » commence à 10 % voire 15 %...). La Bourse est donc un
4885 frein au développement économique et rend les entreprises inaptes à la conduite de moyen/long terme de
4886 projets industriels (ne serait-ce que dans le domaine crucial de l'écologie et de l'énergie...).

4887 S'émanciper de la logique actionnariale permettrait également de mettre un terme au dévoiement des
4888 solidarités traditionnelles entre salariés. Car c'est au travers de structures telles que les fonds de pension
4889 qui gèrent les placements de retraite de millions de salariés que l'influence des exigences de rendement
4890 s'est faite la plus forte. Que ce soit comme actionnaires de leur propre entreprise avec toutes les formes de
4891 stock options, d'actionnariat salarié, d'actionnariat populaire ou de fonds de pension, les salariés des pays
4892 développés aux systèmes de protection sociale en cours de privatisation se retrouvent étroitement attachés
4893 aux performances boursières des entreprises. Alors même que les exigences de rendement évoquées ci-
4894 dessus peuvent avoir des effets fortement destructeurs d'emploi, alors même qu'ils ne peuvent guère
4895 contrôler les principes même de fixation des valeurs des biens sur lesquels ils ont misé (d'où les scandales
4896 d'Enron et pire encore dans le domaine de la confiance d'Andersen Consulting), ils sont donc conduits à
4897 espérer récupérer sous forme de dividendes ce qu'on leur extorque de plus en plus brutalement comme
4898 salariés. Leur seul espoir est paradoxalement d'espérer que l'extorsion de plus-value soit encore plus
4899 sévère vis à vis des salariés des pays du Sud, de façon à récupérer ces dividendes de plus en plus sur leur
4900 dos. On conçoit qu'il devienne difficile de lutter contre les délocalisations, l'exploitation de l'Homme par
4901 l'Homme et le saccage de l'environnement dans un tel contexte car le capitalisme financier parvient à
4902 produire les conditions d'une exploitation des salariés du Sud et de la biosphère par les salariés du Nord,
4903 en s'appropriant les bases de leur propre outil de production.

4904 **Annexe 3**

L'appel de Cochabamba

4905

4906

4907

4908

L'appel de Cochabamba » lancé par le gouvernement bolivien en janvier 2010 a donné lieu en avril de la même année à la première Conférence Mondiale des Peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère.

4909

Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique à Cochabamba (Bolivie)

4910

4911

4912

4913

4914

Considérant que le changement climatique est une menace réelle pour l'existence de l'humanité, des êtres vivants et de notre Terre Mère telle que nous la connaissons aujourd'hui, Constatant le grave péril existant pour les îles, les zones côtières, les glaciers de l'Himalaya, des Andes et des montagnes du monde, les pôles de la Terre, les régions chaudes comme l'Afrique, les sources d'eau, les populations touchées par les desastres naturels croissants, les plantes et les animaux, et pour l'écosystème en général;

4915

4916

4917

Soulignant que les personnes les plus touchées par le changement climatique seront les plus pauvres de la planète, qu'elles verront leurs foyers et leurs sources de vie détruits et qu'elles seront obligés d'émigrer et de chercher un refuge;

4918

4919

Confirmant que 75% des émissions historiques de gaz à effet de serre sont apparus dans les pays irrationnellement industrialisés du nord;

4920

Constatant que le changement climatique est le produit du système capitaliste;

4921

4922

4923

Regrettant l'échec de la Conférence de Copenhague à cause des pays dit "développés" qui ne veulent pas reconnaître la dette climatique qu'ils ont envers les pays en voie de développement, les futures générations et la Terre Mère;

4924

4925

Affirmant que pour garantir le plein respect des Droits de l'Homme au XXI siècle, il faut reconnaître et respecter les Droits de la Mère Terre;

4926

Réaffirmant le besoin de lutter pour la justice climatique;

4927

4928

Reconnaissant le besoin d'assumer des actions urgentes afin éviter des dommages plus importants et des souffrances à l'humanité et à la Terre Mère, et de rétablir l'harmonie avec la nature;

4929

4930

4931

Certains que les peuples du monde, guidés par les principes de solidarité, justice et respect de la vie, seront capables de sauver l'humanité et la Terre Mère; et commémorant le jour international de la Terre Mère,

4932

4933

4934

4935

4936

Le Gouvernement de l'Etat Plurinational de la Bolivie convoque les peuples, les mouvements sociaux et les défenseurs de la Terre Mère du monde entier, et invite les scientifiques, les chercheurs, les juristes et les gouvernements qui veulent travailler avec leurs peuples, à la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère, qui aura lieu du 20 au 22 avril 2010 à Cochabamba, Bolivie.

4937

4938

Les objectifs de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère sont :

4939

4940

1) Analyser les causes structurelles et systémiques qui provoquent le changement climatique et proposer les mesures de fond qui permettent le bien-être de l'humanité toute entière en harmonie avec la nature.

4941

2) Discuter et s'accorder sur le projet de la Déclaration Universelle des Droits de la Terre Mère.

4942

4943

4944

4945

3) Convenir des propositions des nouveaux engagements pour le Protocole de Kyoto et pour les projets de Décisions de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique qui guideront les actions des gouvernements défenseurs de la vie lors des négociations sur le changement climatique et dans toutes les instances des Nations Unies, sur les points suivants :

4946

4947

4948

La dette climatique ; Les migrants-réfugiés du changement climatique ; La réduction des émissions ; L'adaptation ; Le transfert de technologie, Le financement, Les forêts et le changement climatique, La vision partagée, Les peuples indigènes.

4949

4) Travailler sur l'organisation du Référendum Mondial des Peuples sur le Changement Climatique.

- 4950 5) Analyser et établir un Plan d'Action pour avancer dans l'établissement d'un Tribunal de Justice
4951 Climatique;
- 4952 6) Définir les stratégies d'action et de mobilisation pour la défense de la vie face au changement
4953 climatique et pour les Droits de la Terre Mère.

4954 *Bolivie, le 5 janvier 2010 Evo Morales Ayma Président de l'Etat Plurinational de la Bolivie*

4955 **Annexe 4 : comment vivre durablement ?**

4956 *Et si l'objectif de la reconversion écologique était le véritable progrès, qui nous permettrait de vivre*
4957 *durablement, peut-être plus simplement mais aussi moins stressé, plus à notre rythme et plus*
4958 *agréablement, en évitant la pénurie de ressources naturelles, les risques de rationnement, de chaos et de*
4959 *guerres qui nous menacent, et laissant aux générations futures une planète encore vivable ?*

4960

4961 Que peut vouloir dire, pour notre vie de tous les jours, la reconversion écologique et sociale ? Quelles
4962 conséquences, en moins¹²⁷ comme en plus, aurait-elle sur notre vie quotidienne : notre travail, notre
4963 alimentation, notre logement, nos déplacements, nos achats etc.

4964 **Petit essai d'inventaires des plus et des moins dans notre vie présente et à venir.**

4965 Vivre dans un contexte énergétique totalement nouveau

4966 Le temps de l'énergie abondante et bon marché est révolu.

4967 Ce nouveau paradigme énergétique, qui rend indispensable la reconversion écologique de la production,
4968 aura aussi un impact sur nos consommations. Plutôt que d'attendre qu'il s'impose, prenons les devants :

- 4969 6 moins de gaspillages (l'inutile) mais aussi plus de sobriété (l'utile) dans notre chauffage,
4970 l'éclairage, l'usage de voiture quand il existe une alternative, etc.,
- 4971 7 plus d'efficacité énergétique dans la consommation (isolation, appareils basse consommation),
- 4972 8 plus de décentralisation et de maîtrise des citoyens sur la production d'énergies renouvelables et
4973 d'engagement de chacun qui en a la possibilité à cette production.

4974 Travailler autrement

4975 Le dépassement du capitalisme productiviste amènera une toute autre relation au travail et au temps, dans
4976 une société recentrée sur l'humain :

- 4977 9 moins de temps de travail (partage), plus de temps pour soi, pour les activités que l'on se choisit
4978 ou l'on s'organise soi-même, plus de possibilité personnelle de gérer sa vie,
- 4979 10 plus d'intérêt au travail (car produits réellement utiles), de pouvoir des salariés (démocratisation),
4980 de participation à sa gestion, d'économie sociale et solidaire,
- 4981 11 moins d'énergie et donc plus de certaines tâches matérielles (ré-industrialisation, agriculture
4982 biologique...),
- 4983 12 moins d'inégalité de revenus, plus de justice et de cohésion sociale.

4984 Manger mieux, des produits plus naturels, une alimentation plus saine

4985 Il s'agit de revoir nos pratiques d'alimentation par un mouvement volontaire vers l'usage des produits de
4986 l'agriculture paysanne naturelle ou biologique :

- 4987 13 moins d'uniformité des menus tout au long de l'année et plus de produits de saison (fruits,

¹²⁷ Puisque le déni de la contrainte écologique résulte de l'inquiétude : de quoi pourrais-je vraiment disposer et qu'est-ce que cela va me coûter en efforts, en devoirs et le cas échéant en « auto limitation », nous n'avons pas voulu esquiver ces questions mais essayer de les traiter.

4988 légumes), venant de moins loin, à un coût permettant aux agriculteurs de vivre décemment,
4989 14 plus de préparation personnelle de ses repas et moins d'industries agroalimentaires,
4990 15 plus de maraichage, d'horticulture et d'agriculture biologique non industrielle de proximité,
4991 16 moins d'agriculture intensive et en particulier de chimie : engrais chimiques et pesticides
4992 17 plus d'auto-production pour ceux qui en ont la possibilité (jardin),
4993 18 moins de consommation de viande, en particulier de viande rouge¹²⁸,
4994 19 moins d'achats en voiture en grandes surfaces; plus d'achats de proximité à pieds : marchés,
4995 commerces de proximité, AMAP...,
4996 20 une nourriture plus savoureuse et plus saine, réduisant notre exposition à "l'empoisonnement"¹²⁹
4997 par les produits chimiques

4998 Mieux se loger

4999 Il s'agit d'en finir avec le tout béton mal isolé. Il y a là un énorme chantier en matière de rénovation et de
5000 construction écologique et d'innovation.

5001 21 plus d'isolation thermique des constructions et des logements existants et de surveillance de la
5002 température,
5003 22 moins de consommation de combustibles et donc plus de disponibilité des revenus,
5004 23 plus d'offres alternatives : habitat coopératif autogéré, éco et auto-constructions, éco-quartiers, etc

5005 Mieux se déplacer

5006 Il s'agit de mieux occuper le territoire et de plus utiliser les transports en commun ou « légers. »

5007 24 moins de déplacements inutiles en relocalisant emplois et services et en limitant l'étalement
5008 urbain, mais aussi moins de déplacements utilisant un véhicule individuel en solitaire,
5009 énormément moins (voire plus) de tourisme à longue distance par avion,
5010 25 plus de transport en commun, de covoiturage, de bicyclettes, de triporteurs, de métros légers, de
5011 trams, etc...

5012 Mieux acheter et profiter de ce que l'on consomme

5013 26 moins d'achats, une consommation ramenée à l'essentiel et moins renouvelée inutilement (par effet
5014 de mode ou d'obsolescence), plus d'achats d'occasion
5015 27 plus de solidité, de possibilité de faire réparer, de recyclage (source de gisements d'emplois).
5016 28 moins de propriété individuelle des objets, plus de partage de produits : laverie commune dans un
5017 immeuble, partage d'usage entre voisins de biens (outils)
5018 29 moins d'achats de biens et plus d'achat ou de location de services (par exemple d'usage d'un frigo,
5019 d'une chaudière, etc) pour amener les fournisseurs à choisir des produits durables.
5020 30 plus d'informations sur les produits que l'on achète : au delà de la composition, coût de la publicité
5021 et du marketing, mode de production,
5022 31 moins payer de consommations intermédiaires : moins de publicité, moins d'emballages, moins de
5023 transport (taxe kilométrique), moins d'énergie

5024 Mieux profiter de nos vies

5025 32 plus de temps libre choisi et de liens; plus de richesse par les rencontres amicales, familiales ou
5026 amoureuses par tout ce qui peut contribuer au «réenchantement de la vie»,
5027 33 plus d'activités non rémunérées de la vie, de capacité à nous prendre en charge nous mêmes et de
5028 participer à la vie collective (collectifs, associations, partis); plus de démocratie sous diverses
5029 formes et de participation citoyenne aux délibérations politiques et aux décisions économiques;

¹²⁸ Il faut 7 kg de grains -qui eux-mêmes nécessitent 7 000 litres d'eau- pour produire 1 kg de viande rouge, contre 3 kg pour le porc, 2 kg pour la volaille et le poisson [De Ravignan, Décembre 2009] - l'excès de ces éléments étant par ailleurs dénoncé comme à l'origine des troubles cardio-vasculaires.

¹²⁹ ["Notre poison quotidien" enquête documentaire de Marie-Monique Robin Produite par ARTE et l'INA](#)

5030 34 plus d'air pur en ville et de qualité des eaux; d'espaces naturels reconquis et de biodiversité;
5031 35 plus de chances d'être en bonne santé et d'avoir reçu une éducation élargissant nos capacités de
5032 choix de vie;
5033 36 plus de solidarité, de coopération et de lien social du local au mondial,
5034 37 ... et peut être plus de possibilité pour chacun de trouver dans ces bouleversements sa définition du
5035 bonheur.

5036 Habitué et influencé par ce que nous vivons aujourd'hui, il est souvent difficile d'imaginer l'après. Cette
5037 énumération incomplète et imparfaite n'est donc qu'un début de ce que peut vouloir dire concrètement,
5038 pour notre vie de tous les jours, la reconversion écologique, avec ses moins et ses plus. C'est l'imagination
5039 et la créativité de tous qui la préciseront en la matérialisant.

5040 Cela rend non seulement acceptable, mais aussi désirable le mouvement vers nouveau modèle de
5041 civilisation, pour éviter le risque d'une gestion barbare de la pénurie.